Le Balkan Slave

et la crise autrichienne

CHARLES LOISEAU

Le Balkan Slave et la crise autrichienne

« Les petits Etats, dont nous sommes. ne doivent pas être la monnaie qui sert d'appoint dans les comptes entre grandes Puissances. »

Le prince Nicolas de Monténégro
(*L'Impératrice des Balkans*).



PARIS

LIBRAIRIE ACADEMIQUE DIDIER

PERRIN ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS

35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 35

1898

AVANT-PROPOS

« Les petits États, dont nous sommes, ne doivent pas être la monnaie qui sert d'appoint dans les comptes entre grandes Puissances. »

LE PRINCE NICOLAS DE MONTÉNÉGRO
(*L'Impératrice des Balkans*).

En définissant les États balkaniques la « petite monnaie » des Puissances, le prince de Monténégro prête à la Muse un jugement politique que la prose la plus exacte ne saurait point dépasser. Quand même l'évolution de la question d'Orient, du commencement du siècle jusqu'à nos jours, ne manifesterait pas cette vérité, la démonstration en sortirait des événements dont nous venons d'être témoins, l'année dernière. Ou plutôt cette fonction de billon international, qu'on aurait pu croire limitée aux seuls comptes ouverts par la guerre, vient manifestement de s'étendre à ceux qui font les bons amis de la paix.

Il y a vingt ans, au Congrès de Berlin — pour

ne pas remonter plus avant le cours de l'histoire contemporaine — c'est en tronçonnant la péninsule balkanique, tous intérêts conviés à cet étrange travail, hors ceux des populations qui en étaient le sujet, que l'Europe a paralysé les conséquences de la victoire de la Russie sur l'islamisme.

L'année dernière, c'est par une pesée collective sur des aspirations légitimes, et, pour la première fois, peut-être, en voie d'aboutir, que les mêmes Puissances ont empêché la Serbie, la Bulgarie et le Monténégro de profiter des embarras de la Porte et de résoudre la crise balkanique à leur avantage.

Sans doute, il y a des notes nouvelles, dans le *leitmotiv* de ce « concert » si vanté. Jamais, par exemple, les intérêts financiers n'ont crié plus haut qu'ils prenaient l'Empire ottoman sous leur sauvegarde, et il était réservé à la fin du siècle de faire monter sur la scène d'Orient, en qualité de personnage principal, la Haute banque, qui, jusqu'à présent, en était plutôt le souffleur. Mais l'initiation qu'on nous donne, depuis quatre-vingts ans, dès les bancs du collège, à la politique orientale, et au-dessus de laquelle notre maturité, en France, du moins, ne s'élève guère, n'est point étrangère non plus aux lourdes et monotones *tenues* de cette symphonie. Par elle les diplomates et les théoriciens ont façonné l' « opinion », plus primesautière et quelquefois plus clairvoyante de nature. Le respect, qui s'en va de partout, s'attache encore à la formule du problème réputé

le plus classique parmi ceux qu'ils ont charge de résoudre. Ou nous nous trompons fort, ou cette formule est la suivante.

La question d'Orient est, par essence, *internationale*. Et ceci doit s'entendre de deux façons. Toute Puissance, à la condition de posséder une assez grosse artillerie, a le droit de s'y prétendre intéressée, et nous ne croyons pas que les traditions de la diplomatie lui permissent d'en écarter les Etats-Unis eux-mêmes, s'il plaisait à la jeune Amérique d'entretenir une escadre entre le Bosphore et l'Archipel. Par ailleurs, il n'y a rien de proprement « national », ou rien, du moins, qui mérite d'être pris en considération comme tel, dans les secousses périodiques imprimées par l'élément chrétien de la péninsule à l'Empire ottoman. Assurément, la force même des choses a contraint l'Europe à reconnaître, sinon même à consacrer de nouveaux organismes politiques et l'on ne peut pas empêcher ces organismes de se proclamer « nations ». Mais ces nations sont-elles l'œuvre naturelle de l'ethnographie et de l'histoire, ou bien celle de la civilisation, préoccupée de reconstruire pan à pan un vieil édifice, dans la crainte qu'il ne s'effondre tout d'un coup ? Encore qu'on ne théorise guère là-dessus, la pratique des chancelleries montre qu'elles se tiennent à ce second point de vue. Jamais « concert » ne s'est sincèrement proposé de reclasser les races balkaniques dans la société européenne, où elles tenaient jadis une place importante, sur la base de droits à rechercher, à liquider, à concilier entre elles.

A priori cette tâche est jugée oiseuse, et même, quant au dernier point, impossible. Le droit n'existe que pour l'Empire ottoman : l'expédient seul fait le petit Etat grec ou slave. De fait, chaque fois qu'une insurrection, engendrée par des abus intolérables, a contraint l'Europe d'émettre contre ce « droit » des lettres de rescision, il a paru, au moment de la rédaction des protocoles, que ces Hellènes, ces Serbes, ces Bulgares fussent de tout nouveaux venus, des îlots humains inopinément découverts par le reflux de la marée ottomane, une manière d'archipel moral, sur lequel chacun se réserve de planter ultérieurement son pavillon. — Ou encore, de même que notre code distingue entre les personnes naturelles et les personnes juridiques — comme les congrégations, les associations, certains organismes administratifs, — et admet que l'Etat, conférant la personnalité à ces dernières, reste le maître d'en limiter ou d'en modifier les conditions ; de même, selon l'esprit du droit public européen, il semble que Grecs, Serbes et Bulgares ne tiennent leur existence nationale que d'une concession des grandes Puissances, sinon révocable *ad nutum*, au moins subordonnée à telles lois qu'il plaît aux intérêts de celles-ci de leur imposer.

L'année dernière, c'est une loi de « sagesse » qui a été signifiée aux Slaves de la péninsule. On a exigé d'eux qu'ils assistassent impassibles — nous ne disons pas à la rude épreuve de la Grèce, qui, dans le fond, ne les a pas touchés beaucoup — mais aux péripéties d'un drame où un rôle fruc-

tueux leur paraissait réservé. A l'heure où les Grecs tenaient encore les défilés de la Thessalie et où la Macédoine bulgare n'attendait, pour s'insurger, qu'un signe des comités de Sofia — comme la vieille Serbie, du reste, aux mêmes fins, qu'un encouragement de Belgrade, — l'entrée en campagne des trois Etats slaves balkaniques présageait à l'Islam, sinon une contre-invasion définitive, au moins une de ces secousses que son vieux corps peut difficilement supporter. Quand on dit que l'Europe a tenu la balance égale entre la Turquie et la Grèce, on feint d'oublier qu'elle a empêché quatre cent mille hommes de se jeter dans l'un des plateaux. Au mois d'avril, la Bulgarie était prête et réclamait des *bérats* en termes si comminatoires que le *Journal des Débats* en prit peur et même scandale : ce moniteur officiel de la Sublime Porte à Paris ne pouvait concevoir que les Bulgares eussent l'âme assez peu délicate pour presser l'exécution d'une vieille promesse, à l'heure où le Sultan avait de nouveaux soucis. La Serbie venait de dépenser quarante millions pour compléter ses armements. Au Monténégro, les officiers du bataillon d'instruction avaient salué la nouvelle de la déclaration de guerre par les cris de : *A Scutari!* poussés devant le palais du prince héritier. La conspiration du silence fut énergiquement organisée par toutes les *Agences* et gazettes officieuses de l'Europe contre cette levée d'opinion, qui avait besoin d'écho pour prendre conscience de son unité et de sa force. Les gouvernements balkaniques eux-mêmes, éblouis par ce décor

d'entente entre grandes Puissances, intimidés par des notes de chancelleries, et surtout hypnotisés, en quelque manière, par le sphinx de la politique russe, perdaient en hésitations, en scrupules, en analyses de chances, un temps précieux. Il fallut que le jour vint où leur « sagesse » fut officiellement louée par MM. de Mouraview et Goluchowski, procédant d'accord, pour qu'ils se sentissent une fois de plus la « petite monnaie » des Puissants, avec cette circonstance aggravante qu'il avait dépendu d'eux, un instant, d'en changer le titre et le cours. Ce jour-là, un vent de malaise, une sensation de duperie courut à travers la péninsule. On fut sceptique non seulement au désintéressement de la « civilisation », mais à la fidélité de la Russie elle-même. La faute avait peut-être mérité l'éloge ; mais l'éloge suffisait à l'expiation [1].

[1] Il est difficile à ceux qui ne connaissent point la péninsule balkanique ou même qui, la connaissant, n'ont pas suivi sur place les phases de la crise morale engendrée par le conflit gréco-turc, de se représenter les sentiments de désillusion et même d'humiliation qui ont accueilli le *certificat de bonne conduite* — c'est ainsi qu'on l'a nommé ironiquement — signé de l'Autriche et de la Russie. D'autant que cette humiliation a dû être non seulement contenue, mais travestie, dans les accusés de réception qu'imposaient les douloureux devoirs de la civilité internationale. Nous ne croyons pouvoir mieux entr'ouvrir une des coulisses de cette comédie qu'en citant quelques extraits de l'article des fond du *Glas tsernogortsa*, journal officiel du Monténégro, paru le lendemain de la réception de la dépêche Goluchowski-Mouraview — qui se trouvait être tout justement la veille de la visite du roi de Serbie à Cettinje.

Non seulement le *Glas* du 1er mai néglige d'informer ses lecteurs des hautes félicitations dont le prince de Monténégro vient

On a prétendu qu'en modérant les États slaves balkaniques le concert européen leur rendait service, parce qu'ils étaient encore trop faibles, même unis, pour se mesurer avec l'Empire ottoman. La thèse est discutable ; la sollicitude, au surplus, a bien quelque chose de suspect, venant d'une école diplomatique qui, soit au Congrès de Berlin, soit depuis, soit peut-être même avant, a toujours tendu à affaiblir le Balkan chrétien, sinon à le diviser contre lui-même. Mais quand on concéderait encore que la Porte eût *probablement* contenu Serbes, Bulgares et Monténégrins derrière leurs frontières respectives, leur intérêt, dans cette pire hypothèse, n'en fût pas moins apparu de prendre l'initiative de cette lutte et surtout de la mener d'accord. Par là, d'abord, un pas décisif eût été fait dans le sens de cette fédération dont on parle depuis 1896 et qui seule peut les soustraire aux influences

d'être l'objet, mais il correspond au désir de tassement si formellement exprimé par les Puissances, dans les termes qui suivent :

« S. M. le Roi de Serbie arrive à l'heure *la plus grave* de notre histoire. Nous sommes *consolés* et nous concevons les plus hautes espérances de l'entente fraternelle du Monténégro, de la Serbie et de la Bulgarie. »

« Les trois États slaves balkaniques, sous le drapeau du puissant principe des nationalités, qui a unifié l'Italie, peuvent regarder l'avenir avec confiance. Certainement, *la force est plus forte que le droit ;* mais elle ne dure qu'un moment, et le droit finit par triompher. »

« Les ombres des héros qui tombèrent sur les champs de bataille du Monténégro et de la Serbie béniront l'embrassement fraternel des souverains serbes à Cettinje, et cet embrassement, première condition de notre *victoire*, élèvera nos espérances, au milieu de la *grave situation* des Balkans. »

contradictoires des Puissances. Plus encore : une vérité importante, féconde, mal entrevue dans la pénombre de la paix, se fût imposée à l'Europe et à eux-mêmes. C'est qu'en somme la lutte pour la possession du Balkan ne se décompose pas en autant de conflits partiels que l'ethnographie y découvre de races, mais se ramène à savoir qui du Slave ou du Turc l'emportera. Il peut y avoir, il y a même certainement place dans la péninsule pour d'autres nationalités, mais la concurrence pour l'hégémonie ne s'établit, en réalité, qu'entre eux[1]. Les diplomates et certains publicistes peuvent se complaire à énumérer pêle-mêle les compétitions déchaînées dans cette région de l'Europe ; à opposer le Valaque au Bulgare, l'Albanais au Grec, le Turc à tout le monde ; à en conclure enfin, selon un mot récent de la *Norddeutsche Zeitung*, que c'est un chaos « dont aucun ordre ne peut sortir » : la mobilisation de quatre cent mille Slaves à la lisière du territoire ottoman eût été la meilleure réplique à cette dédaigneuse conclusion. La baïonnette a en soi quelque chose de si démonstratif, même si l'on se contente de la faire briller, que les plus experts à jongler, devant un parterre d'hommes d'Etat, avec les « idées » serbe, bulgare, hellène, valaque ou albanaise, à montrer leurs facettes,

[1] L'*hellénisme*, en tant que concurrent du *slavisme*, était déjà singulièrement distancé avant la guerre ; est-il besoin de remarquer que l'issue des opérations militaires ajourne d'autant sa candidature à la succession de l' « Homme malade » et, par conséquent, fait place nette au déploiement des Slaves dans les régions même qu'il paraissait le plus résolu à leur disputer ?

leurs entre-croisements, et comme elles se chassent, et comme elles passent et repassent dans un tourbillon sans fin, que ceux-là même eussent été contraints de rendre hommage à une force *organisée* : ou du moins, ce qui vaut mieux encore, l'opinion l'eût fait à leur place.

On a empêché cette force de se produire; soit. Est-ce vraiment à l'avantage du « concert européen » que cette obstruction a tourné? — L'intégrité de l'Empire ottoman, qui vient de recevoir une consécration nouvelle, est un de ces dogmes très anciens, dont la destinée est de provoquer encore plus d'arrière-pensées que d'actes de foi sincères; on le peut bien qualifier d'éminemment successif, envisagé du côté des fidèles qui, à tour de rôle, le proclament pour en profiter. Aujourd'hui — le point est à peu près admis et nous y insisterons au cours de cette étude — cette intégrité n'intéresse à fond ni la Russie, ni la France, ni l'Angleterre, aucune des Puissances, en un mot, entre lesquelles s'est à peu près circonscrit, jusqu'en 1878, le fameux débat oriental. Fait étrange : la Puissance qui excipe aujourd'hui d'un intérêt personnel, et le fait valoir, est celle-là même qui, par l'organe de son plus illustre homme d'Etat, le prince de Bismarck, proclamait jadis « que la question d'Orient ne vaut pas les os d'un grenadier poméranien ». Et cette installation de l'Allemagne à Constantinople, en qualité de conseil, de courtier, d'éducatrice administrative et militaire, est devenue en quelques mois si publique, que ceux-là même qui se firent, au printemps, les avocats du concert

européen avouent y trouver matière « aux préoccupations les plus graves[1] ». Pour les hommes

[1] Un des rédacteurs les plus importants du *Figaro*, qui passe pour inspiré par le Ministère des Affaires étrangères, auquel il a appartenu autrefois, d'ailleurs, M. Valfrey, nous fait, dans le numéro du 27 novembre, et sous le titre : *le Prestige d'un ambassadeur*, des aveux d'un caractère tel que la citation s'en impose. A propos de la récente nomination de M. le baron Marschall de Bieberstein au poste de Constantinople, il écrit textuellement :

« Il n'existe plus, désormais, dans la capitale de l'Empire ottoman *d'autre influence que celle de l'empereur Guillaume II*. Française, anglaise, russe, toutes les autres influences sont paralysées ou éteintes. Pour ceux qu'exaspère une telle révolution, autant que pour ceux qui s'y résignent, elle demeure un fait indéniable. »

« J'admire, en vérité, ces hommes d'Etat qui, comme lord Salisbury et M. le comte Goluchowski, célèbrent périodiquement les bienfaits du concert européen et lui prédisent encore, malgré des difficultés trop évidentes, un brillant avenir. Sans doute, le poids spécifique du concert a servi à limiter les complications qui se dessinaient, au printemps dernier, dans diverses régions de la Turquie d'Europe ; néanmoins, par quel miracle se fait-il qu'aujourd'hui le Sultan ne voie plus dans ce concert qu'un chef d'orchestre, quand le chef d'orchestre n'a rien mis au jeu pour aider le Sultan, que le conseil de ne pas se gêner avec les Grecs et d'envahir la Thessalie ? Les sultans, dans le cours de ce siècle, ont subi maintes fois la pression de telle ou telle puissance étrangère, mais cette pression ils la supportaient impatiemment et ne cherchaient qu'à y échapper. Maintenant, le Commandeur des croyants abandonne tout à l'Allemagne, sans compter : il en appelle à Guillaume II pour réformer son administration et ses finances, il ouvre au grand large les portes de son empire aux sujets allemands pour féconder le sol turc ; il se glorifie de n'être plus qu'une sorte de *Statthalter*, à genoux devant l'aigle prussienne. Dans cette œuvre immense que l'Allemagne vient d'accomplir, j'ai beau chercher, *il n'y a que des dupes et des complices.* »

« Ah ! sans doute, l'Empire ottoman reste debout, et ceux qui avaient prédit sa chute à bref délai, depuis Napoléon Ier jusqu'à lord Salisbury, n'ont pas assez calculé avec la mobilité des événements. Mais, entre nous, comment la diplomatie contempo-

qui ont suivi, depuis le traité de Berlin, la politique de l'Allemagne et de son avant-garde l'Autriche-Hongrie dans la péninsule, il n'y a là qu'un résultat logique, et, en quelque manière, inéluctable. Remettant à plus tard les développements que le sujet comporte, tenons-nous au fait, et cherchons si, dans une autre partie de l'Europe, un phéno-

raine ne s'est-elle pas aperçue plus tôt qu'en formant le célèbre concert, qui fonctionne toujours, elle livrait le Sultan à l'Allemagne, et travaillait pour ériger de sa propre main à Constantinople cette domination étrangère d'un seul, alors que le programme initial était basé, comme on dit dans le jargon des chancelleries, sur le *statu quo* et le désintéressement de tous? »

« J'ai lu cette année bon nombre de *Livres jaunes*, *bleus*, *verts*, etc.: ils reflètent tous, presque à un égal degré, l'*incohérence*, le *décousu* des négociations qui ont précédé la guerre turco-grecque. Une proposition part de telle ou telle capitale; on se la renvoie comme une balle dans tous les sens, les uns en se réservant de prendre conseil de ce que décidera la collectivité, les autres en répondant qu'ils n'ont pas encore d'opinion. Puis, au bout de quelques jours, de quelques semaines parfois, surgit le point lumineux, c'est à Berlin: *alors tout le monde s'incline*. L'Angleterre essaye bien, par-ci par-là, de se mettre en travers du mouvement, mais si elle a gain de cause, aussitôt les événements se précipitent, et toujours dans une direction opposée aux vœux de la majorité du concert. Berlin profite de ces incertitudes et de ces fautes pour accuser progressivement les lignes de sa diplomatie; on sait à Berlin ce qu'on veut, on procède avec méthode, et quand la paix est rétablie, il se trouve que, au-dessus du concert européen créé pour la protection de la Turquie, plane le protectorat de l'Allemagne sur la Turquie. »

« La stupéfaction a été profonde dès le premier moment: *elle a fait place depuis à des préoccupations graves*. Les chancelleries continuent de sourire, elles n'en sentent pas moins au fond du cœur l'*amertume de leurs déceptions*. La Turquie est devenue la vassale de l'Allemagne, et l'Allemagne est représentée maintenant à Constantinople par l'homme d'Etat qui a tenu en mains, dès l'origine, tous les fils de cette gigantesque opération. »

mène parallèle, symétrique même, ne servirait pas à l'éclairer.

*
* *

Ce livre était commencé quand l'attention publique, retenue, pendant plus d'un an, par les affaires d'Arménie, de Crète et le conflit gréco-turc, a été brusquement ramenée sur la crise autrichienne. Son objet étant de présenter, non point seulement les Serbes, les Monténégrins et les Bulgares, mais toute la race slave du sud, épandue de la mer Noire à Trieste, à l'état d'entité, d'individualité ethnique, si l'on peut dire, une enfin par l'origine, les tendances, les intérêts et la fonction internationale, — nous pouvons bien avouer qu'en raison de certains plis de l'esprit occidental il nous a paru plusieurs fois d'une réalisation difficile. D'une part, il fallait bien insister sur la donnée ethnographique et émettre une de ces théories de « nationalités » qui passionnèrent la génération de 1848, voire celle de 1860, mais passent à présent pour démodées. De l'autre, force était de rompre avec certaines classifications usuelles, qui s'inspirent avant tout du tracé de la frontière politique : on est accoutumé, chez nous, à considérer que le « Balkan » commence au point précis où finit l'Empire des Habsbourg, et l'on n'admet pas plus de solidarité entre ces deux mondes qu'entre les

questions dites « autrichiennes » et la question d'Orient.

A ce double point de vue, l'événement a servi notre dessein. Si les Français d'aujourd'hui s'imaginent que les théories de nationalités sont mortes, à tout le moins trop usées pour inspirer l'action, l'explosion de furieux « nationalisme » allemand, qui vient d'ébranler la Cisleithanie, est bien faite pour les détromper. On a dit beaucoup trop solennellement qu'il n'y a plus que des questions économiques et sociales : l'orgueil, les instincts, voire les appétits de race, ont encore, comme on voit, une large part aux affaires de ce monde. — Par ailleurs, si l'on ne saurait discerner, *de plano*, de lien logique entre les affaires d'Orient et les orages du *Reichsrath*, l'esprit s'arrête sur leur succession rapide, à tout le moins sur une sorte de fatalité qui semble les avoir coordonnés. Sans que les phénomènes s'engendrent, ils peuvent bien offrir entre eux quelque relation, retenir l'intérêt sur une donnée commune, et même finir par montrer *un* certain problème qu'on aurait pris l'habitude de sérier arbitrairement.

L'Allemand, promu suprême influence à Constantinople, l'Allemand, prétendant rester suprême influence en Cisleithanie, en dépit du jeu régulier des institutions, qui l'élimine, — l'Allemand, en un mot, prenant toutes ses aises avec la géographie comme avec la loi des majorités, c'est cela la donnée commune, et, pour psychologique qu'elle soit, peut-être les hommes d'Etat feraient-ils bien d'y réfléchir. Et si l'on demande aux dépens de qui

— aux dépens immédiats, voulons-nous dire — se produit cette affirmation de l'hégémonie de sa race, c'est encore une idée de race, non celle d'organismes politiques définitivement constitués, qui se présente à l'esprit. Tchèques et Polonais[1] au nord de la Monarchie austro-hongroise, Croates et Slovènes, au sud, Serbes et Bulgares, dans la vallée du bas Danube, — au fond, c'est toujours le Slave qui, à la fin du XIX[e] siècle, comme il y a mille ans, sous forme d'obstruction parlementaire au *Reichsrath*, ou d'obstruction diplomatique aux portes de l'Empire ottoman, doit subir une sorte de *capitis deminutio* au profit de l'Allemand. Pour ne parler que du groupe slave que les migrations primitives ont placé sur la route directe de l'Orient, c'est lui, à coup sûr, qui doit payer les frais de cet échelonnement germanique des frontières de la Bohême à Constantinople, — et cela fait bien, ou nous nous trompons fort, un pont entre les idées de 1848 et les idées « modernes », comme entre les questions balkaniques et les austro-hongroises.

Par ce pont, projeté au-dessus de tant de frontières, et au mépris de toutes les règles de l'ar-

[1] La scission, en Cisleithanie, entre le groupe polonais et le parti prétendu « libéral » allemand, est un phénomène nouveau et très remarquable. Il coïncide du reste, dans la Pologne russe, avec une sorte d'évolution du sentiment public, ou de « ralliement », à l'Empire des Tsars, ralliement qui s'est accentué à l'occasion du voyage de Nicolas II à Varsovie, et que la Papauté actuelle encourage de tout son pouvoir. Il semble que ce groupe, qui avait affiché, jusqu'à présent, une attitude isolée, sinon hostile, au sein de la grande famille slave, se rapproche de son foyer naturel, en prévision, peut-être, des batailles décisives de l'avenir.

chitecture vénérée du concert européen, peut passer un autre « nationalisme » que celui des Allemands. Et nous l'entendons sous deux rapports. C'est d'abord que peut-être de nouvelles formations politiques marqueront quelque jour, chez les Slaves du sud, une réaction contre cette poussée et en seront la conséquence. C'est en outre que, dès à présent, il n'est pas si arbitraire de les considérer comme formant un tout, à l'état de force ethnique compacte, puisque l'Allemand brise en esprit tous les cadres constitués et rend une troublante actualité à l'idée de race. Sous le bénéfice de cette double observation, nous avons pensé que l'idée de *Balkan slave* — expression géographique, a dit textuellement un auteur, de l'étendue sur laquelle vit *notre race*[1] — se prêtait à l'observation des phénomènes communs aux Slovènes et aux Croates, comme aux Serbes et aux Bulgares. Le seul emploi du *mot* nous paraît appeler une explication.

Qu'est-ce donc que le Balkan? — Dans le langage du monde, et même dans celui des chancelleries, ce nom a déjà prêté à de tels abus qu'un publiciste pourrait presque se dispenser de rendre des comptes, tout en forgeant sa propre terminologie en vue d'une thèse. L'idée qu'on nous en donne communément est celle de région litigieuse, qui, du côté de la terre, s'étend partout où il est possible de découvrir un aspect de la question d'Orient. C'est ainsi qu'on y comprend la Roumanie, sans prendre garde que la péninsule a

[1] Bogdanov. Préface de *la Pensée balkanique à travers les âges*.

le Danube pour frontière naturelle — ou qu'elle n'en a pas. Il y a mieux : on classe libéralement la Bosnie parmi les régions balkaniques, mais non point la Dalmatie, qui pourtant constitue son littoral. Raguse, par exemple, de deux degrés plus avancée du côté de l'Orient que Bihac, une des bourgades bosniaques qui confinent à la Croatie, est exclue du Balkan, parce que c'est une ville maritime ; mais Bihac en fait partie, parce qu'il figure dans l'*Hinterland*. — Les géographes, les Allemands surtout, consciencieux à leur manière, ont beau nous représenter la péninsule, sous le nom de *Balkanhalbinsel*, telle que la nature l'a faite, c'est-à-dire vallées comprises de la Save et même de la Drave, l'habitude est plus forte, et des millions d'êtres, qui sont tout justement des Slaves du sud, vivent sur le Balkan géographique, sans qu'on ait l'air de s'en douter. De tout ceci, nous ne voulons retenir qu'un point. Naturellement constituée par la mer et par le Danube, la frontière de la péninsule, du côté du nord-ouest, prête à certaines contestations, à peu près comme celle de la France, depuis que nous avons perdu le Rhin. Mais en somme il suffit de jeter les yeux sur une carte pour se rendre compte que l'immense majorité des Slaves du sud sont « péninsulaires » : sur leur histoire et sur leur littérature pour apprendre qu'ils ont toujours considéré le Balkan comme le foyer propre à leur race[1] ; sur l'état de leurs intérêts enfin, pour apprécier que ceux-ci n'ont aucun rapport avec les zones artificielles qu'on leur

[1] Voir au chapitre II : *l'Évolution littéraire*.

assigne. De là à cristalliser l'idée de race dans l'expression géographique, il n'y a qu'un pas. Ce pas a été franchi maintes fois par eux-mêmes ; nous ne faisons que les imiter, et nous pensons, de surcroît, que ce serait leur chercher une querelle de mots, presque facétieuse en l'état diffus de la terminologie courante, que de leur contester en bloc la qualité de famille éminemment balkanique, et même dominante sur le Balkan.

*
* *

Nous avons dû, dans ce livre, faire une place assez large à l'initiation, insister sur certaines phases d'une histoire qui s'est déroulée, pour ainsi dire, en marge de la nôtre, appeler l'attention sur une littérature peu connue, décrire la physionomie d'une société que généralement on effleure, — le tout avant d'aborder les problèmes contemporains. C'est que, dans ces problèmes, la donnée propre aux Slaves du sud est en fonction, pour nous servir d'une pure expression mathématique, de tout un passé qu'il faut connaître. Nous sommes en présence d'un monde à part ; nous nous l'imaginons né d'hier ; en réalité, il *fut* — à une époque où l'Europe entière n'était guère mieux organisée que le Balkan d'aujourd'hui — et il aspire à redevenir. Tout paraîtra caprice, contradiction, enfan-

tillage même, dans les expressions de sa vitalité à la fin du XIX[e] siècle, si l'on ne tient compte de cet élément fondamental. Plus généralement, d'ailleurs, nous estimons qu'il faut pousser assez loin l'étude d'un milieu, se familiariser avec son tempérament et ses lois, pour juger de sa place et préjuger de son rôle dans la société européenne. Peut-être attache-t-on, en France, à la politique extérieure, une idée qui sent trop son occultisme. Il semble que ces hommes considérables qu'on nomme diplomates — pour le gros de l'opinion, partie savants, partie augures, partie abstracteurs de quintessence — en fassent avec un peu d'alchimie morale et je ne sais quelles formules de droit quiritaire rajeuni. Soyons plus simples, et avouons qu'on en fait surtout avec des connaissances : histoire, géographie, ethnographie, économie politique, psychologie sociale surtout. Rien, en somme, qui ne puisse s'apprendre, ou qui oblige à écouter aux portes du Ministère des Affaires étrangères pour entrer en possession du « grand secret ».

Ce n'est point un secret, au moins pour ceux qui se veulent donner la peine de connaître, que le concert européen, dont le prestige est si fort entamé depuis six mois, n'est que l'application rééditée du principe de l'*internationalisation* de la question d'Orient. Et il est bien inutile de consulter les tables tournantes diplomatiques pour restituer à ce principe son caractère de pure fiction : c'est toujours, au fond, une *nationalité* qui en profite, à l'exclusion des autres, et travaille, quelquefois à découvert, dans le grand silence de la Paix. Avant-

hier, la russe ; hier, l'anglaise ; aujourd'hui, l'allemande. Il n'y a jamais eu autre chose, depuis un siècle, au fond de ce perfide *statu quo* d'Orient. La solution dont on ne s'est point avisé, ou plutôt celle qu'entrevue on s'est hâté d'écarter insidieusement au congrès de Berlin[1], aurait pu émaner tout justement de la race slave du sud. C'est l'utilisation même de cette race en vue de refouler avec méthode l'Empire ottoman, de constituer à sa place une septième puissance, fédérative, si l'on veut, mais en somme « européenne », — qui contribuerait, avec le temps, à l'équilibre des six autres, au lieu de leur fournir, à l'état chaotique, de perpétuels prétextes à s'entre-déchirer. C'est la mise en valeur d'une force ethnique, la seule qui se puisse mesurer, dans le Balkan, avec l'Islam, et dont la vocation est attestée par des progrès évidents et constants au cours de ce siècle. C'est enfin, il en faut faire l'aveu, le contrepied de la politique que l'Europe a suivie jusqu'à ce jour, puisqu'il s'agit de substituer l'essai d'un concept « national » au préjugé que nous avons signalé plus haut et qui *internationalise* la question d'Orient.

Théorie, si l'on veut. — De savoir si elle a des racines dans la société slave du sud et si l'état actuel de cette société peut lui donner du crédit, on en jugera par ce livre. Mais quand bien même on lui trouverait des contours trop imprécis et une échéance trop lointaine, à un point de vue plus modeste, le livre nous semble pouvoir intéresser. Il présente, en somme, au public, les couches

[1] Voir le chapitre Ier : *les Essais d'unification à travers l'histoire.*

successives et non stratifiées d'une race qui sera fatalement impliquée dans tous les ébranlements du vieux monde. Le point aigu de la maladie européenne, si l'on peut dire, se déplace le long d'une courbe qui ne s'étend guère moins que de la capitale des Habsbourg à celle de l'Empire ottoman. Les Slaves du sud occupent, par le seul fait de la position géographique, la section la plus allongée de cette courbe. Où que la commotion se produise, à Vienne ou à Constantinople, ils la ressentiront les premiers, et si l'occasion ou les forces leur manquent pour être les facteurs décisifs de quelque chose, à coup sûr ils ne peuvent rester étrangers à rien.

Même l'évolution de la question sociale, en dépit de leur éloignement des foyers de propagande et d'action, aura un contre-coup, et peut-être de la dernière importance, sur leur *devenir*. Nous sommes convaincu, et nous avons cherché à l'établir ailleurs[1], que la question d'Orient et la question sociale se tiennent par beaucoup de points. La conclusion à laquelle nous sommes arrivés, et qui sera développée dans un des chapitres de ce livre, paraîtra peut-être excessive, en ce sens qu'elle impute aux pratiques de la diplomatie en Orient une part plus considérable qu'apparente dans les désillusions et les irritations syndiquées contre l'ordre actuel. Soumise, en forme de brochure, au jugement de M. Gladstone, elle nous a valu, de l'illustre homme d'Etat, une réponse que nous tenons à citer :

[1] Le sujet a été traité, dans la *Quinzaine*, sous le titre : *le Côté social de la question d'Orient*. De nombreux emprunts ont été faits à cet article, dans le chapitre VII de cet ouvrage.

Hawarden, 13 octobre 1897.

MONSIEUR,

Je vous remercie sincèrement de l'honneur que vous m'avez fait en m'adressant votre brochure.

La politique des Puissances européennes, depuis deux ans, dans les affaires orientales, a été la plus déshonorante (*dishonouring*) de toutes celles que j'ai vu pratiquer, et la plus déplorable quant aux résultats. Je suis convaincu que les Gouvernements *n'ont pas agi en conformité des vues et des désirs des peuples*, et par cette raison je me réjouis sincèrement, toutes les fois qu'un publiciste essaie de donner à l'opinion une saine direction, en une matière d'aussi vaste importance.

J'ai l'honneur d'être votre très dévoué et obéissant.

W. GLADSTONE.

En estimant que les divergences d'appréciation, touchant la question d'Orient, ne sont qu'un des aspects d'un conflit plus général entre gouvernants et gouvernés, entre classes satisfaites et classes impatientes, entre l'esprit aveuglément conservateur et l'esprit d'avant-garde ; en nous faisant entendre que peut-être la libération définitive et la renaissance de la péninsule sont solidaires des poussées de la démocratie occidentale — M. Gladstone a prononcé, n'en doutons pas, un mot d'avenir.

C. L.

Le Balkan Slave

ET LA CRISE AUTRICHIENNE

CHAPITRE PREMIER

LES ESSAIS D'UNIFICATION A TRAVERS L'HISTOIRE

SOMMAIRE. — La race slave du Sud. — Statistique et ethnographie. — Les origines de la question contemporaine d'Orient. — Le Balkan slave en voie d'organisation au XIVe siècle. — Comparaison avec la Russie. — L'Empire de Dusan et l'alliance slavo-latine. — L'insurrection serbe. — Essais d'unification partielle au XIXe siècle. — Le royaume d'Illyrie. — La révolution de 1848, Jellacic et le *vladika* Pierre II de Monténégro. — Le lendemain de Sadowa. — Le dualisme austro-hongrois et sa connexité avec la politique triplicienne. — Traités de San-Stefano et de Berlin. — Le *Drang nach Osten*. — Les auxiliaires et les adversaires des Slaves du Sud.

Sur la route d'Orient, par l'Italie, on passe la frontière territoriale du monde slave entre Venise et Trieste. Les noms de Gorica, Strasic, Nabresina, Svetibortul signalent une région à base de population slovène, inégalement mêlée à l'élément italien. Et de ce pourtour du golfe de Venise à la mer Noire, en suivant la vallée de la

Save et la rive droite du Danube, on reste en contact avec la même race, classée en ethnographie sous les noms de *Jugo-Slaves* ou *Slaves du Sud*. Le premier rameau qu'on en rencontre, les *Slovènes*, le plus avancé du côté de l'Occident, passe aussi pour le plus anciennement établi dans l'Europe méridionale.

A cette race l'histoire a fini par assigner un cadre politique si riche en compartiments qu'il faut dès l'abord un acte de foi à l'ethnographie pour rendre justice à son unité. Aucune ne doit servir tant de maîtres, ni se plier à des régimes si divers. On expérimente encore à l'heure qu'il est, sur le Jugo-Slave, toutes les formes de gouvernement et même d'anarchie, toutes les combinaisons issues du génie ou suggérées par l'intérêt de races qui lui sont étrangères. Il est sujet autrichien, hongrois, serbe, monténégrin, bulgare, ottoman; ici constitutionnel comme un Anglais ou un Suisse, là corvéable ou peu s'en faut. Ajoutons que cette variété de statuts politiques ne s'inspire nullement des subdivisions naturelles en rameaux ou groupes, que la science abstraite a, du reste, consacrées, — si peu qu'au seuil de la matière une précaution de terminologie s'impose.

Ainsi, dans notre langage usuel, et souvent même sous la plume des publicistes occidentaux, le Serbe s'identifie avec le sujet du roi Alexandre Ier, et le Bulgare avec celui du prince de Cobourg ; les Dalmates et les Monténégrins forment groupes àpart ; sont qualifiés indistinctement Croates tous

les habitants du royaume de Croatie. On se tient, en un mot, aux dénominations consacrées par la géographie politique ou administrative, — quelquefois même par la géographie sans épithète. Procédé commode, mais trop sommaire, dont le principal inconvénient est de fausser la physionomie d'une société préoccupée tout justement d'en appeler de la carte à l'ethnographie. Chez eux et entre eux les Jugo-Slaves se classent d'une autre manière, et force est bien d'entrer dans leurs habitudes de langage pour les représenter, non pas à l' « occidentale », mais tels qu'ils sont. Ces habitudes, sans exclure le terme géographique, toutes les fois qu'il ne saurait prêter à confusion — c'est le cas pour les Dalmates, les Monténégrins, les Rouméliotes — s'attachent essentiellement à l'idée traditionnelle d'association de tribus (*pleme*; au pluriel : *plemena*), et arrêtent à quatre le chiffre de ces *plemena*, constitutifs de la race : le slovène, le serbe, le croate, le bulgare. Tout Jugo-Slave, avant d'être sujet ou administré, relève de cette classification, et les dénominations de serbe ou de bulgare, par exemple, employées sans autre précision, doivent s'entendre du *pleme* intégral, de l'expression ethnographique pure.

La difficulté commence avec la détermination du domaine exact de chaque *pleme*, ou, plus simplement encore, à cette question usuelle : à quel signe reconnaître le Slovène, le Serbe, le Croate, le Bulgare ethnographiques ? Elle vient de ce que le signe est nécessairement complexe ;

on le doit déduire de certaines données ou présomptions, tirées de la religion, de l'histoire, de la philologie, qui prêtent aisément à contestation, et au bout desquelles — selon la très juste remarque de M. Victor Bérard à propos de la Macédoine[1] — il faut bien faire une place quasi décisive à la profession de foi individuelle. Sans nous livrer au travail minutieux et d'intérêt pratique fort restreint que comporte cet ajustage des cadres de la société jugo-slave, nous nous tiendrons à un tracé substantiel, et, à notre sens, suffisant.

Le *pleme* slovène, catholique de religion et *cisleithan* par le statut politique, compte, d'après le bureau statistique de Vienne, environ 1.271.000 membres (recensement de 1895), à l'état de groupe compact en Carniole et en Istrie, d'îlots plus ou moins clairsemés en Carinthie et dans la Styrie méridionale.

Les Croates, également catholiques, forment le fond de la population sur le territoire autonome de la Croatie-Slavonie et en Dalmatie, où ils sont sujet cisleithans, — la minorité en Bosnie-Herzégovine, soumise au régime spécial de l' « occupation », d'après le traité de Berlin[2].

[1] Voir Bérard, *la Turquie et l'Hellénisme contemporain*.

[2] Nous empruntons à la statistique récente publiée par M. Vrbanic, professeur à l'Université d'Agram, sous le titre *Demografske prilike u. Juznih Slavena* (Conditions démographiques des Slaves du Sud), les chiffres qui vont suivre, tout en observant que le travail le plus consciencieux, en matière de recensement ethnographique, et surtout dans cette partie de l'Europe, laisse à l'hypothèse une place assez large. A mesure qu'on avance vers l'Orient, ce champ de l'hypothèse s'élargit, car ce sont les éléments maté-

Les Serbes, qui professent presque tous la religion grecque orthodoxe et rentrent à ce titre dans le vaste giron de l'Eglise *pravoslave*[1], sont parvenus à fonder deux Etats indépendants : le royaume de Serbie et la principauté de Monténégro. Mais on les trouve aussi dispersés, et en plus grand nombre, soit en Dalmatie (constitution cisleithane), soit dans la Hongrie méridionale (constitution magyare), soit en Croatie-Slavonie (constitution autonome ou *Nagoda*), soit enfin en Bosnie et en Macédoine, où ils sont ici sujets effectifs, là sujets nominaux de la Porte. Ce *pleme*, qui revendique à bon droit la place la plus impor-

riels de la statistique qui font défaut. Telle est même la raison pour laquelle, dans un travail d'ensemble, M. Vrbanic a renoncé à donner autre chose que des aperçus, touchant la « démographie » de l'Albanie et de la Macédoine.

D'après M. Vrbanic, le nombre des Croates était, en 1895, de 1.553.075 sur le territoire de la Croatie-Slavonie : de 439.536 en Dalmatie et d'environ 260.000 en Bosnie-Herzégovine.

Le dénombrement des Serbes accuserait les résultats suivants :

Royaume de Serbie	2.127.144
Principauté de Monténégro	250.000
Royaume de Hongrie	678.747
Croatie-Slavonie	567.443
Dalmatie	87.009
Bosnie-Herzégovine	673.246
Empire ottoman	992.000

(Ce dernier chiffre, donné, en 1889, par M. Gopcevic, est réduit des trois quarts par les statisticiens bulgares.)

Le contingent du *pleme* bulgare se ressent naturellement de la préférence donnée à ces éstimations rivales, en matière de « démographie » macédonienne. La principauté de Bulgarie comptait, en 1892, 3.310.713 habitants, compris 676.215 musulmans, dont une partie, tout au moins, ne saurait être portée au compte des Slaves du Sud.

[1] C'est le nom que se donnent tous les Slaves du rite orthodoxe, sans exception.

tante dans l'histoire de la péninsule, se trouve donc disloqué et comme tiraillé entre *sept* statuts politiques différents, épuisant, d'ailleurs, la gamme de toutes les formes connues de la sujétion, de la condition de *raïa* à celle d'électeur.

Chez les Bulgares, enfin, même émiettement et pareils contrastes. On en rencontre, hors de la principauté, en Serbie, dans les provinces turques et tout le long du Danube. A l'état de groupe, ceux qui habitent la Bulgarie proprement dite jouissent d'institutions que M. de Laveleye compare à celles de la Belgique ; ceux de Macédoine dépendent du bon plaisir des diverses castes ottomanes, et c'est assez dire. Entre tous le lien le plus apparent consiste dans le rattachement à l'Exarchat, sorte de patrie confessionnelle qui jouit de cette immunité bizarre d'être à la fois excommuniée par le patriarche de Constantinople et moralement agrégée à l'Eglise *pravoslave*.

Compte tenu de l'accroissement de la population depuis l'époque où les statistiques ci-dessus ont été publiées, le chiffre global de treize millions paraît exprimer assez exactement la force numérique actuelle des Slaves du Sud.

*
* *

Il fallait passer par ce défilé aride pour embrasser d'un coup d'œil, en ce qui touche ces treize

millions d'êtres de même race, l'œuvre chaotique de l'histoire. Il n'existe pas, il n'a sans doute jamais existé en Europe, même au temps de l'élaboration confuse des grands Etats, d'exemple d'une si complète dislocation. Telle quelle, la diplomatie contemporaine l'appelle « ordre », et le gros de l'opinion la suit, sans même prendre garde qu'un des facteurs des désordres si redoutés dans la péninsule balkanique gît incontestablement là. Faut-il rappeler la genèse de cet état si peu conforme aux lois qui régissent ailleurs nos sociétés contemporaines ? Ce serait tenter d'écrire à nouveau des pages bien connues de l'histoire de l'Europe. Mais la même histoire, prise à un autre point de vue, et à l'envers, pour ainsi dire, peut encore offrir quelque intérêt. On sait du reste à la suite de quelles invasions brutales ou lentes incorporations le monde jugo-slave nous apparaît aujourd'hui sous la forme d'un miroir naturellement et définitivement brisé. On est moins instruit de ses essais, souvent partiels et obscurs, de cristallisation. On ignore en conséquence les précédents, les phases, la logique, pour tout dire, de la résistance qu'il oppose à sa destinée. Combler cette lacune, ce n'est pas seulement appeler l'indulgence sur telles aspirations jugées trop sommairement fantaisistes ou spontanées ; c'est encore et surtout — au début d'une étude qui a pour objet la race dominante dans la péninsule balkanique — disposer, selon l'esprit de cette race, le fondement sans lequel il est impossible de rien comprendre aux expressions actuelles de sa vitalité : mœurs,

politique, littérature, presse, affaires religieuses, conflits même. La clef de presque tous les phénomènes contemporains, chez les Jugo-Slaves, doit être cherchée au fond des siècles antérieurs à l'invasion ottomane. Du reste, cette période culminante de leur histoire éveille d'autres intérêts que ceux de l'érudition pure. Elle a plus de rapports qu'on ne pense avec notre temps, même au regard de l'Europe, qui n'ayant plus à considérer la question d'Orient sous un aspect en quelque sorte défensif, se trouve, aujourd'hui comme alors, en face d'un problème d'*organisation*.

Ce problème, le Moyen Age latin ne l'a ni étudié, ni peut-être même soupçonné. Ce fut, à l'origine, un mouvement mystique (mêlé, il est vrai, surtout chez les Vénitiens, d'arrière-pensées colonisatrices et commerciales) qui, le poussant aux croisades, lui fit prendre contact avec l'Orient. Plus tard, quand la conquête du saint Sépulcre cessa d'être son objet immédiat, il ne vit dans la décadence de l'Empire grec qu'une occasion d'échafauder à ses dépens un système féodal plus ou moins viable ; d'utiliser, au profit de barons trop à l'étroit dans leurs seigneuries, un effort gigantesque en le détournant de son idéal. Une poussée qui installe un prince flamand à Constantinople et fait d'un gentilhomme franc-comtois le baron d'Athènes et de Thèbes[1], fût-ce au

[1] « Un seigneur de Franche-Comté, Otton de la Roche-sur-Ognon, s'était distingué à la prise de Constantinople, en 1204. Il fut investi de la baronnie d'Athènes et de Thèbes. » — Rambaud, *Histoire générale ;* livre Ier, chapitre xv.

XIIIe siècle, ne peut se recommander ni d'un mobile, ni même d'un vernis politiques ; c'est une suggestion, suivie d'effet, du pur esprit d'aventure. Au reste, ni l'inutilité de ses efforts contre les Turcs, ni la découverte en eux d'un état de civilisation militaire avancé ne suggérèrent à l'Occident l'idée d'une contre-invasion, le désir de fonder, en s'aidant d'une race jeune, et qui, dans le Balkan, fût chez elle, un boulevard contre cette éventualité. On peut dire à sa décharge que l'Europe, en formation elle-même, n'était pas mûre pour une si vaste combinaison ; qu'une vue d' « équilibre européen » eût constitué, pour l'époque, un anachronisme ; qu'enfin le difficile n'est pas de faire la critique de l'histoire, mais d'en avoir le pressentiment.

Mais par cette dernière raison, tout justement, les Jugo-Slaves ne se recommandent-ils pas à l'attention du critique ? N'ont-ils pas, à différentes époques, au moins sous des formes rudimentaires, marqué le pressentiment que Byzance ébranlée montrait une place à prendre et surtout à remplir ? Est-il permis enfin de confondre, au double point de vue de la légitimité et de la solidité du résultat possible, ces efforts procédant de l'esprit national, accomplis par des *Balkaniens* dans le Balkan, c'est-à-dire dans la sphère d'action que la géographie leur assignait, avec la tentative d'organisation des Latins, étrangers sur ce sol et incapables, par mille raisons, d'y prendre racine ?

Je veux que la première poussée des Bulgares, qui se produisit bien avant les Croisades — puisque

nous les trouvons, dès 559, sous les murs de Constantinople — ne s'inspirât d'aucune idée politique : c'est toujours, chez les chefs, le besoin de guerroyer pour s'étendre ; chez le soldat, l'instinct de se battre pour posséder. Cependant, tout n'est pas impulsif — ou l'impulsion est bien clairvoyante — chez ce tsar Siméon qui, quatre siècles et demi plus tard, fonde un grand Empire, difficilement, lui mort, détruit par Basile II ; ni chez Johannitsa, qui relève cet Empire au XIII[e] siècle, en fait un Etat mi-bulgare et mi-valaque, et reçoit la couronne d'un légat du Pape, l'année même où Byzance fut prise d'assaut par les Croisés.

A l'autre extrémité du Balkan, les Serbes, sous les Némagnides, préludent aux mêmes projets de conquête et d'organisation. Fondée en 1165, cette dynastie leur donne des saints, des législateurs, des administrateurs et des guerriers, dont le souvenir est resté populaire ; enfin un politique de premier ordre, en qui ces mérites se confondent — peut-être à la sainteté près — et qu'ils ont appelé Dusan le Grand. Sans nous astreindre à suivre la carrière des Némagnides, qui a fait l'objet, même en Occident, d'études approfondies[1], nous en voulons retenir ceci. Quand Dusan meurt, le 20 décembre 1355, dans la force de l'âge, il est parvenu à contenir, dans un organisme centralisateur, un Empire qui, doublé par des guerres heureuses,

[1] Voir notamment le beau travail de M. Émile de Borchgrave : *l'Empereur Etienne Dusan et la Péninsule balkanique au XIV[e] siècle* (Bulletins de l'Académie royale de Belgique, 3[e] série, tome VIII, 1884).

embrasse les deux tiers de la péninsule ; il est à la veille d'une expédition contre Byzance, que tout fait présager décisive ; il a contraint Venise, à force de persévérance diplomatique, à entrer dans son jeu, et peut-être à comprendre comme lui la « question d'Orient ».

Quelques auteurs jugo-slaves, pour préciser les efforts de leur race en vue de se substituer à l'Empire grec, ont qualifié l'essai des Bulgares de *Simeonovo tsartsvo* (*impératorat* conçu par le tsar Siméon) et celui des Serbes de *Dusanovo tsartsvo* (impératorat de Dusan). Il y a bien quelque chose d'un peu trop symétrique et d'arbitraire à entendre la « politique » de Siméon au même sens que celle de Dusan. Néanmoins, prises dans leur ensemble, la frayée des Serbes et celle des Bulgares ne sont pas sans offrir certains caractères communs. Les signaler n'est pas seulement ouvrir l'histoire des Slaves méridionaux à la page la plus intéressante : c'est presque en faire la philosophie.

Elles ont d'abord ceci de commun qu'elles visent ouvertement Byzance. Même dans ces sociétés primitives, on sent en elle la clef de la péninsule. On débute par regimber contre le tribut et le vasselage : on aspire ensuite à la succession. Elle suggère la réaction sous la forme la plus entreprenante : la conquête. Ni Siméon, ni Dusan ne cherchent à s'étendre vers le Nord. Le Bosphore les attire, et, à plus de deux siècles de distance, ils se parent également d'un titre qui précise leurs ambitions, en anticipant sur leurs succès : Siméon s'intitule « Empereur des Bulgares et des Valaques,

despote des Grecs »; — Dusan, *Græcorum imperator*[1].

Chez les Serbes comme chez les Bulgares, ce qu'on peut bien appeler l'instinct de l'organisation balkanique n'en sépare pas le concept de celui d'Eglise autocéphale. L'Exarchat bulgare, rétabli depuis vingt-huit ans avec le concours de la diplomatie russe, a des origines très anciennes. Il fut institué pour la première fois sous Michel Boris, vers le milieu du IXe siècle, puis supprimé, au cours du Xe, à la suite des victoires de l'Empereur byzantin Basile II. Le patriarchat de Serbie eut pour premier titulaire saint Sava, le petit-fils du fondateur de la dynastie némagnide, et Dusan ne manqua pas de proclamer plus solennellement encore son indépendance, à l'assemblée de Skoplje (Uskub), le jour de son propre couronnement. Les luttes d'apparence purement confessionnelle qui éclatent de nos jours dans la péninsule, surtout en Macédoine, se fondent donc sur une forme très ancienne de l'esprit national ; sur une conception des rapports de l'Eglise et de l'Etat et de leur compénétration réciproque qui mêlera toujours à la politique des Slaves un élément rituel.

Enfin ce monde encore inorganisé, sitôt qu'il prend contact avec l'Occident, sent qu'il en a besoin

[1] Ce titre est fréquemment revendiqué par Dusan dans sa correspondance avec les doges de Venise. De son côté, la Sérénissime République, encore qu'elle déclinât ses ouvertures, ne le lui marchandait pas. Une lettre du Sénat, en date du 25 juillet 1350, le consacre en quelque manière Empereur des Balkans, sous ce titre somptueux : *Græcorum imperator semper Augustus.*

et, à l'occasion, lui fait des avances. Frédéric Barberousse, passant sur le territoire serbe, à la tête d'une croisade, reçoit des propositions d'alliance de Stéphane Nemagna et d'ailleurs les décline. Il ne se souciait pas, avance un historien, de voir se constituer, sur le flanc de l'Empire germanique, un puissant Etat slave. On a bien envie d'ajouter: déjà ! — En dépit de l'Eglise « autocéphale », dont les relations avec Rome sont médiocrement définies, on s'adresse même à la Papauté, grande puissance politique du temps, arbitre, ou peu s'en faut, des investitures. Johannitsa se fait couronner à Tirnovo par un légat, en 1204. Treize ans plus tard, un autre légat procède au sacre de Stéphane Ier, souverain serbe. Quant à Dusan, on verra bientôt quelle application, quel esprit de suite il mit à ses relations diplomatiques avec l'Occident.

Mais non seulement ces plans d'organisation d'un grand Etat des Balkans, conçus à des époques et mis à l'essai avec des ressources différentes, montrent leurs lignes essentielles confondues et jalonnant, si l'on peut dire, la voie dans laquelle s'engage naturellement une seule et même société, — ils sont imprégnés de l'esprit de race, commun à cette société et à celle qui est devenue la formidable Russie moderne. L'héritage de Byzance, une Eglise nationale, de sages et fructueux rapports avec l'Occident, ne sont-ce point là, sous réserve de la diversité des fortunes, les mêmes attractions ou nécessités auxquelles ont cédé les fondateurs de l'Empire russe ? Et cette ébauche de la péninsule slave au Moyen Age ne procède-t-elle pas des

mêmes instincts, ne repose-t-elle pas sur les mêmes lois qui ont donné au grand Etat du Nord à la fois un organisme et un idéal? Le parallèle ressortira mieux d'un tableau de la politique serbe à son apogée, c'est-à-dire au temps de Dusan (1336-1355). Car avec lui c'est vraiment une *politique* qui se dégage, en laquelle les instincts dont nous parlions à l'instant trouvent une formule et un règlement d'expansion.

Vis-à-vis de Byzance, le plan de Dusan se poursuit sans trêve. Elle est dans un état d'affaiblissement qui encourage toutes les ambitions et par des causes qui expliquent en partie la décadence de l'Empire ottoman actuel. Enervement de l'autorité centrale, rivalités de Palais, corruption des fonctionnaires, désordre des finances — on dirait que, par une transposition de l'histoire, le tableau de l'Empire grec, pendant la première moitié du XIVe siècle, se place naturellement dans le cadre de celui qui lui succéda. — Et de même que nous voyons la Russie, depuis quelque cinquante ans, user alternativement de la force et de l'insinuation, tantôt poussant à la chute et tantôt paraissant la prévenir, hier campée en armes à San-Stefano, aujourd'hui caressante et prépondérante dans les conseils d'Ildiz-Kiosk, mais toujours de façon à faire tomber entre ses mains, quelles que soient l'heure et les circonstances, le plus clair de la succession des Sultans ; de même le souverain serbe intrigue, attaque, s'annexe par les armes la Macédoine, offre ensuite son amitié et sa protection, profite des compétitions surtout

— Cantacuzène contre Paléologue, impératrice contre Cantacuzène — sans autre règle que la subordination de toutes les forces et de tous les événements à son dessein. Les grands corps politiques en décrépitude suscitent les mêmes tentations, et, chez les habiles, du moins, la persévérance à déployer contre eux les mêmes ressources.

La politique de Dusan eut un caractère religieux très déterminé, — à quoi, du reste, la tradition des Némagnides et le renom des saints personnages de sa famille le poussaient, autant que la raison d'Etat. Il eut soin de faire précéder son propre couronnement de la proclamation de Jean, archevêque d'Ipek[1], patriarche serbe, à la célèbre assemblée d'Uskub (13 avril 1346), de façon à ce que l'une et l'autre cérémonie se prêtassent un éclat symbolique et réciproque. Mais, élargissant en ceci le concept traditionnel de l'Eglise *nationale*, pour bien marquer que la nation qu'il avait en vue s'étendait fort au-delà de ses provinces héréditaires et ne comprenait guère moins que le Balkan, il s'arrangea de façon à ce que le patriarche bulgare de Tirnovo, le haut clergé grec des régions par lui conquises, l'archiprêtre et les moines du Mont-Athos, bref toutes les autorités religieuses de la péninsule, hors celles qui relevaient directement de Constantinople, participassent au sacre. — L'esprit constant de la poli-

[1] La restauration du siège patriarchal d'Ipek est redevenue une question d'actualité en Serbie. Elle est à l'ordre du jour des démêlés de cette puissance avec le Patriarchat œcuménique de Constantinople.

tique intérieure des souverains russes n'a-t-il pas été d'opérer, dans la personne du chef de l'Etat, la confusion des pouvoirs spirituel et temporel ; d'étayer, en quelque sorte, le trône d'une hiérarchie ecclésiastique s'étendant aussi loin que les limites territoriales de l'Empire ; bref de tremper, en une sorte de métal composite et infusible, ces trois éléments, ailleurs presque toujours distincts : la nationalité, la religion, le pouvoir ?

Quoiqu'elle soit à elle seule un monde, un organisme naturellement équilibré entre l'Europe et l'Asie, à la fois complet et indépendant, la Russie s'est toujours préoccupée de tirer des ressources de l'Occident. Elle lui a demandé des éducateurs militaires ; elle s'est fait initier par lui au progrès matériel; elle y cherche aujourd'hui des capitaux. L'alliance franco-russe n'est que la synthèse, sous la forme proprement politique, des diverses contributions que la force même des choses a contraint le monde occidental à fournir à l'Empire des Tsars. — Le souverain serbe semble avoir pressenti cette loi d'histoire, dont les Français clairvoyants ne soupçonnent guère la formule que depuis quelques années, et son système d'alliances n'en était que l'application à ses propres Etats. Il a besoin de faire fonds sur une Puissance assez engagée en Orient pour qu'on lui puisse proposer une association d'intérêts — assez opulente pour qu'elle lui serve à l'occasion de banquier — et tout à la fois profondément distincte de l'Empire qu'il rêve par la vocation et la tradition. Cette triple condition, que la France con-

temporaine remplit à souhait dans ses rapports avec la Russie, ne se réalisait point encore dans la France des Valois. L'avisé politique discerne Venise, dont les rapports avec l'Empire grec s'inspirent avant tout de vues économiques, et pour laquelle, semble-t-il, le meilleur des maîtres de Byzance sera celui qui lui livrera le marché de l'Orient, à l'exclusion des rivaux de Pise et de Gènes. L'idée nationale, chez Dusan, entre donc en composition avec les intérêts du commerce vénitien et s'en veut faire un allié. Pendant les dix-neuf ans que dure ce règne, chacune de ses phases importantes est marquée d'une ouverture aux doges. En 1340, après la conquête de la Macédoine et de l'Albanie, le souverain serbe demande à être nommé citoyen de la Sérénissime République. En 1345, il a soin de notifier au Sénat son intention de se faire couronner *in imperio Constantinopolitaneo*, et cette démarche est accompagnée d'une proposition d'alliance *pro acquisitione imperii Constantinopolitani*. Venise, tout en réitérant ses protestations d'amitié, invoquait d'anciens traités pour décliner ses offres. Au fond, il lui répugnait de lier sa fortune à celle d'un allié que les circonstances pouvaient changer en rival. Singuliers parallèles, que l'histoire laisse longtemps inachevés et qu'elle découvre inopinément. C'est le souci de protéger ses possessions dalmates contre les entreprises du Saint-Empire et des rois de Hongrie, c'est la menace d'une hégémonie germanique et magyare qui décident *in extremis* de l'alliance de la grande République latine avec l'Etat slave!

Tels furent la genèse et le rayonnement du grand Etat balkanique qui, constitué trop tard ou miné trop tôt, sombra dans la tourmente ottomane. Au souvenir d'un règne sage et glorieux se joint donc, chez les Slaves du Sud, le sentiment d'une vocation antérieure à celle de leurs frères du Nord et détournée, en quelque manière, au profit de ceux-ci. C'est l'une et l'autre raison qui ont conservé une perpétuelle jeunesse à la mémoire de Dusan et font vivre encore tant de Serbes de l'esprit de son temps. Il faut bien convenir qu'au regard du monde slave en général toutes les lois de la *probabilité* historique ont été dérangées par l'invasion turque et que les derniers venus sur la scène sont tout justement ceux qui y tiennent la plus grande place. Les Moscovites contemporains de l'Empire serbe étaient de francs barbares, que ni leur état de civilisation, ni surtout leur position géographique ne semblaient prédestiner à devenir la grande puissance intermédiaire entre l'Orient et l'Occident. Ce rôle, selon les prévisions humaines, était dévolu aux « Balkaniens » du même sang, en partie centralisés, en relations avec l'Italie commerçante, placés sur la route de Constantinople et à la veille de supplanter, sur le Bosphore, un organisme déjà usé. — Que nous prenions notre parti de l'écroulement de cette carrière — nous Français, surtout, si peu mêlés à l'histoire de la trouée de l'Islam — rien que d'humain et, pour ainsi dire, d'inévitable. Mais de traiter d'archaïsme ou de mégalomanie l'obstination d'une race à ne pas se

dessaisir d'un tel passé et à y chercher même des germes d'avenir, la besogne n'en appartient qu'à ceux qui ont besoin de trouver des explications morales à l'entente germano-turque dans les Balkans.

D'autant que — souvenirs et intérêts des Slaves du Sud mis à part — l'impuissance de l'Empire serbe à soutenir le choc ottoman a ouvert une question qui dure et dont aucune des grandes Puissances, même à cette heure, ne peut se désintéresser. Ce n'est pas, croyons-nous, idéaliser la politique de Dusan que de lui faire honneur, en la résumant, de la seule solution raisonnable du problème des Balkans. Il ne se contenta pas de conquérir et d'organiser la plus grande partie de la péninsule, montrant, par le fait, que son unification n'était pas un rêve. Il en avait compris, pour ainsi dire, la fonction internationale, et la meilleure preuve que, depuis cinq cents ans, cet État balkanique manque au monde civilisé, — c'est qu'après avoir essuyé en commun de terribles inquiétudes, jusqu'au XVIIIe siècle, par l'excès de la puissance des Turcs, ce même monde, à la fin du XIXe, est toujours à la veille de s'entr'égorger, par l'excès de leur décadence.

*
* *

La légende et l'histoire — qui présente toujours quelque chose d'un peu conventionnel, au moins

dans son exposition — font dater de la bataille de Kossovo (1389) la chute de l'Empire serbe et, avec lui, de l'indépendance chrétienne dans la péninsule. En réalité, pour les Serbes, l'ébranlement avait commencé plus tôt, et dès la mort de Dusan; la soumission au régime du *pachalik* ne s'imposa que plus tard, en 1459. La Bulgarie actuelle et la Macédoine furent définitivement occupées au début du même siècle. En tous cas, pour ces deux *plemena* établies à l'est des Balkans, l'ère de l'élaboration est close, celle de la servitude commence. — Les Slovènes et les Croates, liés, les uns à la fortune du Saint-Empire, les autres, dès le XIIe siècle, à celle de la couronne de saint Etienne, bénéficient au contraire de leur position géographique et de leur incorporation relative à l'Occident. Ils n'en subissent pas moins, sous d'autres formes, le contre-coup de l'invasion. Tout développement régulier de civilisation, et, à plus forte raison, de civilisation *nationale*, est arrêté chez eux, soit par la nécessité de fournir, pendant cinq siècles, des troupes de premier rang à la défense de l'Europe centrale, soit par l'étouffement de leur personnalité ethnique au contact des Allemands et des Magyars. Les Croates, en particulier, couverts par d'épaisses forêts et la ligne de la Save, sont en quelque sorte les janissaires des Empereurs, qui prodiguent leur sang sur tous les champs de bataille. De la race entière, un seul noyau — qui ne correspond, il est utile de le répéter, à aucune ramification ethnique, car il est *serbe* et s'en fait honneur — parvient à conserver son

indépendance : les Monténégrins, qui l'achètent d'une existence semi-barbare dans la montagne.

On a beau dire que le Turc ne s'attaquait directement ni aux traditions, ni à la langue, ni aux coutumes, ni à la religion des pays qu'il conquérait, content s'il pouvait établir sur un troupeau d'hommes, et entretenir à leurs dépens, une caste oisive, administrative et militaire, — en réalité l'absorption par l'islamisme s'offrait aux Serbes et aux Bulgares comme une tentation ou un expédient. En s'y résignant, peut-être eussent-ils contribué à changer le cours de l'histoire. De jeunes Serbes, enlevés de bonne heure à leur foyer, ont fourni contre l'Europe de redoutables janissaires. Quelques-uns parvinrent à de hautes dignités, tels Méhémet Sokolovic, qui fut grand vizir de Soliman le Magnifique, et la famille serbo-albanaise des Cuprilic, qui fournit à la Porte quatre autres grands vizirs[1]. — Que ces exemples se fussent généralisés, l'Islam trouvait dans les deux *plemena* slaves subjuguées un élément considérable de force et de rajeunissement, l'équivalent de l'alluvion que les Provençaux, les Bourguignons, les Franc-Comtois, les Lorrains ont fourni au noyau primitif de la nation française. Il y trouvait aussi un im-

[1] La Porte ne dédaignait pas d'attirer au service de sa politique ses vaincus et leurs institutions. Jusqu'à la fin du XVII[e] siècle, elle se servit même officiellement de la langue serbe dans ses rapports internationaux. Ses traités avec le Saint-Empire sont tous rédigés en deux exemplaires, l'un serbe et l'autre grec. — Les Hellènes aussi s'étaient taillé une place importante dans l'organisme ottoman. Ils se partageaient avec les Serbes les chancelleries.

portant renfort militaire contre les incommodes *plemena* de l'Occident, de telle sorte que la race, coupée en deux, partie en-deçà de la frontière ottomane, partie au delà, fut devenue en quelque sorte l'avant-garde de deux mondes aux prises. On observera enfin que ce phénomène d'incorporation à l'Islam avait cinq siècles pour se produire.

Pour le bonheur de l'Europe de ce temps-là, et à l'honneur des Slaves du Sud, il ne s'est point produit. L'aristocratie bosniaque donna seule l'exemple de la conversion à l'islamisme et lui resta, du reste, si fidèle, qu'en 1878 l'occupation autrichienne trouva dans ses descendants les plus fanatiques adversaires. Le reste de la famille ethnique ne se laissa dissocier, ni dans l'épreuve, ni dans la constante protestation contre le fait accompli. Le Turc resta pour elle l'ennemi héréditaire, qu'elle combattit sans relâche du dehors et du dedans. Du Croate enrégimenté sous les drapeaux de l'Empire au Bulgare qui attendra son émancipation jusqu'en 1878, sous des formes et à des degrés divers, les Jugo-Slaves se présentent, sur ce plan de l'histoire, à l'état d'entité, de réserve compacte de la civilisation chrétienne dans la péninsule balkanique, d'annexe acquise tout entière, pour nous servir d'une distinction théologique, à l'âme, sinon au corps de la vieille société européenne. Il lui était bien impossible alors de trouver une formule d'agglomération : ses instincts l'ont mis à l'abri d'une chance de dislocation.

Le groupe central, notamment, le Serbe, fort de sa tradition historique et militaire, conserva,

suivant l'heureuse expression d'un auteur, tous les éléments sains de la vie nationale. « L'Etat féodal serbe disparut, mais le peuple resta debout. Il continua son opposition et ses luttes sous d'autres formes, il ne plia jamais sous le joug, il protesta souvent à main armée et toutes les entreprises contre l'ennemi séculaire trouvèrent en lui un auxiliaire dévoué. En Hongrie, en Transylvanie, en Valachie, en Bessarabie, en Dalmatie et sur les flottes de Venise, les Turcs rencontrèrent toujours au premier rang des légions, des vedettes, des *haïduks* et des volontaires serbes [1]. » L'émigration, en effet, était souvent commandée par le patriotisme ou la nécessité. Toute la chrétienté orientale et singulièrement les Etats qui constituent aujourd'hui la monarchie austro-hongroise en bénéficièrent. Les fameux *Confins militaires*, dont l'organisation, à la fois si originale et si pratique, était encore vivante, il y a une vingtaine d'années, furent peuplés en partie d'émigrants serbes. — Et quoique solidaire de l'Europe germanique et magyare contre le Turc, cet élément, il importe de le remarquer, ne se laisse pas non plus absorber par elle. Il a conservé jusqu'à nos jours, tantôt à l'abri de constitutions spéciales, tantôt par le seul ressort de ses mœurs, une physionomie distincte. Et ainsi, à quelque condition qu'une sorte de fatalité historique réduise le Slave du Balkan, *raïa* ou réfugié, sujet du Sultan ou hôte du Saint-Empire, il arrive à rendre témoignage à sa profonde originalité ethnique, à sa vita-

[1] Boskovic, *la Mission du peuple serbe*. Paris, 1886.

lité propre et vraisemblablement à sa vocation.

Ce sont aussi les Serbes qui, au début de ce siècle, prennent, en face de l'Islam, l'initiative de l'insurrection et même du refoulement. On pourrait, lui appliquant un mot célèbre de notre histoire, dire de la levée de fusils de Karageorge, en 1804 : Ce ne fut pas une révolte, mais une révolution. De cette époque, en effet, date la nouvelle question d'Orient, l'ère de la dislocation progressive de l'Empire turc et des perplexités de l'Europe qui finira par se demander s'il convient de le raffermir ou de le remplacer, et par quoi? Malheureusement pour les Serbes, au moment où ils prennent les armes, c'est encore une question « d'Occident » qui divise le monde, étourdi par les noms d'Ulm, d'Austerlitz et de Wagram. Ils ne trouvent d'écho que dans la seule Russie, qui mêle à son concours des intrigues et des réticences. Le Congrès de Vienne les abandonne aux représailles qu'a suscitées la nouvelle insurrection de 1814 et refuse même d'entendre leurs envoyés. Quelques années plus tard, malgré l'antériorité de leur lutte pour l'existence nationale, c'est à un autre peuple, à la Grèce, que vont les sympathies et les secours de la civilisation. Isolément caractéristique, qui n'a pas peu contribué à les entretenir en défiance de l'Occident, à mêler à leur patriotisme une note un peu farouche, comme il arrive chez tous les peuples, chez tous les individus, accoutumés à ne trouver de ressources qu'en eux-mêmes. Ce n'est qu'en 1829, en vertu du traité d'Andrinople entre la Porte et la Russie, après une campagne obstinée,

et cette fois plus heureuse, de Michel Obrenovic, qu'une Serbie autonome parvient à se constituer. Une Serbie, hâtons-nous de le dire, embryonnaire, puisque celle d'aujourd'hui, malgré les extensions qu'elle a reçues depuis ce temps-là, compte à peine en population la moitié des Serbes d'origine disséminés hors de ses frontières.

Cependant c'est un premier îlot jugo-slave, émergeant du reflux de la marée ottomane, revêtu de la consécration internationale, autour duquel semblent devoir se cristalliser lentement, dans un siècle qui verra des unifications retentissantes, tous les éléments de même race répandus dans la péninsule, sous la condition primordiale, bien entendu, que la Serbie aura le sentiment de cette mission. Or elle l'a si profondément, elle en est même si hantée que, depuis cinquante ans, sa littérature, son enseignement public, sa politique, sa propagande respirent l'ambition de reconstituer la *Grande Serbie*[1] ; que tous les sourires, tous les griefs même des diplomates lui viennent de là. Mégalomane, oui, certes, elle l'est, si l'on peut blâmer un peuple d'avoir en quelque sorte la piété filiale de son histoire, de la voir obstinément sous l'aspect d'une trilogie, dont le dernier acte doit tenir toutes les promesses du premier, après la terreur dont l'invasion ottomane a rempli le milieu du drame. Autre chose, du reste, est de décider si ce rôle de *Piémont* — c'est ainsi que communément on l'exprime — convient à sa taille ; autre chose de constater qu'elle y aspire et de relever par là

[1] Voir le chapitre IV : *le Conflit serbo-croate*.

qu'il sort de la terre balkanique des effluves analogues à celles qui ont fait la France, l'Espagne, l'Allemagne, et même — malgré les mépris de M. de Metternich — l'Italie. Nous ne nous occupons, pour l'instant, que de rassembler les documents de cet ordre : le moment, les modalités, le succès de leur mise en valeur sont le secret de demain.

*
* *

Fort peu de temps après la première insurrection de Karageorge, les Croates et les Slovènes ressentirent aussi des prodromes de condensation nationale. Il faut avoir vécu parmi eux pour savoir quelle popularité s'attache encore au nom de Napoléon Ier, envisagé sous l'aspect spécial de fondateur du royaume d'Illyrie. Celui-là aussi était un *mégalomane*, et il en donna des marques même aux Slaves du Sud, puisque l'érection d'un Etat *illyrien*, en 1809, aboutissait à peu près à fondre en un seul corps politique les deux *plemena* établies à l'Occident. Le plan, assure-t-on, lui en fut fourni par le Serbe Sava Tekelije, qui fut assez heureux pour lui faire parvenir un *memorandum*, par l'intermédiaire de M. de Champagny, alors ambassadeur à Vienne. Le nom était fort ancien, vêtement commode, un peu flottant, auquel s'ajustaient, naturellement et de longue date, toutes les

vues globales, unitaires. Dans la langue officielle de la Papauté[1], dans la littérature ragusaine[2], il servait même à désigner le domaine idéal de tous les Slaves du Sud sans exception. Aussi, lorsque Napoléon l'adapta à une combinaison qui bouleversait toute l'économie de sa constante rivale, où l'Europe officielle ne vit qu'un des démembrements familiers à la politique des Tuileries, les premiers ferments du *nationalisme* jugo-slave distinguèrent une organisation naturelle et comme pressentie. De là maint enthousiasme sincère, et des poésies qui ne sentaient nullement leur Muse de Cour, comme la célèbre *Ilirija oživljela* (*la Renaissance illyrique*). De là aussi cette sorte de gratitude con-

[1] Les Papes d'autrefois se scandalisaient moins facilement que les diplomates d'aujourd'hui et même se faisaient avec complaisance à l'idée que les Slaves du Sud fussent une seule famille et occupassent en bloc un des compartiments de la société chrétienne. Une lettre encyclique du 1er juin 1627 les qualifie de *gens Illyricæ linguæ* et, dans sa correspondance avec le pape Clément XI, l'archevêque d'Antivari, Vincentius Zmajevic, donne même d'eux cette sorte de définition un peu large, au double point de vue topographique et confessionnel : ILLYRICA NATIO, *inter plantas apostolicas in gremio catholicæ Ecclesiæ primogenita, sanctissimi pontificis Urbani VIII oraculo celebratur. Plures habet filios, majorem Europæ, maximam Asiæ partem incolentes* (?). *Penè omnes, exceptis diffidentiæ filiis, cathedræ Petri communione sociantur.* (*Vetera monumenta Slavorum meridionalium* d'Auguste Theiner. Romæ, 1863.)

[2] Rajic, dans une histoire des Slaves méridionaux qui date de 1795, et son compatriote Katancic appellent couramment « Illyrie » l'ensemble des provinces connues sous le nom de Dalmatie, Croatie, Slavonie, Bosnie, Serbie et Bulgarie. Nous montrerons, du reste, dans le chapitre suivant, que l'idée de l'unité balkanique était familière, dès la fin du XVIIe siècle, aux classiques de la littérature jugo-slave et qu'elle n'est que la seconde forme du *panslavisme*, qui a pris naissance en Dalmatie.

servée, en dépit des invasions, dans les provinces sud-autrichiennes, au régime impérial.

Cette conception révolutionnaire, pour le temps, du royaume d'Illyrie, qui donnait quelque chose aux instincts nationaux et leur faisait espérer davantage, s'écroula avec la fortune de Napoléon. Mais elle était, au fond, si juste, et répondait à des instincts si puissants que vingt ans après le Congrès de Vienne un mouvement politico-littéraire, duquel il ne dépendait pas de fonder une Illyrie, ressuscita du moins l'illyrisme[1]. Et il suffit de l'ébranlement communiqué à l'organisme austro-hongrois par les journées de 1848 pour que de cette conception d'apparence purement académique sortît un effort positif, populaire, militaire même. On a trop considéré la levée en masse des Croates, en 1849, sous l'impulsion de leur ban Jellacic, sous l'aspect d'un conflit entre nationalités austro-hongroises. C'est bien plutôt une page de l'histoire de la *Jugo-Slavie*, considérée comme entité distincte des corps politiques constitués et planant, en quelque sorte, par-dessus les frontières ; une crise, si l'on veut, qui s'analyse mieux dans la tentative d'évolution d'une race, aux dépens de ces corps politiques, tout justement, que dans une révolution accidentelle et de caractère provincial.

L'évolution, ici, est caractéristique en ce que, pour la première fois, les deux *plemena* croate et serbe font publiquement état de leur solidarité. Sans doute, la jeune principauté de Serbie, encore garrottée par des garnisons ottomanes, ne se mêle

[1] Voir au chapitre suivant : *l'Evolution littéraire*.

pas officiellement aux affaires, alors si embarrassées, de la monarchie des Habsbourg. Mais elle n'empêche pas huit mille volontaires de passer la frontière, sous Knincianin, et doit même répondre, de ce chef, aux explications demandées par la diplomatie autrichienne à Constantinople. Quant aux Serbes de Hongrie, du Banat, voire de Dalmatie, descendants de ces émigrés qui fuyaient, isolément ou par groupes, au cours des XVIIe et XVIIIe siècles, la persécution de l'Islam — encore que les Empereurs leur eussent concédé des Constitutions spéciales et qu'ils formassent en quelque sorte un corps fermé, à raison de l'autonomie religieuse dont ils jouissaient, — ils prennent part ouvertement à la campagne des Croates contre les Magyars. En fait comme en déclarations, c'est vraiment une race qui se concentre et s'affirme à la face d'une autre.

Le ban Jellacic, dans le style enflammé et quelque peu emphatique du temps, se charge de dégager l'esprit de cet effort commun : « Nous avons un grand but, dit-il dans sa proclamation du 11 mars 1848 : c'est d'atteindre à la *renaissance de notre peuple*. Seul, je ne puis rien, si, *parmi les fils d'une même mère*, il n'y a pas de paix, d'entente et de fraternité. » — « Nous ne sommes qu'*une nation*, s'écrie en pleine Diète son célèbre compatriote Louis Gaj : il n'y a plus ni Serbes, ni Croates ! »

L'Empereur, déjà réfugié à Innsbruck (quoique, dans cette tempête, il eût besoin de tout le monde, et singulièrement des Slaves contre les Magyars),

s'inquiète de cette explosion de « nationalisme » et charge l'archiduc Jean de ramener la paix dans cette partie de ses Etats. La réponse de la Diète d'Agram est caractéristique et montre que même les adresses aux archiducs se ressentaient du souffle de Février : « Une entente n'est possible, dit-elle, que si nos *frères* serbes de Hongrie y consentent et en bénéficient. Car nous sommes avec eux *une seule nation* (*sic*), tellement homogène que rien ne pourra la désunir. Ceci est d'autant plus nécessaire que, par ces temps de *liberté*, d'*égalité* et de *fraternité*, ils ont les premiers subi l'agression des Magyars... Et puisque *notre peuple* ressent amèrement que ses désirs n'ont pas été exaucés par le trône, sous des prétextes quelconques, tant qu'une satisfaction n'aura pas été donnée aux Serbes, il n'y aura pas de pacification. » Il n'y eut pas de pacification, en effet; Serbes et Croates vidèrent, les armes à la main, leur querelle avec les Magyars et les défirent. Mais, par une ironie de l'histoire — à laquelle contribua largement, pour sa part, le tsar Nicolas, sauveur de la dynastie des Habsbourg par principe monarchique, — ce mouvement national slave, duquel eût pu sortir un nouvel Etat balkanique, sinon, peut-être, une solution anticipée de la question d'Orient, ne tourna immédiatement qu'au profit du centralisme autrichien, et, à partir de 1867, du dualisme austro-magyar.

Le prince qui régnait alors au Monténégro, l'illustre *vladika* Pierre II, grand-oncle du souverain actuel, n'en avait-il point le pressentiment,

quand il proposait à Jellacic de prendre la tête d'un mouvement véritablement jugo-slave et de jeter les bases d'une formation unitaire sur le Balkan? On vient d'exhumer des archives de la Cour du Monténégro et l'on a publié, cette année même, dans le *Glas Tsernogortso*, journal officiel de la Principauté, la correspondance inédite de Pierre II avec le ban. Nous n'en détacherons qu'une lettre, d'une haute et hardie inspiration politique, qui montre tout à la fois jusqu'où s'étendait la commotion déterminée par la chute de Louis-Philippe et quel parti, au point de vue des destinées de la péninsule, les hommes d'envergure en prétendaient tirer. On était au lendemain des journées de Vienne, à la veille de l'ébranlement des Croates dans la direction de Pesth. Le 20 décembre 1848, le *vladika* écrit de Cettinje à Jellacic: « Une destinée mystérieuse, illustre ban, t'a placé à la tête des Slaves du Sud. Tu viens de sauver aux Habsbourg leur trône, leur dynastie, tout enfin, et pour remerciement ils placent la Dalmatie sous un joug de fer... Ta mission est grande; *il peut en ressortir pour l'Europe une configuration nouvelle.* Son accomplissement affranchirait les Slaves de la honte d'avoir été jusqu'ici de misérables esclaves ou les salariés des autres. Moi, je suis libre, il est vrai, à la tête d'une poignée d'hommes, malgré la double malédiction (*sic*) de la tyrannie et de l'espionnage[1]. Mais que m'importe, si je considère autour de moi des millions de frères dans les

[1] Allusion aux puissants voisins du Monténégro, l'Empire et la Porte.

chaînes étrangères ? Occupe à la hâte la Dalmatie, et joignons-nous. Ce qu'on ne conquiert pas avec la *droite héroïque* ne vaut rien. Je suis prêt à accourir à ton aide avec mes Monténégrins[1]. »

Tel était, au fond, l'esprit de la crise nationale qui menaçait, en 1849, l'intégrité de l'Empire, lorsque celui de la Sainte-Alliance vint inopinément à l'aide de la dynastie. Du reste — le souci de la vérité historique oblige à l'observer — l'étoile des Jugo-Slaves n'a jamais monté, ou, pour mieux dire, ne s'est jamais révélée dans la constellation politique qu'au moment où celle de l'Autriche semblait pâlir. Le royaume d'Illyrie naît des foulées de Napoléon : il s'effondre à partir du moment où les Habsbourg sont débarrassés de leur terrible adversaire. Les Croates unis aux Serbes se font une célébrité éphémère en Europe et semblent préluder à la nation « jugo-slave »,

[1] Jellacic fit à ces ouvertures un accueil évasif, demandant à s'inspirer des vues de la « diplomatie européenne ». Pierre II en exprima sa profonde désillusion dans une autre lettre adressée à l'un des descendants d'une vieille famille aristocratique ragusaine, le comte Pozza. La lettre est datée du « jour de la Saint-Georges, 1849 ».

« J'espérai un instant, mon cher Comte, mais je me suis convaincu que le jugo-slavisme, pour le moment, n'est qu'un vain mot. Les Jugo-Slaves ignorent leur force et se vendent sans condition aux plus forts. C'est un sujet de douleur profonde pour ceux qui les aiment et pour les âmes qui sentent. Tout est inutile, puisque nos frères *ne savent pas comprendre le mot de liberté.* » A ce souffle d'énergie et de patriotisme largement entendu, qui semble, du reste, héréditaire dans la dynastie monténégrine, on comprend qu'elle jouisse, dans la péninsule balkanique, d'un prestige disproportionné à son autorité territoriale et qu'elle ait toujours obtenu la haute confiance des Tsars.

du jour où une révolution chasse Ferdinand Ier de la Hofburg : ils retombent dans la condition de sujets plus ou moins obscurs et molestés, à partir du moment où l'Empire retrouve son équilibre. Et ce n'est point simple coïncidence. Le même phénomène, effort et tassement, aspirations et désillusions, se renouvelle une troisième fois, au cours de ce siècle, le lendemain de Sadowa, dans des conditions qu'il importe de rappeler.

Cette déroute militaire, morale et constitutionnelle de l'Empire des Habsbourg coïncide avec un rajeunissement de la politique russe. C'est le temps où le prince Gortchakoff et ses collaborateurs dans le ministère, les Milutine, les Tolstoï, les Mouraview, s'inspirent des doctrines de Katkoff, qui, par sa *Gazette de Moscou,* exerce une incontestable autorité sur l'opinion et même sur le Tsar Alexandre II. « Le panslavisme, qui se recueillait naguère frémissant, levait maintenant la tête avec fierté, parlait hautement de l'ère nouvelle que la sainte Russie allait ouvrir, de la mission sacrée qui incombait au Tsar, de l'affranchissement des races qu'en vertu du droit nouveau il appelait la liberté. Comme autrefois le Tsar prétendait *protéger* tous les peuples qui pratiquaient sa religion. Mais il réclamait aussi le droit de *patronner* tous ceux qui, de près ou de loin, se rattachaient à la race slave par la langue ou l'origine. A Moscou, à Saint-Pétersbourg, des journaux puissants, des comités infatigables préparaient, depuis plusieurs années et avec l'appui patent du Gouvernement, une double croisade dont Alexandre II parut sur le

point de donner le signal, au lendemain de Sadowa[1]. »

Cette « double croisade » était dirigée contre la Porte et l'Autriche, et ne pouvait manquer de l'être, puisque c'étaient les Puissances qui tenaient en sujétion, pour ne pas dire en geôle, les millions de Slaves, clients naturels de la Russie. Aussi les agents russes ne cessaient-ils de parcourir les Balkans, les provinces sud-autrichiennes et même les îles turques, promettant des agrandissements à la Serbie et au Monténégro, appelant à la révolte les Bosniaques et les Bulgares, fomentant l'insurrection de Crète, qui éclata dès le 1er août 1866. Une chance se présentait donc encore pour les Jugo-Slaves d'élargir sous un si puissant patronage leur foyer national, réduit, depuis 1829, à la modeste principauté de Serbie. Cet embryon d'Etat avait alors à sa tête le prince Michel. Quoi qu'il puisse être de la part prise par le cabinet de Saint-Pétersbourg à cette combinaison, et, par conséquent, de la probabilité de son succès, le prince Michel la conçut et en dressa, pour ainsi dire, l'épure, dans l'esprit même qui avait inspiré la poussée serbo-croate de 1849. Fusionner ou fédérer les deux *plemena* centrales en un Etat balkanique auquel accéderaient naturellement, par la suite, les Slovènes et les Bulgares — le tout aux dépens de l'Autriche et de la Porte, — tel était, tel n'a pas cessé d'être d'ailleurs le plan hardi et pourtant logique, hors duquel il n'est pas possible de concevoir une « Jugo-Slavie ». Un traité secret fut élaboré

[1] Debidour, *Histoire diplomatique de l'Europe*, t. II, p. 323.

dans ce but, entre M. Ristic, au nom du prince Michel, le prince régnant de Monténégro et un illustre patriote croate, qu'il est inutile de désigner, — bref par les sommités sociales et intellectuelles du Balkan de ce temps-là. Et quoique tous ses signataires soient encore vivants, on peut bien dire — ce n'est pas du reste une révélation pour les initiés à l'histoire interne de la péninsule — quels en étaient les points essentiels. La Croatie rompait son lien avec la couronne de Saint-Etienne et s'annexait la Dalmatie; la principauté serbe s'agrandissait de la Bosnie et le Monténégro de l'Herzégovine. Du tout devait surgir un nouvel organisme fédératif, fort de cinq à six millions d'âmes, sous la présidence du prince Michel.

Ce nouvel essai d'unification échoua, partie à raison du mystérieux assassinat du prince Michel à Topchidéré, en 1867, partie à cause de la rapidité avec laquelle les hommes d'Etat austro-hongrois y parèrent. Ce devait être le dernier, jusqu'à nos jours du moins, dont le théâtre et l'objet fussent le noyau central de la péninsule. Le comte de Beust, ancien ministre du roi de Saxe, appelé par François-Joseph pour rétablir les affaires intérieures de la Monarchie, était un Autrichien de vocation, un divinateur des lois qui assurent au jour le jour l'équilibre à cet organisme indéfiniment provisoire. Il eut le sens du danger d'alors, et fit de la lutte contre les Slaves, de leur éparpillement voulu, de leur assujettissement à deux races rivales, mais d'accord entre elles sur ce dessein, le *leitmotiv* de sa politique intérieure. De son entente, au nom des

Allemands d'Autriche, avec Deak, chef du parti national hongrois, sortit, en 1867, la Constitution dualiste ou *Ausgleich*. Constitution oppressive, mais habile, à deux fins, si l'on peut dire, puisqu'elle contenait aussi en germe toute la politique extérieure dans laquelle nous avons vu l'Austro-Hongrie engagée depuis ce temps-là. L'*Ausgleich* a été la pierre d'attente de la Triplice, et la Monarchie des Habsbourg s'est vu payer par anticipation le prix de son alliance — dans le traité de Berlin.

*
* *

A la fin de 1877, la Russie, campée en armes aux portes de Constantinople, semble tenir dans ses mains le sort de l'Empire ottoman et de toute la péninsule, lorsqu'un « concert européen » l'arrête. On la force à prendre part, autour d'un tapis vert diplomatique, à des conférences dont l'objet et l'issue seront la proclamation de l'inanité de ses succès militaires.

Elle en gardera un ressentiment qui n'a pas été étranger, sans doute, à la conclusion de l'alliance française, et une sorte de superstition à ne plus se mêler des affaires balkaniques, dont ne bénéficiera que trop, et jusqu'à nos jours, l'Empire ottoman. Mais ce n'est pas sur ces faits bien connus que nous voulons attirer l'attention. On a peu

remarqué que, si la pointe du traité de Berlin a été tournée surtout contre l'empire des Tsars, *en fait* elle blesse d'abord, et plus profondément, les Slaves de la péninsule. Le traité de San-Stefano faisait aussi œuvre d'unification. Il organisait un véritable Etat balkanique, vaste, appuyé à de bonnes frontières et à deux mers ; et cette fois c'était la Bulgarie — la Bulgarie presque oubliée depuis les temps de Boris et de Siméon, n'excitant guère que la pitié par ses justes révoltes et leurs répressions impitoyables — qui émergeait brusquement d'un passé obscur et douloureux ; les Serbes, en dépit d'une « mission » historique mieux établie et surtout plus avancée, n'obtenaient que de minces rectifications territoriales. Quels que fussent, en ceci, les mobiles de la politique russe — et les seules considérations géographiques en découvrent une partie, — elle n'en posait pas moins les bases de cette « Jugo-Slavie » jusqu'alors idéale. Elle constituait, au bénéfice collectif de la race, un centre autour duquel, avec le temps, celle-ci eût pu s'agglomérer et à tout le moins se fédérer. Le « Balkan » sortait de sa phase d'indétermination à la fois géographique et morale pour devenir, aux yeux de l'Europe, la sphère tout à la fois d'influence et d'attraction de la *Grande-Bulgarie*. — Non seulement le traité de Berlin biffe cette clause essentielle du traité de San-Stefano ; il lui substitue des dispositions positives en vue d'augmenter l'émiettement des Slaves du Sud.

De la *Grande-Bulgarie* on fait trois tronçons : la

principauté, à travailler plus tard par les influences tripliciennes ; la Roumélie orientale, dont l'autonomie nominale est stérilisée par la restitution de l'autorité politique et militaire au Sultan ; la Macédoine, enfin, qui retombe dans le *statu quo ante bellum*. Et comme si ce n'était point assez de disloquer le *pleme* bulgare, ou plutôt la formation politique dont il venait d'être l'objet et qui paraissait calquée sur l'ethnographie, un nouvel envahisseur, l'Allemand, s'installe au cœur du *pleme* serbe et ne congédie le Turc que pour prendre sa place. Le second principe, en effet, posé par le traité de Berlin, est que les provinces de Bosnie et d'Herzégovine, que peuplent des Serbes d'origine, de langue et — pour partie — de religion, seront « occupées » par l'Autriche-Hongrie, promue au rang de Puissance balkanique pour la première fois de sa carrière. Le représentant de l'Angleterre au Congrès de Berlin, qui entre, à cette occasion, dans le jeu de Bismarck et d'Andrassy, reconnaît du reste publiquement que le dessein des hautes parties contractantes est d'empêcher par là « la formation d'une chaîne ininterrompue d'Etats *slaves* balkaniques, qui, avec le temps, pourrait menacer l'indépendance des autres nationalités dans la péninsule ». Autant dire que l'Europe de ce temps-là, « concertée, » entend barrer le chemin même à l'éventualité d'une Jugo-Slavie.

Si la Russie humiliée est obligée de subir ces conditions, à plus forte raison s'imposent-elles aux Serbes sans ressources militaires et aux Bulgares émancipés de la veille. Et cependant ceux-ci,

sept ans plus tard, par la révolution du 18 septembre 1885, réalisent l'union de la Roumélie orientale à la Principauté, sans que, cette fois, l'Europe parvienne à se mettre d'accord pour leur imposer le respect de la charte qu'elle avait élaborée. La Bulgarie actuelle est le fait d'un effort national, autrement dit d'une réaction violente contre le principe du morcellement de la péninsule. La réaction, depuis treize ans, n'a pu s'étendre plus loin. Elle ne trouve pas seulement un obstacle dans l'*internationalisation*, de plus en plus accentuée, de la question d'Orient. C'est sur le terrain si péniblement acquis, dans leurs intérêts de jeunes Etats encore incomplets et mal dessinés, mais pourtant viables, que les Slaves du Sud se sentent menacés. Ils ont affaire à un nouvel occupant. Les Allemands eux-mêmes ont appelé « poussée » — *Drang nach Osten*[1] — leur marche à la conquête politique et économique du Balkan.

Ne s'agit-il que d'un de ces vagues dangers que les défiances innées, de race à race, dramatisent ; d'une manière d'invasion abstraite, qui projette des ombres germaniques sur la trame encore inachevée de la destinée des Slaves méridionaux, sans en gêner, au fond, le laborieux tissage, sans y mêler de fils insolites et déconcertants ? — Nous sommes, au contraire, en pleine réalité, en épanchements d'Allemands de chair et d'os à travers la péninsule — dans sa partie occidentale surtout — forts de leur supériorité indiscutable de culture industrielle et commerciale, de leur puissance

[1] Voir le chapitre VI : *les Symptômes actuels*.

prolifique, de leurs qualités colonisatrices ; ici, déjà maîtres et le faisant bien sentir, comme en Bosnie ; là, cheminant sous la protection d'actifs consuls, comme en Macédoine ; ailleurs se préparant par des intrigues et des largesses des auxiliaires éventuels contre les Slaves, comme en Albanie. Leur langue, leurs mœurs, leurs produits se répandent au jour le jour, au titre de bienfaits de la civilisation, en somme excellents avant-coureurs des baïonnettes qui se profilent déjà à quelques étapes de la vallée du Vardar. Et si l'individu souffre de ce contact, se sent doucement pris par les épaules et mis dans un coin de son foyer naturel, réfléchit au sort qui le guette si jamais le régime appliqué aux Bosniaques s'étend jusqu'à lui, — c'est bien autre chose encore de la « nation », de cette Jugo-Slavie tant de fois ébauchée et à laquelle l'intime conscience de la race ne renonce jamais. Car l'Allemand part de cet axiome qu'elle est une utopie et — comme il ne s'en rapporte pas pourtant, sur ce point, à son solennel pressentiment de l'histoire — pose le pied sur tout germe d'unification dès qu'il le voit pousser. Sa diplomatie ne s'emploie qu'à développer ceux de discorde. Ce sont les intrigues autrichiennes qui, en 1885, lancent la Serbie et la Bulgarie dans un conflit absurde, aujourd'hui heureusement oublié ; c'est la politique de Pesth qui exploite, entre Serbes et Croates, les vieilles rivalités confessionnelles ; c'est l'argent, ce sont les habiletés du gouvernement impérial bosniaque qui persuadent aux Slaves islamisés qu'ils sont les

ennemis naturels des orthodoxes du même sang. Diplomatie, écoles, affaires, libéralités, tout est dissolvant dans les manifestations de l'activité germanico-magyare à travers la péninsule. Ne faut-il pas, du reste, dissoudre pour avancer, et ce colon méthodique qu'est l'Allemand atteindra-t-il à Salonique, sur la route directe de l'isthme de Suez et du marché de l'Orient moderne, s'il ne tranche pas à travers ces lianes, vivant toutes, en fouillis, de la souche et de la sève slaves, broussailles à ses yeux, et broussailles de nul prix ?

Arrêtée momentanément par le traité de Berlin, l'histoire des Slaves du Sud se résume donc en ces phases. D'abord ballottés par les migrations et les guerres d'aventure, ils cherchent par deux fois, au IXe et au XIIIe siècle, à se substituer à Byzance, et cette dernière tentative aboutit à la constitution d'un Empire qui range aux lois de Dusan le Grand les deux tiers de la péninsule. Ce début de carrière historique est interrompu par l'invasion, qui trace arbitrairement une frontière entre les deux *plemena* établies au sud du Danube (les Serbes et les Bulgares) et celles qui peuvent s'appuyer sur l'Occident (les Croates et les Slovènes). Des deux côtés de cette frontière, la race s'affirme impénétrable à l'influence de l'Islam ; mais elle ne peut plus tirer de son propre fonds les éléments de reconstruction de l'édifice abattu. Quand, avec ce siècle, commence le déclin de la puissance ottomane, elle n'a point abdiqué à cet idéal et s'aide

des circonstances extérieures pour en approcher. L'épopée napoléonienne, la révolution de 1848, la marche victorieuse des Russes sur Constantinople, tout lui est occasion de manifester, ici ou là, sous une forme ou sous une autre, la vitalité de son instinct unitaire. Un des objets de ce livre sera de démontrer que ces instincts persistent, même et surtout depuis qu'une sorte de défi a été jeté à cette race par le Congrès de Berlin.

Que si l'on envisage les forces qui la paralysent, au cours de cette évolution pénible, inégale, de terme lointain et même problématique, et celles qui lui viennent naturellement en aide, on constatera qu'elle est en même temps servie et contrariée par de puissants facteurs. D'un côté, deux Empires, l'Autriche-Hongrie et la Porte, aux dépens desquels elle tend fatalement à s'organiser, la pressent, la triturent, la ressaisissent dans leur étau. De l'autre, deux forces étrangement dissemblables, plus éloignées, plus subtiles et pénétrantes néanmoins, travaillent, sans préméditation quelquefois, à son *devenir*. C'est, fatalement aussi, la politique russe et l'esprit de la Révolution française. Par où l'on sentira peut-être qu'une sorte de loi d'histoire lie ce monde en élaboration à nos destinées déjà mûres, et que, selon les vraisemblances, il courra la même fortune que nous, dans les ébranlements du siècle prochain.

CHAPITRE II

L'ÉVOLUTION LITTÉRAIRE. — LA NATION ANONYME

Sommaire. — Origine de la littérature jugo-slave. — Caractère impersonnel et collectif des *pjesme*. — Marko Kraljevic. — L'école de Raguse. — La Dalmatie, patrie originaire du *panslavisme*. — Vuk, l'*illyrisme* et l'unification de la langue serbo-croate. — Strossmaier, Mazuranic et Preradovic. — L'œuvre dramatique du prince régnant de Monténégro. — Tendances et allusions politiques. — La littérature serbe. — L'évolution du *panslavisme*. — L'unité balkanique et ses formules.

Une race qui a dû compter, pendant tout le cours de sa carrière, avec le Turc et les Congrès européens, n'a guère pu témoigner en actes de ses véritables aspirations qu'à de rares intervalles, et par soubresauts, pour ainsi dire. Ce qu'elle est, ce qu'elle pense, ce qu'elle espère, l'étude de sa propre littérature nous l'apprendra beaucoup mieux. Littérature peu connue, il faut se hâter de l'avouer, peut-être par cette raison même qu'elle est avant tout une expression du « nationalisme », et non point, comme la française, l'italienne ou l'allemande, depuis deux siècles,

une sorte de contribution au patrimoine commun des intellectuels. De quel nationalisme s'agit-il ? Est-ce bien de l'idée de race qu'il s'inspire et n'en forçons-nous point le sens en lui assignant le « Balkan slave » pour idéal et pour but ? Les développements qui vont suivre répondront, pensons-nous, à cette question.

Il faut chercher les origines de la littérature jugo-slave dans la chanson nationale, dans les *pjesme*, si originales et si abondantes, œuvres de bardes (*guzlars*) dont on trouve encore quelques types en Bosnie, dans la Montagne noire et aux environs de Cattaro. On se ferait, du reste, une très fausse idée de ces *pjesme*, si on les assimilait à nos *chansons de gestes* et à nos fabliaux, sorte de littérature morte, dont la classe aisée apprend l'existence au collège, dont aussi ni le paysan ne se souvient, ni le lettré ne s'inspire. Elles en diffèrent par la destinée, en ce sens qu'elles constituent, même de nos jours, une source d'inspiration honorée et fréquentée, surtout depuis que Vuk, par une publication qui date de 1840, en a opéré, pour ainsi dire, la captation. Elles en diffèrent surtout par l'esprit. Au fond, c'est un véritable cycle historique, auquel l'imagination n'a guère fourni que l'ornement. Et dans leur façon, tout justement, de présenter l'histoire, les *guzlars* ne laissent pas de rendre à la race entière un témoignage caractéristique.

C'est chose extraordinaire que ces *pjesme* ne procèdent presque jamais de l'inspiration de clocher. Un des rares Français qui se sont donné

la peine d'en traduire un certain nombre, M. Dozon, ancien chancelier de la Légation de France à Belgrade, a résumé ainsi son impression : « A mes yeux, ce qui les caractérise, ce qui en forme l'essence, c'est un sentiment de fraîcheur et de jeunesse, une naïveté séduisante de pensées et d'exécution, et, avant tout, *une inspiration collective et impersonnelle qui leur communique l'empreinte de la race.* » La formule est très juste, et c'est le contraire, pourtant, à quoi l'on se fût attendu, en étudiant la marche de la conquête ottomane. Une effroyable disjonction entre chrétiens des Balkans a résulté du choc de l'islamisme : la prise de possession, pour ainsi dire échelonnée, de la péninsule, nous montre chaque groupe tourbillonnant à part, avant de disparaître dans l'abîme commun. Les Bulgares sont asservis un demi-siècle avant les Bosniaques ; les Serbes prolongent la résistance bien après la bataille de Kossovo ; les Croates, avant-garde de l'Occident, n'ont jamais subi que des invasions partielles. Chaque village, chaque région, tout au moins, plaine et montagne, Zeta et Rascie, a ses gloires, ses douleurs et aussi ses héros. Une poésie essentiellement populaire, œuvre de paysans dont chacun n'a vu la guerre que sur un seul point et pour lesquels la notion de race, celle de Balkan surtout, sont encore obscures, devrait se ressentir des conditions chaotiques où elle naît. Et pourtant, celui-ci n'émiette pas de vers pour nous conter les désastres de sa *zadruga*, ni celui-là pour chanter — comme jadis nos ménestrels et nos

troubadours — les exploits d'une famille ou d'un *voïvode* à lui personnellement connus. Le champ de ces *pjesme*, de celles, du moins, qui ont passé à la postérité, est limité au contraire — limité jusqu'à la monotonie — soit quant à leurs thèmes, soit surtout quant aux personnages de premier plan. Elles ne s'inspirent que des épisodes retentissants de la lutte, des coups exclusivement sonores, du petit nombre des héros entrés définitivement dans la légende. Et, à vrai dire, comme s'il n'y eût eu, dans le Balkan de cette époque, qu'un seul Etat, qu'une seule nationalité déjà constituée, cette légende se fige dans l'apogée et la chute de l'Empire serbe.

A travers les expressions innombrables du sentiment populaire, le mariage de Dusan (*Jenidba tsara Dusana*), le cycle de Kossovo, les hauts faits de Milosch Obilic et surtout de Marko Kraljevic tiennent une place dominante, presque exclusive. Et de même que tout le Balkan, compris son littoral adriatique, la Dalmatie, et son vestibule, en quelque sorte, les pays jugo-slaves déjà incorporés au Saint-Empire ou à la couronne de saint Etienne fournissent des *guzlars* à ce qui fut strictement l'épopée serbe, — de même, dans tout le Balkan, en dépit des frontières politiques de vieille ou de récente création, cette épopée occupe le premier rang dans les souvenirs du peuple slave et semble même avoir tari, en maint endroit, les sources de la poésie locale. Le texte d'une des *pjesme* les plus justement célèbres, le *Smrt majke Jugovitsa* (*la Mort de la mère des Jugovic*), qui

met en scène une héroïne serbe, succombant à l'instant même où un corbeau lui apporte la main sanglante du plus jeune de ses neuf fils, tous tués à Kossovo, — ce texte a été retrouvé par Vuk au fond de la Croatie, et il signale cette particularité dans sa première édition. Dans une monographie de la poésie nationale *bulgare*[1], Mme Dora d'Istria relève l'extrême popularité du fils du roi serbe Vukacin, Marko Kraljevic, qui, ni par son origine, ni par sa carrière, n'appartient à l'histoire propre de la Bulgarie.

Ce n'est pas seulement en Serbie et en Bulgarie, du reste, mais dans tout le Balkan, que Marko Kraljevic jouit, depuis cinq siècles, d'une popularité à part. Des *pjesme* lui sont consacrées par centaines ; et soit qu'en réalité son personnage fût un reflet des tempéraments et des passions aux prises avec les Turcs, dans la péninsule du XIVe siècle, soit plutôt que l'imagination de la race se soit plu à condenser en lui les traits essentiels auxquels elle se reconnaît, il y a quelque chose de collectif dans sa physionomie : c'est un prototype et un symbole. Pour la force physique et la bravoure, il incarne le *haiduk*, digne adversaire des plus fameux guerriers de l'Islam :

Quand Marko, de son épée, frappait,
Il faisait deux hommes d'un seul :
Ceux qu'il piquait de sa lance
Etaient projetés par-dessus sa tête ;
Qu'il tournât deux fois sur lui-même
Toute la *katania* (légion) allait au diable.

[1] *Revue des Deux Mondes*, du 15 juillet 1868.

Il est le protégé des fées (*vilas*) et surtout de l'une d'elles, qu'il trouve endormie dans une forêt et qu'il couvre de fleurs pour lui préserver le teint. Bon orthodoxe, au surplus, il se confesse et communie, avant d'entrer à l'église, à cause du sang qu'il a versé et de ses trop nombreux succès au *meydan* (duel). Les travaux agricoles ne le tentent guère; lorsque, pourtant, docile aux conseils de sa mère, il sort pour aller au labour, la chanson ajoute :

> Il ne laboure ni les champs, ni la vallée,
> Mais la route de l'Empereur.

Entendez qu'il n'a pas manqué de rencontrer les officiers du Sultan, de les détrousser et d'en rapporter les dépouilles. Sensible au point d'honneur, il apprend que sa sœur vient d'être enlevée par le ban de Vipera :

> Sa vieille grand'mère
> Parle derrière le fourneau :
> Kraljevic, notre miroir,
> Il vaut mieux que tu meures
> Que de nous laisser une pareille honte.

Naturellement c'est le ravisseur qui est pourfendu : la sœur est broyée contre les rochers. Du reste, les têtes coupées, les yeux crevés, les tronçonnements de corps par l'horizontale ou la verticale sont exploits communs pour Marko. Au demeurant, le meilleur fils du monde, buvant volontiers,

charitable aux pauvres, tendre à son cheval et à son faucon, redresseur avisé de torts, don Quichotte à la fois sans scrupule et sans ridicule. Il aime le décor et son costume n'est pas banal. « Il allait au *megdan*, dit un de ses historiens, portant épée, lance, javelots et flèches tartares garnies de plumes de faucon, — quelquefois un épieu et une petite hache. Il s'habillait d'une peau de loup doublée, et se coiffait d'un béret semblable, retenu par un mouchoir sombre. Sur sa selle, une écharpe de soie. Les rênes de son cheval étaient dorées ; il portait de la main droite un javelot, composé de fer, d'or et d'argent, du poids de 75 kilogrammes (?) ; à gauche il s'équilibrait d'une outre de vin pendue à l'arçon. Derrière lui étaient attachés un superbe manteau et une tente roulée. »

Quoi qu'il en ait été réellement de l'équipage et du personnage, le Marko Kraljevic de la chanson est l'expression la plus originale et en même temps la plus synthétique de cette sorte de chevalerie jugo-slave avec laquelle sombra l'indépendance de la péninsule. C'est à ce titre qu'il plaît; la famille ethnique tout entière le traite en enfant gâté, parce qu'il en est l'image et, pour ainsi dire, le raccourci, — par la bravoure et le goût des aventures, certains accès de brutalité, associés à l'altruisme expansif, un singulier mélange de tenue chrétienne et de paganisme. C'est donc encore au compte de l'instinct de race qu'il faut mettre la propagation et la persistance de ce culte familier. Culte rare, et même sans exemple chez nous. Jeanne d'Arc, par exemple, à laquelle il ne manque pas un trait

— nous disons des plus nobles — pour figurer sur les autels de la démocratie, ne jouit, en somme, d'une popularité vraiment vivante qu'en Lorraine et à Orléans. Dans les plus humbles villages du Balkan slave, de Varna à Trieste, Kraljevic reste un héros de foyer, d'almanach et de cabaret. Pourtant l'une personnifiait une France, non achevée assurément, mais déjà compacte. Que peut bien incarner l'autre. .sinon une patrie « anonyme », qui se cherche depuis cinq siècles et à laquelle les hommes politiques ne croient pas ?

*
* *

Ce sens de la patrie balkanique, qui s'exhale de la plainte d'un peuple foulé et ignorant, ne perce pas moins sous le premier essor littéraire que les Slaves du Sud puissent revendiquer en propre. Au Moyen Age, et même jusqu'au commencement de ce siècle, ils doivent subir partout les lois, le caprice, la culture des étrangers, sauf à Raguse, où ils sont chez eux. La Dalmatie a eu, de tous temps, le privilège d'absorber les rayons de la civilisation latine et de les réfracter dans la péninsule, sensiblement irisés du « slavisme » qui monte de sa côte abrupte et de son bizarre archipel. De nos jours même, la province maritime de l'Austro-

Hongrie fournit la Serbie et le Monténégro d'hommes de lettres[1], d'artistes, voire de diplomates et de généraux. C'est une vocation ; c'est même presque devenu une fonction. La fonction, autrefois, par diverses raisons et sous d'autres formes, était accaparée par la république de Raguse : pas d'autre organisme politique, pas d'autre foyer de culture qu'on puisse rétrospectivement caractériser slave du Sud. — Mais dès ce temps-là, tout justement, cet Etat minuscule dont le territoire tient entre l'île de Curzola et les bouches de Cattaro — dont le noyau semble une ruche fortifiée, industrieuse, essaimante, organisée, au surplus, à la vénitienne — a-t-il bien la ferveur de son origine ethnique, ou plutôt n'en fait-il point le ressort d'un « raguséisme » restreint ? Certes Raguse ne manque ni de raisons, ni d'exemples pour s'isoler de la race. Elle est parvenue à désarmer les Sultans à force de souplesse et de lettres de change ; elle n'a pas dans les veines cette haine de vaincu qui a inspiré les *pjesme* et fondu les *raïas* dans l'unité du malheur. Elle a besoin, pour son commerce, de l'Orient et de l'Occident, auxquels elle sert d'intermédiaire, quelquefois aussi de banquier. C'est une des reines de la mer : ses intérêts sont à Constan-

[1] Parmi les notoriétés contemporaines que les pays serbes doivent à la Dalmatie, on peut citer : Matavulj, romancier : Matia Ban, dramaturge ; le général Franassovic, le ministre Djaja, l'archevêque Milinovic, le jurisconsulte Bogisic, le poète Sundecic. Du reste, les Dalmates ne considèrent nullement comme une expatriation le fait de s'installer au Monténégro ou en Serbie. Il leur semble, au contraire, se rapprocher du foyer central et le plus actif de la « nation » (*narod*).

tinople, en Grèce, sur la côte albanaise, voire en Egypte, d'où, plus heureuse que la diplomatie contemporaine, elle parvient à déloger les Anglais. Elle est catholique, fidèle au Pape et à saint Blaise, et le Balkan conquis est peuplé de dissidents de sa religion. Enfin il semble qu'elle ne puisse guère échapper à l'esprit de l'époque, en particulier à celui des Républiques italiennes, à la fois sœurs et rivales, qui accusent — Gênes, Pise, Venise surtout — le plus franc *campanilisme*. Tant de fortune lui permet-elle de se souvenir qu'elle est slave ; tant d'affaires lui en laisseront-elles le loisir ?

Malgré tout, une force encore indéterminée l'attire à l'intérieur de la péninsule, — de la péninsule appauvrie, sans sécurité, presque sans routes, triste champ d'expansion pour qui tient le négoce et la mer. Elle s'y sent prédestinée, en quelque manière, à un rôle idéal, auquel elle prélude par des initiatives commerciales et industrielles. Ce sont des Ragusains qui fondent la première typographie des Balkans à Belgrade, des fabriques de draps à Sofia, et qui achètent des mines d'argent en Serbie, à Novo Brdo. Peu à peu, à mesure que leur patrie rayonne, elle attire. Ceux qui fuient l'étouffement, à plus forte raison la persécution de l'Islam ; les Dalmates du Nord, un peu frondeurs, qui s'accommodent mal du régime de Venise ; les activités ailleurs contrariées ou sans emploi viennent chercher un abri sous le drapeau de saint Blaise. De ces alluvions, du contact permanent avec la civilisation occidentale, du bien-être enfin et même de l'opulence, qui finissent par engendrer

des besoins intellectuels, sort, dès la fin du xv[e] siècle, une aristocratie du talent, — des maîtres du style roman, dont Freeman loue quelque part le classicisme, des astronomes comme Boscovic, des mathématiciens comme Marino Ghetaldi, des antiquaires comme Banduri. Il en sort enfin une littérature dont l'étude se recommande singulièrement au double point de vue politique et social, puisqu'on y découvre la genèse, non seulement du *panslavisme*, mais de toutes les doctrines et de tous les phénomènes qui en sont les succédanés.

La tendance slavophile de cette école est d'autant plus remarquable qu'elle tient de l'Italie une langue toute formée, ses modèles, ses imprimeurs et même le goût d'écrire. Jusqu'à la fin du xvi[e] siècle, en effet, non seulement la littérature des Slaves du Sud s'identifie avec la chanson populaire, mais la *pjesma* n'est confiée qu'à la mémoire et la tradition seule la transmet. L'écriture cyrillique est un art confiné, ou peu s'en faut, dans les monastères; la liturgie et une apologétique élémentaire seules en bénéficient : c'est, du reste, une langue déjà morte, le *paléo-slovène*, qu'elle sert à fixer. Il y a par conséquent originalité, hardiesse même pour l'époque, à faire un livre, à plus forte raison des vers écrits, dans un des dialectes que le peuple parle, entre lesquels, par surcroît, il faut savoir choisir. A cet égard, il est vrai, les Ragusains sont servis par le voisinage de l'Herzégovine, la « Toscane » des pays serbo-croates, de l'avis aujourd'hui unanime des philologues. Mais, en ce temps-là, la philologie n'a pas plus prononcé que le courant démocratique ne

se dessine. Le préjugé social porte les classes supérieures à se forger une « langue de culture », distincte de la vulgaire. C'est déjà donc un symptôme, ou, si l'on veut, un trait de race, que des patriciens et des gens d'Eglise abandonnent peu à peu la langue du Tasse et de l'Arioste pour adapter l'écriture à celle de leurs valets, du bas peuple et singulièrement de leurs voisins de l'Herzégovine. On pressent du reste que la réaction n'est pas de pure forme et qu'une idée en profitera.

La période de transition entre une littérature sans caractère et celle qui va devenir un monument national est parfaitement marquée, à Raguse, dans l'œuvre du bénédictin Orbini. Slave dans les moelles, il écrit encore en italien. L'instinct devance la réforme de l'habitude et commence par s'exprimer comme il peut. Il compose une *Storia sul regno degli Slavi*, dont le titre seul indique assez l'esprit. Voilà l'idée de race au premier plan, et il semble bien qu'on voie poindre celle de cristallisation politique dans ce *regnum*. En tous cas, si la formule manque encore à ce qu'on peut être tenté de nommer le panslavisme d'Orbini, la tendance est nette et démêle fort bien le plus grand obstacle à l'unification. Son livre, imprimé en 1601, est frappé d'une condamnation de l'*Index* : c'est tout simplement qu'il insiste à présenter les Slaves comme une entité qui ne supporte, ni dans ses héros, ni dans ses princes, ni dans ses gloires, de distinctions ou de partage issus des rivalités des rites grec et latin. Naturellement ce qu'il y avait de tendancieux chez l'historien et de hardi chez le

moine ne manqua pas de plaire en Russie, par le même côté qui avait déplu à Rome. Il eut pour admirateur et même pour traducteur un archevêque de Novgorod, Teofano Prokajevic.

Après lui, on commence d'écrire en dialecte herzégovinien plus ou moins judicieusement fleuri, — car ce n'est pas d'un seul coup que la langue renaissante peut être purgée d'*italianismes*. L'œuvre de l'école ragusaine s'échelonne de la première moitié du XVII[e] siècle jusqu'aux dernières années du nôtre. Elle fournit une contribution estimable à la poésie épique et lyrique, au roman, voire au théâtre. Les noms de Palmotic, de Giorgic, de Naljeskovic, à peu près inconnus du reste de l'Europe, sont classiques dans la partie occidentale des Balkans. Quand le snobisme sera las de la Scandinavie, peut-être se tournera-t-il de ce côté et y fera-t-il des trouvailles. On ne peut pas lui recommander ces écrivains à titre de précurseurs de la littérature slave, telle, du moins, que nous la concevons en France, déterminée, ou peu s'en faut, par les chefs-d'œuvre de l'école russe. Mais on les peut désigner à qui s'intéresse aux origines du mouvement national dans les Balkans, ou, plus largement encore, au mécanisme de l'influence des lettres sur la régénération des races. C'est par ce côté que la popularité leur est venue et qu'ils ont étendu jusqu'au Danube le rayonnement d'une petite cité méridionale, en tout le reste séparée du monde balkanique par sa ceinture de pierre, son histoire et ses institutions. Le plus considérable d'entre eux, Gundulic, contemporain de Louis XIII,

emprunte visiblement à la poésie italienne, surtout à la *Jérusalem délivrée*, la technique et même certains artifices de composition. Mais la sève slave coule dans ses vers aussi abondante et pure que dans ceux des *guzlars*. En fait d'orgueil et d'enthousiasme de race, ce Ragusain ne le cède guère même à Pouchkine.

En la forme, son œuvre capitale, l'*Osman*, se rattache au genre épique. Mais l'épopée, chez les poètes des Balkans, a ceci de particulier qu'on n'y trouve pas seulement mêlées l'allégorie et l'histoire : la politique *lato sensu*, ou, si l'on veut, la thèse y trouvent place. On ne se contente point de joncher d'immortelles les tombes des héros nationaux : on veut qu'elles s'ouvrent, on y cherche ostensiblement des germes de vie. Le vers ne charrie pas seulement des souvenirs, mais des idées : dans le nombre, il en est d'assez précises pour que la rime s'accorde avec la raison d'Etat. Le prince régnant de Monténégro en est un illustre exemple. Déjà Gundulic, son ancêtre littéraire, ne se contente pas d'évoquer les douleurs du Balkan chrétien et la lutte des Polonais contre l'Islam. Il entrevoit un plan, il marche à une conclusion, il a, poète, sa solution de la « question d'Orient ». Et cette solution, précisément, tout ingénue et osée à la fois qu'elle paraisse, est si peu le fait de l'ivresse épique, que la Russie — dont il ne parle guère, car c'est à la vocation de la Pologne qu'il croit — est soupçonnée, depuis deux siècles, d'en presser l'avènement ; qu'en tous cas on ne saurait même l'énoncer sans toucher au point aigu de tous les conflits

ouverts ou latents entre cette puissance et le monde occidental.

« Dans l'*Osman*, dit un publiciste contemporain [1], deux idées dominent. L'une est l'indépendance des Slaves des Balkans, l'autre la solidarité entre tous les Slaves. Du rapport de ces deux idées ressort le *leitmotiv* de l'épopée. L'indépendance des Slaves des Balkans ne peut être réalisée que par les autres Slaves. Lorsqu'on réfléchit qu'en ce temps-là les nations opprimées par les Turcs n'avaient guère à attendre de secours que de l'Occident, il est étrange que Gundulic, à l'imitation du Tasse, ne se soit pas tourné, dans les moments lyriques, vers ses souverains, et qu'il s'adresse à Ladislas de Pologne, le représentant de la force slave du siècle. Il savait qu'il ne nous faut compter que sur le *slavisme;* il comprenait qu'appeler à l'aide les princes de l'Ouest, c'était, pour ainsi dire, changer de maître. »

Toute l'épopée, en effet, roule sur le développement de deux thèmes : la situation intolérable du Balkan chrétien ; la campagne des Polonais contre le sultan Osman, qui fait espérer que la libération viendra d'eux. Et il se trouve que, par une anticipation erronée sur l'histoire — mais erronée seulement quant à l'identité du libérateur — Gundulic adresse à Ladislas de Pologne, *la force slave du temps*, telle strophe qui, antérieure d'un siècle au testament politique de Pierre le Grand, n'aurait pas besoin d'être remaniée pour lui servir d'épigraphe :

[1] BOGDANOV, *la Pensée balkanique à travers les âges.*

Nemanicu bud' Stiepanu
Ti namiesnik krune carske
Ciem pod tobom zemlje ostanu
Sarbske, raske i bugarske!

(Ramasse la couronne impériale de Stefan Nemagna et réunis sous elle les terres serbes, monténégrines et bulgares!)

Le piquant est que cet appel à l'intervention des Slaves du Nord et à l'unité balkanique — car les deux pensées sont connexes — n'émane ni d'un Serbe, ni d'un Monténégrin, ni d'un Bulgare, — mais d'un citoyen de la libre république de Raguse. portant canon de dentelle et pourpoint à l'occidentale, frotté de Génois et de Vénitien, n'ayant rien à démêler avec les pachas, et ne se rattachant, en somme, à un monde de barbarie et de misères que par le sentiment de la race. Et ce souffle de « slavisme » est si chaud, cette poésie est, au fond, si révolutionnaire, eu égard à ce qu'on appelait — déjà — l' « intégrité de l'Empire ottoman », que les prudents provéditeurs de la République, toujours en humble coquetterie avec la Porte, n'en souffrirent pas l'impression. L'*Osman* a circulé en manuscrit jusqu'en 1830, et les mêmes timidités politiques le firent, par ordre du Sénat, dit-on, alléger de deux chants, que le ban croate Mazuranic a reconstitués de nos jours. La postérité, comme de juste, ne s'est pas tenue à cette réserve. On a célébré solennellement, en février 1888, le troisième centenaire de la naissance de Gundulic, et en 1893 sa statue a été inaugurée à Raguse, sur

des fonds recueillis dans toute la péninsule des Balkans. Le socle a reçu une inscription qui témoigne assez que l'esprit de l'*Osman* a fait du chemin : « A Ivan Gundulic — LA NATION (*Narod*). »

Quels sont les éléments de cette nation encore innommée au XIXe siècle, qui rend cet hommage concis à l'un de ses précurseurs du XVIIe, un autre poète dalmate, contemporain de Louis XV, aura la hardiesse de l'exprimer sans détours. C'est peut-être ingénuité qu'il faudrait dire, car le bon et le docte franciscain que fut Kacic, dans une œuvre qui l'a immortalisé : les *Razgovori ugodni narodna slovinska* (*Conversations familières sur la nation slovinique*), évolue imperturbablement dans cette république idéale et pense en avoir pris possession, comme s'il eût été citoyen de Rome ou d'Athènes. Inspiré par l'idée de race, le « nationalisme » de l'école ragusaine a ce je ne sais quoi de flottant qui caractérise toutes les thèses uniquement assises sur l'ethnographie. Dans notre terminologie moderne, nous inclinerions à le déclarer « panslaviste », et telle est vraisemblablement la phase par laquelle ont dû passer d'abord des poètes à la découverte d'une patrie. Chez Kacic, l'idée de race est déjà, pour ainsi dire, en mue : elle a besoin d'un cadre matériel, d'un sol où prendre racine, d'une expression géographique, en un mot, — et la trouve, dessinée par la nature elle-même, dans la péninsule des Balkans. Le libérateur passe au second plan : ce sont les « Balkaniens », pris comme entité, fils d'une terre commune, dont il se proclame le com-

patriote et dont la carrière l'inspire. Et voilà pourquoi ses *Razgovori* — s'il est permis de soumettre aux lois ordinaires de la classification une œuvre originale entre toutes, en vers et prose alternés, à la fois didactique, chronologique, allégorique et épique, populaire au surplus, comme son titre l'atteste, d'esprit et de composition — sont tout simplement l'encyclopédie de ce qui peut intéresser, consoler, vivifier le monde des Balkans. C'est, au fond, un livre d'histoire, où tout le passé de la péninsule est présenté avec tant de force et de naturel comme l'évolution d'un même peuple; où les rois, les guerriers, les saints même sont groupés avec tant d'art, en qualité d'acteurs d'un seul et même drame, dont le couronnement sera une commune apothéose, — qu'on peut dire de Kacic que son imagination lui a toujours représenté l'unité balkanique vivante et agissante, et cela, depuis les temps les plus reculés jusqu'au sien.

La liste des princes qu'il appelle uniformément « rois de la nation slovinique » est inaugurée par Teuta, qui régna — suppose l'histoire — vers l'an 3732 avant Jésus-Christ. Ce fondateur d'une dynastie qui s'est terriblement ramifiée au fil du temps a eu pour successeurs les Jean, les Siméon, les Alexandre (Bulgares); les Etienne, les Tomacevic, les Tvrko (Bosniaques); les Cresimir, les Zvonimir (Croates); les Stefan, les Dusan (Serbes); et quantité d'autres moins illustres. Selon sa méthode imperturbable, Kacic les énumère par ordre chronologique et les numérote en conséquence, sans s'inquiéter de l'extrême diversité de

leurs origines, ni de la sphère de leurs souverainetés respectives, comme il eût pu faire de la dynastie des Valois ou de celle des Habsbourg. Entre temps, il revendique pour son « Balkan » les Césars ou les Papes qui en sont issus, et qui ont régné ailleurs, monarques en quelque sorte extérieurs de la « nation slovinique » : Maximin (Bulgare), Dioclétien (Dalmate), Constantin et Justinien (Serbes), — sans oublier Sixte-Quint, né dans les Bouches de Cattaro. Aux plus illustres il consacre des *pjesme*, intercalées dans le développement historique. Les grands épisodes, les exploits légendaires — ceux de Scanderbeg en particulier — sont frappés en vers faciles et quelquefois émouvants. Le tout forme une galerie nationale qui n'a son équivalent dans aucune littérature, l'édifice le plus composite du monde, dont toute l'harmonie repose sur la rayonnante sincérité de l'auteur. — Dans nos sociétés occidentales, une telle œuvre, en dépit de ses qualités de forme, n'eût guère été classée dans l'opinion qu'au titre de l'originalité. Il faut croire que la moelle en a paru au contraire bien substantielle aux Jugo-Slaves, puisqu'au nom de Kacic s'attache, dans toutes les classes ce genre de popularité qui ne souffre ni comparaison ni partage. Le secret de cette vogue consiste sans doute en ce qu'il osa évoquer, sous prétexte de raconter, et tel est le sentiment d'un critique qui écrivait, il y a quelques mois, de ce grand vulgarisateur du *slovinisme* : « Il fut moins le chantre du passé que celui de l'avenir[1]. »

[1] LUCIANOVIC. *Histoire de la littérature slave.*

Au total, l'école de Raguse ne rend pas seulement aux Slaves du Sud le triple service d'adapter l'écriture à leur langue, jusqu'alors exclusivement orale ; d'ériger cette langue — en la modifiant un peu, il est vrai — en instrument littéraire ; d'en faire le véhicule, enfin, d'aspirations qui ne se traduisaient auparavant que dans les *pjesme*. Elle lui donne un nom heureux, un de ces noms qui contribuent au succès des œuvres d'unification peut-être plus que les thèses, parce qu'avec eux, du moins, une fois l'habitude prise, on ne discute pas. Elle ne l'appelle ni *herzégovinienne*, à raison de son origine, ni *ragusaine*, au titre de l'adoption, — mais tout simplement *slave* (*slovinski*). Par là cette élite intellectuelle s'entretient dans le culte de la race ; de plus, en vertu de la réaction ordinaire des mots sur les idées, elle le propage autour d'elle. Jusques et y compris les trente premières années de ce siècle, son influence a été considérable. Elle a frayé les voies à l'*illyrisme* de 1835, qui n'était, au fond, que du *slovinisme* transposé. Plus tard, quand les Serbes et les Croates, puis les Bulgares et les Serbes, inaugurèrent leurs querelles, au nom d'un particularisme souvent suggéré par leurs voisins et d'autant plus dissolvant, on remarqua que les publicistes trempés dans la tradition ragusaine restaient neutres. Faute de pouvoir empêcher que le mot *slovinski*, ce vêtement ajusté par la vieille école à l'idée unitaire, ne se démodât, ils s'opposèrent du moins à ce qu'on lui en substituât dont le particularisme pût à son tour s'habiller. Pour eux, la nation reste

anonyme, — *narod*. Cette judicieuse tactique de mots et cette foi dans l'unification future caractérisent singulièrement l'œuvre de Niksa Marko Gradi, mort à Raguse en 1894, — un patricien journaliste, érudit et voltairien, associant des opinions subversives à des mœurs de bibliothécaire et de bel esprit, et par là point indigne de fermer le cercle inauguré par Gundulic. Gradi a donné, l'année même de sa mort, une formule à la fois logique et révolutionnaire de l'unité balkanique : « Les Dalmates ne sont qu'un élément de *notre nation*, constituée par les Serbes, les Croates, les Bulgares et les Slovènes, lesquels ont vécu jusqu'ici émiettés en Autriche, au Monténégro et dans les petits Etats (*staterelli*) des Balkans. »

*
* *

A partir de ce siècle, l'école dalmate voit son influence ramenée à une mesure plus strictement littéraire. Elle conserve toujours une certaine avance de culture et ce je ne sais quoi de particulièrement vif et coloré qui est inhérent à l'esprit méridional. Mais c'est en Serbie, à l'extrême nord des pays jugo-slaves, que commence le laborieux refoulement de l'Islam : le mouvement national change du même coup de forme et d'impulsion.

Les Serbes ont d'autant plus sujets d'en prendre la tête que la tradition qu'ils renouent, les armes à la main, est celle-là même dont les poètes du Sud avaient conservé le dépôt. Non seulement, au cours de cette longue insurrection — qui commence en 1805 et finit en 1829, par la reconnaissance d'une principauté autonome — ils concentrent sur leurs exploits l'intérêt et l'espoir de leurs frères de race ; il leur reste de ce premier succès à la fois un sentiment contrôlé de leur vocation, et un prestige dont ils bénéficient même dans le domaine de l'initiative intellectuelle.

Cette initiative a certains caractères inhérents aux conditions dans lesquelles elle naît. Emanant d'hommes qui viennent de poser le fusil ou qui ont dû fuir les terribles représailles des Turcs ; au sein d'une société où la seule aristocratie encore debout est celle de la bravoure, et la seule culture celle d'un clergé sans contact avec l'Occident, elle se distinguera par cette sorte de pureté un peu fruste, ces allures radicales et jusque par ces témérités de chauvinisme excusables chez un petit peuple en voie de régénération par ses seuls moyens. Surtout elle se proposera des buts positifs et immédiats. Au bord de l'Adriatique, où d'ailleurs l'Osmanli ne les inquiétait guère, les poètes pouvaient chanter à la brise et lui confier des strophes qui tombaient çà et là en messagères de lointain espoir. La génération des Karageorge et des Obrenovic se sent, en quelque manière, chargé actuelle de reconstruction nationale. Elle y apportera, avec sa rudesse, certaines qualités de soldat et d'ouvrier

qui ne boudent point aux besognes ingrates. Vuk Stephanovic Karazic, qui l'incarne au point de vue littéraire, se pourrait comparer à quelque maçon de génie, préoccupé tout d'abord d'entasser de solides matériaux, sur lesquels d'autres élèveront plus tard des frontons et des colonnades.

Vuk, né dans le village de Tercic, en 1787, d'origine herzégovinienne, est un homme logique, tenace et curieux, passionnément épris de sa patrie et qui songe d'abord à la déterminer. Elle ne tient assurément ni dans ces coins de montagne, d'où l'on écarte les Turcs, pendant sa jeunesse, à force de balles; ni même dans cet embryon d'Etat qu'il voit se former plus tard, à l'époque de sa maturité. Il veut savoir jusqu'où l'on parle le serbe, en bon Slave, pour lequel la théorie de la nationalité se ramène à ceci : là où est la langue, là est *notre* peuple.

De là ses incessants voyages, souvent à pied — car il est pauvre, — un bâton à la main, car il a une jambe de bois, non seulement à travers la Serbie actuelle, mais en Bosnie, au Monténégro, dans le Syrmium, sur les confins de la Macédoine et de la Bulgarie. Partout il est frappé de l'analogie des traditions, des costumes, des usages familiers, de l'évidente parenté des dialectes. Aux foyers qui l'accueillent il demande des *pjesme* : ce sont mêmes thèmes et mêmes héros. Il s'en émerveille ; le cercle de son village s'est prodigieusement agrandi ; il a découvert un monde, qu'il sent sien, et, dans un élan à la fois candide et logique, prononce ce mot, dont la

politique, plus tard, dénaturera l'esprit : *Srbi svi i svudá* (tout est serbe, partout).

A cette patrie il faut donner d'abord de quoi se reconnaître : une langue scientifiquement déterminée et populaire tout à la fois. Le dictionnaire (*rjecnik*) auquel Vuk a travaillé toute sa vie (la première édition est de 1818, la dernière de 1852) fit autorité de bonne heure. Non seulement il comblait les lacunes d'anciens vocabulaires, inspirés, à vrai dire, par les dialectes locaux, mais il s'imposait aux philologues par de savants commentaires en latin et en allemand. De son *rjecnik* Vuk bannit les archaïsmes et les mots d'origine étrangère. C'est, dit-il, au peuple à faire la langue. Il se tiendra au même principe dans la seconde partie de son œuvre, la grammaire, dont il donne d'abord des essais, à l'âge de vingt-quatre ans, puis diverses éditions en forme et même des traductions qui furent imprimées à Leipsik.

Cette tâche proprement grammaticale ne se présentait pas comme la moins ardue. Ce qui était vrai de la Dalmatie aux temps de Gundulic l'était encore des pays serbes au commencement du XIX[e] siècle. Fort peu de gens se donnaient la peine d'écrire en langue vulgaire. Le moine Obradovic, ami de Vuk et autre intrépide voyageur, était l'un des rares de son état qui eussent négligé l'apologétique et le paléo-slovène pour composer un recueil de fabliaux accessible aux paysans. La question se posait donc presque entière de savoir comment orthographier les mots et par quelle syntaxe les régir.

Elle avait bien été préjugée, il est vrai, par l'école de Raguse. Mais, d'une part, celle-ci usait le plus communément de l'alphabet latin, et c'était sur le seul cyrillique qu'on pouvait fonder une grammaire à l'usage des Slaves du rite grec ; de l'autre, elle se tenait à l'orthographe étymologique, comme il convenait à des traditionnalistes et à des personnes de qualité. — Vuk, patriote et fils de paysan, affirme qu'il faut adapter le signe graphique au son, écrire, en un mot, *comme le peuple parle*. En formule et en esprit, c'était le système phonétique. Sa proclamation, déjà très hardie pour le temps, le parut d'autant plus qu'elle rendait inévitable jusqu'à une réforme de l'alphabet. Le cyrillique était encombré, en effet — comme le russe actuel — de plusieurs lettres qui ne se prononcent pas; il fallut à Vuk le courage de les immoler à son système. En syntaxe, autre embarras, issu du caprice de chaque dialecte, auquel l'école ragusaine ajoute par son affectation à user d'archaïsmes. Le même procédé impérieux, mais logique, met fin à cette confusion. C'est la *nation*, non une élite, qui a besoin d'une langue : par conséquent point d'archaïsmes. C'est à l'expression la plus pure du génie de cette langue qu'il faut se tenir : là donc sera la syntaxe, non pas où les cercles lettrés légifèrent, mais où le meilleur dialecte est parlé. Il parut à Vuk que celui de l'Herzégovine était désigné par l'étendue de ses ressources, sa finesse et sa correction. D'un formidable labeur et d'une ténacité presque sans exemple, il a fini par en faire sortir la langue

aujourd'hui officiellement classée sous le nom de serbo-croate et parlée par environ huit millions de Slaves du Sud.

Ces réformes — contemporaines, il ne faut pas l'oublier, de la Sainte-Alliance — étaient d'esprit trop démocratique et contrariaient trop d'habitudes pour qu'elles ne fussent pas vivement discutées. Vuk se heurta surtout au clergé, alors la seule classe dirigeante de son pays. L'école qu'on appela à cette occasion « serbo-ecclésiastique » n'admettait pas qu'on érigeât en arbitre du dictionnaire et de la syntaxe ce qu'elle nommait la « langue des bouviers » (*govedarski*). Elle reprochait à Vuk de faire litière du paléo-slovène, qui avait sa clientèle, représentait une tradition, et offrait l'avantage — à ses yeux — d'être un bon *criterium* de supériorité sociale. Sous le titre de *Sitnice jezikoslovne* (*Paillettes philologiques*), un certain docteur Hadgic écrivit contre le novateur une brochure dans laquelle il démontrait péremptoirement qu'un des plus grands bonheurs du peuple serbe était de n'avoir point de grammaire. D'autres insinuèrent que Vuk pouvait bien être un agent de l'Autriche, intéressé par elle à soulever des questions irritantes qui, avant lui, n'existaient pas. L'esprit de nationalisme intransigeant — même et surtout vis-à-vis de l'Autriche, — que la Serbie a puisé dans les principes de son grand philologue, témoigne assez que la querelle était sotte ; le surplus de son œuvre n'a pas moins contribué à le classer parmi les patriotes les plus ardents. Outre ses trois volumes de *pjesme*, il donna, en 1847, la

première traduction du *Nouveau Testament* en serbo-croate. Il forma des élèves depuis illustres; Danicic, auteur de la fameuse brochure : *Campagne pour la langue et l'orthographe serbes* — et un autre militant, Radicevic, qui étendit à la poésie la révolution déjà maîtresse de la prose. Quand il mourut à Vienne, en 1861, son salon n'était pas seulement le rendez-vous du monde érudit, fréquenté par les Grimm, les Ranke, les Miklòsic ; c'était un lieu de pèlerinage familier à la jeunesse universitaire, avide de faire raconter au maître des histoires de jeunesse aussi, celles de son vaillant et fécond vagabondage. Il lui avait été donné enfin d'entrevoir la partie politique de son œuvre, dans l'*illyrisme* et la poussée serbo-croate de 1849.

*
* *

De bonne heure, en effet, sa réputation avait passé la frontière austro-hongroise. En Croatie, une réforme n'était pas moins urgente, mais l'état des mœurs était tel qu'on n'en avait même pas l'idée. Une assez nombreuse aristocratie se piquait de lettres, ne demandant qu'à l'Occident, bien entendu, des plaisirs et des leçons. Dans les salons, on parlait latin ou italien. On abandonnait au peuple sa langue — peu différente, au

fond, du dialecte serbe, — jugée inférieure, traitée en patois. Et voici qu'un homme du monde, Louis Gaj, qui a de commun avec Vuk je ne sais quelle pente à l'esprit démocratique, lit ses ouvrages, s'en éprend, et commence à petit bruit son apostolat. Un soir, dans le salon du comte Draskovic, il s'avise de réciter un compliment, en vers slaves, à une douairière. L'initiative paraît piquante; on la suit; elle tourne au jeu de société. Gaj, seul, au début, à la prendre au sérieux, s'en entretient avec des jeunes gens, des prêtres, quelques érudits, et finit par constituer le noyau d'une sorte de confrérie littéraire, qui deviendra célèbre sous le nom de *Danica*.

Le succès relativement très rapide de cette campagne de salons et d'entretiens familiers tient à la même cause qui fit tomber tant d'obstacles devant Vuk. La littérature n'est ici que le véhicule de vieilles aspirations unitaires ; l'*illyrisme*, auquel ce mouvement doit aboutir, n'a en propre que son nom : il se borne, en somme, à vêtir d'un mot consacré par la géographie historique cette minudité de la nation *slovinique* des Ragusains et *anonyme* de la chanson populaire. Un professeur de littérature slave, M. Lucianovic, en évoquant une des belles images de Louis Gaj, souligne l'esprit de la *Danica*. « Dans son programme de 1836, Gaj, dit-il, compare les races slaves méridionales à une lyre triangulaire, dont les sommets sont à Scutari, Villach et Varna. Il dit qu'il fut un temps où les cordes de cette lyre rendaient des sons harmonieux, mais que le tumulte des vents a détruit

leur accord. La Styrie, la Carinthie, la Carniole, la Croatie, la Slavonie, le Monténégro, l'Herzégovine, la Serbie, la Bulgarie et la Hongrie méridionale sont justement ces cordes brisées. Il est nécessaire de les tendre à nouveau, pour que l'instrument redevienne mélodieux. — A cette allégorie, tout le monde comprend que Gaj ne travaille pas seulement à éveiller une conscience nationale chez les Croates, mais qu'il veut associer à un mouvement littéraire, à l'aide d'une langue et sous un nom communs, tous les Slaves méridionaux, qui sont, en effet, les Croates, les Slovènes, les Serbes et les Bulgares. Sans s'arrêter à la diversité de leurs croyances religieuses, tous doivent se traiter en fils d'une même mère, s'appeler d'un même nom et écrire la même langue. Mais, pour n'effaroucher la susceptibilité de qui que ce soit, Gaj, laissant à chaque rameau de la famille ethnique de grandir sous son nom traditionnel, leur propose à tous une dénomination supérieure et commune : l'*illyrique*, qui appartint jadis à presque tous les peuples des Balkans [1]. »

Gaj, qui emprunte à Vuk tous ses principes, n'a pas seulement à infuser aux hommes de sa classe un peu de sens slave, par ses articles des *Novine* et de jolis vers. Il doit s'infléchir aux mêmes ingrates besognes et se heurte aux mêmes contradictions. Il s'agit de transposer la réforme du philologue serbe dans une société acquise à l'usage des caractères latins. Il faut donc aussi épurer l'alphabet et gagner la bataille de la pho-

[1] LUCIANOVIC, *Storia della letteratura slava.*

nétique. A Agram, les étymologistes s'obstinent à écrire les mots autrement qu'ils ne se prononcent : c'est un signe de bonne éducation, de culture. L'action est chaude, presque contemporaine de nos grandes soirées du romantisme et peut-être plus vivement disputée qu'elles, si malaisé, si monotone que puisse être le terrain. On marche non seulement pamphlet contre pamphlet, mais grammaire contre grammaire. Babukic et Weber flanquent de ces catapultes le parti conservateur, la *Zagrebaska Skola*. Ils ont pour eux, outre la tradition et le préjugé, l'appoint du particularisme, qui trouve naturel et utile qu'en syntaxe un Croate accuse quelque différence avec un Serbe. Ils ont même celui du gouvernement autrichien, qui, après avoir offert à Gaj une bague de diamants, en 1839, prohibe quatre ans plus tard le nom d'*Illyre*. Cependant l'avantage reste aux novateurs. Dans l'opinion c'est l'affaire d'une dizaine d'années. Aujourd'hui, la réforme du serbe Vuk a forcé, dans les pays jugo-slaves de la couronne austro-hongroise, les portes officielles du collège et même celles de l'école primaire.

Quand on mesure la distance de cette consécration définitive au chaos initial que Vuk entreprit d'organiser, la hardiesse de sa conception n'est pas moins étonnante que son succès. En moins d'un demi-siècle, d'une société où les classes dirigeantes ici ne parlent et surtout n'écrivent pas la langue du peuple, — là, l'écrivent à leur manière, avec l'arrière-pensée de se distinguer de lui ; où ce peuple même ne possède d'autres règles de

prononciation et d'orthographe que celles attachées par la simple habitude à des dialectes épars et, de surcroît, discordants, émerge un véritable édifice philologique, à la fois fondé sur la tradition, accessible à tous, et construit, pour ainsi dire, à la moderne, suivant le système phonétique qu'il sera question d'appliquer plus tard à la restauration du français. Non seulement les Serbes et les Croates, envisagés comme groupes, mais, au sein de chaque groupe, les classes se rapprochent et prennent contact autour d'un monument que toute son architecture leur manifeste commun. Le plus frappant est que ce monument s'élève dans cette partie de la péninsule où le terrain, coupé par toutes sortes de frontières, y semblait le moins préparé : frontière morale, entre l'Orient et l'Occident, dont les limites semblent bien s'identifier avec celles de l'Autriche ; frontière politique, entre cet Empire et la Serbie ; frontière religieuse, entre le catholicisme et le rite grec ; frontière historique, d'alphabets, de calendriers, etc. De Trieste à Varna, sur toute l'étendue du territoire occupé par les Slaves du Sud, nulle part le sol n'est si profondément crevassé par ce qui, d'ordinaire, rend de tels établissements impossibles. C'est là, pourtant, au centre géographique de la race, que la cristallisation s'opère, comme si quelque chimie secrète était venue en aide à la philologie. On ne trouve pas d'exemple d'une révolution à la fois si pacifique et définitive, et d'une si forte complicité du sentiment public, même dans l'histoire de l'Italie aujourd'hui unifiée.

Plus encore, en faisant l'unification de la langue et de la littérature entre Serbes et Croates, Vuk et Gaj posent la question de savoir si elle ne pourrait pas s'étendre aux groupes frères slovène et bulgare ? A ne considérer que les obstacles pour ainsi dire extérieurs, autrement dit politiques, moraux, religieux même, ils en ont surmonté qui ne se retrouvent nullement aux points de contact respectifs entre le noyau central de la race et ses contreforts. En existerait-il de techniques ? Ce n'est pas l'opinion de Vuk lui-même, qui, après avoir parcouru la plus grande partie du Balkan, écrivait de la Macédoine : « On y parle un dialecte qui tient du serbe et du bulgare, mais qui se rapproche plus sensiblement du premier ; » — et du dialecte slovène : « C'est une transition entre celui de la Carniole et le croate, comme le croate semble en être un entre le slovène et le serbe [1]. » — Sa pensée, généralisée, est que tous ces idiomes forment entre eux une sorte de chaîne, dont les anneaux ne diffèrent que par la forme, et encore suivant une certaine loi de transition qu'il se plaît à souligner. Elle est aujourd'hui communément adoptée par les philologues ; elle figure à l'ordre du jour des sociétés savantes et des congrès ; elle est chère, comme de juste, à tous les publicistes qui font la propagande de l'unification morale. Tels MM. Milovanovic, ancien ministre de la Justice en Serbie, dans ses fortes études du *Zeit* et du *Delo* ; et Bogdanov, qui, après avoir constaté « qu'il y a moins de différence, par exemple, entre le

[1] *Kovcezic*. Vienne ; 1849.

serbe et le bulgare qu'entre certains dialectes italiens », conclut : « Ce n'est point une tour de Babel, mais un temple de Dieu. Quand nous serons unis, ce ne sera pas une malédiction de cent voix, mais une harmonieuse prière[1]. »

*
* *

Ce qui frappe, de prime abord, dans la littérature qui se développe depuis cinquante ans sous l'influence plus ou moins directe de Vuk et de Gaj et doit, en tous cas, ses principales qualités de forme à leur initiative, c'est qu'elle n'est pas encore affranchie des genres que l'irrévérence de notre temps appelle surannés. A côté de savoureuses études de mœurs comme le *R. P. Balunja*, de Matavulj, de contes à la Tourgueneff comme *Sous les vieux toits*, de Djalski, de drames pyschologiques comme l'*Equinoxe*, de Vojnovic — œuvres modernes de facture et d'esprit — ont encore fleuri jusqu'à nos jours la poésie lyrique et même l'épique, le roman historique, le drame allégorique et à clef. Mais on observe en même temps que le « nationalisme » — si déclassé dans notre littérature à nous qu'il éveille presque fatalement l'idée de pièce à grand spectacle, sinon de rimes de café-concert — est le principal élément de la

[1] *La Pensée balkanique à travers les âges.*

force ou du charme qu'on y trouve. Et comme en tous pays, de tous temps, l'allégorie, l'ode et l'épopée furent, en effet, les formes qui parurent s'ajuster le mieux à son expression — autant, du moins, qu'il ne fut pas assouvi. ou, si l'on préfère, consolidé par un arrêt de l'histoire, — cette technique attardée semble bien s'expliquer par une cause morale, et par elle le monde jugo-slave manifeste qu'il ne se sent point en possession d'un cadre et d'une formule définitifs.

Considérées dans le fond, ces mêmes œuvres révèlent quelque chose de plus. Elles ne sont pas le pur symptôme d'une crise : elles en certifient l'origine, et, dans une certaine mesure, en font pressentir l'évolution. La filiation littéraire des poètes de la seconde moitié de ce siècle, par rapport à Gundulic, à Kacic, et surtout aux auteurs anonymes des vieilles *pjesme*, s'établit par des signes irrécusables. D'abord ils traitent les mêmes sujets, ou, pour mieux dire, le même : leurs travaux ne sont qu'une perpétuelle et enthousiaste exploration de l'histoire nationale, *lato sensu*. Cette exploration, ils la conduisent dans le même esprit : ils n'écrivent point pour une classe, ils ont le souci d'être de bons vulgarisateurs, ils se sentent, en un mot, chargé d'âme populaire, et comprennent cette mission, exactement comme leurs devanciers, en idéalisant du même coup le passé et l'avenir. Enfin et par-dessus tout leur génie ou leur talent ne se butent à aucune barrière particulariste ; la patrie politique concrète ne les fixe pas ; ils s'en évadent même volontiers. Le point

qui les attire, le rendez-vous qu'ils semblent se donner, le creuset où, par une pente naturelle, leurs individualités viennent se fondre, — c'est toujours l'idée de Balkan, considéré comme entité géographique, historique, morale : et si l'on ajoutait *politique*, on ne ferait, en somme, que tirer la conclusion des prémisses qu'ils ont posées.

Ces traits communs sont particulièrement symptomatiques dans la littérature croate. Car enfin l'*illyrisme*, en donnant le branle à un mouvement « national », ne lui avait pas nécessairement assigné une direction. A considérer même le rattachement séculaire du pays à la couronne de saint Etienne et à l'Occident, il semblait qu'on pût en dessiner la courbe à l'avance, lui prédire qu'il finirait en une sorte de cercle fermé, où la Croatie s'isolerait à la fois de l'Empire et des Balkans : c'est, en effet, et au surplus tout ce que, pendant quarante ans, la majorité des politiciens a su tirer de l'*illyrisme*. Mais de ce cercle les esprits supérieurs et surtout les poètes s'échappent ; il n'est culture latine, ni influence de milieu, ni même position sociale qui tienne. Sitôt qu'ils ont des ailes, c'est vers le Balkan qu'elles emportent ces Occidentaux d'éducation, et l'imagination ne peut se les figurer que chantant parmi les bois sacrés où gémit la mélopée des *guzlars*.

Preradovic est né dans les Confins militaires et meurt général autrichien. On s'attend qu'à ce double titre il cherche hors du Balkan des sources d'inspiration. Il a fait partie du régiment de

Giulay, s'est distingué dans les dernières campagnes d'Italie ; il a mené la vie nomade de l'officier au service des Habsbourg, et, au début de sa carrière, ne parlait que l'allemand. La page militaire des Croates dans les annales de l'Occident, leur fidélité légendaire à la dynastie lui fournissaient un beau thème, en rapport avec la position sociale du poète, attachant pour le loyalisme du soldat. Pourtant son imagination franchit délibérément la frontière ; c'est aux traditions, aux mœurs, aux héros de la péninsule qu'il emprunte ses sujets. Revenu en terre slave, c'est à elle qu'il consacre les beaux vers de son *Putnik* (le Voyageur) :

U tvom polju daj mi groba
Tvojim cviecem grob mi kiti !

Dans ton champ, donne-moi la tombe
Et que tes fleurs servent à la parer !

La patrie qu'il chante et dont il donne quelque part cette définition saisissante : *le créancier auquel nous devons le plus clair de notre capital moral et qui a droit aux intérêts de notre constante affection*, — ce n'est point la Croatie, c'est moins encore l'Empire, mais bien cette patrie « anonyme » que, dans une autre pièce célèbre, *Braca* (les Frères) il exhorte les *Serbes* et les Croates à vénérer en commun. Il ébauche un drame. Le héros en pourrait être choisi parmi ses ancêtres militaires, le prince Eugène, par exemple, célèbre, en ces régions, par sa campagne de

Bosnie, ou Zrjnski, l'un de ses compatriotes des Confins. Ce héros, dont le moindre défaut, pour un général autrichien, est d'être complètement étranger aux annales de l'Empire, — c'est le Serbe incarné, le *haiduk*, le routier légendaire des Balkans : Marko Kraljevic.

Mazuranic est, dans l'ordre des magistratures, ce que Préradovic est dans l'armée : un Croate qui a émergé, qui illustre son pays, qui tient, avec la dignité suprême de ban, une place estimée dans la monarchie austro-hongroise. Avec cela « occidental » d'esprit, se piquant d'idées « libérales » et même un peu laïcisateur. Le poète, en lui, fera-t-il escorte à l'autorité, à l'administrateur correct, au réformateur de l'instruction publique, pour lequel il semble que la frontière de la civilisation expire avec celle de la Croatie ? — L'autorité reste fidèle à son mandat ; elle a même, dans sa sphère, certains démêlés célèbres avec les Serbes du Syrmium. Mais le poète s'échappe, gagné à la vieille attraction du Balkan. Dans une œuvre de jeunesse — d'aucuns diront un péché — il en évoque les Muses, constitue un Panthéon *national* sous la présidence de Jupiter, y fait entrer, avec Gundulic, les princes serbes, Milosch et Lazare, et souligne cette évocation de la patrie — toujours anonyme — par ce couple de vers latins :

Plaudite, jam, fratres; *nam denuo* patria *surgit :*
Plaudite, jam, læti, ac sortem celebrate secundam.

Quand, plus tard, fervent adepte de l'*illyrisme*, il écrira dans la langue de Vuk et de Gaj, ses travaux de longue haleine consisteront à compléter l'*Osman*, dont nous connaissons l'esprit, et à immortaliser, dans son *Cengic-Aga*, des héros *monténégrins*. Quel âpre souffle de Balkan, mêlé à une sorte de rancune de race contre le monde occidental, dans la célèbre strophe : *Ah, da vide svieta puci ostali*...

Ah ! si les peuples de l'Europe,
De leurs vallées sans horizon,
Voyaient cette croix triomphante
Qui se lève sur le *Lovcen ;*
S'ils savaient comme le dragon turc
Essaie en vain de la saisir
Et s'use les dents sur ce rocher...
— Ils ne se croiseraient pas les bras
Pendant que vous souffrez pour eux;
Ils ne vous appelleraient point barbares,
Parce que vos pères sont morts,
Pendant que les leurs dormaient !

A côté du général et du ban, l'évêque. Celui-là aussi — et surtout — incarne la Croatie. Et jamais la Croatie n'est mieux apparue comme une fonction, en quelque manière, de la vie générale du Balkan. que sous l'impulsion de Strossmaier. C'est du reste le secret des suspicions dont Allemands et Magyars l'ont entouré toute sa vie. L'Autriche a toujours su s'accommoder des oppositions purement internes : elle s'entend d'ailleurs à les neutraliser les unes par les autres et à les dis-

soudre. Mais Strossmaier travaillant à l'union des deux Eglises, faisant publiquement état de sa parenté de race avec les Slaves d'au-delà les frontières, accueillant les réfugiés bosniaques avant l'occupation, subventionnant des compilateurs de chants nationaux bulgares, — celui-là, en dépit du caractère éminemment pacifique et souvent apostolique de ces manifestations, a toujours paru suspect. Au gré de Vienne et de Pesth, son rayonnement intellectuel fouille à l'excès les replis du monde des Balkans. En somme, on l'eût voulu plus « croate », quoiqu'on lui reprochât officiellement de l'être trop.

Trouverons-nous un esprit moins large dans la poésie serbe contemporaine, chez les Jaksic, les Ilic, les Katchanski? Certes, ce n'est point à cette école lyrique, ni même, à vrai dire, à tous les écrivains, leurs compatriotes, que la critique reprochera de se confiner moralement derrière une frontière. Il n'est guère de Serbe qui ne soit disposé à voir la Serbie beaucoup au delà, et ce n'est pas sans doute des professionnels de l'imagination qu'on attend une exception à la règle. Mais ce *panserbisme*, tout justement, qui tend à ressusciter l'Empire de Dusan, prête, en tant que symptôme, à une fausse interprétation. On y voit, ou l'on affecte d'y voir, une sorte de dépravation de l'appétit particulariste, de sorte que ce petit Etat, qui fut le plus près, au XIVe siècle, de réaliser l'unité balkanique, serait aujourd'hui le plus grand obstacle à son avènement, par le cas excessif qu'il fait de ses intérêts distincts. — On n'observe pas

assez que ces écrivains ne dissocient guère, en général, l'idée de mission de celle d'expansion et qu'ils représentent la Serbie moins comme un organisme qui cherche à se compléter que comme le premier facteur de l'organisation collective. La mégalomanie est dans le mot beaucoup plus que dans l'idée. Elle frappe, parce que, dans les conditions actuelles de la péninsule et de l'Europe, le pavillon *serbe* est trop étroit pour couvrir un dessein aussi étendu. Mais substituez à ce mot un autre plus adéquat au même dessein, la pensée n'a plus rien de maladif, ni seulement de choquant.

C'est ce qu'a tenté avec succès, dans son œuvre dramatique et lyrique, le prince régnant de Monténégro, revendiqué par les Serbes comme un des maîtres de leur école. Cette œuvre est toute pleine, nous osons même dire hantée, de ce rêve de reconstitution de l'Empire de Dusan. Mais présenté comme une émanation de la pensée « balkanique », ce rêve non seulement attache et séduit : il éveille la susceptibilité des pouvoirs politiques, par où l'on est tenté de conclure qu'il ne s'écarte pas à l'excès des chemins de la réalité. Représenté avec succès en Serbie, en Bulgarie, en Russie même, le drame *Balkanska carica* (l'Impératrice des Balkans) est dès longtemps interdit sur le territoire austro-hongrois, et même — depuis la dernière crise orientale — en Italie. Il n'y a qu'un secret, en somme, à cette faveur et à cette prohibition. D'une part, l'action seule est localisée dans la vieille Tsernagore (c'est l' « Impératrice » en question); les caractères, les situations, à plus forte raison la

partie lyrique sont marqués de cette *impersonnalité* qu'un critique signalait dans les vieilles *pjesme* et qui ne laisse émerger que le type « balkanien ». De l'autre, la constante représentation de la péninsule comme un tout organique qui n'a guère besoin, pour vivre, que d'éliminer les corps étrangers, ne laisse pas d'accuser une tendance subversive de l'ordre à la fois séculaire et actuel, — des allégories d'ailleurs assez claires ne fussent-elles point pour la préciser.

Entendons l'un des principaux personnages :

Il faut que *notre* terre *balkanique* reste à *notre* peuple, et que celui-ci ne se laisse retenir dans les chaînes ni de Constantinople, ni de Venise. Plutôt vaudrait que cette servitude la mort pour le Balkan ! Les petits Etats, dont nous sommes, ne sont pas, ne peuvent pas rester la monnaie qui sert d'appoint aux transactions entre Empereurs !

Ainsi parle Georges, fils du *gospodar* monténégrin Ivan Crnojevic, un des héros de la résistance au XVe siècle. Faut-il beaucoup d'imagination pour entendre par là qu'au XIXe la situation n'a guère changé ; que le salut des petits Etats balkaniques reste dans la concentration de toutes leurs forces à la fois contre le Turc et la nouvelle « Venise » installée en Bosnie-Herzégovine par le Congrès de Berlin ?

Ce qui a paralysé de tous temps cette concentration, Crnojevic ne se fait pas non plus faute de le dire — et l'explication, pour historique qu'elle soit, ne vaut guère moins au titre de l'actualité.

C'est notre faute! Si les Serbes, les Croates et les Bulgares, au lieu de parler chacun de son pays, eussent pensé en commun : c'est le *nôtre*, — *d'autres oiseaux auraient chanté de l'Olympe à la Drave!*

(*Druge ptice bi pjevale*
Od Olympa pa do Drave.)

Plus explicites encore sont ces vers, extraits d'une pièce purement lyrique, *Pjesnik i vila* (le Poète et la Fée).

Nous ne devons cesser de combattre
Jusqu'à ce qu'il n'y ait plus qu'un Empire,
Jusqu'à ce que naisse un nouveau Dusan,
Jusqu'à ce que la *nation* entière
S'unisse enfin dans la liberté ! .

La tendance unitaire a rarement trouvé d'expression plus résolue. Heureux, sans doute, le Balkan chrétien, si ces vers, qui sont d'un homme d'Etat, pouvaient inspirer ailleurs tous ceux qui ont charge d'opinion !

*
* *

Mais faut-il s'étonner que la littérature proprement politique — presse quotidienne, brochure, livre ou même discours — apporte une contribution beaucoup plus réservée à ce mouvement vers

l'unité des Balkans? Les causes en sont presque banales. D'abord, depuis les temps de Gundulic, de Kacic et même de Vuk, les conditions de la péninsule ont sensiblement changé. La Croatie — en façade, du moins — est un pays autonome et parlementaire ; la Serbie est devenue un royaume ; il existe à présent un Etat bulgare ; la situation internationale du Monténégro s'est précisée et a pris de l'ampleur. Bref, le Balkan est entré dans une phase historique qui, pour un grand nombre d'esprits, semble bien exclure l'intérêt et jusqu'au sens de la nation « anonyme ». Tout homme qui vise à paraître positif — et c'est la prétention ordinaire de ceux qui briguent des mandats électoraux ou font métier de renseigner le public sur les intérêts de l'Etat — doit proposer plutôt, et prêcher d'exemple, le dévouement aux organismes « nommés », sous peine d'être discuté comme penseur et comme citoyen. Plus d'un subit même au-delà du légitime la pente ou la nécessité professionnelles. La politique de l'Autriche aidant et poussant au conflit sous toutes les formes, il fut un temps où l'on ne pouvait être bon Bulgare sans afficher des opinions anti-serbes, ni bon Serbe sans donner de preuves d'animosité aux Croates.

Quant aux écrivains parvenus déjà à un certain degré de sérénité et que leur situation dispense de faire la cour à des partis électoraux, ils se trouvent en présence d'un autre obstacle. Fussent-ils, dans le fond, aussi unitaires que les poètes, ils savent d'avance qu'on n'accordera point à leurs hardiesses ce genre de circonstances atténuantes que la Muse

ne se voit guère marchander. Ils s'adressent, en somme, au public international ; ils ont à ménager, devant lui, souvent une situation officielle, presque toujours une réputation : or ce concept de l'unification du Balkan, sur la base ethnographique, se heurte à de si classiques habitudes, à un tel préjugé, à tant d'obstacles de fait — dont, pour partie, ils conviennent — que leurs conclusions ne peuvent manquer d'être embarrassées, partielles. Dans une Europe où, le plus gravement du monde, on tient pour dogme vierge, vénérable et salutaire, l' « intégrité de l'Empire ottoman », on se doute comment serait accueilli un publiciste qui, même sous forme d'hypothèse à très longue échéance, mettrait en question celle de l'Empire autrichien — et qu'il serait intrus, et qu'il sentirait son Danube !

Malgré tout, l'ambition de former une nation compacte sur le Balkan perce en maint passage que nous devons aux loisirs d'un homme d'Etat, en mainte apostrophe échappée aux parlementaires qui ne reculent pas devant le renom d'enfants terribles. Ces derniers ne sont point rares en territoire austro-hongrois, sur les bancs même des diètes de Zara et d'Agram. Tel Barcic, ancien député de Fiume-campagne, qui faisait, il y a trois ans, cette profession de foi à la tribune : « Je serai content quand *notre nation* sera contente, et sous quelque nom que son unité se fasse, ou croate, ou illyre, ou jugo-slave, ou serbe ; » — et Bianchini, député dalmate, qui ne craint pas de faire entrevoir à ses collègues « une nation consti-

tuée sur le Balkan, à peu près aussi forte que l'Allemagne d'aujourd'hui ». Il est vrai qu'il donne à cette nation un siècle ou deux pour s'organiser. Mais le temps, pour cette catégorie d'esprits, ne fait rien à l'affaire. C'est dans le principe qu'ils posent ou dans l'option qu'ils font que leurs intimes tendances s'accusent. Tranchons le mot : ce sont les désillusionnés par avance de l'Autriche, même fédérative, et, s'ils ne formulent encore leur symbole politique que par voie de négation, c'est que le « balkanisme », par la force des choses, est par excellence la religion où la foi se concilie avec un peu de respect humain.

Cet accommodement est plus fréquent encore en Serbie, où la plupart des écrivains politiques en renom ont passé aux affaires et acquis par là ce pli de l'esprit qui oblige le lecteur à chercher la pensée véritable sous la demi-teinte et le demi-mot. Point de doctrine proprement « balkaniste », mais une irrécusable tendance à écarter les obstacles qui en contrarient l'expression. On diffère sur le plus court chemin ; chacun est particulièrement frappé d'une cause d'achoppement sur laquelle il insiste ; mais le but, en somme, est le même, et peut-être bien qu'en effet c'est par des voies diverses qu'il convient d'y marcher. Sumadinac et Pirosanac — ce dernier, ancien ministre des Affaires étrangères — ont préconisé l'entente serbo-bulgare au temps où elle était compromise et semblent marquer qu'ils y voient la première étape du *processus* d'unification. Le premier, sous ce titre original : *De la Société pour l'exploitation*

du patriotisme dans les Balkans, dénonce les menées de l'Autriche et conjure ses concitoyens de ne plus leur prêter désormais le concours de leurs propres emportements. Le second recommande expressément aux Serbes et aux Bulgares non seulement de s'unir, « mais de ne pas perdre de vue leurs intérêts communs avec les *autres Slaves* des Balkans, soit qu'il s'agisse de la question d'Orient proprement dite, soit qu'on envisage l'*organisation d'un Orient européen*[1] ».

Formés à l'école de l'Occident, des hommes tels que M. Ristic, ancien régent du royaume, et Milovanovic, ancien ministre de la Justice, ne désespèrent pas d'une application à la péninsule des principes du droit public supérieur, — du droit public tel, du moins, qu'on l'enseigne dans les Universités. « C'est un devoir pour l'Europe, écrit M. Milovanovic, de faire du principe des nationalités la base du statut applicable aux Slaves du Balkan[2]. » Autant transporter dans la péninsule la formule de l'évolution qui a fait l'Allemagne et l'Italie. — Karic voit l'avenir de toute la race dans l'accession des Bulgares et des Slovènes à l'œuvre d'unification conduite avec tant de succès par Vuk, plus généralement dans une série de transactions d'ordre littéraire et confessionnel. C'est chez lui, peut-être, que se présente avec le plus de relief la notion d' « entité » balkanique, en contraste avec la théorie de l'émiettement, familière à la diplomatie européenne. « Les Etats balkaniques, dit-il, doivent

[1] *La Situation internationale de la Serbie.*
[2] *Delo.*

se rapprocher et faire bloc contre les forces qui les entourent, car celles-ci les exposent à des secousses et à des surprises constantes... Quand, du Triglav à la mer Noire, on aura fait l'unification de l'orthographe, du calendrier, de la langue ecclésiastique et de la langue littéraire, il est naturel que le peuple disséminé sur le Balkan tende à l'*unité politique*, et cette aspiration ne manquerait pas d'effet. Elle montrerait à l'Europe les Slaves du Sud non à l'état de quantité négligeable, mais comme une *masse nationale* de quinze millions d'âmes[1]. »

Il peut paraître étonnant que les Bulgares, qui ont donné tant de signes de vitalité depuis leur émancipation et auxquels il semble bien que la Russie ait dévolu autrefois, par le judicieux traité de San-Stefano, le titre et la mission de frère aîné dans la péninsule des Balkans, ne fournissent qu'une contribution minime à cette sorte d'encyclopédie de la tendance unitaire. Mais si l'on réfléchit que leur indépendance politique ne date que d'une vingtaine d'années ; qu'auparavant toute leur activité intellectuelle a dû s'employer dans une lutte concrète contre le clergé grec et l'*hellénisme* ; que les influences contradictoires de la Russie et de la Triplice ont choisi pour champ de bataille leur Etat à peine constitué ; qu'ils ont dû, pendant cette période, improviser, pour ainsi dire, une société nouvelle et lui chercher, par la révolution de 1885, une base plus large que celle à eux assignée par le traité de Berlin ; qu'enfin leur

[1] *La Serbie et la Ligue balkanique.*

tempérament laborieux, tenace, un peu lent, les incline plutôt à des vues positives et un peu restreintes, — on trouvera assez de causes à cette réserve pour ne pas la mettre sommairement au compte du particularisme. Ajoutons que l'Etat bulgare, possédant à l'est un littoral, et au nord la frontière naturelle du Danube, ne souffre ni de cet arbitraire géographique, ni de cette subordination économique qui font si durement sentir à la Serbie et au Monténégro l'aiguillon du malaise matériel. En situation de se suffire et même de prospérer comme il est, il a la quiétude des peuples qui peuvent attendre.

Du reste, s'il est rare de noter, chez les écrivains et les hommes d'Etat bulgares, cette nuance d'idéalisme « balkanien » dont nous avons signalé maint exemple chez les Serbes et les Croates, en pratique ils travaillent peut-être mieux que personne au concert moral et même à la fédération politique qui sont les étapes positives de l'unification. L'attitude de la presse et de la jeunesse universitaire, correcte dès le lendemain du conflit serbo-bulgare, est devenue progressivement cordiale et n'a pas peu contribué à donner le ton aux rapports officiels. De fait, on est presque tenté de dire que c'est dans ceux-là qu'il faut chercher aujourd'hui l'expression relativement la plus colorée des sentiments qui condenseront quelque jour en un fait la fraternité ethnique. Que demander de plus à un ministre-président, parlant, en somme, devant l'Europe, le jour de la signature d'un traité de commerce à Pirot, que cette décla-

ration récente de M. Stoïloff : « Pour réaliser l'*unité* (*zaiednica*) serbo-bulgare, il faut qu'aux succès commerciaux s'en joignent de *moraux* et de *politiques*, dont la répercussion sera sentie par tous les Serbes et tous les Bulgares, *où qu'ils se trouvent*. » — Mi-contenue, et accommodée aux exigences du protocole, n'est-ce point toujours l'affirmation de la personnalité du monde slave balkanique, à la face de la Porte, de l'Autriche-Hongrie, et plus généralement de ceux qui le veulent ravaler au rang d'échiquier international ?

* * *

Le « Balkan aux Balkaniens », ou plutôt — pour ramener l'idée à une expression à la fois plus juste et moins sonore — l'unification progressive des Slaves du Sud sur le territoire qui, de droit ethnique, est déjà le leur, telle paraît bien être la formule adéquate au mouvement que nous avons essayé de décrire. La tendance que, faute d'examen, on range aujourd'hui parmi les cas de mégalomanie spontanée, est vieille de plusieurs siècles, et s'affirmait déjà — à l'époque où la France moderne n'était point encore formée — avec une précision et une hardiesse étonnantes. Née du *panslavisme*, elle s'est promptement affranchie de cette forme

rudimentaire de l'instinct de race[1]. Dès le début du XVIIIe siècle, nous le savons, les Dalmates, qui fournissent seuls à la littérature écrite, sont parvenus à dégager une entité nettement « balkanique » de la vaste nébuleuse slave. Depuis ce temps, l'évolution, à proprement parler, ne se manifeste que dans les mots. Ce que Kacic appelait *slovinisme*, la génération de 1835 l'appelle *illyrisme*, et celle de 1860 *jugo-slavisme ;* si le mot de *balkanisme*, qu'on commence à prononcer, faisait fortune au sein de la génération de demain, la trouvaille de celle-ci se réduirait en somme à revêtir d'une quatrième expression une idée constante. Ce sont

[1] De notre temps plus que jamais, le terme « panslaviste » rendrait improprement l'état des sentiments et des idées dans la péninsule. C'est plutôt *slavophile* qu'il faudrait dire, si le mot rendait un son bien clair à une oreille occidentale. Faute d'une expression qui dispense de tout commentaire et soit à elle seule une conclusion d'analyse psychologique, on peut se tenir à constater que les Slaves du Sud, attachés au peuple russe par le triple lien de la parenté de race, du souvenir et de l'espérance, se considèrent comme appelés à fonder un foyer distinct. Parmi les innombrables témoignages de cette transaction, d'ailleurs si raisonnable, entre ce qu'on peut bien appeler l'esprit de famille ethnique et celui d'indépendance, il en est deux qui nous ont paru frappants et entre lesquels il semble qu'on puisse encadrer, sinon supposer, tous les autres, parce qu'ils émanent de personnalités placées aux deux pôles de la société jugo-slave.

L'un émane d'un célèbre orateur et écrivain dalmate, Pavlinovic, connu par son ardeur de prêtre catholique, qui écrivait, il y a quelques années, dans ses *Pjesme i besjde :* « Le Jugo-Slavisme se fera *sans la Russie et loin d'elle.* Et pourtant nous aimons la Russie ; nous la considérons en toute fierté et confiance. A cause d'elle, nous sommes suspects et haïs en Europe ; sans elle, nous serions peut-être foulés et dispersés sans miséricorde. Pourquoi suspects ? Parce que nous sommes Slaves, et que, nous tenant en communion d'esprit avec les Russes, nous

autant de tâtonnements inévitables chez une race qui se sent une, veut naître enfin à la vie internationale, et va, pour ainsi dire, quêter son baptême tantôt à l'ethnographie, tantôt à la géographie, tantôt même à l'antiquité. Battue par tous les vents de la politique, lorsque les circonstances semblent lui refuser jusqu'au droit à un nom, elle se réfugie dans le concept de nation « anonyme ». Ses poètes, ses écrivains, ses hommes d'Etat quelquefois, la désignent tout simplement par la *nation* (*narod*), et le peuple consacre volontiers cette formule, qui a le mérite de faire beaucoup espérer, sans rien compromettre. Interrogez un paysan, en quelque

sommes une race formidable par son nombre. Fidèles à la Russie, les Croates, les Serbes et tous les Jugo-Slaves voient leurs forces centuplées... Nous ne pouvons pas désespérer de notre avenir. » Et de même que ce champion fameux de « latinisme », dans l'intérêt de l'indépendance du Balkan, pousse à sa limite extrême la formule du rattachement des Slaves catholiques à la Russie, — de même l'allié le plus constant des Tsars, le descendant d'une famille sacerdotale orthodoxe, le prince de Monténégro, donne quelque part, aux mêmes effets, un gage hardi aux Croates catholiques.

Dans une scène de la *Balkanska carica*, Stanko s'emporte contre Rome et la catholique Raguse, et se plaint de ce que le « latinisme » a divisé des frères. — Et pourquoi, lui répond Georges, l'orthodoxie et le « latinisme » seraient-ils le tombeau de notre fraternité ? « Comment les noirs prêtres (*crni popovi*) de l'un et l'autre rite pourraient-ils nous défendre d'aimer nos frères Croates, ces faucons (*sokolovi*) ? *Pourquoi enfin les Russes et les Bulgares nous seraient-ils plus proches qu'eux ?* »

Une race qui, par l'organe de ses plus illustres représentants, aspire à faire reconnaître sa personnalité et son unité au prix même de l'abaissement — si critique pour un Slave — de la barrière religieuse a une autre vocation que celle de boulevard du peuple russe et ne mérite pas les défiances dont la diplomatie l'entoure, depuis cinquante ans, à ce titre supposé.

lieu que ce soit du Balkan slave, et démêlez bien, dans ses réponses, le sens qu'il attache au mot *national*. Il entend par là, d'abord et sans doute, son pays d'origine, sinon même la formation politique acquise dont il est l'un des éléments ; mais il entend aussi un certain *au-delà*, que vous sentez indéfiniment extensible jusqu'aux frontières même de la race, et dont les plans fuient ou se rapprochent, selon le degré de culture de votre interlocuteur.

Telle est, dans son apparente modestie, l'œuvre de la littérature chez les Slaves des Balkans, — œuvre réflexe, si l'on peut dire, car cette littérature est sortie du peuple et n'a guère cessé de s'inspirer de lui. Elle n'a pas consisté, du reste, qu'à empêcher, à travers les siècles, la prescription d'uu vieil idéal national ; l'unification de la langue serbo-croate, par-dessus la frontière austro-hongroise, est un phénomène positif, qui s'étendra sans doute, avec le temps, aux groupes extrêmes slovène et bulgare. Faut-il s'étonner de ce que, l'année dernière, au mois d'octobre, la translation des cendres de Vuk de Vienne à Belgrade ait fourni l'occasion, à tout le Balkan, de témoigner par des délégations, des télégrammes et des couronnes, de l'esprit qui se cache sous les espèces un peu vagues du *Narod* ?

CHAPITRE III

LA SOCIÉTÉ JUGO-SLAVE

SOMMAIRE. — Caractères généraux de la société jugo-slave. — Sa résistance aux tentatives d'assimilation. — Elle s'assimilerait plutôt les Allemands ; les protagonistes du « slavisme » en Autriche-Hongrie. — Le costume, la chanson nationale, les mœurs. — Institutions juridiques ; les *zadrugas*. — Caractère sédentaire du peuple. — Il n'existe presque pas d'aristocratie nationale. — Conséquences dans l'ordre politique et privé — Représentation de l'élément et de l'esprit ruraux dans les assemblées parlementaires. — Comment se pose la question sociale chez les Slaves du Sud. — Les parasites. — Les influences extérieures.

La race jugo-slave n'a guère été présentée au public que sous des formes impropres à faciliter son reclassement dans la société européenne. Les érudits lui consacrent des monographies qui n'intéressent qu'une élite ; les touristes des impressions fragmentaires. Son tronçonnement politique lui donne une fausse physionomie à l'extérieur. L'Occidental s'attache *a priori* à la qualité de sujet autrichien, hongrois, ottoman, serbe ou bulgare :

il lui semble, à mesure qu'il passe les frontières, entrer dans autant de mondes nouveaux, qui, *par hasard*, offrent entre eux des analogies. Ceux qui n'ont pas voyagé préjugent qu'un Croate ou un Serbe du Banat sont les compatriotes d'un bourgeois de Vienne, à peu près comme le Provençal a fini par devenir celui du Parisien, — ou que les Bosniaques sont une manière de tribu arrachée à la Sublime Porte, en vertu d'un droit analogue à celui que nous invoquons contre les Arabes.

Pourquoi les Slaves du Sud ne se présentent-ils pas eux-mêmes au public occidental, et, comme de juste, dans une des langues de l'Occident? Ce n'est pas, pour eux, dans cette question de langue que gît proprement la difficulté. Beaucoup de leurs écrivains sont capables de nous donner un bon livre, en français, en allemand ou en italien, et le prouvent à l'occasion [1].

Ce qui leur manque c'est, en termes brutaux, le « débouché ». La nature des questions qu'ils traitent et l'esprit qu'ils ne peuvent manquer d'y apporter n'échauffent ni l'éditeur, ni le passant. D'autres, au surplus, ont accaparé avant eux le marché de la littérature internationale. Il en résulte que le témoignage qu'ils rendent de leur milieu, étant le plus concluant, est aussi le moins écouté. — Le *snobisme*, enfin, qui rend de si grands

[1] Nous avons sous les yeux, par exemple, divers ouvrages auxquels nous nous référons quelquefois dans ce livre : les *Traités de garantie*, de M. Milovanovic, la *Mission du peuple serbe*, de son compatriote M. Boskovic, l'*Histoire de la Bulgarie*, de M. Drandar. Ils sont écrits dans notre langue et le fond seul décèle la nationalité de l'auteur.

services à des causes ou à des intérêts plus médiocres, ne sert pas encore de véhicule à la vulgarisation des « choses balkaniques ». Nous avons des spécialistes qui traduisent du norvégien, de l'arménien, voire du japonais. Personne, hors quelques savants guidés par les seuls intérêts de l'érudition, ne traduit du bulgare ou du serbo-croate. — « Nous sommes encore pour l'Europe, disait un Jugo-Slave devant un cercle de ses compatriotes, une sorte de *pays noir*[1]. »

Dans ce « pays noir », cependant, qui s'étend de la banlieue de Trieste à la frontière du vilayet d'Andrinople, où ni la vapeur, ni l'électricité, ni les élections, ni les Constitutions, ni la presse ne sont inconnues — pour parler d'abord de ce que la langue classique de la civilisation nomme *progrès*, — il est certain qu'une société s'élabore, riche d'assez de traits personnels et originaux, derrière

[1] Même les auteurs qui font autorité en Occident laissent percer qu'ils ont étudié superficiellement les conditions ethnographiques, philologiques, morales surtout, de la péninsule. Laveleye, par exemple, à d'autres égards si exact, a la candeur de souhaiter la disparition de l'alphabet cyrillique, commun aux Bulgares, aux Serbes et à plus de cent millions de Russes. — Elisée Reclus appelle la Bosnie une « Suisse balkanique », comme si les Bosniaques, en dépit de la différence des religions, n'appartenaient pas tous à la même race. — S'il est permis de ranger l'Empereur d'Allemagne parmi les maîtres de l'éloquence politique, historique et surtout capiteuse, il faut avouer qu'elle l'a entraîné un peu loin, dans le discours qu'il a prononcé à Pesth, en septembre dernier. Il fait de Zrjinski le type du héros magyar et félicite la Hongrie de l'avoir engendré. Zrjinski est un pur Slave, un *Croate*, en l'honneur duquel on célèbre tous les ans un office solennel et régulièrement suivi, dans la cathédrale d'Agram.

ce décor de progrès matériels qu'elle commence à nous emprunter, pour qu'un peu d'observation lui constitue, dans la galerie européenne, une physionomie. De même qu'il existait une société allemande et une société italienne avant les retentissantes unifications de ce siècle, de même les treize millions de Slaves épandus sur le Balkan, en dépit des différences de culture et de conditions politiques. accusent une sorte d'homogénéité dont nous n'avons pas encore recueilli tous les témoignages. Nous possédons à présent ceux que peut fournir une rapide incursion à travers la littérature et l'histoire. Les mœurs, le tempérament, les institutions fondamentales se prêtent à une investigation tout aussi intéressante, et peut-être encore plus fructueuse.

Et d'abord, que cette société se distingue, par certains traits originaux et constants, de celles qui l'entourent, la dominent ou se trouvent mêlés à elle, le symptôme le plus élémentaire et le moins discutable, croyons-nous, en est tout justement que le Jugo-Slave est partout réfractaire aux tentatives d'assimilation. Si cette société n'a pas encore affirmé bien clairement ce qu'elle est, elle affirme tous les jours, par la somme des résistances individuelles, ce qu'elle n'est pas. On refuse *a priori* de voir en elle les éléments, même lointains, d'un organisme unitaire, sous prétente que les déchirures de l'histoire sont trop profondes ; mais on oublie de nous dire, et pour cause, qui peut se vanter de s'être incorporé définitivement ces lambeaux de race, d'en avoir soustrait un seul à la

loi, ou, si l'on préfère, à la chance d'une évolution commune.

Ce n'est pas le Turc, assurément, qui — sauf en Bosnie et en Macédoine, où quelques centaines de milliers de Slaves sont *islamisés* — n'est parvenu, en cinq siècles, à lier les *raïas* ni à sa religion, ni à sa langue, ni à ses mœurs, ni même à sa fortune. Ce n'est pas le Grec : en dépit de la communauté de religion et d'une antériorité de culture qu'on ne lui conteste pas, il s'est montré impuissant à « helléniser » ces mêmes Slaves et à en faire la couche inférieure de la société qu'il rêvait aussi sur le Balkan. Ce n'est même pas le Russe, dont les expériences en Bulgarie, au lendemain de la guerre d'émancipation, ont suscité une réaction certainement exagérée par la politique, mais fondée sur des instincts d'autonomie sincères. Considérez de haut la carrière historique des Serbes et des Bulgares, des *plemena* qui se sont développées à l'est de la péninsule ; elle les montre ne cédant de leur personnalité ethnique, en dépit de toutes les violences et de toutes les suggestions, ni à leurs oppresseurs, ni à leurs compagnons d'infortune, ni même à leurs libérateurs.

Phénomène identique au sein des *plemena* croate et slovène — d'autant plus remarquable qu'ici l'oppression, la suggestion ont un autre sens et se sont manifestées sous d'autres formes, — en sorte que la race, prise dans son ensemble, peut se flatter d'avoir usé ou vaincu toutes les ressources d'une sorte de conjuration contre son « moi ». Il faut bien employer ici les néologismes, que l'usage a

consacrés, du reste : *germaniser*, *magyariser*, mots à la fois d'une définition très difficile et d'un sens très clair. Quand on dit que les Allemands *germanisent* et que les Hongrois *magyarisent* les pays slaves dans lesquels le statut politique leur confère l'hégémonie, on exprime beaucoup plus un système, un effort instinctif et séculaire qu'un résultat. En réalité, l'empreinte que cette hégémonie a laissée sur les Croates et sur les Slovènes s'analyse en la communication d'une certaine avance de culture et même de certaines qualités qui manquent au Slave. Mais sitôt que l'Allemand sort de son rôle d'éducateur, la cire entre en rébellion contre le cachet. On s'en aperçoit bien, non seulement aux ressauts périodiques du *nationalisme*, qui sont le fait d'une élite et défraient seuls la chronique européenne, mais encore et surtout à l'impénétrabilité du peuple, incapable d'absorber ce je ne sais quoi qui d'un Slave en ferait un Allemand ou un Magyar.

C'est même un phénomène trop peu remarqué que les Allemands, qui se sont fixés au milieu des Slaves et qui ont fini par y faire souche, épousent quelquefois leurs intérêts, et plus généralement leur cause nationale, au lieu de les conquérir au *germanisme*. Il n'est pas sensible qu'en Russie, où un grand nombre de familles allemandes sont allées chercher fortune au siècle dernier et ont engendré une postérité aussi russe de cœur, sinon davantage, que les Russes eux-mêmes : par exemple les Mohrenheim, les Giers, les Richter, etc. En Autriche-Hongrie, il est au moins curieux que

les protagonistes les plus célèbres du « slavisme » portent des noms allemands. Les chefs du mouvement tchèque s'appellent Rieger, Grg'r, Kaizel; l'éminent apôtre de la renaissance nationale en Croatie : Strossmaier; l'opposition radicale d'Agram a eu longtemps à sa tête le docteur Franck; le parti national slovène eut pour chef M. Bleiweiss. — On pourrait, en citant des noms moins connus, ajouter beaucoup à cette liste. En plus d'un endroit, c'est la race forte, tenace, positive qui s'est laissée assimiler à l'autre, et *nulle part* celle-ci n'a fourni d'hommes éminents à ses adversaires [1].

[1] On a donné de ce phénomène une autre explication. C'est que beaucoup de familles slaves d'origine ont dû, au cours des deux derniers siècles — affaire de mode, de nécessité, d'intérêt — accommoder leur nom à une désinence allemande, italienne ou même grecque. En Dalmatie, par exemple, les Sorgocevic sont devenus les *Sorgo;* les Gucetic, les *Gozze:* les Bunic, les *Bona*. Certains noms qui sonnent *grec :* Sisgoreo, Politeo, Tomaseo, Zavoreo, ne sont que des *Politic*, *Sisgoric*, *Tomasic*, *Zavoric* transposés. — Ces altérations, assez communes sur le littoral, n'ont pas dû l'être moins, et par des raisons encore plus pressantes, dans les pays où l'influence et l'autorité appartenaient sans conteste aux Allemands. On en déduit que ces soi-disant Allemands *slavisés*, qui remplissent de leurs revendications la presse, le *Reichsrath* et les assemblées provinciales, ne sont que des Slaves d'origine qui ont fini par répondre à la voix du sang. — De nos jours, à Constantinople, ne voit-on pas des Monténégrins, qui se font honneur d'appartenir au *pleme* serbe, en répudier le nom, et les plus qualifiés d'entre eux s'appeler *Hrvat-begs*, uniquement parce que le mot *Hrvat* (Croate) n'éveille pas les mêmes susceptibilités que le mot *serbe*, toujours un peu synonyme de révolutionnaire? Chacune de ces deux thèses contient évidemment une part de vérité. Dans cette confusion de races, il y a eu certainement des assimilations, de même que des altérations purement nominales. Il faudrait étudier en particulier l'histoire de chaque famille pour distinguer sûrement les unes des autres.

Ce ne sont là, toutefois, que des symptômes négatifs de cette homogénéité dont il nous faut des preuves. La première, dans l'ordre des impressions que le voyageur éprouve, et parmi celles qui s'imposent, pour ainsi dire, aux sens, c'est le costume populaire qui la fournit.

La sensation s'éveille aux portes de Zara et d'Agram. Point de douane; même *ambiente* de civilisation qu'en Occident: hôtels, cafés, chemins de fer, vapeurs, boutiques; —' pourtant c'est un monde nouveau. Dans les étroites *calle* de la petite ville dalmate, dans le parallélogramme encadré de somptueux magasins que forme la place Jellacic, le peuple est vêtu d'une sorte d'uniforme. Premier indice: il y a, dans le costume, non seulement une tradition, mais une défense. Regardez bien cette coupe, rustique, alourdissante, qui, chez les Croates surtout, ne tire aucun parti des formes, se ramène essentiellement à une longue chemise, toute élégance concentrée dans la broderie et dans la couleur, — vous la retrouverez jusqu'au fond de la Macédoine et de la Bulgarie, dans la classe agricole des plaines. S'il pleut ou bise, vous croiserez des femmes engoncées dans une sorte de cape insexuelle: pardessus en Slavonie, lévite en Herzégovine et au Monténégro, *saïa* de feutre en Macédoine, c'est toujours une sorte d'abri du corps, sans plus ; partout même rigidité, même formule élémentaire d'ornementation. Ces bandes ou même ces tabliers de tapisserie compacte, beaucoup plus appropriées, selon nous, à l'ameublement qu'à la toilette, et

qui nous étonnent, de prime abord, plaquées sur les jupons des paysannes de Zara, elles sont répandues dans le Balkan tout entier, en Macédoine, en Serbie, aux environs de Sofia. Nationale, aussi, au sens large, l'industrie exclusivement privée, « veillées de famille », pour ainsi dire, d'où procèdent ces dessins, ces couleurs préparées à domicile avec certaines plantes tinctoriales. Nationale encore la *torbica* — l'équivalent du sac-omnibus que nos ruraux portent au marché — partout agrémentée, passementée, chatoyante des mêmes teintes; et nationale au plus haut degré la chaussure lacée qu'on nomme *opanka*, commune aux laboureurs serbes, croates, bulgares, et réglementaire dans les bataillons d'instruction du Monténégro.

On pourrait pousser plus loin l'étude de ces affinités, en signaler, par exemple, dans la coiffure, dans l'usage des sequins ou des piécettes suspendus en collier. Par ses lignes générales, par son esprit, si l'on peut dire, le costume slave, d'un bout à l'autre du Balkan, a je ne sais quoi de religieux et de militaire, de rural et de raffiné tout à la fois, qui perce sous la variété des attributs et dénonce la personnalité de la race.

Ecoutez maintenant la chanson du peuple et aussi les instruments rustiques — *guzla*, *tamburica* — qui servent à l'accompagner. Que ce soit sous les oliviers et les figuiers, dans le cadre attique de la basse Dalmatie, ou sur les bords un peu gris du Danube et de la Save, non seulement le sujet, comme nous l'avons déjà vu, mais la

tonalité, le rythme en sont constants. Toujours ces petits à-coups de gaieté grêle, sur un fond mélancolique et monotone, quelque chose qui sent le chagrin d'enfant, le biniou en plus strident et plus endeuillé tout à la fois. Où que vous voyiez danser le *kolo*, sur le territoire austro-hongrois comme dans la péninsule orientale, les chants qui le scandent, la cadence alternativement languissante et brusquée ont un irrésistible « air de famille ». Il y a même une cuisine nationale, à base d'associations variées de porc et de choux, de certains bouillons piquants où nage la volaille découpée, dont le fumet plane par-dessus les frontières, ou plutôt vous poursuit, jusqu'à ce que vous ayez passé celles de la race.

L'organisation primitive de la société jugo-slave repose sur la *zadruga*, sorte d'association agricole et patriarcale, dont le type s'est conservé jusqu'à nos jours. Sauf chez les Slovènes, qui ont subi davantage les influences de l'Occident, on trouve encore de ces associations sur tout le domaine territorial de la race, aux portes d'Agram comme aux bords de la mer Noire. Naturellement, l'institution se diversifie, s'oblitère, subit de façon inégale l'assaut des lois et des mœurs plus acharnées encore à sa dissolution. Constituée à l'origine par le groupement de deux ou trois générations sous l'autorité d'un chef de famille, ascendant ou frère aîné, elle n'a pas conservé partout ce caractère strictement familial. Elle s'y tient encore, généralement, en Bulgarie et dans les districts serbes montagneux ; mais en Croatie et en Slavonie, elle

admet des membres étrangers ; c'est, dans ce cas, un système de roulement ou même le suffrage universel qui décident du chef de la communauté, et celle-ci a plutôt la physionomie d'un syndicat librement consenti, d'une *coopérative* dont les participants vivent sous le même toit et à la même michée. — Cependant, on a respecté partout les pièces essentielles de ce singulier mécanisme : indivision du fonds, du bétail, des instruments de culture ; groupement des ménages ; tolérance à chacun d'un certain pécule ; répartition de bénéfices à la fin de l'année ; unité de commandement[1]. Partout encore la *zadruga* s'annonce par la même disposition extérieure des bâtiments. C'est uniformément une sorte de cloître rural, composé de vastes salles, communes aux deux sexes, pour l'hiver ; de greniers et de grangeages, en général garnis d'opulentes réserves de maïs et de blé ; de petites cellules d'été pour chaque couple, disposées sous un auvent, face à la cour intérieure. Les *zadrugas* que M. Kanitz a visitées en Bulgarie et qu'il décrit dans son ouvrage *la Péninsule des Balkans* ressemblent, point par point, et jusque dans ces détails, à celles de Strizivojna, d'Andrievce, de Gorjani, de Sirokopolje et de tant d'autres villages de la Slavonie, proche du pays hongrois, à une demi-journée d'Agram.

Presque toutes les législations du Balkan ayant

[1] Parmi les auteurs qui ont étudié cette ancienne et intéressante institution, il convient de citer en première ligne M. Bogisic, ministre de la Justice au Monténégro, et le publiciste anglais Sumner-Maine.

admis le principe de notre Code civil, que « nul n'est tenu de rester dans l'indivision », le nombre des *zadrugas*, au grand préjudice, assurent quelques contemporains, du bien-être rural, est allé décroissant. On ajoute que la femme du peuple a beaucoup poussé à la décadence de l'institution, par sa tendance à grossir le pécule particulier de chaque ménage et à rendre difficile le fonctionnement de l'autorité commune. Y a-t-elle beaucoup gagné ? Sa condition — et c'est encore un trait caractéristique des mœurs jugo-slaves — tient le milieu entre celle de la femme orientale et le sort relativement avantageux de la paysanne de l'Occident. Pas plus en Croatie qu'en Bulgarie, on ne lui ménage les rudes travaux. Sur le littoral, et singulièrement dans la basse Dalmatie, accèdent des Herzégoviniennes qui font, par de rudes sentiers, jusqu'à trente kilomètres aller et retour, cassées sous une charge de bois qu'elles vendent cinquante ou soixante centimes. Dans les plaines de la Save et du Danube, elles tiennent la charrue. En Macédoine et en Roumélie, des voyageurs assurent qu'ils en ont vu d'attelées. Et pourtant, cette absence de tout ménagement vis-à-vis de leur sexe et de leurs forces ne correspond pas, comme chez les Ottomans, à une sorte de mépris. Elles sont parées, choyées, traitées presque avec galanterie les jours de fête ; la chanson populaire, en Serbie surtout, témoigne de la place qu'elles tiennent dans la famille et même dans la société. C'est encore à l'histoire qu'il faut demander compte de cette anomalie. L'homme eut besoin longtemps d'une colla-

boratrice dans sa résistance sourde ou armée contre le Turc ; il ne pouvait être à la fois la sentinelle et la cheville ouvrière de son foyer ; et sous quelle forme cette collaboration eût-elle été efficace, sinon par l'assujettissement, accepté de la femme, aux mille travaux matériels auxquels il ne pouvait pourvoir ?

La vie, en somme, est rude pour le paysan jugo-slave, — plus rude peut-être à mesure qu'il se rapproche davantage de l'Occident. Et cependant, il est peu porté à l'émigration[1]. A la différence de l'Allemand, qui franchit aisément la Save pour s'arrêter où il trouve les éléments d'une affaire, d'un négoce ou d'un colonat, ce « Balkanien » se borne à passer d'une partie de la péninsule à l'autre, à circuler dans l'intérieur de cette patrie *lato sensu*, où il est toujours sûr de se faire entendre en son dialecte, et où il ne se heurte nulle part au sentiment de l'exil. Les Bulgares, excellents ouvriers agricoles, vont louer leurs services, au temps des récoltes, tout le long du Danube, jusqu'aux frontières occidentales de la Serbie. D'autres s'établissent plus loin encore, en qualité de charpentiers, de maçons et surtout de maraîchers aux environs des villes. Le Monténégrin, déconcerté par cette longue période de paix, et jusqu'ici inca-

[1] Nous ne parlons pas des émigrations pour ainsi dire historiques, et effectuées en masse, pour échapper aux persécutions de l'Islam. Sous l'empereur Léopold Ier, trente mille familles passèrent d'un coup sur le territoire de saint Étienne. D'autres, du temps de Catherine II, demandèrent asile à l'Empire des Tsars. Un grand nombre se fixèrent dans la Petite Russie, où elles se fondirent peu à peu avec la population autochtone.

pable de comprendre sous une forme pacifique la lutte pour l'existence, va en Serbie, en Dalmatie, quelquefois même jusqu'à Constantinople, où son courage et sa fidélité trouvent employeur. Il devient serviteur de confiance, homme de peine ou garçon de bureau dans les grands établissements financiers. Le jour du fameux attentat contre la *Banque ottomane*, le planton qu'on abattit dès l'abord était un Monténégrin. Le Serbe et le Croate des plaines, qui vivent sur un sol plus riche, ne sortent guère de chez eux : ils se trouvent même dépaysés hors de leurs villages, au point que le recrutement des domestiques urbains souffre. dans cette région, plus de difficultés qu'en France. Seuls ceux du littoral, excellents marins, s'expatrient. Ils vont chercher fortune aux Etats-Unis, au Pérou, dans la République Argentine. Non seulement, du reste, ils gardent l'esprit de retour, mais ils vivent là-bas en communautés étroites, toujours passionnément intéressés aux choses de leur pays. La presse américaine compte plusieurs journaux rédigés en serbo-croate : *Chicago, Sloboda* (*Liberté*), *Narod* (*Patrie*). Un grand nombre de maisons de campagne, sur la côte, notamment dans la partie comprise entre Curzola et les Bouches de Cattaro, sont bâties par des capitaines au long cours, ou des négociants qui ont fait fortune en Amérique.

Dans son ensemble, la race est donc remarquablement sédentaire — aussi sédentaire que ses conditions économiques le lui permettent — et ses habitudes contrastent avec le vagabondage inné des Tsintsares et des Tziganes, que le voyageur

novice confond souvent avec elle. Comme tous les Slaves, elle a peu de qualités d'expansion : c'est plutôt, comme on l'a fort bien dit, un être *défensif*, qui paraît envahir, alors qu'il se borne à reprendre peu à peu possession des frontières que lui avaient assignées les migrations primitives. — Pour le surplus de son tempérament, quand on aura dit que le Slave du Sud est brave, facile de relations, hospitalier, versatile, fataliste et passablement chaotique, on en aura tracé un portrait moral qui, sans doute, ne convient pas à tous les individus, ni ne suffit à le distinguer de tous les peuples. Et cependant, on en aura dit assez, soit pour lui constituer une physionomie aussi exacte, pour le moins, que celle dans laquelle on fige le Français, l'Anglais, l'Allemand, au petit jeu des caractères nationaux, — soit surtout pour ébaucher le contraste entre lui et ses voisins immédiats.

*
* *

Quelle sorte de société s'échafaude sur ces bases profondes et originales ? — Sous son apparente diversité, qui tient à la variété même des climats, des constitutions politiques, des influences extérieures, dont il sera question plus tard, elle est, d'un bout à l'autre du Balkan, d'une contexture

presque uniforme, au point de vue de ce que nous nommons les *classes*. Partout ailleurs, en Europe, en dépit de la proclamation du principe d'égalité, nous nous ressentons encore profondément du féodalisme, et là même où la noblesse a cessé d'être un corps de l'Etat, les mœurs lui font une place à part et ne lui refusent pas certains privilèges. L'histoire sociale de l'Occident est pleine des conquêtes de la roture contre l'aristocratie, et l'on pourrait être tenté de croire que les Slaves du Sud ont encore à suivre le même *processus* avant de parvenir à ce nivellement relatif. Ce serait une erreur. Leur passé, à d'autres égards si rigoureux, leur vaut du moins de se trouver de plain-pied, et spontanément, au niveau des sociétés les plus égalitaires, sans en excepter celle des Etats-Unis, au fur et à mesure qu'ils naissent à l'indépendance politique. Le point est de bien distinguer la noblesse et les parasites d'origine étrangère d'avec le corps même de la nation.

De noblesse proprement *nationale*, il n'y en a pas, ou presque pas. Et cela n'est guère moins vrai des Croates et des Slovènes, qui participent, depuis dix siècles, à la vie de l'Occident, que des Bulgares, affranchis depuis une vingtaine d'années. Introduit chez les Slovènes par les Allemands et au profit de ceux-ci, le féodalisme y a poussé des racines authentiquement germaniques : il est superflu de remarquer que les noms de Thun, de Hohenwarth, d'Auersperg — pour nous tenir aux plus illustres — n'ont rien qui sente l'origine slave. En Croatie, la qualité de magnat est attachée, de

nos jours encore, à la possession de certains domaines ; elle est portée par les Italiens, comme les Odescalchi ; par des Autrichiens, comme les Ohenfels ; par des Hongrois, comme les Hédervary ; par des Bavarois, comme les Kulmer. On cite les familles (Draskovic, Pejacevic, Voljkfi) issues du pays même. Encore faut-il prendre le mot *pays* au sens large et pour ainsi dire péninsulaire, car les Pejacevic viennent de Bulgarie, et les Voljkfi de l'Herzégovine. Il existe bien une autre aristocratie croate, produit d'anoblissements très anciens et qui s'étendaient à des villages entiers : elle compte d'honorables et assez nombreux représentants, les Markovic, les Koretic, les Mrazovic, les Mazuranic ; mais en fait elle s'est mêlée à la classe moyenne et ne forme caste ni par la fortune, ni par les habitudes, ni surtout par les prétentions.

En Dalmatie, l'élément autochtone est plus largement représenté par les familles nobles, mais le *titre*, qui les distingue comme telles, a des origines variées et le plus souvent étrangères. La République de Venise, qui n'admettait point de distinctions au sein de son patriciat, a fait beaucoup de comtes dans ses possessions dalmates ; celle de Raguse, dont le patriciat aussi était assujetti à la même règle, se bornait à accepter pour ses membres les titres qui leur venaient de souverains amis ou alliés. Les Gozze et les Pozza sont comtes par la gracieuseté des rois de Hongrie, et les Bona marquis par celle des rois de Pologne. L'Autriche s'est bornée à valider ces distinctions, aux-

quelles, par politique, elle ajoute de temps à autre.

En somme, dans les pays slaves de la Monarchie, le *processus* de formation de la noblesse est fort différent de celui que nous tenons pour classique en France, en Angleterre, en Espagne ou, pour mieux dire, dans tout l'Occident. Il ne s'est pas constitué là, comme chez nous, un organisme supérieur, issu du premier fonctionnement de la vie nationale ; mais plutôt un sédiment, apport de races étrangères, qui a obstrué le cours de cette vie. Le contraste est parfaitement sensible de nos jours : à de rares exceptions près, tout ce qui porte blason, tout ce qui est « homme de qualité » reste à l'écart du mouvement national, ou se prête à l'étouffer, ou, plus souvent encore, est incapable de le comprendre. On a vu, il y a vingt-cinq ans, à la diète d'Agram, les magnats qui y occupent un siège héréditaire accourir, de tous les points de l'Europe, pour faire nombre contre les députés du pays. La noblesse ne fournit pas même un candidat à la diète de Dalmatie. Chez les Slovènes, le clergé et les classes moyennes jouent seuls un rôle important et populaire dans les assemblées provinciales.

Dans la partie orientale des Balkans, une cause plus brutale encore a empêché l'aristocratie nationale sinon de naître, au moins de se développer : le nivellement qui résulta de la conquête ottomane et auquel les féodaux bosniaques échappèrent seuls par l'abjuration[1]. L'intérêt des nou-

[1] On cite, à titre tout à fait exceptionnel, certaines familles serbes qui sont parvenues à conserver, sans embrasser l'Isla-

veaux maîtres était évidemment de ne pas souffrir, entre la masse et eux, un corps qui pût servir de cadre naturel à la révolte, à moins qu'ils ne parvinssent à se l'agréger par le lien confessionnel. Il en résulte qu'au jour de l'émancipation nul n'émerge de ces Serbes et de ces Bulgares, sinon les fils de leurs œuvres. Et comme ces œuvres exigent ou beaucoup d'éclat ou un certain temps, non seulement il ne s'est pas reformé d'aristocratie bulgare, mais pas une famille n'est encore parvenue à s'élever par ses services au point de pouvoir présenter des candidats à une dynastie nationale. Si l'Allemagne ne tenait réserve de princes pour les trônes vacants, la Bulgarie n'aurait plus qu'à se chercher une sage constitution républicaine. Karaveloff, au plus aigu des démêlés de la Russie et de la Bulgarie, y fit allusion, du reste, dans un article célèbre de son journal *Trnovska Constituzia* et parla de répondre à l'attitude des Puissances par la proclamation de la « république du Balkan [1] ».

En Serbie, un plébiscite virtuel, on pourrait presque dire militaire, distingue, au début du siècle, les Karageorge et les Obrenovic. Il fait ces derniers princes, puis rois, de l'assentiment international. Mais il n'existe pas de couche intermé-

nisme, les titres de noblesse qu'elles tenaient de la dynastie némagnide. Encore cette tolérance ne leur fut-elle accordée qu'à la condition de changer d'armoiries : tels les Vojnovic, qui, pendant les cinq siècles de l'occupation ottomane, durent convertir en croissants les aigles de leur écusson.

[1] Drandar, *op. cit.*, p. 125.

diaire entre la dynastie et la nation, et les Serbes entendent si bien s'en passer que le port même d'un titre nobiliaire est interdit par la loi. — Au Monténégro, il est vrai, la dynastie des Petrovic Njegus règne depuis deux siècles. Mais là encore le *voïvodat*, qu'on serait tenté de croire d'essence aristocratique, présente plutôt les caractères d'une sorte de hiérarchie administrative, puisqu'à la mort du père le fils a besoin d'être expressément confirmé par le souverain dans son titre et dans sa fonction. — Quant à la Macédoine slave, le *raïa* s'y élève tout au plus à la dignité de pope, de maître d'école ou de commerçant. Ce qui subsiste de « noblesse » est à peu près exclusivement fourni par les éléments albanais et turcs.

Au total, d'un bout à l'autre du Balkan slave, les classes effectivement *dirigeantes* s'identifient avec notre classique Tiers Etat et se recrutent incessamment, comme lui, dans l'élite de l'élément populaire. Seulement elles ne sont pas concurrencées par l'aristocratie de naissance : celle-ci ou bien est totalement inconnue, comme en Serbie et en Bulgarie, ou représente un élément plutôt superposé que coordonné au pays, comme chez les Croates et les Slovènes : élément qui sent son extranéité, au surplus, et se contente de jouir de la situation acquise sans prétendre à aucun rôle dans l'évolution nationale. Cet état de choses ne peut manquer d'avoir sur les mœurs privées et politiques certaines répercussions inégalement avantageuses, dont on devine une partie sans peine, et que nous nous contenterons d'esquisser.

Considérée dans ses mœurs privées, ou, plus exactement, dans ce que nous appellerions, en français de salon, son *genre*, une telle société ne saurait marquer ni le cloisonnement, ni les traditions, ni les préjugés, ni même — car il faut tenir compte de tout — la trempe de celles qu'a façonnées un système de hiérarchie nationale et séculaire. Un citoyen, même non titré, de la République française, lui trouvera, associées à un désir sincère de perfectionnement même mondain, des franchises et des audaces qui le surprendront au premier abord. Comme partout, sans doute, la fortune joue son rôle et creuse ses fossés arbitraires. Cependant on en fait moins état que de la valeur personnelle ; ce n'est pas dans ces régions que les mœurs accordent une prime à la fainéantise en disqualifiant certaines formes du travail. L'incompatibilité, encore aujourd'hui admise, sinon proclamée par les classes conservatrices françaises, entre une *position* dans le monde et certaines carrières — comme le professorat, la pharmacie, le négoce en général, — est incompréhensible aux Jugo-Slaves, sans distinction entre ceux qui ont subi l'influence de l'Allemagne et les groupes orientaux. En Dalmatie, seule région où subsiste quelque aristocratie autochtone, tel comte ou marquis ne rougit point de se faire notaire de village, et l'un et l'autre titre figurent de compagnie sur l'écusson qui pend à sa porte. La théorie de la mésalliance s'entend d'une façon large, et, chose de plus en plus rare chez nous, on s'épouse un peu selon son cœur. La carrière de l'enseigne-

ment, même secondaire, est tenue à haut prix. Partout, en Bulgarie, en Serbie, comme chez les Croates et les Slovènes, elle ouvre aux hommes l'accès de la vie politique : les jeunes filles sans dot s'y réfugient sans ombre de respect humain. Elles y trouveront des maris, officiers, avocats, fonctionnaires. Le fait qu'elles gagnent leur vie non seulement n'éloigne pas, mais rassure. D'une façon générale, d'ailleurs, la question *féministe* est plus avancée qu'en France. Ce qui l'a posée, chez nous, c'est le système du cloisonnement social appliqué aux sexes. Ce sont aussi certains préjugés mondains à l'endroit de telle profession qui peut tout justement être aussi bien suivie par les femmes que par les hommes. Là-bas, on reconnaît à la jeune fille le droit à une *vocation*. Elle peut se donner, sans déchoir, à la littérature, au chant, voire au théâtre. Ses frères iront la saluer dans sa loge et applaudir à ses succès.

Dans l'ordre politique il n'existe pas, chez les Slaves du Sud, comme en Angleterre et en Autriche-Hongrie, de couches préparées, par des siècles d'éducation et d'une culture en quelque manière spéciale, au maniement des hautes affaires. Cette réserve d'hommes d'Etat, qui rend d'incontestables services à ces monarchies essentiellement traditionnelles, une aristocratie nationale pourrait seule la fournir. Le personnel gouvernemental et parlementaire a donc dû, pour ainsi dire, s'improviser, et, comme il fallait souvent chercher hors du pays la formation et le bagage de connaissances nécessaires, il est arrivé, il arrive encore à la jeu-

nesse de se pousser aux premiers rangs, sitôt qu'elle a conquis ses diplômes dans une Université d'Occident. En Serbie, par exemple, les ministres de trente ans ne sont pas rares. La moyenne de l'âge parlementaire, dans toute la péninsule, est moins élevée qu'en France. Les cadres politiques ne pèchent donc point par excès de vétusté : peut-être, en revanche, l'esprit théoricien et la facilité aux entraînements, défauts ordinaires à la jeunesse, tendent-ils à les disloquer quelquefois. Mais on voit assez, par l'exemple tout récent du *Reichsrath*, que l'expérience et la maturité sont de faibles garanties, en matière de mœurs parlementaires — et quelques écoles sont encore moins préjudiciables à cette société renaissante que ne le serait l'existence permanente, dans son propre sein, de castes qui s'y feraient les avocats du passé.

Le temps, du reste, fera, là comme partout, des vieillards et probablement des sages. D'autant que — M. de Laveleye l'observait déjà très justement, il y a une quinzaine d'années — un contrepoids naturel existe, dans chaque organisme constitutionnel jugo-slave, à la mobilité des générations qui doivent un peu hâtivement s'emparer des affaires. C'est le caractère, commun à toute cette société, et très prononcé, de démocratie *rurale*. Là est la véritable réserve de l'esprit conservateur. Le reproche de ne l'avoir pas mieux utilisée jusqu'ici s'adresse-t-il exclusivement aux Jugo-Slaves ; plus encore, ne les a-t-on pas empêchés d'en tirer parti ? Faites leur juste part aux influences et aux intrigues du dehors dans les crises qu'ont traver-

sées notamment la Serbie et la Bulgarie, et qu'on qualifie en bloc d'« agitation politique », il ne reste guère aux représentants du pays que la faute d'y avoir cédé. Depuis que la Bulgarie est débarrassée de la tutelle un peu encombrante des agents qu'une erreur de la Russie avait, au lendemain de la guerre d'émancipation, délégués à Sofia ; depuis que la disparition de Stambouloff l'a également soulagée des contre-tentatives tripliciennes, le pays est tranquille et travaille. Si l'Autriche se mêlait un peu moins des affaires de la Serbie et ne sortait de son jeu, presque à époques fixes, la carte non encore usée du roi Milan, on n'aperçoit aucune raison pour que le jeune royaume ne s'engage pas dans la même voie. Le ministère radical, qui est tombé au mois d'octobre, avait mis de l'ordre partout et s'était même tenu à une ligne de politique extérieure strictement conforme aux désirs du concert européen ; on ne pouvait lui reprocher que de viser, par une réforme de la Constitution, à prévenir tout justement les retours de ce genre, ou du moins les plus nuisibles de leurs effets. C'est l'action dissolvante des Magyars qui pèse sur la vie parlementaire de la Croatie, la rend inféconde ou la trouble, parce que le parti *magyaron* sert les intérêts de Pesth à l'encontre de ceux du pays[1]. Qu'on laisse un peu plus d'autonomie — non pas théoriquement, mais *en fait* — à ces Serbes, à ces Croates, à ces Bulgares, on trouvera à coup sûr parmi eux des différences de tempérament ou de conception des affaires ; mais

[1] Voir le chapitre suivant : *le Conflit serbo-croate.*

on y cherchera en vain quelque principe puissant et permanent de discordes civiles, singulièrement le plus actuel, le seul, à vrai dire, qui préoccupe aujourd'hui nos sociétés occidentales : la lutte de classes.

Ce fond « paysan », qui sert un peu de ciment à toute la race, au point de vue des relations des différents groupes entre eux, et dont elle a le bon esprit de ne pas rougir, simplifie, en effet, au sein de chaque groupe, la question que nous nommons *sociale*. Le peuple n'a pas besoin de poussées énergiques, et quelquefois irritées, pour émerger à la surface des assemblées parlementaires. Il y accède naturellement, sinon en personnes, au moins en esprit, et cette sorte d'importance qu'on lui reconnaît en matière philologique et littéraire, on la lui accorde encore dans les affaires nationales *lato sensu*. Les « peaux de mouton », qui firent, en somme, sombrer la politique de coups d'Etat en Bulgarie, jouent toujours un rôle considérable à la *Sobranié* ; en Serbie, les radicaux, c'est-à-dire le parti le plus éminemment national, envoient à la *Skupstina* force petits propriétaires sentant leur terroir et formant, suivant l'heureuse expression de M. de Laveleye, « une excellente base d'opérations pour tout gouvernement qui restera fidèle aux traditions locales et n'imitera pas l'Occident dans ses déplorables habitudes de dépense ». Au *Sabor*, d'Agram, et à la diète de Zara, les députés sortent presque tous des rangs de la bourgeoisie ou du clergé, et il en va de même à la diète de Laybach. Mais leur origine électorale, comme leur éloquence, comme, en un mot, tout leur tempérament, sont essentiel-

lement populaires. Lisez un discours de Bianchini, de Barcic, de Derencin — à plus forte raison l'œuvre parlementaire et vulgarisatrice d'Antoine Starcevic, le « vieux », comme on l'appelle encore respectueusement en pays croate, — tout cela est fort tribunitien, capiteux même, un peu vert sans doute, mais franc de goût au point de vue démocratique. Le « bourgeois » chez nous tranche nettement sur l'ouvrier et sur le paysan. C'est le fait d'une vieille société, pour laquelle la question nationale est depuis longtemps résolue. Chez les Slaves du Sud, au contraire, l'instinct que la phase « nationale » n'est pas close contribue à solidariser les classes ; solidarité d'autant plus naturelle, d'ailleurs, que jusqu'à présent, sauf exceptions individuelles, elles semblent bien se ramener à deux grandes équipes de travailleurs, ceux du bras et ceux du cerveau.

Nous n'entendons nullement inférer de là que la question *sociale* ne se posera point dans le Balkan slave. Nous démontrerons au contraire, dans un des chapitres suivants[1], qu'elle est d'ores et déjà posée, et qu'il en sortira vraisemblablement des commotions décisives. Mais elle s'y présente sous une forme particulière, et à un double point de vue différente de celles que nous lui connaissons ailleurs. D'abord, elle ne mettra pas aux prises les Jugo-Slaves entre eux (comme il arrivera quelque jour des Français, des Allemands et des Italiens) par les raisons que nous avons déjà indiquées et singulièrement par la dernière : la lente

[1] Voir le chapitre VII.

formation du capital au sein de cette famille ethnique tard venue à la civilisation. Ensuite, elle n'aura nullement le caractère internationaliste. Au contraire, tout fait prévoir qu'elle constituera la dernière évolution de la question nationale, la mainmise de l'étranger se faisant de plus en plus sentir sur la vie économique de la race. Mais laissant à plus tard le développement de cette thèse, que viennent de corroborer des faits inattendus et tout récents, essayons du moins de compléter cette esquisse de la société jugo-slave par l'énoncé des éléments, en général parasites, contre lesquels la réaction a déjà commencé sous d'autres formes, et se terminera sans doute par celle-là.

*
* *

Citons pour mémoire le *beg* de Macédoine et même de Bosnie, sur les tenanciers duquel la célèbre « loi d'airain » de Lasalle peut se vérifier depuis cinq siècles; le gouvernement magyar, le plus impitoyablement fiscal de l'Europe, en Croatie-Slavonie, du moins ; les grands seigneurs terriens de la même région, qui vont dépenser à Pesth, à Vienne ou à Paris le plus clair des revenus d'une terre slave ; la Haute Finance, enfin, qui engage les nouveaux Etats dans des affaires désastreuses, les force à prendre leur part des vieilles dettes turques,

ou leur construit des chemins de fer au prix fort. La liste de ceux qui se livrent à l'exploitation, jusqu'ici aisée, du Jugo-Slave, n'est pas close.

Deux variétés de Juifs cohabitent dans la péninsule : ceux qui ont fui jadis les persécutions d'Espagne et ceux d'Allemagne, qu'on ne distingue pas, du reste, des Juifs magyars. Une moindre impopularité s'attache aux premiers. Ils sont moins nombreux, moins âpres ; surtout nul ne leur reproche d'être les pionniers du *Drang nach Osten*. Les autres ajoutent à l'antipathie que leur race inspire à tous les Slaves précisément par leur qualité d'instruments presque officiels de germanisation. C'est un fait qu'ils ne s'installent guère, dans la partie nord de la péninsule, au-delà de la portée d'ombre des aigles autrichiennes. On en trouve peu en Serbie, en Bulgarie, au Monténégro surtout et même en Macédoine, — sauf à Salonique, où ils atteignent le chiffre de trente mille et sont maîtres de la municipalité. Non seulement ils se heurteraient, dans ces régions, à des gouvernements ou à un esprit public mal disposés ; ils redoutent dans l'Albanais, le Grec, le Tsintsare — un peu plus bas aussi, dans l'Arménien — des rivaux qui ne leur cèdent guère en ressources. Par contre, ils s'épanouissent en Bosnie, le long de la Save, dans le Banat et surtout en Croatie-Slavonie. La ville d'Agram seule en compte aujourd'hui quatre mille. Dans les campagnes ils accaparent le petit commerce, sont à l'affût des ventes qui suivent les exécutions du fisc, déboisent le pays, prêtent à usure et trouvent moyen de se faire aussi cordialement

détester par l'exercice des industries licites que par celui des autres.

Les Croates et les Serbes du littoral, passables négociants, suffisent au marché régional de la Dalmatie. Cette contrée, d'ailleurs, a peu de besoins ; elle ne tente guère les étrangers ; il y a pourtant une colonie albanaise de près de trois mille membres aux environs de Zara. Mais au-delà des eaux monténégrines, à Scutari, notamment, et à Durazzo, les Albanais sont sans conteste les maîtres du commerce. Plus loin encore, en contournant la péninsule, ils ne soutiennent pas sans succès la concurrence du Grec, qui prend sa revanche à l'intérieur de la Macédoine. Les Tsintsares — dont l'origine est contestée, mais qu'on s'accorde, généralement, à rattacher au groupe valaque — sont disséminés dans toute la péninsule. Ils disputent au Juif l'exercice des petites professions lucratives en Bosnie. Aptes aussi aux grandes affaires, on en cite parmi les rares millionnaires d'Agram. Ailleurs ils sont maquignons, cabaretiers, brocanteurs, usuriers. Leur nom seul, dans la langue du peuple, est une injure, — l'équivalent, chez nous, de « bohémien », nuancé de « grec ».

Au milieu de tous ces habiles gens, le paysan jugo-slave ne défend pas son bien sans peine ; la classe instruite ne s'élève guère vite à la richesse. Sans doute leur carrière historique n'a préparé ni les uns, ni les autres, aux formes nouvelles de la lutte pour l'existence ; peut-être aussi leur tempérament n'y est-il pas bien adapté. C'est ce que ne manquent pas de soutenir les panégyristes du *Drang*

nach Osten, ajoutant que ces Juifs, ces Allemands, voire ces Tsintsares, sont, en somme, le véhicule du progrès matériel dans le Balkan, dignes à ce titre de primer en considération l'espèce plus « barbare » du consommateur. Et cependant cette sorte de possession d'état, acquise à des éléments étrangers, à la faveur de tous les jeux de la guerre, de la diplomatie et de la finance, est la principale cause de l'arriéré économique si dédaigneusement reproché au Slave du Sud. La preuve, c'est que là où les conditions géographiques et politiques lui ont permis d'éliminer peu à peu les parasites ; là où il n'a pas eu à enrichir de trop nombreux intermédiaires, avant d'atteindre lui-même à un fond d'éducation technique et de capitaux — et, par exemple, en Bulgarie — il arrive rapidement à l'aisance. Individu, il commence à épargner. Peuple, il peut choisir entre les prêteurs. L'État bulgare est sorti aujourd'hui des griffes de la *Landerbank*, et l'a prouvé l'année dernière, en écoulant, sans commissions extravagantes, un emprunt sur la place de Paris.

*
* *

Au total, si nous avons réussi à dégager les traits essentiels qui se peuvent vérifier sur le Balkan slave, d'un bout à l'autre de son étendue territoriale, et

surtout à soulever cette sorte de croûte, résultat d'apports étrangers, qui défigure sa physionomie. — on reconnaîtra que le terme de « société », appliqué à ces treize millions d'individus que séparent tant de frontières, n'est pas excessif. Que l'examen porte sur la portion de ce Balkan ethnographique qui est incorporée à l'Empire austro-hongrois ou sur celle qui s'étend de la Drina à la mer Noire, nous nous trouvons toujours en présence d'une race jalouse de sa personnalité, la défendant sans bruit, fidèle, dans la mesure où les circonstances le permettent, à ses institutions traditionnelles. Voilà ce que les Jugo-Slaves ont tiré de leur propre fond, ce par quoi ils ont lutté avec succès contre la conjuration de l'histoire. Et l'histoire même, tout en les tronçonnant au point de vue politique, semble avoir fait œuvre de nivellement moral. Cette circonstance qu'ils ont toujours subi la domination d'autres races leur vaut d'avoir échappé aux causes de désagrégation interne qui menacent ou qui ont déjà détruit de vieilles civilisations. Point d'aristocratie, — et par conséquent pas de lutte contre l'aristocratie. Nulle hégémonie capitaliste parmi eux, — et par conséquent pas de question sociale, en la forme, du moins, qui commence à troubler l'Occident. Développement très lent de l'industrie et du commerce, — par conséquent importance assurée de la classe agricole, qui, partout ailleurs, dépérit. Nécessité de lutter contre l'étranger, — d'où union plus étroite des classes entre elles et valeur particulière du « nationalisme ». Formation encore incomplète, — d'où sincérité de besoins intellectuels, aspirations

dirigées plutôt vers la « culture » que du côté des affaires. Nos sociétés blasées, qui s'effraient parfois du chemin parcouru, peuvent considérer dans celle-ci quelque peu l'image de ce qu'elles furent. Presque toutes, du reste, y retrouveraient de leur empreinte. L'Italie, en *latinisant* l'ancienne société dalmate, a fourni aux Jugo-Slaves leur personnel, premier en date, d'initiateurs aux lettres et d'éducateurs de l'esprit. L'Allemagne a donné aux Croates et aux Slovènes des leçons de discipline domestique et sociale. La France a semé dans la péninsule ce qu'on nomme aujourd'hui, un peu dédaigneusement, des « principes » politiques; les mots sonores que nous avons promenés à travers le monde : liberté, égalité, nationalité, sont tombés là comme ailleurs, et plus qu'ailleurs les avant-gardes intellectuelles en font encore des talismans. Chose étrange : c'est la Russie, patronne naturelle et d'ailleurs historique de la péninsule, dont le sceau est le moins apparent sur cette société, considérée, du moins, dans ses couches supérieures. L'influence de la littérature et des institutions de la Russie a été presque nulle sur le développement de ce monde nouveau. Une preuve entre cent nous a été fournie par les Bulgares, au lendemain même de la guerre d'émancipation : du jour où ils ont cru sentir qu'on les voulait *russifier*, la génération qui débutait à la vie publique s'est montrée hostile à l'Empire des Tsars.

CHAPITRE IV

LE CONFLIT SERBO-CROATE

Sommaire. — L'idée serbe. — Les Croates et les Serbes d'Autriche-Hongrie. — Le statut ecclésiastique de Karlovci. — Origine du différend. — Il devient aigu à la suite de l'occupation bosniaque. — Son intérêt au point de vue international. — Quelle serait la fonction d'une « Grande Croatie » dans la Monarchie austro-hongroise. — La visite de l'Empereur à Agram en 1895 et l'affaire des drapeaux. — Les récents désordres de Croatie. — Le peuple et la députation serbes. — Apaisement en vue : ses conséquences.

Il serait étrange que d'une société où l'unité morale ressort de tant de souvenirs et de traits si persévérants n'émanât point une idée politique constante. Cette idée, le Serbe l'incarne, et la tient pour solidaire d'une « mission ». Examiner sur quoi il se fonde et la nature des contradictions qu'il rencontre peut paraître inutile aux cercles diplomatiques. On a traité jadis, sans beaucoup plus de ménagements, la « grande idée » allemande — dont l'évolution, du reste, n'est pas terminée — et Metternich disait volontiers de l'Italie qu'elle

était et resterait une « expression géographique ». Sans prétendre relever dans la Serbie contemporaine les signes de vocation qu'on découvre aujourd'hui, rétrospectivement, dans le Piémont de Victor-Emmanuel et à plus forte raison dans la Prusse, peut-être est-ce faire leur juste part au passé comme aux éventualités que d'écarter moins dédaigneusement les aspirations de ce petit peuple. Aussi bien, fussent-elles condamnées à n'aboutir jamais, en la forme ambitieuse et, à vrai dire, beaucoup trop théorique qu'elles revêtent, elles resteront toujours un des facteurs les plus importants, la clef, peut-être, de la vie interne de la péninsule, et, à ce titre seul, méritent de retenir l'attention.

Le Serbe — et nous entendons par là non pas le sujet actuel du roi Alexandre Ier, mais n'importe quel membre de cette Serbie ethnographique qui s'épand à travers la Hongrie du Sud, la Slavonie, la Bosnie, la Dalmatie, le Monténégro et la Macédoine — se considère toujours comme un co-partageant au fameux héritage de Dusan. Il en appelle à ses ancêtres, poursuivant, sous les Némagnides, la conquête de la péninsule, victorieux des Bulgares, rivaux de Byzance. A ce moment de l'histoire, la « Grande Serbie », dont les limites nous paraissent aujourd'hui hyperboliques et arbitraires, s'étend de Salonique et du bas Danube à la Bosna. L'Empire des Balkans est fondé, ou bien près de l'être, vaste formation jugo-slave, façonnée par l'ethnographie plus encore que par la conquête. Sans doute cette fortune s'écroule devant l'isla-

misme et une période de douloureuse obscurité lui succède. Cependant ni la langue, ni la religion, ni la tradition nationales n'ont été englouties : après quatre siècles, elles montent à la surface du gouffre ottoman et le frangent d'une écume d'indépendance. Ce sont des Serbes, Karageorge, Obrenovic, qui organisent des *guérillas*, bravent d'atroces représailles, finissent par forcer l'attention et même la protection de la Russie, grâce à laquelle, en 1829, un embryon d'Etat se constitue autour de Belgrade. Il faut approfondir cette histoire et s'identifier avec ses victimes pour saisir la différence des aspects que la question d'Orient revêt à leurs yeux et aux nôtres. Elles en ont senti le réalisme et l'acuité ; la génération de 1830, à laquelle nous en devons l'initiation, n'en a jamais connu que la névrose.

Plus encore, ce n'est pas seulement les armes à la main et avec le concours de la civilisation orthodoxe que les Serbes sont parvenus à fonder un foyer jugo-slave indépendant. Ce « Piémont » de la future unité en est aussi la Toscane. C'est un de ses enfants, nous le savons, Vuk Karazic, qui a unifié, fixé, érigé en langue classique tous les dialectes — sauf le bulgare — parlés, il y a quatre-vingts ans, par le monde des *raïas*, des serfs ou des insurgés de la péninsule. Œuvre immense, qui embrasse la réforme de l'alphabet, l'orthographe, la syntaxe et la littérature, car c'est Vuk qui a réappris à la classe instruite les contes populaires et les chansons des ancêtres. Œuvre d'unification, même politique, qui a enfanté en Croatie l' « illy-

risme », précurseur de Jellacic et de Strossmaier.

Ces souvenirs sont un facteur plus considérable qu'on ne pense des problèmes contemporains. Ni l'homme d'Etat ni le diplomate ne peuvent s'en désintéresser. Là-bas, ils font partie des premiers enseignements que reçoit le peuple, par l'école ou par la presse. Ils entrent dans le bagage d'idéal dont tout candidat doit être pourvu, surtout dans un pays idéaliste jusqu'à la candeur. Ils deviennent familiers à tout homme qui sait lire, et par conséquent ils entreront de plus en plus dans l'actualité, à mesure que l'opinion s'élargira et prendra une assiette plus démocratique. Il s'est jadis produit chez nous l'inverse du phénomène qu'accuse en Serbie la marche des idées. Notre Révolution a coupé notre histoire en deux : tout au moins l'effort des politiciens tend-il à en persuader la génération nouvelle. C'est une invasion étrangère qui interrompt les destinées de la Serbie, s'appesantit sur sa vie nationale et risque de l'absorber : la préoccupation qui suit immédiatement la délivrance est de reconstituer l'unité historique du pays et de proclamer solidaires son passé et son avenir.

Tels sont les origines et, à vrai dire, les titres de légitimité de cette aspiration qu'on a dénommée « serbisme ». Il est superflu d'insister sur les achoppements qu'elle rencontre dans l'ordre de la politique internationale. Tout l'esprit des traités qui ont eu pour objet la question d'Orient consiste précisément à nier que le Balkan chrétien ait une histoire, ou — ce qui revient au même —

à le traiter comme s'il n'en avait pas. Reste à savoir quel accueil le monde jugo-slave fait au *serbisme* et s'il est satisfait de cette formule d'unification.

A ne considérer que la surface des rapports entre les Serbes et les autres membres de la famille ethnique, ce programme repose sur une utopie et ne souffre même pas la discussion. Les Slovènes, par exemple, qui n'ont jamais fait partie de l'empire de Dusan, sont naturellement insensibles à l'argument historique. Les Bulgares y seraient plutôt réfractaires, et telle est la force du souvenir des luttes pour l'hégémonie d'avant la conquête ottomane, qu'en 1885 certains polémistes des deux jeunes Etats aux prises transfiguraient, ceux-ci le roi de Milan en Dusan moderne, ceux-là le prince de Battenberg en nouveau tsar Siméon [1]. — L'argument philologique n'offre rien de substantiel non plus à ces deux groupes extrêmes, ou du moins n'est pas mûr. La réforme de Vuk ne s'est encore étendue ni jusqu'à Laybach, ni jusqu'à Sofia : il convient seulement de noter que la plupart des esprits cultivés en sentent le besoin. Dans ce seul domaine du souvenir et, à proprement parler, de l'idéalisme scientifique, le *serbisme*, en tant qu'agent d'unification, ne peut donc pas même évoluer jusqu'aux confins de la race : restent mille obstacles positifs qui barrent la route à son influence, ou la refoulent dans la limite des terres proprement serbes par l'origine de leur population.

[1] Drandar, *Histoire de la Bulgarie depuis* 1875 *jusqu'à nos jours*, p. 83.

Et cependant, en tant qu'agent de transformation d'un monde qui a besoin de se révéler à lui-même, la *Serbie-programme* joue un très grand rôle. Abstraite, archaïque, mégalomane, tant qu'on voudra : ce sont des vices qui tiennent surtout à son étiquette. Les écueils, les invraisemblances, les disproportions sont entre le mot et l'idée. Habillez l'idée autrement ; donnez-lui un vêtement assez large pour que, de Trieste à la mer Noire, tous les Slaves du Sud puissent s'y sentir à l'aise ; faites sagement leur part aux nécessités et aux étapes de tout *processus* d'unification, — vous trouverez, au fond du *serbisme*, le même instinct qui s'est appelé successivement *slovinique*, *illyre*, *jugo-slave*, qui s'appellera peut-être *balkanique* demain et marque, sous quelque nom que ce soit, une lente ascension de la race vers des destinées communes. L'erreur des Serbes consiste à vouloir confisquer, *en mots*, une inclination générale. Leur mérite est d'aider, *en actes*, au développement de cette inclination. Sous ce rapport, l'œuvre de leurs hommes d'étude et de leurs hommes de main — celle à laquelle ont collaboré notamment Vuk et avant lui les Obrenovic — a été non seulement intéressante, mais féconde, pour tout le Balkan. Supprimez par la pensée la Serbie agissante — et même, si l'on y tient, agitée — depuis 1803, peut-être l'hégémonie, dans la péninsule, appartiendrait-elle encore à la Porte.

* * *

La preuve qu'il existe, au fond du *serbisme*, autre chose qu'un système et une amplification d'école, c'est qu'il est toujours vivant, combatif et, dans une certaine mesure, redouté. Pour l'instant, son véritable champ de bataille n'est point en Macédoine, mais sur le territoire même de l'Austro-Hongrie. Les grandes invasions turques ont chassé jadis une foule d'émigrés serbes au-delà du Danube et de la Save, dans le Banat, le Syrmium et sur toute l'étendue de l'ancien royaume tri-unitaire (Croatie-Slavonie-Dalmatie), aujourd'hui tronçonné (la Croatie-Slavonie ayant été rattachée à l'Etat Transleithan, la Dalmatie au Cisleithan). La grande préoccupation de ces émigrés, jusqu'aux temps modernes, fut de conserver leur physionomie propre, dans un milieu catholique et soumis, suivant les régions, aux influences magyare, allemande et italienne. Ils obtinrent de Léopold Ier une sorte d'Edit de Nantes, qui les autorise à élire un Congrès national ; ce Congrès — qu'il ne faut pas confondre avec le Synode — siège de droit à Karlovci (Karlowitz), désigne le patriarche de l'Eglise orthodoxe de Transleithanie et fonctionne à peu près comme une assemblée législative en matière religieuse et scolaire. Aux yeux des Serbes, c'est le *palladium* de la liberté confession-

nelle et même de leur « nationalité » au sein de l'Empire des Habsbourg[1].

A l'abri de cette Constitution, cet élément ne s'est laissé ni convertir, ni absorber. S'il ne fait pas précisément figure d'Etat dans l'Etat, il constitue du moins une entité politico-religieuse, un groupe original et distinct, par son culte, son calendrier, son alphabet, très sûrement aussi par ses aspirations, quoiqu'il en témoigne avec prudence. Au fond, c'est l'avant-garde de la grande théorie qu'on enseigne, jusque dans les écoles, par-delà la frontière, la *Serbie-programme* débordant la Serbie-royaume ; — avant-garde passablement organisée, d'ailleurs, qui dispose de journaux sur le littoral à Raguse, à Zara, de même qu'à Agram et dans les anciens Confins ; qui va se renforçant, s'épaississant, pour ainsi dire, à mesure qu'on approche du Danube et de Belgrade.

Prêcher aux Magyars l'idéal de la « Grande Serbie » serait un peu naïf. Aussi, partout où les Serbes de Transleithanie ne se trouvent en contact

[1] En ce moment même, le statut de Karlovci est l'objet d'une grosse querelle entre Serbes de Transleithanie et Magyars. Le gouvernement de Pesth en propose la codification, et, sous ce prétexte, en prépare la réforme, de façon à confisquer à son profit une partie de l'autonomie traditionnelle. Un commissaire royal, le baron Nicolic, a été chargé d'étudier la question et de faire un rapport à l'Empereur. La majorité du Congrès, réélue cette année même, et qui compte d'importantes personnalités, telles que le baron Zivkovic, d'Agram, et le Dr Polit, directeur du *Branik*, est franchement hostile à toute innovation, et, crainte d'embûches, préfère s'en tenir au fatras du droit coutumier. — On assure que l'affaire de Karlovci a été l'objet d'un échange de vues entre le Tsar, protecteur né des *pravoslaves*, et François-Joseph, au cours du voyage de celui-ci à Saint-Pétersbourg.

qu'avec cet élément — c'est notamment le cas, dans le Banat, — ils se bornent à faire « nationalité » à part. Mais dans le Syrmium, en Slavonie, en Croatie, en Dalmatie, dans toutes les régions, en un mot, où ils vivent éparpillés parmi les Croates, leur prétention est d'associer ceux-ci au même idéal et d'obtenir d'eux une attitude politique conforme. Il ne s'agit pas, notons-le bien, d'insurrection ; la casuistique du loyalisme est même descendue, dans ces régions, à des nuances si subtiles, qu'en façade du moins ils affectent de concilier cette vue d'avenir avec le plus grand dévouement à la dynastie des Habsbourg. Ce qu'ils exigent des Croates, c'est d'abord la reconnaissance de la supériorité de leur tradition et de leur vocation; c'est en outre une sorte d' « état d'âme » préparatoire, dont le *criterium* serait la réponse à cette question : « Si les événements nous permettent jamais de reconstituer la Grande Serbie, — en serez-vous ? »

C'est déjà un phénomène assez remarquable qu'une pareille question ait pu être posée, et qu'on l'ait débattue avec acharnement entre deux groupes, issus sans doute de la même souche ethnique, mais engagés dans des carrières historiques si divergentes depuis le début du XII[e] siècle. C'en est un plus remarquable encore qu'elle s'éternise et qu'il ait fallu un événement en quelque manière extérieur — l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche, en 1878 — pour empêcher qu'elle ne fût résolue d'accord. L'un et l'autre point nous semblent mériter quelques développe-

ments : aussi bien des problèmes du plus haut intérêt international se trouvent impliqués naturellement dans cette affaire de famille.

De Serbes à Croates le lien de la parenté ethnique est particulièrement accusé. Il y a entre eux communauté de langue, de mœurs, de tempéraments et d'organismes primitifs. Seulement les seconds ont reçu leurs apôtres de Rome, par la Dalmatie, et dès 1102, en acceptant la suzeraineté de la Hongrie, ont suivi sa fortune. Les autres, initiés au christianisme par les Grecs, conservent leur indépendance et la pure tradition nationale jusqu'à la bataille de Kossovo. Ce fut une véritable bifurcation de voies historiques : on en pressent les conséquences. Non seulement les deux *plemena* se développent l'un en-deçà, l'autre au-delà de la ligne de partage des religions latine et grecque, des influences et des modalités de civilisation qui s'y rattachent ; on peut dire, en généralisant, que la carrière des Serbes appartient à l'histoire de l'Orient, tandis que les Croates sont attirés dans l'orbite de la civilisation occidentale. Un publiciste distingué de Belgrade, M. Milovanovic, ancien ministre de la Justice, convenait, en 1895, dans une sorte de brochure-programme qui fit quelque bruit, « que la force des choses a dissocié les Serbes des Croates, que, pendant des siècles, les milieux politiques, les centres de culture, les difficultés et les dangers suspendus sur leur tête, les espoirs furent différents ». Les Croates d'aujourd'hui se font sans doute honneur de leur origine slave ; mais ils reconnaissent qu'ils tiennent leur religion

du monde latin, une partie de leur civilisation du monde allemand ; que ce sont là des liens avec l'Occident, resserrés par l'histoire, où leur page, surtout militaire, montre confondues leurs destinées et celles de l'Empire des Habsbourg. Une seconde nature s'est ainsi formée en eux, superposition d'atavisme accidentel à l'atavisme naturel. Telle est la cause morale, ou plutôt la clef psychologique, si l'on peut dire, de leur répugnance à accepter le foyer national serbe au titre de foyer commun. Tel est aussi le secret des conflits de tempéraments et de points de vue entre « frères », tantôt amis et tantôt ennemis, mais incapables de vivre — c'est le trait original — sans s'occuper les uns des autres.

A partir de 1878 — nous passons à dessein toute l'histoire antérieure, et sans intérêt actuel, des démêlés serbo-croates — une phase de franche hostilité s'est ouverte. La cause en fut dans l'occupation, par l'Autriche-Hongrie, des provinces de Bosnie et d'Herzégovine et dans les positions morales, en quelque manière, que prirent les Serbes et les Croates à cette occasion. Les Serbes, au nom du droit historique, de l'ethnographie et des intérêts de la religion orthodoxe, protestèrent contre l'intrusion des aigles autrichiennes dans un pays qui, à tous ces titres, le Turc éliminé, paraissait devoir leur faire retour. Les Croates, par des raisons qui seront précisées tout à l'heure, s'en accommodèrent, et plaidèrent même — au nom du droit historique aussi, et de l'ethnographie, et surtout d'autres intérêts confessionnels — la légitimité de

l'occupation. Tout ce qu'il y avait encore de latent, dans leur querelle de famille, tous les sédiments rivaux, et dès longtemps accumulés, entre l'*orientalisme* et l'*occidentalisme* remontèrent à la surface et fournirent des aliments à la polémique. Rien n'est acharné, entre peuples jeunes, comme ces duels d'abstractions, auxquels chacun apporte, outre la fougue de son tempérament, une sorte d'érudition agressive et qui aurait honte de capituler.

Il paraîtra au premier abord que ces rivalités créent leur objet plutôt qu'elles ne le subissent, puisqu'enfin la Bosnie se trouve entre les mains d'un tiers qui est en disposition et en situation de ne la céder à personne. A quoi bon des procès de tendance, et, à plus forte raison, de « droit historique », fondés sur des souvenirs du xe siècle, étayés de vieux parchemins, entre parties dont l'intérêt semble être plutôt de conclure une trêve, tout autant que c'est l'Autriche dualiste qui tient garnison à Serajevo ? Cet argument de bon sens eût fini sans doute par peser sur la querelle et par l'assoupir de force, si la question confessionnelle. là comme partout, n'avait le privilège de rendre aux conflits les plus usés une sorte de vitalité factice. Le malheur est que toutes les nuances qui distinguent le Serbe du Croate sont grossies et poussées au vif par la différence des religions. Nous verrons bientôt ce qu'il faut penser de la sincérité des croyances qui semblent aux prises. En résultats, pour être bien sûrs de conserver chacun sa personnalité, le Croate se cramponne au drapeau

catholique, le Serbe à l'orthodoxie, — et la question bosniaque constitue malheureusement un terrain tout préparé à des belligérants qui s'enrégimentent derrière des symboles.

Il n'y a pas d' « opinion » en Bosnie; il n'y a que des confessions. Catholicisme, islamisme, orthodoxie, tels sont les véritables compartiments du cadre moral et social de cette province. Mettons à part les musulmans : ils sont, en général, satisfaits du *statu quo*, qui ménage — même avec affectation — leur culte et le mi-féodalisme issu de la législation ottomane. Reste une majorité chrétienne, qui se partage entre deux cent cinquante mille catholiques et six cent mille orthodoxes environ, entièrement dans la main de leurs clergés respectifs. Or le clergé latin ne peut pas manquer de prêcher, en aversion du culte rival, la soumission, l'adhésion même au fait accompli, qui place, en somme, ses ouailles sous l'autorité d'une grande Puissance catholique. Le clergé orthodoxe ou *pravoslave*, auquel toute prédication politique est interdite, mais qui reste dévoué dans les moelles à l'Eglise et au monde dont il fait partie, incarne au contraire le *serbisme* latent, c'est-à-dire la protestation morale. Serbes et Croates du dehors, en tant que partis, et, si l'on veut même, en tant qu'écoles, se trouvent donc avoir pour avant-garde en Bosnie-Herzégovine des éléments militants par vocation et par profession. Et cette sorte d'absorption par l'idée confessionnelle de tendances ou d'instincts qui, bien analysés, se rapportent plutôt à l'ordre politique, n'a

pas seulement pour effet de pousser au premier rang les personnes les moins aptes à procurer la pacification. Elle réagit aussi sur les idées, en ce sens que tout acte de prosélytisme catholique passe pour entreprise contre l'idée nationale serbe : que l'isolement ombrageux où se tiennent les *pravoslaves* est interprété par les Croates comme un signe d'incompatibilité entre le catholicisme et le *serbisme*. — Instituez, au centre de cet enchevêtrement, un pouvoir sans contrôle, habile, et dont l'intérêt est d'en profiter ; une autorité qui dispose de fonds, de journaux, de police, de tous les moyens d'intimidation et de persuasion, pour développer, au détriment des idéalismes rivaux, un état d'esprit « bosniaque », vous aurez la clef d'un mot pittoresque et très juste, par lequel le *Slovenski svet*, de Laybach, caractérisait la répercussion de l'occupation autrichienne sur les rapports entre Slaves du Sud. « La Bosnie, écrivait le publiciste, est décidément un os aigu dans la gorge de la nation serbo-croate. »

Pour passer de la métaphore aux expressions positives du conflit, quel est essentiellement le point de rupture entre Serbes et Croates ? Il ressort assez nettement de plusieurs vœux de la diète d'Agram et de presque tous les programmes politiques qui ont été formulés en Croatie et en Dalmatie depuis une vingtaine d'années[1]. La diète.

[1] Il peut paraître singulier que les Serbes et les Croates, qui se trouvent emmêlés sur le territoire austro-hongrois, mais qui y sont régis, depuis des siècles, par les mêmes statuts politiques, et dépendent, en qualité de sujets, de la même Monarchie, dis-

dès 1879, et les *clubs* ou comités supérieurs électoraux, soit par voie de manifestes, soit dans les procès-verbaux de congrès, réclament que la Bosnie soit soustraite au régime de « pays d'Empire » qui en fait purement et simplement une colonie austro-hongroise — et rattachée à la Croatie. Ces motions s'appuient sur des arguments d'ordre historique et ethnographique, qui, hors de l'ancien royaume tri-unitaire, n'échauffent personne, mais elles visent à un résultat positif qui met en question l'équilibre de la Monarchie tout entière et son rôle dans les Balkans.

Le rattachement de la Bosnie-Herzégovine à la Croatie proprement dite — soit au territoire que la charte constitutionnelle qualifie « royaume » et qui jouit d'une certaine autonomie, en vertu du pacte de 1868 — est, en effet, la première et la plus considérable étape vers une formation chère,

putent, entre eux, d'abord, puis avec les Serbes de l'autre côté de la frontière, les conditions de leur *devenir*. Ce n'est là qu'un des nombreux exemples, et peut-être le plus frappant, de la superposition, en Austro-Hongrie, de la question nationale à la constitutionnelle. Dans tout autre Etat de l'Europe, cette préoccupation presque endémique de remanier la carte et de procurer des groupements nouveaux paraîtrait difficile à concilier avec les exigences de l'ordre public, sinon même du loyalisme ; et nous serions singulièrement étonnés, pour notre compte, si les habitants du département du Nord, avec les Belges, et les Francs-Comtois, avec les Suisses, entraient en propos, fût-ce même pour se contredire sur l'objet et les modalités de quelque *novus ordo*. Les hommes d'Etat d'Austro-Hongrie sont résignés à ces controverses, quoiqu'ils n'en méconnaissent pas l'esprit et en soupçonnent même le terme. Tout leur doigté s'emploie à traîner cette échéance, qui doit logiquement concorder avec une dislocation de la Monarchie, et la vérité oblige à dire que, jusqu'à présent, ils y ont merveilleusement réussi.

depuis longtemps, au patriotisme croate, et dont feu le D[r] Antoine Starcevic a été le grand vulgarisateur. Il s'agirait de former, sous le nom de « Grande Croatie », un Etat compact de toutes les provinces jugo-slaves qui dépendent de la Monarchie austro-hongroise; de grouper, en un seul corps politique, tous les habitants de la Croatie, de la Slavonie, de la Bosnie et de la Dalmatie, auxquels viendraient s'agréger, avec le temps, ceux de l'Istrie et de la Carniole, — autant vaut presque dire le *pleme* slovène. Au point de vue historique, c'est la reconstitution, sur une base plus large, du royaume d'Illyrie qui s'écroula avec la fortune de Napoléon I[er]. Au point de vue politique, c'est l'avènement, dans le sud de la Monarchie, d'un royaume slave, ne comprenant guère moins de six millions de sujets, et dont la couronne, naturellement dévolue aux Habsbourg, s'emboîterait dans celles que porte déjà François-Joseph, — unie, mais non confondue. C'est encore, si l'on veut, une ambition parallèle à celle que nourrissent ouvertement les Tchèques — et qui a, sans doute, beaucoup plus de chances d'aboutir.

Ce programme, qui fut très populaire chez les Croates jusqu'à ces dernières années — il l'est moins aujourd'hui, et nous en dirons plus tard les causes, — accuse donc un fonds persistant de loyalisme. Il fait front à la Constitution actuelle, au dualisme dont l'esprit est d'émietter les Slaves, pour livrer l'hégémonie à deux races, l'allemande et la magyare ; mais, loin de mettre en question l'existence de l'Empire, il suggère à ses hommes

d'État le plan d'une aile du futur édifice fédéraliste. Plan plus sage et plus sincèrement « autrichien », en réalité, qu'il ne paraît au premier abord, sur lequel l'attitude présente des Allemands d'Autriche doit forcément rappeler l'attention. Car le meilleur moyen de contenir cette tempête de *pangermanisme*, qui souffle non seulement au Reichsrath, mais des frontières de la Bohême en Styrie et presque jusqu'à Trieste[1], n'est-il pas d'organiser fortement les Slaves, contreforts de la Monarchie au nord et au sud ; de faire de Prague et d'Agram les capitales de deux royaumes nouveaux, entre lesquels s'amortiraient naturellement les aspirations vers une « plus grande Allemagne » ?

Mais précisément parce qu'il est d'esprit, et, si l'on peut dire, de fumet « autrichien », le programme de Starcevic, adopté, à la longue, par toutes les fractions du parti national croate, et singulièrement par leur groupe parlementaire, la *Sjedinjena opozicija* (*Opposition réunie*), élue, au mois de mai, à la diète d'Agram, par cette raison le *croatisme* semble aux Serbes une trahison déguisée des intérêts supérieurs et collectifs de la race. Nous venons de voir par où le conflit serbo-croate se lie aux problèmes d'équilibre intérieur, devenus si pressants en Austro-Hongrie. Par son autre face, il regarde la question d'Orient, ou du moins cette partie de la question d'Orient qui concerne les prétentions germaniques sur la péninsule.

[1] Voir le chapitre suivant : *les Symptômes actuels*.

Ce n'est pas que les Serbes d'Austro-Hongrie affichent l'irrédentisme, — sauf peut-être dans le Banat et le Syrmium, où plus d'un publiciste, et notamment le célèbre député Svetozar Miletic, a tâté des prisons transleithanes. On verra même par la suite qu'en plus d'un endroit ils affectent de donner leur appui électoral au gouvernement. Mais le fond de leur politique pour quiconque a fréquenté leurs *clubs* et s'est assimilé l'esprit de leurs journaux — *Zastava* (*le Drapeau*), *Branik* (*la Défense*), *Srpski Glas* (*la Voix serbe*) et tant d'autres — se ramène toujours à conserver indélébile ce caractère de communauté nationale religieuse qui date du statut de Léopold Ier, et les empêche à jamais de se fondre sincèrement dans un organisme quelconque autre qu'un royaume de Serbie. Cette politique, beaucoup plus équivoque, en apparence, et surtout cauteleuse que celle des Croates, jette précisément ses voiles toutes les fois que la question bosniaque est en cause. Pas un homme public, pas un organe du parti serbe n'admet la légitimité de l'occupation autrichienne, ne se félicite — à quoi, pourtant, l'on pourrait s'attendre de sujets loyalistes et dévoués à fond — de ce que la dynastie ait fini par trouver dans les Balkans une compensation à ses terribles revers en Italie et à Sadowa. Au contraire, dans toute la mesure où la censure et les procès de presse permettent à leur amertume de s'épancher, le principe de l'occupation, ses conséquences administratives, religieuses, économiques, la pensée, enfin, dont elle est évidemment le symptôme, — à savoir

l'extension de l'Austro-Hongrie du côté de la péninsule — trouvent en eux des critiques tenaces et quelquefois véhéments. Plus encore : ils tiennent rigueur aux Croates de ne pas s'associer à cette protestation, et leur grief *politique* peut se ramener à la formule suivante.

Le *Drang nach Osten*, dont l'occupation bosniaque n'est qu'une première et menaçante expression, constitue une seconde invasion dont les conséquences risquent d'être aussi fatales, pour les Jugo-Slaves, que celle du Turc. Jamais la race ne parviendra à trouver une assiette stable, des frontières légitimes, l'indépendance nationale et surtout économique, si le monde allemand se trace au milieu d'elle, dans la direction de Salonique, une frayée pour ses colons, ses commerçants et ses soldats. En admettant même que les jeunes Etats slaves, entre lesquels cette frayée est déjà faite, soit le royaume de Serbie et la principauté de Monténégro, ne soient pas absorbés, avec le temps, par le colossal appétit d'un Empire austro-balkanique, ils devront à ce voisinage l'option entre la vassalité sous toutes les formes ou une constante insécurité. Par conséquent les Croates, qui donnent leur ratification morale à l'occupation, et, par l'influence de leur clergé, s'appliquent à en consolider les résultats, prennent le contre-pied d'une politique vraiment jugo-slave, — et cela, du reste, sans même avoir l'excuse de travailler pour eux-mêmes.

Car cet Etat idéal, ajoutent les Serbes, qui embrasserait tous les pays jugo-slaves de la

Monarchie austro-hongroise, suppose, au sein de cette Monarchie, une révolution à laquelle les races dominantes s'opposeront de tout leur pouvoir. Les Magyars surtout, qui ont constamment su s'y faire écouter, sinon obéir, ne sauraient admettre qu'on organise sur leur flanc une puissance soi-disant « fédérée », mais, au fond, rivale, qui, par le nombre tout au moins, serait à peu près égale à la leur. La « Grande-Croatie » n'est donc qu'un rêve, et, supposé même que le vieil Empire des Habsbourg s'engage jamais dans les voies du fédéralisme, ce n'est pas sous cette forme que les habiles gens de Vienne et de Pesth consacreront les aspirations des Slaves du Sud. Ceux-ci, des deux côtés de la frontière, n'ont rien à attendre que d'eux-mêmes et, par conséquent, ne sauraient se diviser dans l'interprétation d'une politique dont la pointe est fatalement tournée contre leurs intérêts communs.

En dernière analyse, ce conflit serbo-croate, qu'on a quelque peine à dégager tout d'abord du fouillis des passions locales ou provinciales, et dans lequel une observation superficielle ne relève guère qu'une question de clocher, un peu dramatisée, un peu diluée par une race en apprentissage de la vie politique, — ce conflit côtoie à chaque instant les problèmes internationaux et son étude n'est pas de mince utilité pour placer ceux-ci sous leur vrai jour. L'Empire austro-hongrois contemporain se prête-t-il à une évolution qui place les groupes slaves sur le pied d'égalité avec les Allemands et les Magyars? Le Croate dit :

oui; le Serbe dit: non. Le déplacement d'équilibre, inauguré à Sadowa, consommé par le traité de Berlin, aura-t-il pour conséquence de procurer, avec le temps, un formidable accroissement de puissance à la race germanique, sauf entente et réaction concertée des Slaves de la péninsule? Le Croate doute; le Serbe affirme. Du haut du clocher, où l'on s'élève peu à peu en prenant intérêt à leurs affaires, on finit donc par distinguer le segment le plus vaste du cercle impossible à embrasser dans son ensemble qu'est la question d'Orient: de Vienne et Trieste à Constantinople. Partant, et quelque peu de poids qu'ils aient, pour l'instant, dans la balance internationale, il peut n'être pas sans intérêt de noter quelques aspects de leur différend, dont nous connaissons à présent la physionomie générale.

*
* *

Le territoire croate-slavon, ou, pour parler la langue officielle, la *Kraljevina Hrvatska* (royaume croate), sur lequel vivent, d'après les statistiques les plus récentes, 1.553.075 Croates et 567.443 Serbes [1], est naturellement le champ de bataille

[1] Nous nous en rapportons, sur ce point, à la statistique confessionnelle. On peut, du reste, poser en principe — et le principe souffre à peine quelques milliers d'exceptions — que tout catholique est un *Croate* et que tout orthodoxe est un *Serbe*.

où le conflit présente un intérêt politique constant. Il faut bien dire quelques mots de sa physionomie constitutionnelle. En théorie, un pacte, la *Nagoda*, conclu en 1869 avec la Hongrie, en fait un Etat *autonome*, en ce qui touche l'administration intérieure, la Justice, l'Instruction publique et les Cultes, mais rattaché à la Transleithanie et subordonné au ministère commun à tout l'Empire, quant aux départements des Finances, de la Guerre, des Chemins de fer et des Affaires étrangères. En théorie aussi, le régime parlementaire y est consacré, quoique le ban, chef du pouvoir exécutif, soit à la nomination directe de l'Empereur. Seuls des gens très habiles et très unis peuvent tirer parti d'un organisme aussi compliqué[1]. En pratique, le gouvernement de Pesth est

[1] Les Croates sont desservis, du reste, par une loi électorale détestable. On est tenté de dire de cette loi que c'est le régime censitaire retourné. La *capacité*, ou ce qui passe pour tel, fournit plus aux listes que le cens. Elle est acquise non seulement à qui justifie d'un diplôme ou d'un grade déterminés, mais à tous les fonctionnaires et employés sans distinction, y compris le personnel communal et celui des chemins de fer. Il en résulte qu'un cantonnier, un garçon de bureau, un balayeur municipal, voire un garde-barrière ou un homme d'équipe, quelquefois Hongrois d'origine, n'ayant aucune attache à la Croatie, dont il parle à peine la langue, prennent part aux élections, alors que la majorité des possesseurs du sol y reste étrangère. Le cens est élevé, en effet, pour un pays pauvre. Il varie entre 15 et 30 florins d'impôts directs.

Les velléités d'indépendance sont prévues. Le vote est public, verbal; il est reçu, au chef-lieu du collège électoral, par un représentant de l'administration. Je passe sur l'intervention des gendarmes, l'*ultima ratio* des élections douteuses, qui servit notamment à repousser, dans la circonscription de Djakovo, sous les fenêtres du palais de M. Strossmaier, les partisans du comte

parvenu à ne laisser à ses co-contractants que le décor de l'autonomie stipulée. Le ban, les ministres, les fonctionnaires, la majorité de la Diète, ou *Sabor*, sont toujours, suivant l'expression populaire, *magyarons*, c'est-à-dire gagnés, dans l'ordre politique et économique, aux intérêts de l'idéal d'Etat magyar, qui, par définition, est tout justement réfractaire aux autonomies. L'inventaire des habiletés, des intimidations, des violences même à l'aide desquelles la politique hongroise s'est assuré ce résultat[1], ne saurait entrer dans le cadre de ce chapitre. Il témoigne, à coup sûr, de l'incontestable supériorité de celle-ci sur la mise en valeur et la coordination des forces nationales en Croatie ; à la rigueur même, d'une supériorité de race, si l'on entend par là qu'une race vaut d'autant plus qu'elle est intellectuellement mieux outillée pour se subordonner les autres. Pourtant — et c'est le point qui nous intéresse — jamais ce fleuron distinct de la couronne de saint Etienne ne serait moralement tombé au rang de Comitat hongrois, si les Serbes, qui constituent à peu près le tiers de la population, n'y avaient, par tactique fort regrettable, prêté la main.

Depuis plus de vingt ans, sous quelque nom et

Vojnovic. — C'est aussi l'élément administratif qui prévaut dans les commissions de recensement. Plus encore : il entre de droit à la Diète, comme les magnats, dans la personne des *Veliki zupani* (préfets), ce qui ferme, on en conviendra, le cycle des ressources officielles contre une saute de vent électorale.

[1] Nous avons essayé de le dresser dans un article de la *Revue des Deux Mondes : la Hongrie et l'Opposition croate;* 1[er] septembre 1895.

avec quelque programme qu'ils se présentent — *Starcevicien*, *Strossmaierien*, *Opposition réunie*, — les partis nationaux, en Croatie, qui ne se distinguent guère que par des nuances, et même, aujourd'hui, sont officiellement unifiés, se heurtent à l'obstination des Serbes, au scrutin alliés du gouvernement. Il se passe là un phénomène de psychologie politique qui n'a probablement son équivalent dans aucun pays d'Europe. Le Serbe, pour contraindre son « frère » de race à réintégrer le foyer commun — dont celui-ci s'est évadé par loyalisme, en somme — l'empêche même d'user du bénéfice constitutionnel, et fournit contre lui l'appoint nécessaire aux *Magyarons*. Il se comporte en conservateur *ultra*, par impossibilité de faire partager son irrédentisme; il encourage tous les abus du pouvoir, en qualité de révolutionnaire incompris. Telle est la tactique à laquelle prêtent leur nom le baron Zivkovic, l'ex-insurgé Popovic et d'autres personnalités moins connues; leur influence, des journaux comme le *Srbobran*, d'Agram; leurs votes à la Diète, enfin, presque tous les députés des régions où la majorité professe le culte orthodoxe, singulièrement du Syrmium et des anciens Confins militaires. Il est superflu d'ajouter qu'elle déchaîne les colères des Croates, que l'élément rituel s'en mêle, que le *Srbobran* trouve dans l'*Obzor* (*l'Horizon*) et la *Hrvatska domovina* (*la Patrie croate*) des confrères qui se prêtent aussi à l'identification du culte et du programme; — qu'en dernière analyse les « patriotes » du pays aient fini par confondre dans

une commune aversion le Serbe et le Magyar.

L'apogée du conflit — aujourd'hui en voie de réel et très symptomatique apaisement — a été marquée par les scènes d'Agram des 14, 15 et 16 octobre 1895. Elles ont eu lieu en présence et presque sous les yeux de l'Empereur. Elles ont été motivées, sinon par sa visite, au moins par les exhibitions de drapeaux dont celle-ci a fourni l'occasion.

Avec la permission du gouvernement, on arbore le drapeau hongrois sur l'arc de triomphe, en face de la gare ; le serbe, sur l'église orthodoxe et sur une banque. C'est devant cette banque que, le 14 au matin, pendant les réceptions officielles, la foule s'amasse. Les pierres et les bouteilles d'encre volent contre les murs ; des fenêtres, où se tient le président de la société, baron Zivkovic, on riposte par des invectives et des projectiles d'un goût douteux ; néanmoins, il faut amener le drapeau. De là, les manifestants se portent devant l'église du rite grec. Dans ces foules, où se coudoient les rivalités confessionnelles, perce aisément la tentation comme l'appréhension du sacrilège. Un Serbe s'écrie : « Ne touchez pas à nos saints objets ! » Mais les Croates n'en veulent qu'au drapeau. La police arrive, parlemente en vain, finit par dégager la rue, puis, prudemment, requiert un serrurier, qui crochète la porte de l'église et fait disparaître les couleurs serbes. — Quelques instants après, un étudiant grimpe sur l'arc de triomphe, et les couleurs magyares ont le même sort. C'était à peu près l'heure où M. Kovacevic,

veliki zupan (préfet de 1re classe) d'Agram, dans la salle où François-Joseph recevait les délégations, l'assurait « que l'unité d'Etat des pays de la couronne de saint Etienne, si profitable pendant huit siècles tant au peuple croate qu'au magyar, serait sincèrement respectée par la *nation serbo-croate* », — et provoquait, de la bouche impériale, un éloge non moins fleuri de la *Nagoda*. Un instant après prenaient place, à cette parade de la fraternité, des députations de communes hongroises, limitrophes de la Croatie. Pour rétablir l'accord entre les apparences et la rhétorique officielle, il fut décidé que, dans la nuit, le drapeau serbe serait réintégré sur l'église.

Le 15, au matin, les manifestations recommencent. Cette fois, la gendarmerie a été réquisitionnée ; elle charge à la baïonnette. Il y a des blessés ; la foule s'échauffe ; à six heures du soir, l'autorité est dans l'alternative de céder ou d'engager une lutte en règle. Elle cède. Les vainqueurs, conduits par les étudiants, en costume national, portant le *kalpak* et l'épée, parcourent la ville et crient : « *Zivio Kral Hrvatski !* (Vive le roi des Croates !) Vive la patrie croate ! Vive Starcevic ! » Vers minuit, deux des leurs, Vladimir et Ivo Frank, fils d'un des chefs de l'opposition, sont victimes d'un attentat, en sortant du cercle Starcevic. Le premier est frappé à coups de bâton, laissé inanimé sur le sol et dépouillé, pendant que l'autre appelle au secours. Les agresseurs sont des ouvriers magyars, employés au chemin de fer et probablement soudoyés. Au matin, la jeunesse

universitaire se réunit ; elle décide que, précédée de sa bannière, elle ira solennellement, devant la statue de Jellacic, répondre par un outrage au guet-apens. De fait, en présence d'une foule énorme, un drapeau hongrois, tenu aux quatre coins par des étudiants, est imbibé d'alcool et brûlé en cérémonie. L'audace est communicative : aux pieds du Jellacic de bronze dont l'épée est tendue dans la direction de Pesth, les applaudissements éclatent, et avec eux le vieil hymne de l'Illyrisme :

Ios Hrvatska nije propala
Dok mi zivimo !

La Croatie n'est pas morte,
Tant que nous vivons !

un des rares thèmes slaves dont le rythme décidé fasse courir dans les foules un peu du frisson de la *Marseillaise*.

Telles furent ces échauffourées d'Agram, déplorables au point de vue des rapports entre Serbes et Croates, sujet de surprise pour le gouvernement local et de réel embarras pour la presse officieuse de Pesth, partagée entre le désir de ne pas leur donner trop d'importance et le besoin de soulager son indignation. Elles ont ce je ne sais quoi de puéril et de réfléchi à la fois, de familier et de pathétique, de formaliste et de brutal, de déférent vis-à-vis du souverain et d'impertinent pour l'attirail constitutionnel, qui caractérise le Croate, fils de soldat, cœur fidèle, tête un peu ébouriffée par

les souffles de 1848. Ne lui reprochez point d'avoir manqué à tous ses devoirs de sujet transleithan : c'est pour lui logomachie ; ni de tendre à l'excès ses rapports avec les « frères serbes ». Il est saturé de cette fraternité, et répondra comme le personnage de Molière, qui refuse d'apprendre la morale, « qu'il se veut mettre en colère tout son soûl, quand il lui en prend envie ».

Par un certain côté, l'événement n'était pas pour déplaire aux Magyars, parce qu'il ajoutait un épisode retentissant à l'histoire d'un conflit qui leur profite. Il n'en sortit pas néanmoins, tant s'en faut, tout l'effet qu'ils avaient escompté. Les véritables sentiments des Serbes à leur endroit furent affichés dès l'année suivante, à Belgrade, exactement dans la même forme que les Croates avaient spontanément choisie. Là aussi, la jeunesse universitaire se donna licence de brûler le drapeau hongrois, parce qu'à l'occasion du fameux *Millenium* l'écusson serbe avait figuré, à Buda-Pesth, parmi les symboles des *partes subjectæ* à la couronne de saint Etienne. Plus encore : il s'est produit depuis cette époque une détente assez sensible entre les « frères ennemis » pour que, ce printemps, les *Sokols* d'Agram reçussent une ovation dans cette même ville de Belgrade ; pour qu'aussi, cet automne, à l'occasion de la translation des cendres de Vuk, l'hymne croate y fût entonné, dans un banquet quasi officiel.

Ce travail de cristallisation si logique et si nécessaire n'est malheureusement pas encore assez avancé pour qu'on en constate les effets dans

l'ordre politique proprement dit. Des élections générales ont eu lieu, au mois de mai 1897, à la diète d'Agram. Le parti national croate est parvenu à conquérir vingt-cinq sièges sur quatre-vingt-huit, et — ce qui vaut mieux encore — à installer sur ces sièges son élite intellectuelle : professeurs, jurisconsultes, membres éminents du clergé[1]. La députation serbe est numériquement à peu près égale. Son programme, rédigé par M. Gjurgevic, ancien président de la Diète, semble bien tendre à la soudure qui assurerait aux deux groupes la majorité contre le troisième (*magyarons*), puisque son article II porte expressément : « Les Serbes et les Croates, dans la *Kraljevina Hrvatska*, ont le même avenir, la même destinée, le *même but politique.* » Néanmoins, le passage de la déclaration aux actes, et notamment aux votes, se fait attendre. Il faudra d'autres événements, d'ailleurs en vue, et singulièrement l'aiguillon du mécontentement populaire, pour consommer une entente

[1] Les conditions dans lesquelles se sont opérées les élections croates de mai sont si étranges, et même, par certains côtés, si dramatiques, qu'on craint d'être taxé d'exagération en les rapportant. Interdiction de la circulation sur la Save et sur quelques grandes routes, arrestations de candidats, électeurs obligés de se cacher dans des charrettes de foin pour franchir le cordon de police autour des villes où ils avaient à exercer leurs droits (le fait s'est passé à Brod, en Slavonie) : soldats employés à conduire en prison des charretées de femmes et de jeunes filles coupables d'avoir jeté des fleurs aux candidats nationaux ; on est malheureusement obligé d'ajouter à cette liste la fusillade authentique de Bosnjaci, qui, sous de vagues prétextes d'ordre public, a couché par terre, dans un seul village, huit morts et une soixantaine de blessés. Les survivants ont eu à comparaître devant la juridiction répressive !

parlementaire dont les conséquences seraient ressenties dans toute la Transleithanie.

*
* *

Au-dessous du monde qui s'essouffle en discussions plus ou moins académiques, il y a, en effet — nous ne dirons pas seulement l'électeur, relativement rare sous le régime censitaire, — mais le peuple, qui, à l'occasion de ces élections même, s'est mêlé de surveiller ceux dont la fiction constitutionnelle fait ses mandataires. On a vu, en effet, pour la première fois, en mai dernier, des bandes de paysans, qui passaient, en plus d'un endroit, le chiffre de deux mille, faire masse autour des bureaux de scrutin et imposer, par leur présence, aux censitaires tentés de donner leur voix au candidat du gouvernement. Question politique et question religieuse, droit historique et prééminence de « vocation », tout commence à s'engouffrer dans la question dite *sociale*, qui présente, nous le savons, chez les Jugo-Slaves, un aspect particulier.

Le *magyarisme* est devenu, pour le peuple, le symbole du gouvernement qui épuise, par l'impôt, les ressources économiques du pays, et ne lui donne presque rien en échange [1]. C'est une pompe

[1] Voir le chapitre VII : *le Côté social de la question balkanique.*

aspirante — mais aspirante seulement — dont l'œuvre, bientôt trentenaire, a été de développer le paupérisme et les passions que celui-ci ne manque pas d'engendrer. Telle est, du moins, l'assurance que vous donneront, à l'heure qu'il est, tous les habitants de la *Kraljevina* de la classe pauvre, sans distinction de culte. Peut-être conviendrait-il de faire une part plus équitable aux intempéries qui sévissent depuis deux ans sur cette malheureuse région et au caractère peu entreprenant, peu industrieux du Slave. Le fait — c'est-à-dire la misère — existe, et dans des proportions inconnues en Occident. Il en résulte que la masse des orthodoxes est en plein conflit moral avec ses députés, approbateurs ordinaires du régime et de l'administration. Elle est même en conflit avec ses *vladikas* (évêques) et avec ses popes, ce qui constitue bien la plus étrange et la plus déconcertante scission qu'on ait constatée depuis des siècles en Croatie.

Les six derniers mois de l'année 1897 et une partie de la période électorale ont été marqués de désordres dans le Syrmium, en Slavonie, dans les anciens Confins militaires, c'est-à-dire tout justement dans les régions à base de population orthodoxe, où le gouvernement recrute d'habitude et a même recruté encore cette fois, quoiqu'en moins grand nombre, ses députés les plus soumis. Le château même du ban actuel, comte Kuhen-Hédervary, à Nustar, a été assailli par des bandes de paysans, auxquels un socialiste d'Agram — il ne s'agit pas ici d'une action collective, moins encore d'une pro-

pagande doctrinale — avait persuadé que tel était le remède aux abus et que cela s'appelait du *socialisme*. La répression, comme on pouvait s'y attendre, fut sans merci. Dans les villages de Nustar, Mirkovci, Slakovci, Berak, Tovarnik, la gendarmerie fit une *razzia* de plus de deux cents hommes. A Mirkovci en particulier, il ne resta plus que les femmes pour vaquer aux travaux des foins et de la moisson. Recrudescence de durs labeurs et de misères. Dans leur simplicité, quelques-unes de ces paysannes viennent déposer une requête à la chancellerie de Mgr Strossmaier, le suppliant d'intervenir auprès de l'Empereur. Elles expliquent que le pays est très malheureux, que leurs maris ont cru bien faire. Puissance des mots sur un terrain tout préparé ! Du socialisme elles ne savent même pas le vrai nom, puisqu'elles prononcent naïvement *sicilianismus* (le détail nous a été fourni à Djakovo même). Et pourtant le premier venu en a pu faire un drapeau, plus encore : un moteur. Il n'en a pas fallu davantage pour qu'on vit des êtres d'ordinaire doux, maniables, voire un peu indolents, se soulever contre la plus haute et la plus redoutée des autorités en Croatie.

Les débats, devant le tribunal d'Essek, ont rempli toute la première quinzaine d'octobre. On a prononcé une cinquantaine de condamnations. Pas un de ces paysans n'a faibli à l'audience, ni témoigné de regrets. Le principal accusé, Govedarovic, que les gendarmes étaient venus arrêter pendant qu'il gardait ses porcs, a fait aux juges des réponses à la Malon.

Descendez encore un peu le cours de la Save, du côté de la frontière serbe, on vous contera, à Mitrovitza, les épisodes d'un autre procès qui s'est plaidé en août. Même physionomie d'audience, à peu près même nombre d'accusés, mêmes chefs d'incriminations. Ce sont toujours des paysans aigris, qui vont buter contre quelque expression matérielle d'un régime intolérable ; des fureurs qui succèdent inopinément à des patiences de bœuf. Toute la différence est qu'ici ce n'est pas l'Occident qui a fourni l'agitateur, mais la Serbie. Nous sommes plus avant dans le « slavisme ». Il se mêle à l'esprit insurrectionnel un peu de cette mystique qui fait penser à la révolte de Pougatcheff.

Les quarante « socialistes » qu'on vient de condamner à Mitrovitza sont à peu près aussi instruits des doctrines de Karl Marx et de Lassalle que leurs camarades de Nustar. Mais ils ont cédé à l'éloquence bizarre et entraînante de Vasso Pelagic. Imaginez une manière de Blanqui un peu maladif, qui aurait été archimandrite et même supérieur du séminaire orthodoxe de Banjaluka, depuis converti à la religion du peuple, propagandiste infatigable, même en prison. Il y a plus de vingt ans que cette transformation s'est opérée et qu'il prêche le nouveau mystère des deux côtés de la Save et du Danube, dans un large rayon autour de Belgrade. Le Gouvernement serbe s'en débarrasse comme il peut sur l'Autriche-Hongrie et *vice versa*. Pour le moment, il est obligé de le tenir sous les verrous. Cette situation est familière à Pelagic, qui l'accepte, d'ailleurs, avec dignité. Il demande seulement

qu'on ne réfrène pas avec trop de rigueur ses instincts de prédicant et de *kneippiste ;* il a obtenu de converser avec ses coprisonniers en se promenant nu-pieds dans les couloirs.

Avant de goûter ces douceurs de l'ombre et du rafraîchissement, notre prophète avait fait des prosélytes à Mitrovitza. On a noté, au cours de leur interrogatoire, des réponses symptomatiques, en ce pays divisé, on pourrait dire même déchiré, par la rivalité des rites latin et grec. Comme le président demandait à leur chef à quelle religion il appartenait : « Catholiques ou *pravoslaves*[1], a répondu celui-ci, nous sommes tous *le même peuple*. Ce sont nos maîtres qui ont exploité la différence des religions pour nous armer les uns contre les autres et nous réduire à l'état où nous sommes. »

Dans la partie des anciens Confins militaires située entre le littoral et la plaine d'Agram, l'agitation a duré plus de deux mois et a donné lieu à des scènes sanglantes. Dès la fin d'août, on remarque une inquiétude insolite chez les paysans. Ils tiennent de fréquents conciliabules, entre gens d'un même village d'abord, puis de paroisse à paroisse, comme si un mot d'ordre ou une idée fixe traversait leurs couches jusqu'alors passives et un peu grossières. C'est la saison des pèlerinages : catholiques et orthodoxes — ceux-ci en grande majorité — s'y rendent en bandes plus nombreuses, plus bruyantes qu'à l'habitude. Le préfet de Karlstadt s'inquiète de ces migrations ;

[1] On se souvient que *pravoslave* est synonyme de slave du rite grec.

il commence à les interdire, suspend même les foires. On murmure : les tenanciers à court d'argent, les artisans pauvres, les *opanchars* surtout (savetiers ambulants qui débitent en plein air l'*opanka* ou sandale nationale) se font les commis voyageurs du mécontentement populaire.

Et puis, tout à coup, dans l'espace d'une semaine, de distance en distance, par plaques, pour ainsi dire, il y a éruption du mal latent. Cette population, qu'on sait mécontente de ses administrateurs, mais qui est restée jusqu'ici étroitement unie à ses prêtres, commence, parmi les orthodoxes surtout, à exiger les clefs des églises, à les accuser de trahison. A quel sujet ; sur quel fondement ? C'est qu'une rumeur a couru, propagée par on ne sait qui, à la fois absurde et irréfutable, qui s'établit profondément dans cette masse farouche d'ignorance et de pauvreté. On dit que les Hongrois se préparent à annexer le pays et à augmenter les impôts ; que les *vladika* et les popes sont leurs complices ; qu'ils veulent arborer le drapeau magyar sur les églises et que, si ce drapeau y flotte seulement vingt-quatre heures, les Confinaires sont irrévocablement vendus.

Et tel est le réveil de la haine du Magyar chez ces hommes dont les anciens ont fait, en 1849, la campagne de Jellacic et qui imputent au gouvernement leur état misérable, que ce conte de grand'mère trouve crédit partout. Ils sont si convaincus que le clergé négocie leur *magyarisation* que, par groupes de trente ou quarante individus, armés de vieux fusils, de gourdins ou de haches,

ils montent la garde, jour et nuit, sur le porche de leurs églises et même à l'intérieur. On veut les disperser, les désarmer; ils résistent et, comme il se passe à l'ordinaire sur le territoire administré par le ban Kuhen-Hédervary, le gendarme tue et mutile aveuglément en plein troupeau humain. A Lajevac, sept blessés; à Perna, seize; à Slunjica, il y a plusieurs morts; à Drjnic, la troupe, réquisitionnée, arrête une centaine de personnes à la fois, femmes comprises. Ces exécutions augmentent le désordre. Ici, la foule envahit un presbytère; là — dans le village de Mochvina — un pope est grièvement frappé. Ses confrères, les maîtres d'école, les petits fonctionnaires ruraux, tout ce qui représente une autorité civile et sociale se sent guetté par l'hostilité du paysan. Il en est qui prennent la fuite. Aubergistes et marchands ferment boutique. La gendarmerie multiplie les patrouilles, fouille les passants et même les maisons. Tel est l'état du pays, au sud-est d'Agram, pendant la première quinzaine de septembre. Le 21, le bourg de Sjenicak est le théâtre d'une scène sauvage.

Là aussi, pendant les nuits précédentes, les hommes ont gardé l'église. L'un d'eux fait même le guet dans le clocher, pour sonner l'alarme, s'il relève quoi que ce soit de suspect. Le matin du 21, le malheur veut que trois fonctionnaires, le chef du district Brozovic, l'ingénieur Djakovic et le *Grundbuchsdirector* (chef du service des livres fonciers) Cvijanovic se présentent à Sjenicak pour y procéder au partage de communautés (zadrugas)

et autres opérations cadastrales. Suivant l'habitude, ils font une visite au curé. — « Retournez-vous-en, leur dit-il, il y a du danger pour vous ici. » — « Vous plaisantez ; nous y sommes connus et n'avons, du reste, jamais fait tort à personne. » Comme ils sortaient, un attroupement les arrête. Ils ont beau montrer leurs registres et leurs instruments d'arpentage, on veut absolument qu'ils apportent le drapeau magyar et qu'ils soient venus pour l'arborer. L'homme de garde à l'église a tiré la cloche ; d'autres, postés aux abords du village, lancent à travers la campagne le cri convenu : *Prieti pogibelj !* (*Le danger presse !*) Cvijanovic est abattu le premier d'un coup de hache. Ses deux compagnons, qui ont pris la fuite, l'un dans la direction de la forêt, l'autre vers le presbytère, sont traqués, promptement atteints, assommés ou percés de coups de fourche. Djakovic expirant demande quel mal il a fait. — « Tais-toi, maudit *magyaron*. Ce sont tes pareils qui nous prennent nos bestiaux, qui font vendre nos lits, qui s'engraissent à nos dépens[1]... » C'est une femme qui tient ce langage ; et, d'un coup de serpe, elle achève le mourant.

Rien, en tout ceci, il le faut bien répéter, qui sente l'infiltration de la doctrine socialiste ; pas de guerre de classes, et d'*internationalisme* encore bien moins. C'est au contraire une sorte de Jacquerie *nationaliste*, identifiant le symbole et les abus, le fonctionnaire et le système administratif. Dans le fond, c'est aussi une démocratie qui renvoie aux

[1] Le propos a été relevé dans l'enquête faite par le journal l'*Obzor*.

idéalistes de l'histoire et de la cartographie politique le conflit serbo-croate, demandant compte, en somme, aux *leaders* des deux partis du temps perdu en manifestes et des malheurs causés par la désunion. La leçon s'adresse surtout à la députation serbe, car on ne saurait reprocher au parti croate d'avoir jamais soutenu le gouvernement. Sera-t-elle comprise? Plus d'un symptôme le fait espérer. Il est caractéristique que les Serbes de la *Kraljevina* viennent d'envoyer, cette année, en qualité d'électeurs confessionnels, si l'on peut dire, au congrès de Karlovci, un élément aussi radical que leurs députés à la Diète se sont montrés jusqu'à présent gouvernementaux. De sorte que, par une anomalie singulière, ce groupe qui tient dans ses mains les destinées politiques de la Croatie se trouve être, à la fois, l'ami et l'adversaire des Magyars : — ami selon les apparences de la carte électorale proprement dite; — adversaire sur le terrain du statut qui passe pour le *palladium* de leur nationalité. Quant aux conséquences de l'entente parlementaire entre Serbes et Croates, elles n'aboutiraient à rien moins qu'à acculer le ban actuel à la démission ou à la suspension de la *Nagoda*, — bref à une crise qui étendrait à une portion de la Transleithanie la guerre de nationalités déjà déchaînée au sein du *Reichsrath*. Il y a des précédents. Un des prédécesseurs du comte Hédervary, le baron Rauch, partisan, comme lui, du « gouvernement de fer », dut, en 1871, résigner ses fonctions. Déjà certains excès de langage font sentir à quel point ceux de la rue peuvent devenir

contagieux. On nous assure qu'il y a quelque temps, en pleine Diète, un député a osé crier au ban actuel : « Souvenez-vous de quelle façon a péri Stambouloff ! » — Qu'au lieu de faire des mots « historiques », surtout de cette qualité-là, les députés que le gouvernement d'Agram ne tient ni par des places, ni par des faveurs, s'inspirent des réelles souffrances d'un peuple indifférent aux revendications théoriques sur la Bosnie-Herzégovine, — et le conflit serbo-croate aura vécu[1].

[1] Il n'existe déjà plus en Dalmatie, au moins sous la forme proprement politique. Serbes et Croates ont conclu une sorte de *consortium* qui leur assure au *Reichsrath* et à la Diète de Zara une représentation proportionnelle. Au *Reichsrath*, il n'y a que deux députés serbes de Dalmatie, qui votent, en général, comme leurs collègues catholiques du groupe slave.

CHAPITRE V

LA QUESTION RELIGIEUSE

SOMMAIRE. — Les démêlés confessionnels dans le Balkan slave. — Guerres de religion sans dévots. — La nationalité-culte chez les *pravoslaves;* explications historiques. — L'Exarchat bulgare, l'archidiocèse d'Uskub et les dernières affaires de Macédoine. — Sommations de l'Eglise serbe au Patriarchat. — Rapports avec les catholiques. — Le protectorat religieux de l'Autriche dans la péninsule et l'usage qu'elle en fait. — Le Concordat monténégrin — La diplomatie autrichienne et le Concordat serbe. — Mgr Strossmaier, le roi Milan et M. de Kalnocky. — La liturgie paléo-slovène; son importance. — L'union des Eglises, idéal lointain et programme inopportun. — Le vrai rôle du catholicisme dans les Balkans.

« Catholiques ou *pravoslaves*, nous sommes tous le même peuple. » — Cette déclaration du « socialiste » de Mitrovitza à ses juges contient tout un programme politique, puisque enfin c'est dans les plis de drapeaux confessionnels que nous venons de voir Serbes et Croates abriter leurs divergences. En avançant vers l'Orient, dans la malheureuse Macédoine, c'est encore une question confessionnelle, d'apparence tout au moins, qui met aux

prises les Serbes et les Bulgares. Les mots d'Exarchat et d'Eglise serbe reviennent à chaque instant dans l'histoire de ces démêlés, pour ainsi dire périodiques ; leur retour a été plus fréquent encore, depuis le mois de septembre dernier, la question du métropolite d'Uskub, dont nous parlerons plus tard, ayant donné lieu, entre les deux pays, à une tension de relations qui dure encore. On est tenté de voir en ceci un signe très fâcheux des dispositions des Slaves du Sud à l'endroit les uns des autres, comme aussi de leur degré d'avancement dans la tolérance, — vertu cardinale du catéchisme un peu niveleur de la civilisation. En seraient-ils encore au temps où l'unité de la religion passait pour un des facteurs de l'Etat, et où les croyances, faute de pouvoir vivre côte à côte, visaient à s'exterminer? Il faudrait renoncer alors — ou du moins pour longtemps — à toute idée de groupement, d'entente même morale, et convenir que les frontières politiques actuelles ne sont pas si arbitraires, ni surtout si nuisibles, puisqu'à leur défaut la race se disséminerait d'elle-même derrière des frontières religieuses. La question est trop grave en soi et importe trop à l'objet de cette étude pour que nous ne la traitions pas avec quelque développement.

En ce qui touche tout d'abord les démêlés entre catholiques et *pravoslaves*, de beaucoup les plus fréquents et les plus envenimés, nous la croyons préjugée — et dans un sens opposé à ces pessimistes conclusions — par une constatation de contrôle bien facile. Il y a quelque chose de fort singulier au fond de cette « guerre de religion ». C'est

que ni d'un côté ni de l'autre — exception faite pour les membres des deux clergés, et encore pas pour tous — elle n'est menée par des dévots. Le peuple la subit beaucoup plus qu'il ne l'inspire. Laissé à lui-même, il ne lui fournit pas d'aliments. Son attitude se règle sur un dicton dont il est, du reste, l'auteur : *Brat je mio koje vjere bio* (*Mon frère est mon frère, quelle que soit sa religion*). Quant aux classes dirigeantes, avocats, publicistes, professeurs, politiciens de carrière, qui ont créé, en somme, cet état d'hostilité favorable à l'exploitation du particularisme, leur *fanatisme* a ceci de caractéristique qu'il va souvent de compagnie avec la libre pensée. Non seulement, cela va de soi, la controverse passe toujours à côté de l'argument dogmatique : interrogez sur sa croyance intime tel Croate qui fait profession d'intransigeance à l'encontre des Serbes ; il vous répondra probablement qu'il est *confessionslos* (hors de tout cadre confessionnel) et vous reconnaîtrez, du reste, à ses opinions comme à leur formule, l'empreinte de la docte impiété allemande. Un Serbe ou un Bulgare de la classe instruite pensera devoir, dans l'intimité, pareil aveu à votre qualité d'Occidental. Toute la différence est que l'esprit de son incrédulité semble le rattacher plutôt à la vieille école « libérale » française et qu'en surface, du moins, il la drape de moins de philosophie.

Dans la Croatie-Slavonie, si catholique de décor et même d'institutions, — puisque le mariage religieux y est encore seul admis ; en Dalmatie même, terre couverte d'évêchés et jadis de couvents, que

sa priorité de conversion au catholicisme, la longue domination de Venise et un dépôt encore apparent de mœurs italiennes semblent avoir fertilisée au profit de l'influence « cléricale », le prêtre n'occupe pas, au sein de la bourgeoisie, le rang à la fois intime et honoré que nos mœurs françaises lui ont assigné si longtemps. Peu ou pas de confréries, d' « œuvres » catholiques d'esprit et d'organisation, de collaboration du laïc — et même des femmes — à la propagation ou à la défense de l'idée religieuse. C'est une société, au fond, beaucoup plus laïcisée que la nôtre, et, pour ainsi dire, ingénument. Définir la place qu'elle fait au prêtre est difficile : elle ne le moleste nullement, ne l'écarte point de la vie sociale, accepte même — ou subit — sa collaboration politique, mais marque en somme qu'elle le tient surtout pour le ministre du principe « qu'il faut une religion au peuple ». Principe qui, sentant sa négation et même un peu son impertinence, semble accepté néanmoins par la majorité du clergé avec une philosophie presque égale à celle de ces médiocres paroissiens. En Croatie surtout, réguliers ou séculiers ne cherchent guère à prendre sur la jeunesse des classes cultivées l'ascendant dont ils furent si longtemps jaloux dans notre pays, ni à ressaisir l'âge mûr par des missions, des conférences, plus généralement par les actes ordinaires de l'apostolat dans la civilisation.

Tel est, vu des couches supérieures, le monde d'où l'on appréhende — ou d'où l'on feint d'appréhender — de l'autre côté de la frontière religieuse,

l'invasion classique du « jésuitisme ». Et si l'on observe que ces craintes sont souvent exprimées, dans la société *pravoslave*, par des hommes dont le niveau mystique est peut-être encore moins élevé, force est bien de renoncer dès l'abord à ce concept de lutte de confessions ou de sectes, tel qu'il est figé dans nos cerveaux d'Occident. Il n'existe peut-être pas de région en Europe où les offices, et à plus forte raison les sacrements, soient plus irrégulièrement fréquentés que dans la partie orientale des Balkans par la classe instruite, et plus généralement par le « monde ». Dans le peuple, la religion est plutôt un témoin indispensable de certaines pratiques slaves très anciennes : le *Krstno Ime* (fête du saint patron de la famille, ordinairement saint Georges ou saint Jean-Baptiste), — la *Slava* (banquet funèbre commun aux anciens Slaves et aux Allemands), — le *Badnjak* ou veille de Noël. Toutes ces cérémonies présentent un curieux mélange d'usages païens et de formules chrétiennes. On observe rigoureusement les jeûnes, il est vrai, mais beaucoup moins à titre de macération et de pénitence qu'à titre de rite coutumier et, pour ainsi dire, national. Beaucoup de gens qui ne croient, au fond, à rien s'y astreignent : c'est infiniment moins un hommage à Dieu qu'un acte réflexe de *pravoslavisme*, et, si nous l'osons dire, de panthéisme de race, par où l'individu témoigne de son adhérence au vaste corps suspendu entre l'Europe et l'Asie.

La passion que mettent les Bulgares et les Serbes à réclamer de l'Empire ottoman, pour leurs

co-nationaux de vieille Serbie ou de Macédoine, des *bérats*, des évêques, des écoles confessionnelles, ne marque nullement une recrudescence de vie spirituelle. Chez eux-mêmes, le clergé, à de rares exceptions près, est un corps infiniment plus attaché au rite qu'aux âmes, et ce rite n'est guère qu'une des faces, extérieure et pompeuse, de la vie de l'Etat.

Le prêtre ne se considère pas comme investi d'une autorité et d'une mission distinctes de celles du Pouvoir. Il lui est étroitement coordonné, en mainte occasion s'efface ou abdique à sa qualité de représentant de Dieu. Quand le général Bobrikof, aujourd'hui chef de l'état-major de la garde impériale russe, attaché, en 1877, à la personne du roi Milan, accompagne ce souverain, après la paix de San-Stefano, du théâtre de la guerre jusqu'à Belgrade, il est scandalisé du peu de souffle religieux qui circule à travers les ovations nationales : « J'ai remarqué, dit-il, pendant mon séjour en Serbie, que les serviteurs de l'autel s'abstenaient systématiquement de toute action sociale. Accoutumé dans ma patrie à ce qu'on n'entreprenne rien sans la prière et la bénédiction de l'Eglise, j'étais bien étonné de voir les prêtres jouer, même dans la cathédrale, le rôle de fonctionnaires, ou même de ne les rencontrer jamais nulle part[1]. »

[1] *En Serbie. Souvenirs de la guerre de* 1877-78.

* * *

Comment de si froides dispositions se concilient-elles avec l'attachement à la « sainte orthodoxie » ? Ce n'est un mystère que pour nos intelligences occidentales, dès longtemps façonnées, par la théorie et par la lutte, à la distinction du spirituel et du temporel. Chez les Bulgares, et surtout chez les Serbes, la religion n'est pas, pour l'individu, une de ces modalités qu'on consigne dans une colonne *ad hoc* d'un bulletin de recensement ; ni, pour le pays, un complément, une nuance de la nationalité. C'est un facteur essentiel à l'entité individuelle ou collective ; une qualité tellement inhérente au corps national et à ses membres qu'on cesse, ou peu s'en faut, d'être Serbe ou Bulgare en la perdant. A cette sorte d'étreinte, la religion a gagné sans doute d'être exempte de toutes les critiques ou discussions publiques dont on l'accable ailleurs, et assurée de garder ses autels aussi longtemps que la nation aura conscience d'elle-même ; mais sa dogmatique et sa mystique se sont peu à peu desséchées, au point que la croyance en la Révélation n'est plus tout à fait nécessaire à la profession officielle de l'orthodoxie. Il y a autre chose, dans les Balkans, que l'adaptation d'une théologie à un organisme politique. Entendez, sous le terme « Eglise nationale »,

un phénomène d'assimilation, selon la loi duquel c'est l'adjectif qui absorbe le substantif.

Et ce ne sont ni la « philosophie », ni surtout l'hypocrisie qui ont amené là tant de soi-disant fidèles des Eglises d'Orient. Tartufe est un personnage occidental, le produit de la bassesse individuelle dans une société croyante. Le Slave bon orthodoxe et libre penseur est au niveau de sa société à lui, ou du moins de ses couches supérieures : il n'en fait pas sa dupe ; il communie avec ses pairs dans une sorte de convention tacite et généralement acceptée. Le reproche de contradiction et de fausseté s'adresse-t-il donc au milieu ? — Non, encore, si l'on sait faire leur part aux éléments humains qui, à travers une histoire chaotique entre toutes, ont fini par conditionner ces consciences. Remarquons d'abord que la race slave, cinq siècles avant la chute de Byzance, avait déjà dans le sang cet instinct d'identification du culte et de la nationalité, l'un servant à l'autre d'enseigne et, pour ainsi dire, de réclame. Dès les temps de Boris et de Siméon, tout embryon d'Etat se cherche une Eglise, la veut *autocéphale*, s'inquiète beaucoup moins de savoir ce que cette Eglise enseigne et quelles sont ses affinités dogmatiques avec d'autres, que de s'approprier, de confisquer en quelque sorte cet idéal au profit du sien. Plus tard, avec les mauvais jours de l'invasion et de la servitude sous l'Islam, ce qui était un drapeau devint une défense. Dans une société organisée à la turque, le Serbe ou le Bulgare n'ont pas le choix entre les manifestations extérieures

de leur personnalité ethnique : par le culte seul ils se distinguent des envahisseurs et en sont distingués. Et ce qui est vrai des *raïas* l'est aussi des émigrés. Comment, par exemple, les trente mille familles qui passèrent la Save sous Léopold II eussent-elles résisté à l'absorption du corps politique auquel elles demandaient asile, si elles n'eussent obtenu de ce souverain le statut ecclésiastique de Karlovci ? Sans ce rattachement permanent et sensible à une Eglise déracinée, pour ainsi dire, du sol national, et transférée *pro parte* sur le territoire de saint Etienne, au bout de deux ou trois générations, le mot « Serbe », à une époque où l'ethnographie n'était guère de mode, n'eût plus eu de sens vivant. — Il existe, chez les peuples comme chez les individus, un certain instinct de conservation qui leur fait trouver l'abri moral dans les pires tourmentes. En s'attachant obstinément, aveuglément, à la profession du culte orthodoxe, les Serbes et les Bulgares ont beaucoup moins cédé à une pensée d'ordre surnaturel qu'à la préoccupation de protéger leur « moi ». C'est la raison pour laquelle cet attachement survit à sa cause historique, et même à la défaillance du sentiment religieux.

A la lumière seule de ce concept de nationalité-religion, commun, du reste, à tous les Slaves — les Russes aussi veulent avoir en propre non seulement un Pape, dans la personne du Tsar, mais un Dieu, et ne partagent pas volontiers en esprit le *Bog rousski* (Dieu des Russes) avec les autres chrétiens, — on peut pénétrer à travers la prodi-

gieuse confusion des querelles des Eglises autocéphales avec le Patriarchat de Constantinople d'abord, puis entre elles, — enfin et surtout avec le catholicisme, influence ou autorité. Il faut renoncer à s'aider, dans l'examen de ces phénomènes, des analogies qui semblent ressortir des annales religieuses de l'Occident.

Ce n'est certes pas un théologien qui nous expliquera pourquoi les Bulgares ont lutté jusqu'en 1870 pour obtenir un Exarque, c'est-à-dire un chef spirituel indépendant, qui fût l'expression vivante de la Bulgarie confessionnelle ; ni pourquoi ils s'accommodent infiniment mieux de l'excommunication du patriarche de Constantinople que de leur communion antérieure avec ce primat de l'orthodoxie, dont pourtant aucun dogme ne les sépare. Le point était et reste encore de rompre avec un clergé grec ou *hellénisant*, de se compter, en tant que Bulgares, hors du troupeau un peu confus de l'Eglise d'Orient, et même de fonder un foyer religieux auquel pourraient accéder, avec le temps, tous les Slaves des provinces alors soumises à la Porte. Bien moins mystiques encore, et même, à vrai dire, bien moins scrupuleux, les procédés qu'ils employèrent, en leur faiblesse, pour conquérir ce résultat. Ces mêmes Bulgares, dont le « fanatisme » a paru si troublant à nos sociétés occidentales — le jour où l'on apprit que le prince de Cobourg consentait, sous une pression d'opinion publique, au changement de religion de son fils Boris, — étaient en train de passer en masse au catholicisme, vers 1869, faute

de pouvoir forcer la main au Patriarchat. Les missionnaires catholiques, fermement appuyés, en ce temps-là, par les ambassadeurs de France et d'Autriche, leur promettaient, au nom de Rome, ce que le Patriarchat leur avait toujours refusé : l'emploi de leur langue dans la liturgie et dans l'école, la nomination d'évêques bulgares, — bref tout un ordre de satisfactions *nationales*, en échange de la reconnaissance de la primauté du Pape. Il y eut des « conversions » fameuses, si l'on peut ainsi nommer des évolutions de conscience aussi transparentes : Zankoff, par exemple, qui joua depuis un rôle éminent dans son pays, comme publiciste et homme d'Etat, se fit *uniate*. C'est à ce point que la Russie s'émut. Elle avait alors, beaucoup plus qu'aujourd'hui, le sentiment de sa mission morale. La constitution d'une Bulgarie catholique eût été un trop rude coup porté à son prestige de puissance orthodoxe et à l' « idée » qu'elle représentait sur les Balkans. Son ambassadeur d'alors, le général Ignatieff, à la suite d'une campagne diplomatique mémorable, fut assez heureux pour obtenir du grand vizir Ali-Pacha cette fameuse constitution de l'Eglise bulgare, qui, du même coup, provoqua l'anathème inutile du Patriarche et arrêta les progrès du catholicisme dans cette partie de la péninsule. L'iradé est du 28 février 1870.

Vingt-sept ans plus tard, c'est-à-dire au cours de l'hiver 1896-1897, une autre crise, qui n'est point, du reste, complètement dénouée, met en péril la communion de l'Eglise serbe avec le

Patriarchat. Est-ce de dogme, cette fois, qu'il s'agit? — Mgr Ambrosius, que Sa Sainteté Constantin V intronise métropolitain d'Uskub (vilayet de Kossovo), qui ne peut célébrer sa messe de Noël que sous la protection des *nizams*, et dont la voiture, à quelques jours de là, est assaillie à coups de pierre, Mgr Ambrosius n'est pas même suspecté dans sa doctrine, ni dans sa morale.

Seulement, il est de nationalité grecque, et les Serbes du vilayet veulent pour archevêque un des leurs. La Porte, comme à l'ordinaire, laisse mûrir ce débat entre *giaours*. Il prend rapidement des proportions, à raison de l'attitude du gouvernement et de l'opinion publique en Serbie, qui épousent la querelle de ces diocésains insurgés. La diplomatie russe et même la monténégrine entrent aussi en ligne, et dans le même sens. Le Patriarchat se borne à rappeler Mgr Ambrosius, sans lui désigner de successeur. Mais de Belgrade partent des sommations sur le caractère desquelles il ne saurait se méprendre. On y invoque le précédent qui a si bien réussi aux Bulgares; on y joue aussi habilement du spectre du catholicisme, toujours de grand effet dans ces drames soi-disant confessionnels d'Orient. L'archimandrite Dusic, qui est, dans la circonstance, le porte-parole du métropolite Michel et de toute l'Eglise de Serbie, publie une brochure retentissante[1] : « Le Patriachat de Constantinople, dit-il à la page 17, s'est placé dans l'alternative : ou de donner un métro-

[1] *Le Patriarchat œcuménique et l'Eglise serbe en Turquie.* — Belgrade ; 1897.

politain *national* aux Serbes de l'Empire ottoman, ou *de les perdre* pour l'unité ecclésiastique et hiérarchique. Ce dilemme, c'est lui qui l'a posé. On peut encore y parer; mais il n'est que temps. Déjà l'évêque bulgare uniate de Kukusch promet aux Serbes de Macédoine et de la vieille Serbie des évêques nationaux, la langue slave dans l'église et des écoles nationales, pourvu qu'on reconnaisse la primauté du Pape. Si, du reste, le prédécesseur du patriarche actuel, S. S. Anthime VII, n'avait fini par nommer, après une longue résistance, un Serbe métropolite de Prizrend, *la propagande uniate aurait fait des ravages dans l'orthodoxie.* »

Tactique et aveu. De même que les Bulgares, en 1869, les Serbes d'aujourd'hui, encore sujets de l'Empire ottoman, abdiqueraient sans trop de façon à la sainte orthodoxie, si l'Eglise catholique l'emportait aux enchères des satisfactions d'ordre national, et telle est la dure vérité qui finit toujours par mettre en branle la diplomatie russe, sinon par intimider le Patriarchat. Celui-ci, sommé, dans les termes qu'on vient de lire, et où, très certainement, la piété filiale ne perce pas, aura-t-il la ressource de l'excommunication ? L'archimandrite Dusic a la charité de le prévenir que les Serbes ne s'en émeuvent pas, et qu'ils se refusent même à reconnaître « la validité de celle que l'un des prédécesseurs de Sa Sainteté a lancée contre les Bulgares ». Au point de vue strictement spirituel, il y a bien là quelque chose qui ressemble à ce que nous appelons « chantage ». Le Patriarchat s'est résigné. Le Sultan a gracieuse-

ment accueilli les notes diplomatiques. Depuis le mois d'octobre, un Serbe, Mgr Firmilian, est administrateur (en attendant la mitre) de l'archidiocèse d'Uskub.

On peut tirer de ces faits rigoureusement historiques des conclusions pénibles, au point de vue de la situation interne et « spirituelle » de l'Eglise d'Orient. Nous en retiendrons seulement que dans l'opinion des *pravoslaves* de la péninsule — et même de leurs chefs ecclésiastiques — aucune idée spirituelle, tout justement, n'est le moteur des démêlés qu'ils ont avec le Patriarchat. Et la même observation s'applique, *a fortiori*, aux démêlés qu'ils ont entre eux. L'affaire d'Uskub y prête encore. Au moment où l'on pensait, à Belgrade, avoir vaincu toutes les résistances, on apprit que l'agent bulgare à Constantinople venait à la rescousse du Patriarchat, sous forme de représentations à la Porte. Mgr Firmilian serait-il un hétérodoxe, ou les Serbes et les Bulgares ont-ils deux façons d'entendre l'orthodoxie ? Point du tout. C'est tout simplement qu'à Uskub existe un siège suffragant de l'Exarchat, et que l'évêque bulgare ne se soucie point de voir s'installer à ses côtés un collègue du même rite, qui fera de la propagande en sens contraire. Il faut bien dire que l'Exarchat, pour les Bulgares, a été une trouvaille, et qu'ils ne la paient pas trop cher de l'excommunication que le Phanar leur a généreusement octroyée. Dans un pays comme la Macédoine, peuplé par des migrations successives, où l'individu lui-même ne se rattache que par de vagues

présomptions à son *pleme* d'origine, le *pleme* qui implante le premier son église, son pope et son école, face en même temps au Turc et au Grec, a grandes chances de se rallier le contingent du *slavisme* tout entier. C'est ce qui est arrivé, affirment aujourd'hui les Serbes, dans les vilayets de Kossow, de Monastir, de Salonique, où la seule institution de l'Exarchat, sans concurrence, a suffi pour engendrer à leurs dépens un phénomène de *bulgarisation* spontanée. Mais maintenant, affirment-ils encore, que, dans les mêmes vilayets, la Porte leur permet d'ouvrir à leur tour des églises et des écoles, on verra bien le réveil de la voix du sang chez beaucoup de ces soi-disant Bulgares, dans une province qui occupait le centre du royaume de Dusan, — et chacun reprendra son bien[1].

Voilà, pensons-nous, suffisamment étayée, la

[1] On s'étonne, en Occident, et l'on sourit même quelquefois de l'écart formidable entre les statistiques serbes et bulgares touchant les conditions ethnographiques de la Macédoine. Il faut bien dire que la question est réellement embrouillée et prête à des erreurs de bonne foi. Ce ne sont pas seulement les statisticiens, mais les sujets même de la statistique, qui sont incapables de retrouver, à travers les siècles, cette sorte de certificat d'origine qui permettrait de prononcer sûrement où est le Bulgare et où le Serbe. On en est réduit à des présomptions plus que fragiles, fondées sur certains faits historiques et des nuances de dialectes. Les choses en sont à ce point qu'un écrivain anglais, M. Miller, avoue, dans un remarquable article du *Cosmopolis* (*la Terre promise de la Péninsule*), ne plus s'étonner de ce que, dans un espace de dix ans, des individus, des villages même ont passé de la nationalité bulgare à la nationalité serbe : le cadre de la race reste rigide, mais les compartiments originaires en ont été tellement disloqués que tout Macédonien est excusable de chercher le sien à tâtons.

conclusion que nous avons fait pressentir tout d'abord, savoir que ni entre *pravoslaves*, ni même de catholiques à *pravoslaves*, le conflit prétendu confessionnel ne s'analyse en un heurt de mysticismes rivaux. On ne saurait s'en représenter plus faussement la physionomie qu'en évoquant l'âme de la Ligue ou celle de la guerre de Trente ans. — Et cependant, l'historien ou même simplement le chroniqueur du Balkan slave contemporains se bute partout à l'idée de rite, à la présence du clergé dans toutes les échauffourées morales, à l'importance immense de l'étiquette religieuse dans la classification des partis et même des individus. Il semble que toute cette race se soit laissé appliquer un masque colossal et qu'elle s'en accommode. — Que recouvre-t-il ?

*
* *

Ce qui fait le fond de la guerre de religion, au sens que le mot revêt dans nos sociétés occidentales, c'est que chacun des belligérants, sans être exempt, d'ailleurs, de passions et de calculs humains, éprouve une sorte de répulsion, sinon même d'effarement de conscience à l'endroit de l'autre, et pense de lui : c'est un impie. Sauf peut-être quelques archimandrites et quelques moines, qui prennent encore au sérieux le « schisme de

l'évêque de Rome », tel n'est pas communément, tant s'en faut, chez les *pravoslaves*, le secret de leur défiance à l'endroit des catholiques. Ils pensent plutôt d'eux : ce sont des étrangers. Etrangers, en effet, il faut en convenir, d'abord devant l'histoire. Les *pravoslaves* ne doivent aux « Latins » que la foulée des Croisades, l'établissement de princes de l'Occident à Constantinople, toute une série d'abus, de témérités, de hauteurs, qui leur ont montré sous le jour le plus défavorable ces frères en chrétienté. Si, parmi eux, les *raïas* forment aujourd'hui l'exception, ils ne le doivent qu'à eux-mêmes et à la Russie. A côté des souvenirs se place un fait permanent et difficilement réductible, puisqu'il procède d'une différence radicale dans l'esprit des deux cultes. Le catholicisme étant, par définition même, une religion de rayonnement sur toutes les nations, présente un caractère dangereux de cosmopolitisme aux yeux de gens qui amalgament d'instinct la foi, le rite et la nationalité. Ce caractère ressort, du reste, de traits tout extérieurs, propres à frapper l'imagination des foules, dont le plus saisissant, pour des Slaves, consiste dans l'emploi d'une langue universelle : le latin. Le « latinisme » n'a pas en propre que sa liturgie, il a aussi un calendrier. On peut s'en rapporter aux théologiens, qui nous assurent qu'entre la religion romaine et la grecque il n'y a qu'une mince cloison dogmatique : pour la masse, la cloison devient mur, dès l'instant que les fidèles sont astreints à célébrer à des époques différentes les mystères qui pourraient les rappro-

cher. Nul ne s'intéresse plus à la controverse du *Filioque*, mais un écart de douze jours entre les deux Pâques est un fait parlant. Et comme, au surplus, pour les *pravoslaves*, tous les éléments de la vie et de la pratique religieuses s'absorbent dans les manifestations de la vie nationale, ou même, à vrai dire, les constituent,— n'est pas de la « nation », n'est pas un concitoyen moral, celui qui ne célèbre pas le *Krstno Ime* ou le *Badnjak*, au jour marqué par la coutume, celui qui solennise la Résurrection dans une cathédrale, douze jours avant la Pâque qui met en branle les cloches de Constantinople au Kremlin.

Le « fanatisme » — quand fanatisme il y a — ne saurait donc s'analyser ici en cette sorte d'hypertrophie du sens religieux, qui a si longtemps affligé le corps social en Espagne, dans les pays allemands, voire en Angleterre et en France. C'est plutôt une hypertrophie de l'instinct de race. C'est par conséquent cet instinct, non des consciences, qu'il faudrait rassurer. Or le malheur veut que la religion catholique revête de plus en plus, de nos jours, ce caractère d'extranéité dissolvante dont les orthodoxes se sont toujours inquiétés. Il serait ingénu d'en chercher la cause dans le concile du Vatican : elle remonte tout simplement au traité de Berlin.

En passant sous le protectorat de l'Autriche, les intérêts catholiques — dont la France était seule chargée jadis — ont perdu en quelque manière de leur spiritualité. Quel que puisse être le détachement personnel d'un prêtre du rite romain à l'en-

droit du *Drang nach Osten*, il lui est difficile de ne pas collaborer en fait à cette poussée germanique dont Salonique est le terme. Le plus prudent se trouve placé en fausse posture, vis-à-vis des orthodoxes, par sa seule qualité de ministre d'une religion que l'Autriche s'entend mieux encore à compromettre qu'à protéger. En Bosnie, par exemple, choyés et bien payés par le gouvernement, pour peu qu'ils secondent ses vues, l'ordre des Franciscains et le clergé séculier qui se constitue lentement sous l'impulsion de Mgr Stadler sont forcément des agents de consolidation de l'établissement austro-hongrois. Leur catéchisme doit enseigner le respect du pouvoir constitué; leur zèle professionnel se flatte d'être beaucoup plus à l'aise en l'état de la dévolution actuelle de la Bosnie que si cette province était serbe. Heureux si le même zèle ne les pousse pas à des excès! Il a paru jadis, dans ce carrefour de religions, certaines publications populaires, notamment le *Srce Isusovo* (*Cœur de Jésus*) dont Mgr Stadler a, du reste, arrêté l'essor, qui n'étaient rien moins que l'adaptation accentuée de l'esprit et du ton de nos *Croix* provinciales à un milieu éminemment inflammable.

Au delà, sur toutes les routes directes ou latérales du *Drang nach Osten*, à travers les régions où les Serbes comptent des champs de bataille et des lieux de pèlerinage nationaux, en Macédoine, en Albanie surtout, une liaison, qui n'est pas purement morale et qui n'a point la gloire de Dieu pour unique objet, s'établit naturellement entre le clergé catholique et les représentants de l'Austro-

Hongrie. Le consul autrichien n'offre pas sa protection toute nue : il a le florin facile et ne demande qu'à utiliser les bonnes volontés. Refusera-t-on de sa main l'argent que la Propagande ne saurait fournir et cet argent ne deviendra-t-il point, par une pente inéluctable, le prix de l'officiosité ? C'est dans l'Albanie supérieure surtout, hier réserve de l'Empire ottoman, demain, peut-être, contrefort de la coulée germanique à travers les Slaves, que suit son cours une propagande habile et trébuchante. Il n'est guère de tribu catholique — Hoti, Castrati, Mirdites, etc. — que l'Autriche n'essaie de consoler de sa trop réelle misère par le canal de son clergé. Dans les villes, la lutte est engagée contre les écoles italiennes, avec le concours du clergé, toujours. On a vu, en 1896, l'archevêque de Scutari lancer l'interdit sur ces écoles et leur refuser même des prêtres pour l'enseignement du catéchisme. L'Italie, à cette concurrence, ne perd, en somme, qu'une partie de l'héritage moral attaché aux vieilles fondations vénitiennes sur la côte albanaise. Le monde serbe y voit une menace et appréhende que l'Albanie ne devienne une pièce de l'échiquier austro-magyar. Il suffit de jeter les yeux sur une carte pour se convaincre que le Monténégro en particulier tomberait en geôle politique, économique et militaire, si jamais l'Autriche se faisait donner ou usurpait à Scutari le mandat « d'occupation » qu'elle exerce déjà à Novi-Bazar et à Mostar.

Du côté des catholiques, ce n'est pas une invasion qu'on appréhende, sauf peut-être en Bosnie,

où le clergé fait entendre au peuple qu'il serait gêné dans l'exercice de son culte, si les Serbes venaient à récupérer cette province. Mais on est convaincu — ou l'on affecte de l'être — que la politique des *pravoslaves* est le seul obstacle à la constitution d'une « Grande Croatie » et que, par conséquent, eux aussi se conduisent en étrangers, au sein d'une société qui a besoin d'eux pour jouer son rôle dans la Monarchie. On conclut de certaines erreurs de tactique à un parti pris d'hostilité, sinon même à un conflit de tempérament, issu du *byzantinisme* que les Serbes auraient puisé dans leur éducation religieuse. L'Autriche dualiste évolue à l'aise et au mieux de ses intérêts au milieu de ces défiances, qu'elle avive. En Dalmatie, le gouvernement a longtemps fait jeu de bascule entre les partis rivaux. En Croatie, l'administration *magyaronne* ouvre volontiers ses rangs aux Serbes et les signale d'autant à l'animadversion des catholiques. Au dehors, une diplomatie persévérante travaille — comme nous en donnerons tout à l'heure des preuves — à paralyser toutes les initiatives dont l'objet est de réconcilier les fidèles des deux rites, même lorsqu'elles viennent de la Papauté. Au total, l'esprit des hommes d'Etat de Vienne et de Pesth, dans un intérêt de préservation tout politique, qui d'ailleurs se conçoit sans peine, est de spéculer sur l'existence de cette frontière religieuse, de la marquer d'un trait plus dur, chaque fois qu'ils en trouvent l'occasion, à plus forte raison d'écarter ou de tourner toute formule d'aplanissement.

*
* *

La formule est-elle pourtant si difficile à trouver, ou, pour mieux dire, n'est-ce point, par une pente inéluctable, à cet aplanissement que nous marchons? D'abord nous venons de voir qu'il ne dépend à aucun degré et sous aucune forme des théologiens, et c'est bien quelque chose que le chemin de la concorde ne risque plus d'être traversé par l'esprit sorbonnisant. Par ailleurs, dès l'instant qu'il faut chercher le ressort du conflit hors des exigences d'une foi militante, est-il téméraire de supposer que l'infiltration des idées de l'Occident fera son œuvre? Parmi les rares bienfaits dont les Slaves du Sud sont redevables au concert européen, il faut mentionner la proclamation de la liberté et de l'égalité des cultes dans les chartes internationales. Les traités de Paris et de Berlin en font l'objet d'articles explicites[1]. Le principe, né de nos sociétés occidentales, y a déjà porté presque toutes ses conséquences : nous n'attachons guère d'intérêt à sa fécondité actuelle, parce que nous nous repo-

[1] Voici le texte de l'article 35 du traité de Berlin applicable à la Serbie : « La liberté et la pratique extérieure de tous les cultes seront assurées à tous les ressortissants de la Serbie aussi bien qu'aux étrangers, et aucune entrave ne pourra être apportée soit à l'organisation hiérarchique des différentes communions, soit à leurs rapports avec leurs chefs spirituels. »

sons sur les résultats acquis de sa fécondité d'hier. Dans les sociétés jeunes et qui cherchent leur voie, il impose, malgré tout, aux gouvernements comme aux individus, une certaine direction ; si les institutions et les mœurs ne s'en pénètrent que lentement, du moins elles ne cèdent pas à la pente qu'elles auraient à s'en écarter. La diffusion de ce qu'on nomme encore dans les Balkans la « culture » fait le reste. Les jeunes gens qui ont fréquenté les Universités de France, d'Allemagne, d'Italie, s'adonnent ensuite dans leur pays aux carrières libérales ou mettent la main aux affaires du gouvernement, vivifient tout naturellement par leur exemple, leurs écrits, l'organisation moderne de l'école, ce que la formule des protocoles a d'abstrait. Chez les Croates et chez les Slovènes, la distinction des domaines spirituel et temporel, si elle n'est pas encore familière au peuple, est aussi acquise dans les milieux cultivés qu'elle peut l'être en Occident. Chez les Serbes et les Bulgares, elle ne saurait atteindre, et nous avons dit pourquoi, à ce caractère classique et en quelque sorte impérieux que nous lui reconnaissons. On n'y verra jamais, notamment, un *palladium* de la démocratie contre l'ingérence du clergé dans ses affaires, car la question que nous appelons *cléricale*, et qui procède, en somme, d'un désaccord entre l'Eglise et la Souveraineté, n'y a aucun sens. Mais elle élargira les abords de la question *nationale*, en faisant paraître que les catholiques, pris comme tels, ne sont nullement des ennemis et pas même des étrangers. Les pouvoirs publics, du reste, en Serbie et

en Bulgarie, poussent à cette réforme de l'opinion en affectant des crédits au service des cultes dissidents.

L'influence du clergé sur le peuple, qui n'a jamais été exclusive chez les orthodoxes, est en baisse dans les pays slaves catholiques. On s'en est bien aperçu aux élections dalmates de 1895, par l'impuissance à laquelle est désormais condamné, réduit à trois membres, le groupe du militant mais quelque peu encombrant abbé Bianchini. En Croatie, la dernière campagne électorale de mai a fourni au clergé l'occasion de manifester une fois de plus, et plus hardiment que jamais, sa vitalité politique. Mais on en est arrivé aujourd'hui à se demander s'il a conduit le mouvement ou s'il s'est laissé entraîner par lui ? Question qui eût paru oiseuse il y a seulement quelques années, tant son rang de bataille était incontestable ; à présent, problème de psychologie politique et même sociale que nous avons effleuré[1]. En deux mots, le clergé croate est en passe de se trouver compromis à la fois vis-à-vis du gouvernement et vis-à-vis du peuple. Oppositionnel de tempérament et de tradition, il commence à être traité par le pouvoir à peu près comme le curé français soupçonné de « pression cléricale[2] » ; en général bien prébendé

[1] Voir plus haut : *le Conflit serbo-croate*.

[2] Voici un extrait d'une circulaire soi-disant confidentielle adressée, le 4 juin 1897, par le *veliki zupan* (préfet) d'Agram, aux sous-préfets et maires ses subordonnés — sous le n° 218 :

« ... J'appelle votre attention sur ce point que le clergé a exercé une grande influence sur l'opposition et a fait tourner son ministère religieux à des fins politiques. Veuillez, dans un rapport,

et privilégié de la fortune terrienne, le mouvement agraire qui se dessine en Croatie l'enveloppe dans la défiance qu'inspirent au paysan les « autorités sociales » quelconques. Se jettera-t-il du côté du gouvernement, en aversion de ces nouvelles tendances ; cédera-t-il, au contraire, à la force de cet *ambiente* saturé d'antisémitisme et quelque peu insurrectionnel ? Il est douteux en tous cas qu'il reste à l'état de force compacte, à plus forte raison de force dirigeante, au milieu des difficultés que lui crée ce dilemme.

Depuis longtemps, d'ailleurs, dans les hautes sphères ecclésiastiques, les relations sont empreintes de cette tolérance qui va au-delà des personnes, et, généralisée, permettrait aux deux rites de coexister sans heurts. Strossmaier, il y a quelques années, envoie un télégramme retentissant au comité orthodoxe de Kiev, à l'occasion du millénaire des SS. Cyrille et Méthode, et la politique dénature si bien cet acte d'affabilité chrétienne qu'il lui vaut une algarade de l'Empereur ; son plus intime ami et collaborateur, feu le chanoine Racki, président de l'Académie d'Agram, s'impose aux érudits russes, serbes et bulgares, par sa profonde

énumérer soigneusement tous les cas où les prêtres se sont rendus coupables de ces abus, soit en faisant jurer les hommes de voter contre les candidats de la *Narodna stanka* (parti du gouvernement), soit en excitant les femmes, soit en célébrant la messe ou en prononçant des sermons pour le succès de l'opposition, etc. »

Une circulaire, postérieure d'une quinzaine de jours, ajoute : « Pour que votre rapport soit plus exact, interrogez, sur les agissements du clergé, les *instituteurs*... » C'est un peu la physionomie des enquêtes électorales françaises.

équité d'historien. Le fondateur du parti croate en Dalmatie, Pavlinovic, polémiste et orateur célèbre, a éprouvé, dans sa jeunesse, les ardeurs d'un nationalisme moins restreint : on a de lui une photographie, tirée à un grand nombre d'exemplaires, qui le représente les mains dans celles d'un pope également patriote et lettré, Sundecic, et le document, jadis, eut son heure de célébrité. L'archevèque actuel d'Antivari ne fait point clicher ses opinions : mais elles n'en sont pas moins publiques et stables. Au-dessus de ces bonnes volontés particulières, qui ont autrefois tracé leur sillon, ou indiquent aujourd'hui la voie à la jeune génération ecclésiastique, plane l'action officielle de la Papauté. On peut assurer que, si les vues personnelles de Léon XIII n'étaient pas desservies par une fraction de la hiérarchie intermédiaire, la pacification religieuse de la péninsule aurait, au Vatican, son plus éminent collaborateur.

Le Pape est entré dans la voie des Concordats. Il en a compris la nécessité. L'institution de vicariats apostoliques en Serbie et en Bulgarie est peu conforme à ce qu'exige dorénavant le milieu. Le mot seul de « missions » rend un son désagréable aux oreilles des *pravoslaves*. Chez plus d'un la fierté personnelle et même la fibre chrétienne entrent en branle à l'idée que Rome continue à nourrir vis-à-vis d'eux un plan de « conversion » ; qu'elle en fait, en tous cas, des clients de la Propagande, à peu près au même titre que les indigènes de la Nouvelle-Zélande et les fétichistes de l'Ouganda. Et puis, il ne faut point se lasser de le

répéter : le mécanisme même de l'administration ecclésiastique en place trop souvent les éléments directeurs sur le territoire de l'Austro-Hongrie. Les quinze à vingt mille catholiques de Serbie, par exemple, relèvent de l'évêque de Djakovo. Le *statu quo* permet par là au gouvernement de Pesth d'avoir une main dans les affaires de ce pays. Quand même il s'en abstiendrait — et nous verrons à l'instant que tel n'est pas son cas — il est vraiment trop humain que le missionnaire soit considéré comme son agent, à tout le moins comme son allié. Ainsi pensent, et non sans sujet, les orthodoxes de presque tous les Franciscains répandus dans le Balkan. Il n'y a qu'un moyen de couper court aux abus comme aux préventions. C'est d'accréditer officiellement, auprès de chaque Etat balkanique, un clergé qui jouisse de son autonomie et ne relève que de Rome. Le peuple lui refusera encore, sans doute — et pendant longtemps — la plénitude du caractère national : un lien précis et correct le rattachera néanmoins à la nation. Qu'à la tête de chacune de ces petites hiérarchies ecclésiastiques on place un homme dont le patriotisme ne puisse être suspecté : ses relations avec l'Etat orthodoxe n'auront rien que de facile et peut-être même de fructueux.

En théorie comme en application ce programme est déjà atteint par le concordat passé, il y a quelque dix ans, entre le Saint-Siège et le Monténégro. Le texte en pourrait servir de modèle à tout instrument de même nature. L'esprit en a été spontanément et fort heureusement manifesté

par la promotion de M[gr] Milinovic, franciscain dalmate, au siège archiépiscopal d'Antivari. Cet archidiocèse sans cathédrale, et même, à vrai dire, pauvre en chapelles — à Cettigne, on dit encore la messe dans une chambre, — constitue du moins, au moral, le prototype d'un établissement catholique dans les Balkans. M[gr] Milinovic est *persona grata* à la petite Cour et révéré par la population orthodoxe. Il ne doit point ces avantages à ses seules vertus. Il a pris très au sérieux sa qualité de prélat *monténégrin* et il ne manque même pas à son auréole une certaine tension de rapports avec l'Autriche, qui lui a retranché sa retraite d'ancien professeur de séminaire en Dalmatie.

Des négociations à fin de concordat étaient en cours, au printemps dernier, entre le Saint-Siège et la Serbie. Le ministère radical, qui a dû démissionner en octobre, se montrait disposé à les poursuivre, par le même motif qui avait aiguillonné la diplomatie monténégrine : la préoccupation d'éliminer un des moyens d'insinuation de l'Autriche. Qu'en adviendra-t-il, sous le ministère Gjeorgevic, qui paraît plutôt enclin à s'inspirer des conseils de cette puissance, et qui compte la présence du roi Milan à Belgrade parmi ses dons de joyeux avènement? L'Austro-Hongrie, depuis plus de quinze ans, traverse tous les projets concordataires. En feuilletant quelques pages du dossier de son action politique en cette affaire, nous ne pensons pas seulement offrir à nos lecteurs la primeur de documents assez curieux ; ils y trouveront la clef

de la situation qu'on appelle improprement *religieuse* dans cette partie de la péninsule.

Il est assez bizarre de trouver, à l'origine de ces pourparlers concordataires, une lettre pleine d'onction du roi Milan. Pressenti par Mgr Strossmaier, il écrit à l'illustre prélat, à la date des 31 mars-12 avril 1882 :

« Le nouveau royaume comprend qu'un des premiers devoirs que lui impose sa situation aujourd'hui plus élevée est de sauvegarder ce respect de la liberté de conscience et des divers rites religieux par lequel la Serbie s'est constamment distinguée jusqu'à ce jour (?) et qui forme la gloire de notre siècle éclairé (*sic*). C'est pourquoi je contemple d'avance avec satisfaction les services que Votre Excellence pourra rendre à mon gouvernement auprès du Saint-Siège, pour le règlement de la situation des catholiques de Serbie. »

On n'est pas plus engageant. Justement, l'année suivante, une occasion se présente pour l'évêque de Djakovo, grand partisan de la détente religieuse entre Slaves, de faire étudier par un missionnaire de confiance, le R. P. Tondini, barnabite italien, les dispositions du clergé et du monde politique serbes. Des milliers d'ouvriers, venus du Piémont et des Pouilles, sont employés à la construction de la ligne Belgrade-Nisch-Vranja ; rien de plus naturel que le vicaire apostolique de Serbie charge un de leurs compatriotes de leur porter les secours ou les encouragements de la religion. Et cependant, dès l'abord, la diplomatie autrichienne prend ombrage : « Je ne trouve aucune raison *de droit*,

lui écrit M. de Khevenhüller, ministre d'Austro-Hongrie à Belgrade, le 22 avril 1883, pour *permettre* une telle mission. Mes supérieurs, le Ministère impérial et royal des Affaires étrangères sont, sur ce point, entièrement d'accord avec moi. » On fait même intervenir la nonciature, qui télégraphie à Mgr Strossmaier de retenir le P. Tondini *ad graviora et molesta incommoda vitanda, in ordine tam religioso quam politico.* La prohibition est levée, du reste, sur les instances énergiques de l'évêque, le 5 mai suivant.

A Belgrade, le P. Tondini n'a point à se plaindre de l'accueil du gouvernement, du haut clergé, des hommes politiques avec lesquels il confère. Le roi Milan lui accorde une audience et lui dit en propres termes : « Un concordat est une *nécessité* pour la Serbie. Sa dignité exige, depuis qu'elle est érigée en royaume, que le chef spirituel de quinze mille catholiques ne réside pas à l'étranger. » — Mais c'est tout justement la déclaration de principe contraire que le missionnaire entend à la légation austro-hongroise : « J'ai cru devoir, lui avoue M. de Khevenhüller, m'opposer à votre mission, parce que c'est un *principe* de notre politique, hérité de Schwarzenberg et de Metternich (*sic*), que nous exercions, du fait de la juridiction d'un évêque *autrichien*, une sorte de contrôle sur les catholiques de Serbie. »

M. de Khevenhüller serait-il donc un enfant terrible, un séquestre trop bavard de l'héritage de Schwarzenberg et de Metternich ? Nullement : il ne fait que refléter la pensée du ministère impérial

et royal en des termes qu'un peu plus tard M. de Kalnocky s'approprie et même dépasse. On en trouve la preuve dans le rapport adressé par M[gr] Strossmaier à la nonciature, à la suite d'entretiens qu'il a eus à Vienne, en 1884, avec le roi Milan d'abord, puis avec le ministre des Affaires étrangères. Plus d'un passage de ce rapport est à citer dans son texte : il y a du reste des choses qui gagnent à être lues en latin.

L'évêque de Djakovo affirme qu'il tient de la bouche même du roi Milan la déclaration suivante : *Meâ et gubernii mei plurimum interest ut catholica res in Serbiâ in præcario præsenti et desolato statu diutiùs non remaneat* [1]. Mais comme il s'en ouvre à M. de Kalnocky, celui-ci s'étonne de n'avoir pas été mêlé en tiers à cette négociation, laissant à entendre, au surplus, qu'il fait son affaire de modifier les dispositions du roi : *Dolet mihi quod, antequam regem adiisses, cum eodem ipso de hisce gravibus negotiis locutus non fuissem ; certus sum quod hoc in casu rex sententiam mutasset et longe aliter locutus fuisset* [2]. — Son Excellence est-elle donc hostile au principe d'un concordat entre le Saint-Siège et une Puissance étrangère ? Entendons sa réponse : *Hac de re longiore adhuc tempore nullam mentionem esse posse. Nostri juris, nostri-*

[1] Il est éminemment de mon intérêt et de celui de mon gouvernement que les affaires des catholiques en Serbie ne restent pas plus longtemps dans cet état précaire et déplorable.

[2] Je suis fâché de n'avoir pas entretenu le roi de ce sujet si grave, avant que vous n'eussiez une conférence avec lui. Très certainement il eût changé d'avis et vous eût tenu un tout autre langage.

que commodi est omnem rei ecclesiasticæ mutationem non solum in regno Serbiæ, sed etiam in principatu Montenegrinorum impedire[1].

Telles furent les phases les plus intéressantes d'une affaire qui traîne depuis 1882, et dont on peut apprécier maintenant si son ajournement *sinè die* est le fait du « fanatisme » orthodoxe. Nous y avons insisté parce qu'elle montre en raccourci ce qu'on appelle bien improprement le « protectorat » religieux de l'Autriche dans la péninsule. Il nous reste encore à constater d'autres effets de la formule *Divide et impera*, étendue au domaine spirituel.

* * *

La Papauté actuelle a eu la sagesse de préluder à la régularisation de ses rapports avec les Etats slaves balkaniques par une mesure qui, généralisée, et surtout sincèrement appliquée, ne manquerait pas de produire les plus heureux effets. Aucune frayée diplomatique ne vaut la confirmation expresse, par Léon XIII, de l'antique privilège de l'Eglise slave d'avoir une liturgie dans sa propre

[1] Avant très longtemps, il ne saurait être question même de cette éventualité (le Concordat). C'est notre droit (!), c'est notre intérêt, de nous *opposer* à toute modification du *statu quo* religieux *non seulement en Serbie, mais même dans la principauté de Monténégro*.

langue. Dans ce milieu, la langue est un instrument de classification à deux tranchants : elle rapproche ou elle divise ; elle élargit ou rétrécit, dans une mesure que nous avons peine à concevoir, les compartiments moraux. L'emploi du latin, dans les temples catholiques, restera toujours un des éléments principaux de cette extranéité qui répugne aux *pravoslaves*. Il est déjà banni du rite *uniate*, au profit de la vieille langue liturgique, le *paléo-slovène*, qui fut celle des SS. Cyrille et Méthode avant la disjonction des Eglises. Son élimination progressive n'est donc qu'un retour à un passé d'union ; tous ceux qui éprouvent pour le monde slave un intérêt éclairé souhaitent qu'elle s'étende à tous les diocèses des Balkans, à ceux tout au moins où les deux cultes coexistent. De leur avis, le jour où ces deux cultes ne seraient plus célébrés qu'en une seule langue, la pierre d'achoppement aurait été entamée[1].

Selon la règle de discipline confirmée et rajeunie par le Pape actuel, il est loisible au curé de chaque paroisse, sous l'agrément de son évêque, d'user du *paléo-slovène* pour la célébration de la messe, le

[1] Le journal *Jedinost*, de Trieste, a rapporté un cas significatif de la répercussion de ces questions de langue sur la solidité même du lien confessionnel. Trente pères de famille *catholiques* slovènes ont fait inscrire leurs enfants à l'école locale *orthodoxe*, pour que ceux-ci reçussent l'instruction élémentaire en slave. L'un d'eux a même abjuré, avec tous les siens, parce que le clergé romain, très féru, à Trieste, d'italianisme, imposait à ses fils l'étude du catéchisme en italien. — L'article a paru sous le titre : *Phénomènes tout à fait naturels* ; ils ne sont point étranges, en effet, pour qui sait l'intensité du *nationalisme* slave.

rituel et la récitation du bréviaire, — et même de la langue vulgaire, quant à l'Evangile, à l'Épître et aux prières courantes. Dans certains diocèses, la faculté devient une prescription. L'archevêque actuel d'Agram, Mgr Posilovic, au temps où il était évêque de Segna (Croatie maritime), a publié une lettre pastorale dans laquelle il se réclame formellement de l'ordre du Pape pour imposer à son clergé le missel *paléo-slovène*, ajoutant que, dans un avenir prochain, telle serait vraisemblablement la volonté signifiée par Rome, non seulement à tous les évêques de Croatie, mais au monde catholique jugo-slave.

Il ne serait certes pas besoin d'injonction, en cette matière, si la mauvaise volonté de la hiérarchie intermédiaire et la sourde opposition de l'Autriche ne traversaient, même sous des formes peu dignes, ce qui est manifestement le dessein de Léon XIII. Le Pape fait imprimer à ses frais, dans les ateliers de la Propagande, un grand nombre de nouveaux Missels, ce qui indique assez qu'il entend aller au-devant des besoins dont il a autorisé l'expression. Mais quand l'archevêque d'Antivari en réclame pour son pauvre diocèse, on lui répond que l'expédition en a été faite et qu'on attendait plus tôt l'accusé de réception. Comme par hasard, les missels ont échoué dans l'arrière-boutique d'un libraire de Zara, où l'on finit par les retrouver. — On interpelle un jour un archipêtre de San-Girolamo, Crncic, membre de l'Académie jugo-slave, que le Pape a chargé de mettre au point la seconde édition de la liturgie *paléo-slovène* : pourquoi les malheureux curés d'Istrie, de Dalmatie, de Croatie,

qui demandent des exemplaires de cette seconde édition, s'entendent-ils toujours répondre qu'elle n'est pas prête? — « Je puis vous en montrer des piles, dit Mgr Crncic. Seulement un *veto* est venu de Vienne, par les canaux que vous soupçonnez. »

Bien servie au Vatican, il est tout naturel que la politique austro-hongroise trouve des instruments parmi les évêques qui sont plus ou moins ses créatures. Le haut clergé dalmate passe pour se distinguer dans cette résistance cauteleuse aux intentions pontificales. L'ancien archevêque de Zara, Mgr de Maupas[1], qui n'avait probablement pas la divination, ni même le sens de la communion franco-slave — bon homme, au demeurant, et même prélat distingué, — se montrait délibérément *réfractaire*, et il a légué, assure-t-on, un peu de cet esprit à son successeur, Mgr Rajcevic, et aux suffragants de ce dernier. — Par contre, le curé de village, le vicaire et, en général, la jeunesse ecclésiastique, en contact avec le peuple des deux rites, imprégné des besoins de ce qui commence à être la démocratie *nationale*, importunent, par leurs demandes de missels, les secrétariats des évêchés. Il est même résulté de ce dissentiment certaines petites insurrections de séminaire, moins méchantes, au surplus, que symptomatiques. Au fond de ces sortes d'affaires, on retrouve en somme l'éternelle rencontre des sèves abondantes et des opinions canalisées, ce je ne sais quoi qui a mis si souvent aux prises le catholicisme administratif et

[1] Il était fils d'un Français qui s'était établi dans le pays à la suite de Marmont, et parent éloigné de l'ancien préfet de police.

la poussée populaire. Ne doutons pas d'ailleurs que l'avantage, à la longue et comme toujours, ne reste à la jeunesse, d'autant qu'elle peut se couvrir, encore un coup, de l'esprit de la Papauté[1].

On ne peut que favorablement augurer d'une cause servie par des forces non seulement diverses, mais rivales. Il est remarquable que les progrès de l'indifférence en matière religieuse et l'orientation actuelle de la politique pontificale concourent à procurer au Balkan une pacification tardive. Il dépend, dans une certaine mesure, des auxiliaires de la Papauté de prendre le pas sur l'autre facteur. Ce n'est pas seulement affaire de tenue morale et de préservation du contact enveloppant et compromettant de l'Autriche. Il faudrait qu'une sorte de révolution s'opérât — elle est déjà accomplie chez plus d'un excellent prêtre — dans la façon d'envisager le problème confessionnel en relation avec les intérêts supérieurs de la race. Ce n'est pas au premier plan, c'est en quelque manière dans le

[1] Les hommes politiques d'Austro-Hongrie, qui n'admettent pas qu'en pays slave la langue de l'Eglise se rapproche de celle du peuple, déclarent ce rapprochement édifiant et salutaire dès qu'ils y trouvent leur intérêt. A l'instigation du gouvernement de Pesth, un certain nombre de catholiques uniates demandèrent, il y a quelques mois, que leurs offices fussent célébrés en *magyar*, et leur évêque eut la faiblesse d'y consentir. Il fut désavoué par la Congrégation des rites, reçut injonction de brûler les nouveaux livres liturgiques et fut mis en demeure de suspendre les prêtres qui persisteraient à s'en servir. — Il n'y a, du reste, aucune contradiction entre cette mesure et celle que le Pape a cru devoir prendre à l'endroit des Slaves. Le *vetero-slovène* est une très vieille langue *liturgique*, consacrée par l'apostolat des saints Cyrille et Méthode. Le *magyar* est une langue profane, qui n'a jamais figuré dans un rituel.

« jardin secret » des âmes vraiment sacerdotales qu'il convient de placer l'idéal de l'union des Eglises. Un croyant ne saurait renoncer sans doute à l'avance, et au nom des générations futures, à cette conception du rayonnement universel de la chaire de Saint-Pierre. Mais si jamais un objet aussi colossal peut être atteint, on ne saurait se l'imaginer précédant une cristallisation d'ordre naturel. Les Albanais disent : « Dieu a créé les nations avant les religions. » Aucune formule n'est plus adéquate à la pensée intime des Slaves du Sud, et ils sont d'autant plus fondés à s'y tenir que chez eux, jusqu'ici, la religion a eu le détestable effet de diviser la nation.

Le catholicisme restreint, dans la péninsule, à *sa* politique et à *ses* intérêts, profitant de tout et de tous à ses fins exclusives — comme il est arrivé en Bulgarie, au cours de la crise qui a précédé la constitution de l'Exarchat, — complaisant à l'Autriche seule, et payant sa protection de menus services, se heurtera infailliblement à l'esprit, aux traditions, aux préventions des *pravoslaves*. S'il paraît inviter, de surcroît, à l'union confessionnelle, mêlant la mystique et la dogmatique au trop réel fatras des intrigues, on lui répondra et on lui répond tous les jours qu'il tend un piège, piège assez grossier, d'ailleurs, pour que nul, sauf peut-être quelques paysans bosniaques, n'y tombe. Et comme il arrive dans les démêlés de ce genre, qui prêtent à l'épanouissement de l'injustice et de la brutalité, ces réponses s'adressent à ceux qui les méritent le moins : à Strossmaier, slavophile par

excellence, auquel un journal de Belgrade lance cette apostrophe : « Ni Cyrille, ni Méthode ne furent des moines allemands ! » — au Pape même, dont la caricature paraît, dans un autre journal, affublée de l'écriteau : *Germanija*. Le chemin de la conquête morale doit faire un détour. La propagande toute nue tombe dans le vide, on éveille d'ataviques susceptibilités. Il faut que le catholicisme devienne, dans la péninsule, un auxiliaire de l'esprit national ; que le prêtre, non seulement échappe à la suspicion, mais se montre utile, et sous ce rapport. Est-ce donc lui demander de descendre au-dessous de cette plate-forme absolue où le place sa mission surnaturelle ? Il ne se pose guère cette question en France, depuis quelques années, si avide de plaire à la démocratie et de s'infléchir à ses aspirations que beaucoup prennent pour une injure le conseil de rester dans leurs sacristies. — Idée « démocratique » ou idée « nationale », c'est toujours la voix du peuple qui monte et qu'il faut écouter à temps.

Est-il assuré, d'ailleurs, que, dans l'état présent de la péninsule, l'union au siège de Rome — si je ne sais quel miracle la pouvait procurer — soit chose désirable ? S'imagine-t-on, par exemple, que les Bulgares, prêts à devenir *uniates*, en 1869, par dépit de la résistance du Patriarchat, eussent été autre chose que des catholiques de statistique ? L'Eglise ne compte déjà que trop, en France, en Italie, en Autriche, de fidèles de cet esprit, et ne peut que perdre à en étendre le nombre ; — de même, soit dit en passant, que si les Russes prétendaient s'agréger politiquement la Serbie et la

Bulgarie, ils ne feraient que recruter des éléments révolutionnaires. Encore un coup, nous sommes en présence d'un monde à part, qui s'enfante péniblement, à travers mille difficultés et une histoire déconcertante entre toutes. Il faut le laisser arriver à la personnalité, avant de prétendre en disposer, sous le rapport religieux. Il faut même l'aider à naître. La question du nouveau baptême, si jamais elle doit être posée, ne saurait l'être que plus tard, et par ceux qui auront collaboré à l'enfantement.

Au total, ce fameux *imbroglio* confessionnel, dont on fait grand état pour démontrer que le Balkan slave se condamne de lui-même à l'émiettement et au chaos, repose sur des données assez simples. De fanatisme, au sens moral et historique que nous entendons, il n'y en a nulle part. Seulement, d'un côté, le concept de nationalité-religion qui est propre aux *pravoslaves* ne se plie pas encore à notre *distinguo* occidental, qui sait faire leurs parts respectives au spirituel et au temporel; et l'on n'aperçoit pas assez, chez eux, combien l'habitude de cette distinction ôte de venin aux débats proprement politiques. De l'autre, il manque aux catholiques de savoir se tenir plus en marge de l'action officielle ou secrète de l'Austro-Hongrie. Ecartez, en un mot, de ces conflits prétendus insolubles, l'expression d'intérêts qui n'ont de religieux que le masque, autrement dit l'élément variable et subordonné à tous les retours des circonstances et de l'opinion, un peu de l'esprit de l'Occident, des concordats et l'unification de la langue liturgique en auront raison.

CHAPITRE VI

LES SYMPTOMES ACTUELS

Sommaire. — Le *Drang nach Osten;* son esprit, ses formes, ses ressources. — Ses progrès en Bosnie et dans la péninsule. — Les colonies allemandes en Croatie et dans la Hongrie méridionale. — La *Sud-Armée.* — Le *pangermanisme*, la crise autrichienne et ses enseignements. — La réaction; sous quelle forme peut-elle se produire? — L'incorporation de la Croatie à la Cisleithanie serait d'une importance internationale. — Est-elle possible? — Les Slovènes et les Croates au dernier congrès de Laybach. — L'allocution de M. Hribar. — Rapports officiels de la Bulgarie et du Monténégro. — La *Ligue balkanique.* — « *Narodna misao.* » — Quelques lettres.

L'année qui vient de finir, et que les grandes Puissances, d'accord, semblent avoir consacrée à une douteuse apothéose de la Paix, nous laisse du moins un double enseignement, contre lequel aucune déclamation ne saurait prévaloir. L'Empire d'Allemagne tend à devenir de plus en plus le conseiller diplomatique, le courtier financier et l'éducateur militaire de l'Empire ottoman. Les Allemands d'Autriche regimbent contre la loi des majorités parlementaires, aujourd'hui retournée contre

eux au *Reichsrath* viennois, et entretiennent, de l'extrême frontière de la Bohême au sud de la Styrie, une agitation qu'on est bien obligé de qualifier *pangermaniste*. Et ces deux faits, désormais publics, paraissent se tenir par un certain lien, si l'on tient compte d'un troisième, plus complexe, déjà ancien, moins connu, nous voulons dire le cheminement de l'Allemand à travers la péninsule balkanique. En France, déshabitués — on pourrait presque dire désabusés — de la politique d'audace et d'envergure, nous avons peine à en croire nos voisins capables, ceux-là surtout qui, par l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine, suivant de près la proclamation de l'unité nationale, semblent avoir atteint, en fait d'ambitions, cette plate-forme à laquelle se tiennent les sages. Ce peut être vrai de l'Allemagne impériale, constitutionnelle, politique enfin, et nous ne prétendons point qu'il entre dans les plans de Guillaume II d'établir une chaîne d'Etats germaniques (ou même d'en tracer le profil à ses successeurs) qui s'étende des bords de l'Elbe au bas Danube et au Vardar. Mais nous croyons au contraire que l'*Allemagne-race*, qui est aujourd'hui très authentiquement représentée, sur toute cette étendue géographique et même plus loin, est résolue à s'assujettir ce domaine, et qu'elle y travaille, et qu'elle a déjà obtenu des succès; — bref, que sa querelle vidée et ses précautions prises du côté de l'Occident, elle est en pleine marche du côté de l'Orient, en voie d'exécution rapide et méthodique du programme: *Drang nach Osten!* On peut discuter à perte de vue si la menace est à

notre adresse ou à celle de nos neveux; si même il y a menace, la nature de nos relations avec l'Allemagne de demain n'étant pas encore bien définie. Le *Drang nach Osten*, en tout cas, vaut au moins une courte méditation : c'est un « phénomène », comme on dit dans le langage politico-scientifique du jour — et un grave.

Nous n'avons nullement l'intention d'en décrire les phases, et moins encore la physionomie actuelle par le menu. Le sujet comporterait des développements d'autant plus longs qu'à notre connaissance du moins aucune publication française ne l'a embrassé dans sa complexité. Il est dépecé vaille que vaille dans quelques articles ou dans des monographies, dont l'auteur, étudiant un point du Balkan, ne peut pas s'empêcher de constater qu'il y trouve un peu d'Allemagne : langue, colons, intrigues, commerce surtout. Chez les Slaves, au contraire, la question est tenue à jour. La presse russe, surtout celle d'avant-garde, le *Sviet*, les *Novosti*, le *Novoie Vremia*, les *Peterbourgskia Vedomosti*[1], se considérant un peu comme la patronne

[1] Ce journal, par exemple, ne craignait pas, au mois de novembre dernier, à la veille de l'augmentation du budget que préparait M. de Kallay, de porter sur l'administration de la Bosnie et de l'Herzégovine ce jugement sommaire :

« Au XVII[e] siècle le célèbre écrivain serbe Karadjitch trouvait modèle la justice turque. On sait aussi que devant ces deux derniers siècles la Turquie tombe au dernier degré de comparaison. Et cependant il y a de nombreuses voix qui, en comparant la justice austro-hongroise en Bosnie et Herzégovine, la trouvent de beaucoup inférieure à celle des Turcs. Quelle triste constatation qu'un Etat chrétien et qui se glorifie de sa civilisation du XIV[e] siècle soit inférieur aux barbares turcs ! »

de l'orthodoxie slave dans la péninsule, depuis que la diplomatie officielle paraît s'en désintéresser, y suit d'assez près la marche de l'Allemand. Les Slaves du Sud, qui en sont les témoins immédiats et qui appréhendent d'en devenir irrémédiablement les victimes, fourniraient la plus précieuse contribution à l'histoire *vécue* du *Drang nach Osten*, s'ils disposaient d'un plus grand nombre de journaux et surtout si ces journaux étaient lus en Europe. Quelques indications, quelques épisodes, choisis autant que possible en marge des rapports et des statistiques officiels, documents dont la source, presque toujours allemande ou austro-hongroise, indique assez l'esprit, — c'est tout ce que le cadre de ce livre nous permet de leur emprunter.

Ce qui se passe en Bosnie, par exemple, est caractéristique. Théoriquement, selon le traité de Berlin, l'Autriche a été chargée d' « occuper » cette province, de l'administrer au civil et au militaire, la suzeraineté nominale étant réservée au Sultan. Dans la pratique, l'esprit de cette convention internationale n'est respecté qu'en un seul point : les agents consulaires établis à Serajevo n'ont pas besoin de l'*exequatur* du gouvernement austro-hongrois; par là ils jouissent d'un peu plus d'indépendance et peuvent se considérer comme des surveillants, plutôt que comme des agents accrédités, s'ils ont du zèle. En tout le reste, la Bosnie est traitée comme une colonie, et les droits inhérents, selon toutes les règles du Droit public, à la suzeraineté, celui de lever des troupes, par

exemple[1], ont été transportés à l'Empereur François-Joseph. On montre aux touristes les chemins de fer, les routes, les hôtels « surveillés par le gouvernement », les nouveaux monuments publics, tout le décor enfin d'une civilisation qui pèse sur le paysan bosniaque beaucoup plus qu'elle ne lui est utile. Leur montre-t-on tous les militaires, dont le nombre est absolument disproportionné à ce qu'exige un service d' « occupation » ; peut-on, au même point de vue, essentiellement pacifique et administratif, justifier l'augmentation croissante du nombre des forteresses tout le long de la frontière monténégrine et surtout dans l'ancien sandjakat de Novi-Bazar, éperon dont l'importance stratégique est double, puisqu'il commande la route de Salonique et se dresse tout à la fois entre le Monténégro et la Serbie ?

Occupation, le mot, en vérité, est charmant. Ce ne sont pas seulement les fonctionnaires et l'armée, ni même les industriels, les débitants, les pionniers austro-hongrois qui occupent la Bosnie. L'Allemagne du Nord, la Bavière, le Wurtemberg y déversent chaque année des colons agricoles, et par milliers. Nous aurons à insister plus tard sur les conséquences sociales de cette immigration. Au point de vue *national*, comme une émigration en est la contre-partie, il n'est pas difficile de prévoir qu'un temps viendra où les conditions ethnographiques de la Bosnie seront transposées. Déjà, aux environs de Serajevo, au nord et à l'est

[1] Ce sont des bataillons *bosniaques* qui, tout récemment, ont chargé la foule à Graz.

de la province, on voit s'élever de nouveaux villages ; on entend aussi des noms nouveaux : Rudolfsthal, Windthorst, qui ne semblaient pas prédestinés aux *Orientales* de la politique. A Nevesinje, en Herzégovine, proche de la frontière du Monténégro, toute une colonie allemande s'installe, il y a une année à peine, d'un bloc. Et il en va de même en maint endroit, sans que les feuilles austro-hongroises, sans même que les statistiques officielles en fassent mention.

Autrefois, sur la rive gauche de la Save, en Croatie, en Slavonie, dans le Syrmium, zone intermédiaire entre les pays proprement autrichiens ou hongrois et la Bosnie, l'Allemand ne faisait guère figure que dans l'aristocratie ou dans l'armée. Aujourd'hui beaucoup d'immigrants à destination de la province « occupée » s'arrêtent en chemin. Ceux qui disposent de capitaux fondent une maison de commerce, achètent des terres, louent une auberge (*burtia*, *krtchma*). La *burtia* slave s'appelle dorénavant *Gasthaus :* il n'existe pas une conception ou politique, ou nationale, qui ne gagne à s'appuyer sur le mastroquet. Le commerce, non seulement à Agram et à Essek, mais dans les villes de second ordre, à Brod, à Djakovo, à Vinkovce, à Mitrovitza, est entre les mains d'Allemands ou d'Autriche, ou de Hongrie, ou même de Bohême, Juifs pour la plupart. Il y a quelque temps, passant, un dimanche, dans la grosse bourgade d'India, sur la ligne de Pesth à Belgrade, à l'extrémité de cette magnifique presqu'île que forme le Syrmium, nous fûmes frappés de la physionomie

de la rue, et surtout du petit nombre de personnes qui prenaient le chemin de l'église orthodoxe. Nous demandâmes au gardien de l'église : « Combien de *pravoslaves* ici? — Sept cents. — Et de *Schwabes* (Allemands) ? — Quatre mille. » De l'autre côté du Danube, c'est bien autre chose encore. L'élément allemand est presque compact autour de Titel, de Weisskirchen, de Pancsova. Sur le Danube même, il a érigé des villes où il est exclusivement chez lui, la nouvelle Pancsova, par exemple. Toute cette région — Syrmium et ancien banat de Temesvar — n'était peuplée que de Slaves au milieu de ce siècle. On n'observera pas sans intérêt, au point de vue des éventualités politiques, qu'elle se développe tout le long de la frontière serbe.

On peut juger, du reste, de l'importance de ce courant d'immigration à la progression formidable du chiffre des protestants en Transleithanie. La statistique de 1890 accusait déjà, sur l'étendue du royaume de saint Etienne, 2.225.126 calvinistes et 1.204.400 luthériens. Réunis ils forment aujourd'hui une masse de plus de 4.200.000 personnes. Il fut un temps où la Hongrie patriote aurait protesté contre cet envahissement. Aujourd'hui, engagée à fond dans la politique triplicienne, elle s'en accommode, elle y trouve même son avantage. Un journal de Budapesth, *l'Orient*, faisait ressortir, il y a quelques mois, que ces Allemands étaient devenus excellents sujets hongrois. Excellents sujets hongrois, c'est peut-être beaucoup espérer ; mais renfort à la fois ethnique et confessionnel

contre les Slaves, nul n'est tenté d'en disconvenir[1].

C'est une autre statistique qu'il faudrait consulter pour connaître le chiffre exact de l'émigration allemande dans les Balkans proprement dits. Elle n'est malheureusement pas publique. Il existe à Berlin, sous le nom de *Deutsches Schulverein*, une société qui compte environ 40.000 membres, répartis en dix-huit groupes provinciaux et quarante autres groupes subsidiaires, dont l'objet est de faciliter à tous les Allemands la mise en pratique individuelle du *Drang nach Osten*. Son budget passe cent mille marcks. Elle a des agents spéciaux — le Dr Goertz, entre autres — qui vont relever sur place la topographie agricole et commerciale des régions qu'on lui signale comme propices à des établissements allemands. Il n'est guère de colon qui ne soit connu d'elle, ou de la *Südmarck*, ou d'autres sociétés similaires. Tout ce mouvement est si bien concerté et se relie si naturellement à des centres propulseurs qu'on en pourrait donner l'exacte mesure, si ces sociétés montraient leurs livres. Tels sont les cadres et les ressources de ce qu'on nomme couramment en Allemagne la « Sud-

[1] Nous continuons à envisager, bien entendu, l'Allemand et le Hongrois en tant que *races*, fatalement associées par les intérêts politiques et économiques contre les Slaves. A l'état individuel et même à l'état de groupe parlementaire, ils ne laissent pas de se témoigner une sincère antipathie On l'a bien vu au cours des débats du *Reichsrath*, en novembre, par l'obstruction qu'a faite le parti Schœnerer au renouvellement du compromis avec la Hongrie. — Sur le territoire croate-slavon, il n'est pas rare que l'opposition recueille les suffrages des Allemands, sauf, bien entendu des Israélites, qui sont essentiellement *magyarons*, sans distinction d'origine.

Armée ». Quant aux résultats, ils varient avec le degré de résistance, comme aussi avec l'étendue des tentations qu'offre le milieu. Le Monténégro, par exemple, est tout à fait réfractaire à la colonisation agricole, non pas tant à cause de son défaut de fertilité — il y aurait sans doute, pour un Allemand, « quelque chose à faire » dans la partie annexée à la suite du traité de Berlin, et singulièrement autour de Podgoritza — qu'en raison des précautions très sages qu'a prises la principauté contre tout envahissement sous cette forme. Une loi interdit l'acquisition du sol aux étrangers, sauf autorisation expresse. Le commerce est peu florissant : exportations difficiles par l'élévation des tarifs austro-hongrois ; importations restreintes par la pauvreté du pays. Et pourtant, on commence à voir poindre le commis voyageur de Vienne, de Graz ou de Pesth. Il écoule de la quincaillerie, du pétrole, des étoffes, écoutant beaucoup, disent les défiants, en tous cas parlant la langue serbo-croate — c'est une justice à rendre à l'Allemagne commerçante qu'elle connaît, dans les Balkans, ce chemin des cœurs — et contribuant, en somme, à montrer le *Schwabe* sous son vernis d'officieux de la civilisation. — Il joue à peu près le même rôle en Serbie, où les mœurs, plus encore que les institutions, s'opposent au développement du colonat. Cependant, la nature même des relations économiques de la Serbie, qui a impérieusement besoin d'un débouché austro-hongrois, fait à l'Allemand une place plus large. Un signe certain en est qu'il parvient, lui, à importer sa langue, et qu'à Bel-

grade, ville slave de physionomie et même d'orgueil intime, si l'on peut dire, où l'Occidental se bute pour la première fois à des enseignes de magasins uniformément établies en caractères cyrilliques, le seul idiome de l'Occident qu'on trouve à parler dans ces magasins, c'est l'allemand. Les au-delà de la Save et la Hongrie méridionale fournissent largement, et de plus en plus, au petit commerce, à l'industrie du bâtiment, au personnel des hôtels et à la domesticité urbaine.

Et ce n'est pas là un pur effet de l'affinité géographique. On peut bien dire que rien n'appelait l'Allemand en Bulgarie, qu'on ne l'y voyait pas avant le traité de Berlin, qu'il a beaucoup de chemin à faire pour y accéder, et que, s'il y va maintenant, c'est qu'avec les succès politiques et militaires a commencé, pour la race, une nouvelle période d'expansion. Ce serait même, d'après le *Slovenski Svet*, un des terrains préférés de la *Deutsches Schulverein*, qui tient bureaux ouverts à Sofia, à Roustchouk, à Philippopoli, à Varna. A propos de la capitale, un correspondant bien renseigné pouvait écrire à l'*Illustrirte Zeitung*[1] : « Sur les 35.000 habitants de Sofia, plus d'un quart est allemand ou autrichien. Les Bulgares de la classe instruite entretiennent de bonnes relations avec nos compatriotes et commencent même à apprendre notre langue maternelle. Sous peu, chacun de nos immigrants se trouvera tout à fait à l'aise (*sic*) en arrivant à Sofia. »

Ce ne sont là, nous le répétons, que des

[1] *Illustrirte Zeitung*, 15 juillet 1893.

exemples, un choix de « citations de choses » qui suffisent à ébaucher la physionomie du *Drang nach Osten*. Si l'on ajoute que, depuis 1878, pas une crise intérieure ou extérieure n'a sévi sur les États slaves balkaniques — coup d'État bulgare de 1881, guerre serbo-bulgare de 1885, régime de Stambouloff, menées et réapparitions du roi Milan — sans qu'on y trouve mêlée l'influence austro-hongroise ; que la même influence s'exerce presque au grand jour en Albanie, par l'intermédiaire d'un clergé besogneux et vaguement renseigné sur les intérêts du ciel — et en Macédoine, où tous les musulmans sont à acheter ; qu'enfin ce sont des Allemands qui ont réorganisé l'armée ottomane ; que le Sultan leur confie en ce moment la réorganisation plus difficile du service des finances[1], et que rien n'est plus copieux, plus touchant, plus caractéristique que l'échange des marques d' « amitié » entre l'empereur Guillaume II et lui ; — on conviendra que cette poussière germanique, soi-disant projetée par les courants naturels de la civilisation, finit par former nuée et par alarmer le *slavisme* prévoyant. On accordera aussi quelque valeur de divination à ces lignes, déjà vieilles d'une dizaine d'années, écrites par un de nos compatriotes, le vicomte de Caix de Saint-Amour : « Pour les Allemands, l'Autriche n'est qu'une avant-garde, un pionnier de l'Allemagne en Orient, et sa mission est de civiliser,

[1] M. Raffane, conseiller privé, attaché au département commercial de l'office des Affaires étrangères à Berlin, vient d'être engagé pour cinq ans par le Sultan, en qualité de sous-secrétaire d'État au ministère des Finances.

c'est-à-dire de germaniser tout le Sud-Est de l'Europe. Pour les politiciens de Berlin, la forme actuelle de la Monarchie des Habsbourg n'est qu'une forme provisoire, préparatoire, qui ne doit durer qu'aussi longtemps qu'elle sera nécessaire pour couvrir de son drapeau l'infiltration lente des Germains dans la vallée du Danube. Tous les pays soumis à l'Austro-Hongrie sont considérés dès à présent comme autant de provinces d'une grande Allemagne future et les nations qui les habitent comme autant de vassales de la race allemande... Puis, quand cette germanisation aura fait assez de progrès, quand l'Empereur d'Autriche, devenu à son tour l'*homme malade*, ne gouvernera plus que des Magyars, des Roumains ou des Slaves teutonisés, la presqu'île des Balkans tombera comme un fruit mûr aux mains de Gargantua de Berlin, qui pourra tranquillement alors quitter les bords de la Sprée, et transporter sa capitale sur les rives plantureuses de la belle Donau, sinon sur les eaux bleues de la mer Egée... »

*
* *

L'avenir fera, dans cette prédiction, sa part à la poésie. Le présent et la prose suscitent une question qu'il faut sommairement élucider pour con-

naître la nature de la réaction provoquée par le *Drang nach Osten*. On ne peut disconvenir que cette poussée germanique ne véhicule certains progrès, dont bénéficieront, avec le temps, ceux qui s'en prétendent les victimes ; que notamment elle apporte des marchandises au consommateur à meilleur compte, lui facilite les relations avec l'Occident, l'initie à une foule de découvertes industrielles, au bout desquelles — en théorie tout au moins — on entrevoit le *bien vivre*. C'est ce que ne manquent jamais d'observer les Allemands, quand on leur parle d' « invasion ». Ils demandent en outre — et l'époque leur donne raison — quelle loi ou même quelle force peuvent s'opposer à ce que le peuple le plus industrieux, la race la mieux outillée pour le *struggle for life*, se développent peu à peu aux dépens des organismes *inférieurs ?* Inférieurs, c'est bien leur pensée, et le mot a été prononcé au *Reichsrath*.

Cette seule prétention à constituer une race supérieure, quand elle est soulignée quotidiennement par des propos, des attitudes et même des actes, porte déjà en soi quelque chose de provoquant. Même les cotonnades et les machines importées par un commis voyageur « supérieur », dans une région restée beaucoup plus idéaliste que l'Occident, éveillent plutôt l'idée de communication forcée que celle de générosité de la civilisation. Avantages d'ordre commercial et industriel, c'est bientôt dit. Il faut savoir encore de quel prix on les paie, et sous quelle forme. D'abord, comme il est arrivé déjà aux Etats-Unis, et comme il arrivera

demain au Japon, à mesure que chaque pays commence à se suffire à lui-même, non seulement il ne provoque pas l'importation, mais il la repousse, il se protège. Et quand il est gêné par quelqu'une de ces chartes commerciales que la volonté du plus fort lui a imposées au Congrès de Berlin, il tend au même but par des moyens détournés. C'est ainsi qu'on a pu lire, tout récemment, dans les journaux bulgares, un curieux décret prescrivant à tous les employés de l'Etat assujettis à l'uniforme d'acheter à l'industrie nationale leurs draps, leurs bottes et jusqu'à leurs casquettes. — En second lieu, le « progrès » a cheminé, là plus qu'ailleurs, derrière des éclaireurs rapaces ; on verra, dans le chapitre suivant, comment la Haute Finance s'est comportée en Serbie et en Bulgarie, et dans quel esprit de gigantesque usure elle a tantôt apporté, tantôt imposé son concours. Il faut que la civilisation en prenne son parti : depuis que son idéal s'est concentré dans les affaires, c'est l'*affairiste* qui produit en son nom l'impression première, et souvent la plus durable, sur ceux qu'elle aborde et qu'elle traite un peu en enfants trouvés. Nous dirons plus encore, et le point sera l'objet de développements spéciaux : l'initiation des Slaves du Sud en général, par le monde allemand et magyar, aux formes nouvelles de la lutte pour l'existence, a été si rude et leur laisse une part si mince au profit réel, qu'on a semé dans cette race des germes de haine contre l'ordre existant et qu'elle est l'alliée latente du révolutionnaire occidental.

Et puis le Slave sait trop bien, et par de mul-

tiples leçons, à quel taux permanent l'Allemand a la prétention de fixer ses honoraires de grand civilisateur. Ce n'est pas seulement pendant la période d'éducation, mais fort après qu'elle est terminée, qu'il se comporte en maître et ne souffre point de partage. Il en agit de même vis-à-vis de ceux qui se sont élevés tout seuls : ce qui se passe aujourd'hui en Cisleithanie en est une preuve. Le Tchèque est largement l'égal de l'Allemand, en fait de culture et de qualités viriles. Il ne lui doit rien et ne le moleste pas. Il a suffi pourtant qu'un ministre introduisît, à l'usage des justiciables et des contribuables de Moravie et de Bohême, le régime si naturel de l'équivalence des langues, pour que le *germanisme* transformât le *Reichsrath* en champ clos de vociférations et de pugilats. Dans les provinces on a vu des conseils municipaux allemands refuser de servir d'intermédiaires hiérarchiques entre les administrés et le gouvernement central. A Graz — hors de la sphère d'application, notons-le bien, de ces fameuses ordonnances — l'effervescence n'est pas moins vive et des étudiants slaves sont attaqués dans la rue. Et c'est un vieillard, un savant, qui se charge de donner la véritable formule de ce que les Allemands appellent leur « sentiment national ». En écrivant : *Seien Sie hart !* (Soyez durs !) dans la célèbre lettre qu'a reproduite la *Neue freie presse*, Mommsen a parfaitement mis en valeur l'arrière-pensée de cette fameuse vocation civilisatrice : quand vous êtes les plus forts, montrez-le !

Enfin, si nous avons eu besoin, en France, de

ce spectacle et de ces échos pour ressaisir un peu la notion du *germanisme*, état d'âme, entité, si l'on veut, base éventuelle de formations politiques beaucoup plus étendues que celle dont la capitale est à Berlin, dès longtemps cette notion est familière aux Slaves du Sud. La solidarité des Allemands d'Autriche et de ceux de l'Empire germanique n'a pas été pour eux une révélation, — pas plus d'ailleurs que l'excès de tolérance dont use le gouvernement de Vienne vis-à-vis de ses sujets privilégiés [1]. En ceci servis par l'instinct de race, qui discerne aisément chez les autres ce qu'il vérifie sur lui-même, ils ont la vision claire d'une grande Allemagne morale, type formidablement agrandi de l'unité ethnographique qu'ils rêvent pour eux. Au surplus, mieux placés que nous pour juger de

[1] On juge quelquefois mieux de la profondeur de certaines insurrections morales à certains menus faits qu'à des manifestations bruyantes. A Graz, la société allemande *Südmarck* — c'est déjà un nom qui ne sent guère son loyalisme, car la *Marche du Sud* fait naturellement penser à celle du Nord, et d'ailleurs la Styrie s'est toujours appelée *Steuermarck*, — la *Südmarck* met en vente, depuis l'été dernier, dans les gares, les débits, les restaurants, certaines boîtes d'allumettes dont nous avons un échantillon sous les yeux. Elles sont aux couleurs de l'Empire germanique — noir, jaune et rouge — et portent cette devise :

Den Brüdern im bedrohten Land
Warmfühlendes Herz, hilfreiche Hand!
Aux frères de la région menacée
Contact chaleureux du cœur, assistance plénière de la main !

Nous sommes curieux de connaître le sort que la police ferait à ces boîtes d'allumettes, si, au lieu d'être mises en circulation par la *Südmarck*, elles étaient destinées à « enflammer », sur le territoire austro-hongrois, la fraternité serbe, roumaine ou même italienne ?

l'évolution de cette Allemagne et de ses desseins, ils embrassent dans sa complexité un problème dont on n'est guère accoutumé, en France, à relier les faces et qu'on aborde plutôt par la méthode analytique : où s'arrêtera l'expansion de l'*Allemagne-race*, telle que l'ont constituée les traités de Francfort et de Berlin, associée, depuis 1867, aux Magyars, et *associable* — plus d'un symptôme le fait déjà craindre — à l'Empire ottoman ?

Dans l'accent d'antipathie mêlée de crainte avec lequel le Slave du Sud prononce les mots *Drang nach Osten*, il y a donc autre chose qu'une vague réaction de l'amour-propre national, ou la défiance instinctive du faible qui voit le plus fort entrer chez lui et tendre à s'y installer. Si instinct il y a, pour la masse — aussi incapable de saisir l'ensemble d'un tel plan que d'en bien noter les détails, — c'est par des raisons positives, leçons d'histoire contemporaine, intérêts politiques, vues d'économie sociale, que tout le patriotisme éclairé, d'un bout à l'autre du Balkan slave, dénonce ce débordement du flot germanique. Et ici encore, ici surtout, la race s'affirme parfaitement une, dans ses doléances comme dans ses appréhensions : une, en ce sens que les Croates et les Slovènes, qui sont pourtant sujets austro-hongrois, ne dissocient pas, dans le fond, leur jugement de celui des Serbes et des Bulgares, — hors, bien entendu, ces affiliés à une sorte de cosmopolitisme moral, à quoi l'on reconnaît, dans tous les pays, l'absence de caractère ou la conception purement individuelle de la vie. Quant aux obstacles auxquels se

butera un jour ou l'autre le *Drang nach Osten*, et qu'il est impossible aujourd'hui de préciser, en l'état de recueillement de l'alliance franco-russe, c'est à nous, Français, quand ils nous rencontrent, qu'ils demandent des prédictions, — et jamais nous n'avons été moins capables de leur en fournir. Ce qu'on peut dire, c'est que le principe de la poussée, soit le « nationalisme » allemand, a trouvé jusqu'ici son principal achoppement dans le « nationalisme » jugo-slave. Ce facteur moral, non la politique de la Russie et moins encore celle de la France, a seul empêché qu'il n'y eût, dans la péninsule, encore beaucoup plus d'industriels, de colons, de pionniers de tout métier et de tout acabit au service de l'idée allemande. Reste à examiner en quelle forme il réagit actuellement et de quelles ressources il dispose.

*
* *

Nationalisme contre nationalisme, la partie n'est égale qu'en théorie. Celui des Allemands, plus mûr, mieux outillé, partagé par soixante-cinq millions d'hommes, a une force d'impulsion incomparablement supérieure à la force de réaction que treize millions de Slaves, dont la minorité s'appartient politiquement, peuvent lui opposer. Ces derniers sont assujettis à des cadres trop divers,

chaque groupe ou chaque fraction de groupe est trop contraint à s'occuper d'abord de ses affaires propres, pour que de l'ensemble se dégage ce que nous appelons un *courant*. L'idée de Jugo-Slavie ou de Balkanisme slave — le mot importe peu — ne peut pas encore avoir acquis la consistance de l'idée allemande. Elle n'en a surtout pas les immunités. Ici — c'est le cas des provinces de la Monarchie austro-hongroise — elle est placée sous la surveillance officielle de la censure; en Macédoine, elle doit compter de beaucoup plus près encore avec la police du *vali;* en Serbie et en Bulgarie, les intérêts spéciaux de l'Etat constitué masquent naturellement ceux de l'Etat à faire. Pas plus à Sofia qu'à Belgrade, qu'à Cettigne même, on ne saurait vivre à ressasser le thème de la solidarité. Tout ce qu'on peut demander raisonnablement, en somme, à ces Serbes, à ces Croates, à ces Bulgares, c'est qu'ils tiennent de leur nationalisme une sorte de comptabilité en partie double; qu'une page, la plus apparente, sans doute, et même la seule claire pour le gros de l'opinion, soit consacrée au bilan de ce qui les touche immédiatement; l'autre, aussi intéressante, à coup sûr, mais plus difficile à déchiffrer, aux vues d'avenir; — et qu'enfin toutes deux, au lieu de se contredire, se confirment.

D'autre part, chez les Slaves du Sud, ces tendances à l'agrégation, à un calque définitif de la politique sur l'ethnographie, à quoi travaille visiblement la race allemande pour son propre compte, ne peuvent pas encore former circuit, comme il

arrive — nous venons de le voir — des « espérances » communes aux bourgeois de Graz et à ceux de Kœnigsberg. Tout s'y oppose : l'arriéré et surtout l'inégalité de culture individuelle, la précarité des institutions politiques, la rareté relative des moyens de communication, la pauvreté, — en notre siècle, grand obstacle à tout. Il faut qu'ils fassent à leur tour, tantôt servis, mais plus souvent contrariés par les événements extérieurs, le chemin parcouru par tous les grands États en pèlerinage d'unification. C'est vers ses voisins immédiats que chaque groupe se tourne ; c'est avec eux qu'il entre d'abord en pourparlers. Une chaîne de relations s'établit par ce moyen : c'est quand les soudures partielles sont terminées qu'on découvre la solidarité des anneaux et qu'elle se ferme. Compte tenu, par conséquent, des difficultés dont nous parlions à l'instant même, il faudra chercher les traces de ces rapprochements préparatoires entre les Croates et les Slovènes, par exemple, sujets de la même dynastie, associés par l'histoire à la vie de l'Occident ; entre les Serbes et les Bulgares, Orientaux de religion et quelque peu de tempérament, offrant à peu près parité d'institutions politiques. Si l'on en découvre enfin entre les Croates et les Serbes, c'est-à-dire au point théorique de la disjonction entre éléments de même race, là où le système de la dualité des Jugo-Slavies peut ramasser autre chose que des arguments spécieux, — ce sera le signe que le travail est plus avancé qu'il ne paraissait au premier abord.

On est bien obligé de recourir à ces précau-

tions oratoires, en quelque manière, pour amener le lecteur à considérer du juste point le tableau nécessairement indécis de l'essai de cristallisation d'une race. Notre optique occidentale, aujourd'hui, ne tient compte que des « forces » et ce qu'elle entend par force est essentiellement matériel, — ou il ne s'en manque guère. Manifestez-lui des Etats disposant de gros budgets et de grosses armées, des Banques puissantes, de solides *Trades-unions* ou même des *meetings* bien en chair et bien en bruit, le docteur ou l'augure en mécanique sociale dira volontiers : la force est là — et refuse de considérer autre chose. Quant aux vices qui peuvent ronger intérieurement les organismes d'apparence les plus résistants, quant aux facteurs immatériels, quant aux symptômes qui sentent encore leur idéalisme et, à plus forte raison, leur « littérature », il est entendu que tout cela ne compte point. Nous ne sommes pas convaincu que cette façon de classer les « forces » et d'en déterminer les coefficients respectifs soit aussi décisive, aussi pratique, aussi *objective*, diraient les Allemands, qu'on le semble croire. Toutes les grandes évolutions, en Europe, sont nées — il n'y a, mon Dieu, pas si longtemps — de l' « idéalisme » et de la « littérature », et nous ne croyons pas l'humanité transformée au point qu'aucune surprise ne soit plus possible, venant de ces moteurs réfractaires à l'expression en chiffres et même difficiles à décrire, en psychologie. En tous cas, appliquée à la race la plus tard venue sur la scène de l'Europe, la méthode est arbitraire et d'avance infé-

conde. On paraît dire à ces treize millions de Slaves du Sud traités, nous savons comment, par la diplomatie contemporaine : montrez-nous beaucoup de canons, beaucoup de sociétés financières au service d'une politique, ou des partis fortement constitués, ou même de belles insurrections ; tout cela sera pesé dans la balance internationale, où le quintal est désormais seul admis comme unité de poids ; à ce compte la haute presse s'occupera de vos affaires et il sera question de vous autour du tapis vert des chancelleries ; sinon, ce que vous pensez, ce que vous sentez, ce que vous espérez importe peu ou n'importera pas avant longtemps. Ils sont bien fondés à répondre que rien ne leur a permis de s'élever, jusqu'à présent, à cette pesante ossature qui distingue les éléments de nos vieilles sociétés ; mais que, cependant, leur faible corps croît sans cesse, qu'ils donnent de sa vitalité autant de preuves que leur condition le leur permet ; qu'enfin, si l'histoire les a malmenés, la géographie leur vaut d'occuper, à la fin du XIXe siècle, une position intéressante et même surveillée entre toutes. Ils vivent sur la frontière du problème autrichien et du problème oriental ; mieux encore, ils en font partie et en constituent, en quelque manière, la donnée commune. Qu'on tombe indéfiniment d'accord, entre Puissances, pour résoudre toutes les questions à leur détriment, c'est déjà douteux ; mais que la sphère où ils se développent soit un monde soustrait aux lois générales de la gravitation européenne, c'est le contraire même de la vérité. Partant leur évolu-

tion, si on ne l'étudie point pour elle-même, mérite d'être considérée à titre d'apport au *lendemain* international ; et s'il est bien impossible qu'elle s'accuse en traits aussi vigoureusement tracés ou que la politique d'une nation comme l'Angleterre, ou que le mouvement ouvrier dans certaines parties de l'Europe, ou, à plus forte raison, que le *Drang nach Osten*, — il ne s'ensuit pas qu'elle soit un élément négligeable, ni même que cette phase « littéraire » ne commence point à passer la maturité.

*
* *

La crise cisleithane, par exemple, nous est une preuve de l'importance à laquelle peut être promu tout à coup, par les événements, tel ou tel groupe ignoré de la famille slave. La Dalmatie fournit au *Reichsrath* neuf députés croates et deux serbes, et les pays slovènes une trentaine qui marchent au vote d'accord. Dans ces majorités instables, telles que celles dont disposait le comte Badeni, la défection ou seulement la tactique d'un groupe de quarante voix peuvent entraîner les conséquences les plus graves, — quand surtout c'est du pivot de la Constitution, du renouvellement du compromis avec l'Etat hongrois qu'il s'agit.

Et cette importance du groupe Slave du Sud serait encore beaucoup plus considérable, il aurait

une part au moins égale à celle des Tchèques, plus décisive même, en ne tenant compte que du nombre, à la marche des affaires austro-hongroises, si le royaume de Croatie-Slavonie était rattaché à l'Etat cisleithan. Il a dépendu jadis des Croates, notons-le bien, de choisir entre la Cisleithanie et la Transleithanie. Au lendemain de Sadowa, quand le dualisme n'existait encore qu'en principe, ils étaient sollicités à la fois par la Cour de Vienne et par la Hongrie. L'Autriche leur faisait une place dans son nouvel organisme; Deak leur envoyait de Pesth cette historique « page blanche », sur laquelle il les priait d'écrire la Constitution qu'ils voudraient, à la condition de s'unir au royaume de saint Etienne. C'est à cette proposition qu'ils accédèrent, en aversion du régime allemand dont le ministère Bach leur avait fait sentir le poids, sans se douter qu'ils se liaient à des maîtres plus impérieux encore, sans se réserver surtout l'éventualité d'une action parlementaire commune avec les Slovènes, — éventualité qui serait à échéance en ce moment. Ils envoient aujourd'hui, au Parlement de Pesth, quarante députés, incapables de jouer aucun rôle vis-à-vis d'une majorité magyare compacte, quand bien même leurs origines électorales leur laisseraient une ombre d'indépendance[1]. Supposez quarante Slaves de plus dans

[1] La députation croate au Parlement de Pesth est élue au second degré par la Diète d'Agram. Celle-ci étant recrutée dans les conditions que nous avons fait connaître, par le ban actuel Kuhen-Hédervary, ces délégués représentent tout naturellement la fine fleur du parti *magyaron*.

un *Reichsrath* où le parti national allemand est déjà en minorité, la physionomie parlementaire et même les conditions politiques de la Cisleithanie seraient transformées. Et nul ne peut dire jusqu'où s'étendraient les conséquences de cet accroissement de forces slaves dans la haute assemblée de Vienne, soit par rapport à la Monarchie tout entière, soit même au point de vue des relations de cette Monarchie avec l'extérieur.

Certainement, si l'on interrogeait aujourd'hui la population de la Croatie et de la Slavonie, par voie de *referendum* ou tout autre mode de consultation sincère; si l'on pouvait lui fournir une occasion de revenir sur un choix malheureux et démontré tel par une expérience de trente ans, en très grande majorité elle opterait pour le rattachement à la Cisleithanie. Seul peut-être l'élément serbe y répugnerait, et encore cela n'est-il pas très sûr. — Mais le moyen? C'est dans ces occurrences qu'apparaît l'impossibilité, pour certains groupes jugo-slaves, de monter sur la scène en la forme que l'opinion européenne exige ; de s'y faire un nom, ou, pour mieux dire, de la réclame; de sortir enfin de cette coulisse obscure et souvent étroite où des forces supérieures, sans compter leurs propres fautes, les ont relégués. Une Diète issue en majorité de la plus savante des pressions électorales ; une presse traquée par le procureur d'Etat et soumise au régime de la confiscation préalable ; une « opinion publique » qui n'a qu'une assiette encore confuse dans les masses, qui ne peut s'exprimer ni par voie de pétition, ni

par voie d'assemblées populaires[1], sous peine de procès, d'arrestations, voire de fusillades, — où est l'organe, où est la ressource, où est le levier ? Les Hongrois sont un peuple à la fois trop judicieux et trop énergique, ils attachent notamment trop de prix à la possession d'un littoral et à celle de la ville de Fiume, pour admettre un seul instant l'hypothèse où la frontière territoriale du royaume de saint Etienne serait déjetée par delà la Save. Celui-là seul qui ne connaît ni leur tempérament, ni leurs traditions, ni leurs intérêts pourrait leur prêter en cette matière désintéressement ou « libéralisme », ou même supposer qu'ils hésiteraient à mettre en œuvre les moyens les plus radicaux pour parer à cette éventualité.

Ainsi les Croates doivent au tracé de la carte constitutionnelle d'être une force perdue pour la partie occidentale de la Monarchie dans la crise que celle-ci traverse du fait de l'agitation allemande. Et ils ne sont pas moins une force perdue, au point de vue parlementaire, pour les nations dont l'intérêt serait de créer des barrages au *Drang nach Osten* et qui savent en remonter le cours jusqu'à Berlin. Quelle ressource peut-on raisonnablement apprécier qu'il leur reste ? Sous quelle forme dépend-il d'eux de témoigner soit de

[1] Et pourtant, à l'occasion de troubles partiels dont nous avons parlé plus haut et qui ont donné la mesure de la popularité du régime actuel en Croatie, on a entendu, dans les anciens Confins militaires, des paysans réclamer en groupes et à grands cris le drapeau impérial jaune et noir, symbole, à leurs yeux, de l'union à la Cisleithanie.

cette vocation en quelque manière internationale, soit de la vocation parallèle à édifier peu à peu le « Balkanisme » slave, — hors quelques articles ou colloques peu retentissants, une attitude, une sorte de direction d'esprit qui les rapproche des Slovènes et souligne tout à la fois leur éloignement des Magyars ?

Ce peu de chose, ils le fournissent libéralement, c'est une justice à leur rendre. Si libéralement que la presse de Pesth en prend ombrage. A propos de l'Adresse à la Couronne qu'a votée, en 1897, la minorité de la Diète d'Agram qui a pris le nom d'*opposition réunie* (*Szedijena opozicijia*) — cette Adresse n'est qu'un réquisitoire, assez long et documenté, contre l'administration du ban, — le *Budapesti Hirlap* du 26 août, sous le titre : « La Nation jugo-slave » (*sic*), contenait ces lignes significatives : « L'adresse découvre le plan des Croates : comme, en Autriche, on cherche à morceler l'Etat, ainsi prétend-on, en Transleithanie, mettre en morceaux la couronne de saint Etienne. L'opposition vise à réunir les Croates et les Slovènes. Nous connaissons les protagonistes de l'idéal croate, depuis longtemps décrit sur le papier patient. Des professeurs, des jurisconsultes, des historiens saluent en chœur ce produit de l'imagination poétique et sont même allés chercher des encouragements jusque chez le Tsar (?)... La raison, il faut la chercher dans le chaos autrichien. La guerre que se font les nationalités en Autriche a encouragé l'opposition dans ses vues d'indépendance. Cette prise de possession théorique de

la patrie n'est pas nouvelle. Ce qui est nouveau, c'est un surcroît d'énergie dans son expression... Mais jamais le Roi ne déchirera le manteau de saint Etienne ; car un bubon (*sic*) peut produire un abcès dangereux. »

En dépit des avertissements du *Budapesti Hirlap*, un certain nombre de Croates fort en vue prenaient part, à quelques jours de là, au Congrès des 13, 14 et 15 septembre 1897, à Laybach. Le baron de Rukavina, président d'un des *clubs* de l'opposition croate, le député David Starcevic, le Dr Potosnjak figuraient en tête de cette délégation, où la Dalmatie était représentée par le député Vukovic. On jugera de l'esprit du Congrès — où figuraient, à côté de toutes les notabilités politiques slovènes, des Tchèques, comme M. Stransky, des Moraves, comme M. Stojan, et même des Russes, comme M. Barvinski, par quelques extraits de l'allocution de M. Hribar, maire de Laybach : — « Je vous salue au nom de cette ville. Quelle est la pensée qui nous a réunis et qui fait des miracles ? Le souci du bien de la *nation*. Voyez ce qui se passe autour de nous ? Partout la bataille, la bataille *sauvage* que les Allemands nous livrent dans l'espoir de reconquérir l'hégémonie... Vous êtes venus pour protester contre la théorie des nations supérieures et des nations subordonnées, pour souligner l'unité de notre nation croato-slovène et pour rappeler au gouvernement ses devoirs. Jusqu'à présent, le gouvernement n'a pas voulu nous reconnaître : il a élevé des générations entières de fonctionnaires

dans l'aversion des Slaves. Aussi ne devons-nous point nous étonner qu'il soit faible *dans la lutte contre l'obstruction*[1]. — Mais s'il est faible, nous devons être d'autant plus forts, toujours unis; et l'histoire dira que cette sauvage obstruction parlementaire a été une bénédiction : que notre entente aura régénéré l'Autriche dans le sens de la liberté et de l'égalité. Je voudrais qu'un des fruits de la réunion d'aujourd'hui fût de rajeunir la fraternité slave. Nous, Slaves, si nous le voulons, personne ne pourra nous asservir! »

Cette rébellion morale du « slavisme » contre l'hégémonie allemande se concilie, du reste, avec l'expression de sentiments de haute fidélité à l'Empereur. Mais l'adresse même, qui est votée d'acclamation, est toute pénétrée de cette idée d'entente par-dessus les frontières constitutionnelles : « Les délégués de la *nation croato-slovène* envoient l'hommage de leur inébranlable dévouement à Sa Majesté et à la Famille impériale. » C'est dans le même sens que s'expriment le baron de Rukavina et le député Vukovic. Quant aux résolutions, inspirées d'un esprit tout pratique, elles tendent à revendiquer, pour les Slovènes et pour les Croates, l'exercice de tous les droits — notamment en matière scolaire et « d'équipollence » de langues[2] — propres à faire respecter leur nationalité.

[1] Ce discours a été prononcé, ne l'oublions pas, deux mois avant les scènes scandaleuses au Reichsrath et l'émeute de Vienne. L'événement a prouvé que M. Hribar voyait juste.

[2] La haute importance de la question des langues et de leur

*
* *

Le Serbe, où qu'il se trouve, dans la Hongrie méridionale, dans le Banat, en Slavonie, en Dalmatie, en Bosnie, comme en vieille Serbie ou en Macédoine, installe en esprit le foyer de sa « nationalité », soit à Cettigne, soit à Belgrade. Belgrade et Cettigne ne représentent pas, du reste, deux conceptions différentes et moins encore rivales de l'Etat serbe à reconstituer ; ce sont deux capitales du *même* Etat en élaboration, dont chacune a sa sphère propre de prestige et de rayonnement. Ces sphères sont assez naturellement délimitées par la géographie ; les *pravoslaves* de la basse Dalmatie, des Bouches de Cattaro, de l'Herzégovine et de la

« équipollence » en Autriche-Hongrie ressort, à coup sûr, des événements dont nous venons d'être témoins, puisque la crise cisleithane a pour origine une ordonnance fort équitable qui tranche cette question en Bohême et en Moravie. Mais ce qu'on ne sait pas assez, et ce qui souligne l'intransigeance du parti allemand prétendu « libéral », c'est que la réforme introduite tardivement dans ces provinces a été devancée, sans protestation de leur part, en d'autres pays de la Monarchie austro-hongroise, — en Gallicie, par exemple. Il convient même d'observer qu'en Dalmatie l'allemand n'est pas *langue officielle:* que l'italien et le serbo-croate y sont seuls admis en matière administrative et judiciaire, et que tous les actes de l'autorité doivent être rédigés en l'une de ces deux langues. — Que devient, devant ces faits acquis et reconnus par la loi, la théorie qui consacre l'allemand langue universelle pour la Cisleithanie?

Bosnie méridionale s'associent de façon plus étroite à la vie du Monténégro ; ceux des autres provinces austro-hongroises entretiennent des relations surtout avec les milieux politiques et littéraires de Belgrade.

Ce à quoi il faudrait réussir, pour donner une idée exacte de ce culte tout à la fois national et religieux auquel s'identifie le *serbisme*, c'est à bien décrire cette suppression mentale de la frontière politique. On ne peut malheureusement qu'en signaler quelques effets, son véritable esprit n'étant bien saisissable que par la fréquentation du milieu. Rien qui sente l'*irrédentisme* organisé, militant. C'est plutôt une simple et permanente dissociation d'avec les intérêts, la politique, la vie enfin de ce grand corps complexe qu'est la Monarchie austro-hongroise. L'image d'époux à l'endroit l'un de l'autre corrects, mais à jamais incapables de communauté morale, peut seule rendre compte — et par à peu près — de l'état des relations entre le Serbe et cette Monarchie. Aussi loin que les comparaisons se peuvent pousser, le *pravoslave* fait ménage à part : il a son église, ses emblèmes, ses journaux ; enfin, aussi souvent qu'il le peut, ses écoles et même ses banques. Point de bruit dans la maison, d'ailleurs, sauf ces derniers temps, par des raisons au moins aussi *sociales* que nationales. Aisé, il ne manque pas de se rendre, de loin en loin, à Cettigne et surtout à Belgrade, comme un bourgeois de nos provinces va se « retremper » à Paris, foyer de la civilisation française. Ce faisant, il n'éprouve nullement la sensation du voyage à

l'étranger. Au contraire, quand il passe la frontière à l'occasion d'une fête, d'une visite souveraine, d'une solennité quelconque, il est vraiment *chez lui* de l'autre côté. Les agents diplomatiques d'Austro-Hongrie se rebiffent quelquefois contre l'ingénuité avec laquelle cette impression s'étale. Au mois de mai 1897, pendant le séjour du roi de Serbie à Cettigne, une délégation d'environ deux cent cinquante personnes, venues de l'Herzégovine et des Bouches de Cattaro, demanda à lui offrir ses hommages. En dépit de la protestation du ministre d'Autriche, adossé, il faut en convenir, aux règles les plus solides du protocole, c'est par l'entremise du prince de Monténégro que la présentation eut lieu. Détail piquant : le groupe avait à sa tête un député au *Reichsrath*. Le 12 octobre suivant, quand on fit à Belgrade, devant la dépouille de Vuk, l'appel nominal des couronnes adressées au Comité national, on put constater que le plus grand nombre venait de la Serbie « extérieure ». Qui n'en aurait point connu la géographie eût pu l'apprendre en quelques minutes. Couronnes de Novi-Sad (Hongrie méridionale), de Mitrovitza (Syrmium), de Serajevo et de Dunja-Tuzla (Bosnie), de Mostar (Herzégovine), de Raguse (Dalmatie), tous les au-delà du Danube et de la Save, revendiqués par Vuk dans son lyrisme philologique, semblaient refluer non pas tant vers sa mémoire que vers l'idée politique qu'il incarnait.

Tout cela est-il très innocent, au point de vue autrichien ? Le gouvernement de Vienne, celui de Pesth et même l'administration soupçonneuse de

Serajevo sont, à la surface, philosophes. Les participants de ces pèlerinages « nationaux » ont sans doute l'honneur d'être signalés dans les rapports diplomatiques, quand ils jouissent, bien entendu, de quelque notoriété, et les Bosniaques ne sont pas toujours sûrs de rentrer chez eux sans encombre. Mais, à ces précautions de police près, il serait injuste d'imputer aux autorités austro-hongroises une attitude ombrageuse. Il est politique de paraître croire à la littérature, à la philologie, au culte inoffensif de la mémoire de Dusan, alors qu'on sait très bien que le « serbisme » vit d'autre chose. L'Austro-Hongrie est lasse, du reste, de la lutte contre les opinions, qui lui créerait trop d'affaires. Elle compte sur la puissance de son organisme pour la prémunir contre les actes. Elle compte aussi — et surtout peut-être — sur l'action jamais assoupie de sa politique à Belgrade. Elle sait que le *serbisme* ne deviendrait véritablement incommode chez elle que du jour où elle ne pourrait plus se faufiler à son foyer extérieur. Sous un certain rapport, l'événement lui donne raison, en ce sens qu'elle a pu déterminer, dans le royaume de Serbie, assez de crises économiques ou simplement ministérielles pour que le jeune Etat représente un « Piémont » véritablement mal en point. Et cependant, pas une de ces crises n'a eu de répercussion sur les Serbes d'Austro-Hongrie ; pas une fidélité au vieil idéal national ne s'émeut à fond d'une rentrée du roi Milan ou de la substitution d'un ministère Gjeorgevic à un ministère Simic. Ce sont des accidents ; on en sait la cause générale ; on

attend, en toute patience, une revanche du hasard ou d'une saute de la politique de l' « oncle blanc[1] ».

Le *pleme* serbe, si l'on se tient à la carte internationale, est à coup sûr le plus tronçonné. Moralement c'est peut-être le plus uni. Il s'est toujours, du reste, manifesté tel; il n'a point de progrès à réaliser sous ce rapport. Tout ce qu'on peut noter, à titre de symptôme contemporain, c'est une recrudescence d'amertume des Serbes de Bosnie et d'Herzégovine contre le régime de l'occupation. Ils ont osé soumettre à l'Empereur, au mois d'avril 1897, un *Memorandum* suivi de cinq cents signatures, qui n'est qu'un long réquisitoire contre des abus de tout ordre. Il n'a paru de ce document, sur lequel nous aurons à revenir, qu'une seule traduction en français, donnée en supplément par un journal de Belgrade, l'*Uskok*. Le préambule que l'*Uskok* lui a consacré et qui peint beaucoup mieux — tout en l'exagérant — le véritable état d'âme des signataires que le texte forcément édulcoré du mémoire, se termine par ce paragraphe sensationnel: « Les souffrances des Serbes de Bosnie sont extrêmes, leur patience est à bout, et si leurs plaintes ne devaient pas rencontrer un écho favorable, il ne leur resterait plus qu'à s'en rapporter, comme sous le régime turc, à leurs bras, et à en appeler cette fois à leurs frères les Serbes de toutes les contrées pour une lutte à mort. » Faites sa part à l'emphase innée chez la plupart des Serbes, le fond

[1] C'est le nom qu'on donne familièrement au Tsar dans les pays orthodoxes des Balkans.

de cette prose n'est ni plus violent, ni plus révolutionnaire que celui de la lettre de M. Mommsen[1].

*
* *

Entre Serbes et Bulgares — encore qu'aucun des trois Etats, Bulgarie, Serbie, Monténégro, que ces *plemena* sont parvenues à constituer, n'ait atteint ses frontières normales — la situation est mûre pour une entente proprement politique, et c'est sous cette forme, désormais, qu'on attend d'eux la manifestation de la solidarité de la race. Les négociations engagées à fin de *Ligue balkanique*, depuis 1896, dit-on, ont-elles abouti ? Notre dessein

[1] Nous venons d'esquisser, bien entendu, la physionomie du Serbe qui prend intérêt à la vie politique, qui, par conséquent, exerce ou peut exercer une certaine influence sur l'opinion. Quant à celui qui remplit une fonction publique en Croatie-Slavonie — on sait que le régime *magyaron* vise à gagner cet élément, — il va de soi qu'il s'abstient de pèlerinages à Belgrade et affiche même un dévouement sans bornes au régime établi. Il y a là plus d'apparences que de fond, et les Hongrois le savent bien. Peut-être les seuls Serbes acquis sincèrement à leur « idéal d'Etat » sont-ils d'importants propriétaires terriens, plus ou moins anoblis par la Hongrie elle-même, qui détiennent des *latifundia* dans le Banat et autour de Neusatz. D'une façon générale, d'ailleurs, tout ce qui tient à l'aristocratie et à la grande propriété, dans le sud de la Transleithanie, laisse l'idéal « national » au peuple, aux étudiants et aux « intellectuels ». Le cosmopolitisme semble être là, plus qu'ailleurs, un *criterium* de la position sociale et de la richesse.

est d'autant moins d'en étudier l'échec ou le succès que la question, à cette heure même, n'est pas en état d'être présentée au public sur la base et avec l'attrait de documents substantiels. Nous avons même de très sérieuses raisons de croire qu'aucune signature n'a été échangée. La raison de domaine public, qui n'est pas la plus mauvaise, se tire de l'obscurité de la politique orientale des Puissances et de l'adhésion, au moins apparente, de la Russie, au Concert européen. Une « Ligue balkanique » défensive n'a pas de sens actuel : ce n'est pas seulement le concert, mais l'appréhension sincère de l'Europe d'étendre le champ de la question d'Orient qui garantit à ces trois Etats le *statu quo*. — Offensive, elle ne peut avoir pour objectif que la Macédoine ou la Bosnie. Mais à quoi bon partager des conquêtes hypothétiques sur le papier, quand les mêmes Puissances prennent ou semblent prendre sous leur garantie collective l'intégrité de la carte internationale ? On en est resté, pensons-nous, à Belgrade, comme à Cettigne et à Sofia, sur ces hésitations bien compréhensibles. Et cependant une entente virtuelle existe, fondée sur certaines nécessités que les discours officiels laissent transparaître quelquefois[1], ménagée par

[1] Le prince de Bulgarie, par exemple, dans un toast adressé au roi de Serbie, à Sofia, au mois de mars 1897, après avoir fait allusion « aux sentiments de fraternelle amitié qui lient deux peuples de même race et de même foi », s'est montré plus explicite encore, ajoutant : « Je suis convaincu que la présence de V. M. parmi nous marquera l'aurore d'une nouvelle ère de confiance réciproque et d'une politique *unie dans un but commun.* » A quelque temps de là, son premier ministre, M. Stoïloff, dans

une sorte de roulement de notes écrites ou verbales, échange de vues, déplacements princiers même, presque ininterrompu jusqu'à la fin de l'été dernier ; accusée, au surplus, par un resserrement officiel des relations diplomatiques[1]. Un nouveau traité de commerce a été conclu, substituant des tarifs équitables à ceux qu'avait inaugurés la politique douanière du roi Milan, et qui scandalisaient l'économiste, chez M. de Laveleye, en 1884[2].

Au commencement de cet hiver, une tension de rapports a été signalée entre la Serbie et la Bulgarie. Elle a coïncidé avec une recrudescence de propagande serbe en Macédoine et la rentrée du roi Milan à Belgrade. Naturellement, la presse officieuse austro-hongroise et plus généralement tous les apologistes du Concert européen ont poussé au noir les conséquences de quelques rixes à Salonique, et pronostiqué une sorte de coupure entre les politiques, auparavant associées, des deux pays. N'est-ce point à la fois une tactique et une habitude de présenter le Balkan slave comme réfrac-

un discours prononcé à Pirot, le lendemain de la conclusion du nouveau traité de commerce, s'est exprimé non moins explicitement sur l'entente *politique* des deux pays, destinée, a-t-il dit en finissant, à être ressentie par les Serbes et les Bulgares « où qu'ils se trouvent ». Cette allusion assez claire à la Bosnie et à la Macédoine a été, du reste, peu goûtée de la presse austro-hongroise.

[1] A Cettigne, il n'y a de chargé d'affaires bulgare que depuis le mois de décembre 1896, et de ministre serbe que depuis le mois d'avril 1897. Cette double mesure a été prise pour régulariser et faciliter les rapports entre chancelleries.

[2] Il n'y a pas de traité de commerce bulgaro-monténégrin, par la raison que les échanges, entre ces deux Etats, sont nuls.

taire à l'entente intérieure? — La Macédoine prêtera toujours aux provocations et aux intempérances du particularisme, des deux côtés de la frontière serbo-bulgare, et il en sera de même de la Bosnie, au point de vue des rapports entre Serbes et Croates, tout autant que la carte internationale n'aura pas été remaniée. Ce ne fût pas une des moindres habiletés de MM. de Bismarck et Andrassy d'avoir, dans le traité de Berlin, dessiné le plan de la péninsule d'une façon telle que la fausseté même des situations induisit des peuples jeunes en des disputes profitables au seul *Drang nach Osten*. Mais le point est de savoir si ces disputes engagent le fond même des relations entre les Etats, et, à plus forte raison, entre les peuples; si ce sont, en d'autres termes, des phénomènes intéressants surtout pour le reportage officieux, ou des éléments sur lesquels l'homme politique doive s'appesantir et conclure? Il y a vingt ans que les questions macédonienne et bosniaque existent, en leur forme actuelle, du moins, et elles ont si peu brouillé à fond les Jugo-Slaves entre eux qu'au printemps dernier même la presse officieuse, même les chancelleries ne nous entretenaient que de leur accord. Il ne peut manquer de se produire une sorte de va-et-vient dans les assonances et les dissonances entre peuples qui, politiquement, sont d'hier; qui non seulement ne sauraient compter sur les conseils désintéressés de l'Europe unie, mais ont à se défier des intrigues particulières qu'on ourdit à leurs dépens.

Jadis c'était en Bulgarie, aujourd'hui c'est en

Serbie que l'intrigue s'insinue. Le roi Milan vient de rentrer dans son ex-capitale. De qui tient-il les cartes? De l'Angleterre, pour ceux-ci; de l'Autriche-Hongrie, pour ceux-là. Présomptions à perte de vue, pronostics en plus grand nombre encore. La Russie a déplacé son ministre plénipotentiaire à Belgrade, M. Iswolsky. A-t-elle voulu s'effacer; a-t-elle prétendu donner une leçon? A Cettigne et à Sofia, on doute, on tâtonne, on s'oriente comme on peut. Comment des États exposés à de semblables surprises pourraient-ils nouer entre eux une alliance dûment signée et portant sur des points précis? Et en quoi un « refroidissement » temporaire — pour user d'une expression quasi-diplomatique — est-il de nature à faire préjuger de leurs relations de demain? Il faut rendre à la chronique ce qui lui appartient, et surtout ce qui n'appartient qu'à elle. Tout ce qu'on échafaude au jour le jour d'hypothèses et de *postulats*, touchant telle ou telle crise balkanique, s'écroule au jour le jour aussi et ne mérite pas, à franchement parler, les honneurs du livre. Une seule question émerge de toutes les autres, ou, pour mieux dire, les absorbe : celle de savoir si la Russie a renoncé ou non à une politique *personnelle* dans le Balkan; si, en d'autres termes, sa qualité de collaborateur à l'équilibre européen fait un tort définitif à ce qu'on appelait, hier encore, sa mission historique et son patronat naturel sur tout le monde *pravoslave*. Nous toucherons ce point dans le chapitre suivant. Il nous suffira d'assurer ici — sans crainte d'être démenti par aucun de ceux qui sont imprégnés du

véritable esprit de la péninsule — que si la Russie officielle se mettait d'accord, demain, avec la Russie *nationale*, pour provoquer un groupement balkanique et lui assigner un but, on verrait sortir de ce soi-disant chaos beaucoup plus d'unité que n'en réservent, à l'expérience, certaines conjonctions bien publiques et bien solennelles entre grands Etats européens[1].

[1] Encore que l'opinion que nous venons d'exprimer sur la *Ligue balkanique* ait été puisée aux meilleures sources, nous croyons devoir citer, à titre de document, le texte du traité que M. Zankoff, dans le journal bulgare *Svjetlina*, prétend avoir été conclu entre la Serbie, la Bulgarie et le Monténégro :

« Art. 1er. — Les trois Etats s'allient et se garantissent réciproquement l'intégrité territoriale.

Art. 2. — Les droits de douane seront supprimés, entre la Serbie et la Bulgarie, à l'expiration des traités qui les lient avec les autres pays. Le *pourcent* des droits perçus pour le compte des deux Etats sera déterminé par une statistique établie sur une moyenne de cinq années.

Art. 3. — Au cas de conflits d'ordre intérieur qui pourraient surgir au sein d'un des Etats sus-désignés, les deux autres s'engagent à ne pas intervenir *manu militari*. Ils renoncent à l'extradition des criminels politiques — par avance et réciproquement.

Art. 4. — Les trois Etats sont d'accord pour travailler à l'amélioration du sort des Slaves de l'Empire ottoman. Et puisque les solutions à intervenir, sous ce rapport, dépendent, non pas d'eux, mais de la décision des Puissances, en attendant, chacun sera libre de venir en aide à ses nationaux, et, notamment, il sera établi, en Macédoine, un Exarchat serbe.

Art. 5. — Les difficultés qui pourraient surgir entre les Etats alliés seront tranchées par une commission arbitrale où ils seront représentés tous trois, sous la *présidence de l'agent diplomatique russe* du pays où ces difficultés auront surgi.

Art. 6. — Le roi de Serbie, les princes de Bulgarie et de Monténégro feront des démarches pour que le Tsar prenne cette Ligue sous sa protection. »

Nous persistons à croire que l'éminent directeur de la *Svjetlina* a été mal renseigné.

* * *

Le vent de « nationalisme », qui souffle depuis quelque temps de Cisleithanie, semble avoir éteint beaucoup de l'animosité qu'on relevait naguère dans les relations serbo-croates. L'influence de la question agraire, nous le savons, s'exerce dans le même sens. On remarque dans la jeune génération, surtout, des tendances conciliantes que l'élite de l'ancienne ne se fait pas faute d'approuver. A Agram, quelques centaines d'étudiants, appartenant aux deux confessions catholique et orthodoxe, ont élaboré une sorte de programme qui exclut toute divergence de vues et d'action entre Serbes et Croates : ce n'est, en somme, sous le nom de *Narodna misao* (Pensée *nationale*) que le rajeunissement de l'*illyrisme* et du *jugo-slavisme* un peu démodés. L'accueil qui a été fait à cette initiative passe certainement ce qu'on pourrait attendre, en tout autre pays, de la correspondance de l'opinion à une politique d'Université. Ce groupe a déjà constitué une sorte de Livre d'Or des encouragements qu'il a reçus de personnalités considérables de l'un et de l'autre côté de la frontière. Députés, historiens, professeurs, princes de deux Eglises même lui ont adressé des lettres significatives dont l'esprit paraît être de confier à ces « nouvelles

couches », un dépôt qu'il n'a pas été donné à la génération déclinante de faire fructifier. Nous en citerons quelques-unes, qui portent des signatures bien connues.

Djakovo, 5 décembre 1896.

Messieurs,

Votre but est considérable ; Dieu vous donne de l'atteindre. L'amour, l'entente et l'unité, c'est la chrétienté véritable, la source de toute vie, de toute lumière, de tout progrès, de tout épanouissement. Qui travaille pour ces grands objets, dans notre pays, qu'il s'appelle *Serbe* ou *Croate*, est le chrétien par excellence. La haine et la discorde ont engendré décidément tous les malheurs de notre peuple. L'amour et l'entente sont les gages de sa renaissance et de son immortalité.

Dieu vous comble de ses bénédictions, tous.

Strossmaier,
Evêque.

Belgrade, 24 février 1897.

Messieurs,

Votre initiative m'a comblé de joie en me prouvant qu'il y a dans la jeunesse serbo-croate une place pour la pensée chrétienne et patriotique d'union. Je vous félicite, mes chers enfants de la *nation*, de ce que vous vous soyez ressaisis, de ce

que vous vous tendiez une main fraternelle... Votre entente sera une consolation pour beaucoup d'*autres frères*, en dehors de *notre patrie*. Elle nous consolera aussi, nous, vieillards, qui voyons en vous l'espoir de cette patrie ; et nous sommes émus à la pensée que notre peuple ne fera qu'un, qu'il vivra éternellement, que nul, enfin, ne pourra le *dénationaliser*. Vivent nos vaillants Sokols ; vivent les Serbes et les Croates, frères de sang !

Je demande pour vos efforts la bénédiction divine.

MITROPHAN,
Métropolite de Belgrade [1].

Belgrade, 4 janvier 1897.

MESSIEURS ET CHERS AMIS,

La jeunesse universitaire d'Agram me fait part de sa résolution de mettre un terme aux conflits entre Serbes et Croates, dont la répercussion sur la vie publique du pays a été si désastreuse, — et de frayer le chemin à l'union véritablement *nationale*.

L'*Omladina* (la jeunesse) provoque l'expression de mon opinion sur ces conflits. Dans ma jeunesse aussi, j'ai été nourri dans les idées d'union. Vieillard, j'assiste encore en pensée à ce magnifique

[1] Mgr Michel, métropolite de Belgrade, mort il y a deux mois, était une des plus hautes personnalités du royaume de Serbie, — celle même, assure-t-on, qui a joui le plus constamment de l'estime et de la confiance des sphères officielles russes.

spectacle du patriarche serbe Rajacic, ceignant à Jellacic les insignes du banat dans la capitale de la Croatie. Quand les rapports entre Serbes et Croates ont pris une tournure affligeante, je n'ai jamais désespéré. J'ai toujours pensé qu'*une nation* qui avait engendré Jellacic et Rajacic, Dositek et Gaj, Vuk et Racki saurait s'élever assez haut pour ne plus laisser ses meilleurs enfants s'entre-battre, pour assigner à ses forces des objets plus élevés et un *idéal national commun.* Je félicite l'*Omladina* d'être entrée dans cette voie digne et patriotique. Puisse le Ciel, par l'*Omladina*, éclairer la route de l'avenir et envoyer son esprit sous forme de langues de feu qui pénétreront la nation de sentiments de sincère fraternité. — Je vous souhaite plein succès.

IVAN RISTIC [1].

Paris, 14 mars 1896.

MESSIEURS,

Vous avez bien voulu attirer mon attention sur votre initiative, touchant le conflit serbo-croate et l'identité de vos intérêts nationaux... Dès longtemps, chacun le sait, j'ai exprimé l'opinion que

[1] Le ton de cette lettre est d'autant plus remarquable que M. Ristic, ancien régent du royaume de Serbie, ancien représentant de son pays au Congrès de Berlin, n'a jamais passé pour « patriote » au sens un peu bruyant et chauvin que nous attachons à ce mot. C'est, au contraire, un des esprits les plus modérés et les plus positifs du monde politique serbe.

les Serbes et les Croates sont une seule nation, quoiqu'ils portent des noms différents; qu'ils ont la même langue et la même origine ethnique, en dépit de la différence des religions; la même littérature, en dépit de la différence des alphabets. Autant vaut dire que leurs intérêts nationaux sont les mêmes; et il est inutile de donner des commentaires à mon *Credo* personnel, puisque tout patriote le partage.

Votre idée est excellente et tout à fait patriotique. C'est la seule, même, qui soit raisonnable. Pour ma part, sans m'arrêter à l'ambition de votre but, je ne puis être qu'heureux de voir les principes de ma jeunesse — *post tot discrimina* — se retrouver sur le chemin du consentement unanime. D'autant, comme dit le proverbe, que sur la jeunesse repose le monde.

Le succès de cette idée est d'autant plus sûr que votre jeunesse à vous, en la recueillant, se place sur le vrai terrain et lutte pour la vérité... Si les symptômes ne nous trompent, telle est la voie de l'avenir. Des temps meilleurs s'ouvriront pour votre patriotique but; je l'approuve cordialement et souhaite plein succès à vos travaux et à vos efforts.

Très sincèrement.

Bogisic [1].

[1] M. Bogisic, Dalmate d'origine et ministre actuel de la Justice du Monténégro, membre correspondant de l'Institut de France, est une des plus éminentes personnalités du monde jugo-slave. C'est même une des rares qui soient, au sens élevé du mot, « parisiennes ».

Des congrès, des initiatives de « jeunes » jugées sages par des vieillards pourtant à moitié désillusionnés, des *Memoranda* et des protestations de minorités parlementaires qui se perdent un peu dans la sonorité des grandes luttes politiques et sociales, — c'est à peu près tout ce que peuvent fournir les isolés et les ignorés d'aujourd'hui. Mais sur quel plan de la scène les événements pousseront-ils demain une race au fond si consciente de sa personnalité et si infatigable à la défendre ? N'oublions pas que ces idées de resserrement du lien ethnique, entre Slaves des Balkans, paraissent chimériques à la seule diplomatie contemporaine, — et encore pas à tous ceux qui se sont fait un nom en traitant les grandes affaires internationales. Il y a quelque trente ans, au temps où la Hongrie sentait aussi la nécessité de prendre des garanties contre le *germanisme*, Kossuth caressait le plan d'une « Fédération slave » et la jugeait une sorte de contrefort nécessaire à l'indépendance de son propre pays. Mazzini, l'un des fondateurs de l'unité italienne, écrivait, en 1871, de la question d'Orient : « Slaves, unissez-vous, oubliez vos rancunes ; formez une confédération, ouverte à tous, esclave de personne[1] ; » — et son compatriote Crispi, dans une lettre publique, qui ne date que du mois d'avril dernier : « Le parti national italien

[1] Le texte italien, rapporté par la *Nazione*, le printemps dernier, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la mort de Mazzini, est même beaucoup plus expressif : *Stringetevi in una Confederazione, e sia Costantinopoli la vostra citta anfizionica, la citta dei vostri Poteri centrali, aperta a tutti, serva a nessuno.*

voudrait voir se former une confédération balkanique avec Constantinople pour capitale... Les musulmans pourront y trouver leur place, s'ils veulent y vivre en frères, et non en maîtres. Mais le Tsar reste dans ses limites actuelles et le Sultan passe en Asie[1]. » Si des hommes, qui ont marqué dans l'histoire des révolutions contemporaines, et qui ont fini par exercer ou le Pouvoir, ou une réelle influence sur le Pouvoir, ont correspondu à un « état d'âme » populaire chez les Slaves du Sud, et tourné le dos à la politique du « Concert européen », — serait-ce donc qu'une antinomie existe entre l'esprit des démocraties modernes et celui des sphères en possession, présentement, de la sagesse officielle ? Tranchons le mot : le problème des Balkans serait-il encore plus *internationalisé* que la diplomatie contemporaine ne le pense et surtout ne le désire — en ce sens qu'il constituerait tout à la fois un reflet et un élément de la question *sociale*, aujourd'hui posée presque partout ? — Le chapitre suivant en fera juger.

[1] Il est assez curieux de voir un ancien ministre de la Triplice esquisser le plan d'une formation politique qui, à cinq siècles de distance, évoque le souvenir de l'Empire de Dusan.

CHAPITRE VII

LE COTÉ SOCIAL DE LA QUESTION BALKANIQUE

SOMMAIRE. — Le rôle des intérêts dans la question contemporaine d'Orient. — Un épisode de l'attaque de la *Banque ottomane*. — Les valeurs turques et les réformes. — Conséquences théoriques et pratiques de l'*internationalisation* du capital. — L'esprit du traité de Berlin. — Conditions imposées aux Etats balkaniques : frontières, tributs, prise en charge de marchés dolosifs, stipulations particulières. — La Haute Banque en Serbie et en Bulgarie. — Le Monténégro, les tarifs douaniers et la doctrine de l'individualisme d'État. — Situation économique des pays jugo-slaves incorporés à l'Autriche-Hongrie. — La Bosnie ; la question agraire ; le régime de l'occupation. — Un prolétariat international. — Aspect particulier du socialisme dans la péninsule.

Si nous sommes parvenus à dégager la donnée essentielle du problème balkanique contemporain, c'est sous forme de dilemme que paraît se présenter la conclusion. Tant que la paix durera — et le vœu des Puissances paraît bien être de la conserver à tout prix, — on ne peut faire état que des « forces » déjà classées, et pour ainsi dire en mouvement. Ou bien le *Drang nach Osten*, dont nous

connaissons en substance la formule et les ressources, accomplira le cycle tout justement pacifique de son évolution et poussera celle-ci jusqu'au point où les baïonnettes n'auront plus qu'à se montrer sur des positions déjà conquises ; ou bien les Slaves du Sud, resserrant entre eux le lien ethnique, sous forme de ligue, d'entente morale par-dessus les frontières, de politique commune enfin — et nationale, *lato sensu* — lui opposeront à temps un obstacle assez sérieux pour dispenser les autres adversaires naturels de l'hégémonie germanique d'en appeler à la fortune de la guerre. Tels sont les éléments en présence, et, à leur sujet, une question s'impose. De quel côté paraît se ranger cette puissance internationale qu'on est bien obligé d'appeler la Finance, faute d'une expression à la fois synthétique et complète ? Dans quel plateau de la balance pèsent les hommes d'argent et surtout les choses d'argent ? Quel est — pour pousser l'examen jusqu'à ses extrêmes et pourtant naturelles conséquences — l'aspect *social* de ce conflit ? — Comme tout se tient, dans ces affaires dites orientales ; comme il est bien impossible d'en décrire un côté sans remonter fréquemment jusqu'au point d'où l'on en peut saisir l'ensemble, il nous paraît utile de relever l'attitude générale de l'Europe des « intérêts » dans les difficultés contemporaines d'Orient, avant d'examiner en particulier l'apport que nos mœurs financières fournit au *Drang nach Osten* contre les Slaves du Sud.

L'Empire ottoman, c'est le *statu quo*. Le *statu*

quo, c'est le courant des affaires et le paiement du coupon. Deux facteurs respectivement associés à un même troisième — dans un siècle de chiffres, surtout — doivent concourir à une fin commune. Cette étroite affinité entre la Sublime Porte et ce qu'on nomme en bloc les « intérêts » trouve un symbole dans le propre personnage d'Abdul-Hamid. Le « Sultan rouge » est un des premiers capitalistes du monde. Sa fortune personnelle — si l'on peut ainsi nommer les bénéfices inhérents à sa fonction — passe le milliard, et il ne dédaigne pas de l'augmenter par des spéculations et des affaires, avec le concours éclairé de sir E. Vincent, directeur de la Banque ottomane. Parallèlement au massacre des Arméniens, il opérait avec succès sur les mines d'or. C'est du reste dans cette banque que ses valeurs étaient déposées, le jour où une bande de *condottiere* l'envahirent et pensèrent la mettre à mal. Un diplomate, alors présent à Constantinople, nous contait récemment quelques épisodes de cette audacieuse équipée. La bande avait pénétré sous le hall en costumes de portefaix, chargée de ces sacs d'apparence réglementaire qui servent au transport des *medjidiés*. Le Monténégrin de planton — le Monténégro est le grand fournisseur d'hommes vertueux aux établissements financiers de Constantinople — les laissa passer sans défiance. Sur quoi ils barricadèrent la porte et tirèrent leurs revolvers, joignant la menace de faire sauter à la dynamite ce palais où cinq à six milliards, tant en titres qu'en numéraire, étaient déposés. On courut

prévenir Sa Hautesse. Elle prit peur si vite et si bien, le coup avait porté si juste qu'à cette bande — qu'au fond elle traitait d'anarchiste, et comme telle eût empalée de bon cœur — elle fit faire sur le champ des ouvertures, promit la vie sauve, promit même l'asile. Ni avant, ni depuis, l'Europe « concertée » traitant avec Abdul-Hamid par l'organe de ses ambassadeurs, n'a obtenu de lui un gage de cet esprit d'accommodement et de franche décision. Que se passa-t-il par la suite, et quel fut notamment le rôle du premier drogman de l'ambassade de Russie, Maximoff? — Notre auteur, là-dessus, se déclare mal renseigné. Mais ce qu'il vit de ses yeux, dans le crépuscule de cette journée laborieuse, ce fut l'embarquement des agresseurs, protégés par la police, à bord du propre yacht de sir E. Vincent. A l'heure même où des milliers d'innocents tourbillonnaient sous les casse-têtes officiels, ces hardis compagnons trouvaient asile et confort dans les salons flottants du directeur de la *Banque ottomane* : de là, non sans égards, on les embarqua sur un paquebot en partance pour l'Angleterre. Ils avaient parlé dynamite à temps !

La morale publique peut hésiter ici quant à la répartition des torts et à la classification des procédés. Mais ce que nous pouvons bien appeler l'esthétique sociale s'est enrichi, ce jour-là, d'un beau symbole — à reproduire en gobelins pour toutes les chancelleries de l'Europe : le Sultan, réfractaire aux notes diplomatiques, composant — en toute hâte! — avec l'anarchie.

On pourrait s'élever plus haut, dans ce domaine du symbolisme, et découvrir, par exemple, plus d'une analogie entre certaines fonctions du capital et le rôle que le Turc s'est arrogé en Europe. Le Turc, installé depuis cinq cents ans parmi des populations chrétiennes, ne s'est jamais comporté, en somme, comme s'il occupait, dans un intérêt commun, le faîte d'une société. L'idée de devoirs, de charges inhérentes à sa position privilégiée n'est jamais entrée dans sa politique, — et pas même, au surplus, celle d'assimilation. Il a constamment campé sur ce sol, convaincu que le fait originaire de la conquête lui créait des droits imprescriptibles et qu'il n'avait qu'à se laisser vivre du travail des *raïas*. — Au fond, n'y a-t-il pas là quelque chose des objections que l'école socialiste et ses divers aboutissants font à l'état de *pur rentier?* Ne lui contestent-ils pas tout justement et ce droit à la pérennité de jouissance, basé sur un fait plus ou moins lointain, dont la légitimité au surplus dépend du poids et de la mesure, — et l'abstention du devoir que nous commençons à nommer *social* — et l'isolement altier, la tendance à former caste, au-dessus d'un prolétariat sans culture et inorganisé ? Toutes proportions gardées entre l'état de civilisation et le moule dans lequel pourrit l'Empire ottoman, c'est autour des mêmes idées, ou plutôt des mêmes reproches que semble graviter la querelle. Non seulement les mots, mais les faits semblent prêter à cette antithèse : que le capital devienne, dans toute l'Europe, la tête de Turc de l'armée des mécontents — et que le

Turc soit aveuglément amnistié par les classes pourvues, à cause de ce qu'il incarne de capital.

C'est qu'il ne l'incarne pas qu'au figuré et par manière de symbole! L'Empire ottoman doit en chiffres ronds aux créanciers européens — même après la conversion forcée qui résulte de l'iradé de décembre 1881 — cent millions de livres sterling, et, dette publique mise à part, un grand nombre de valeurs sont solidaires de son existence. Tout le monde sait que sa banqueroute est en perspective au bout d'une guerre, et peut-être se serait-elle déjà produite, au lendemain du traité de San-Stefano, si les Puissances n'avaient été en mesure d'opposer à la Russie un concert pour de bon. On oublie trop que le Gouvernement russe dut s'engager par le traité de Berlin : 1° à ne pas convertir son indemnité de guerre (de 1.400.000 roubles) en cessions territoriales ; 2° à ne rien exiger qui pût porter préjudice aux créanciers antérieurs de l'Empire ottoman. En fait, c'était renoncer à tout dédommagement pécuniaire, s'effacer devant les capitalistes européens, reconnaître — de force, il est vrai — qu'on avait fait la guerre pour l'honneur.

Encore ici, si l'on dégage la philosophie de ce règlement d'ordre financier, et ses rapports avec ce qu'on peut bien nommer la morale des nations, la surprise du moraliste est amère.

Entre deux créanciers de la Sublime Porte, l'un — celui qui vient de dépenser des milliards pour arracher les chrétiens des Balkans et notamment les Bulgares à un régime de cruautés qui, dans ce

temps-là, fit frémir l'Europe, est renvoyé à présenter sa cédule à des jours meilleurs; — l'autre, le syndicat des banquiers de l'Empire et leur clientèle, qui ont fourni des ressources à ce régime, par conséquent un aliment à ses abus, conserve une situation privilégiée.

Mais s'imagine-t-on que demain une Russie victorieuse, avec le concours des Etats balkaniques, se laisserait dicter des conditions aussi draconiennes et passerait aisément condamnation sur son ancienne créance et sur celles qui ne manqueraient pas de naître, du fait de la guerre, tant à son profit qu'au profit de ses alliés ? Est-ce que le principe que les créances privées et antérieures en date doivent primer les nouvelles créances d'Etat serait admis par les vainqueurs ? Question de force mise à part, serait-il légitime que leurs avances restassent pour compte aux liquidateurs de l'Empire ottoman, alors que l'événement donnerait tort aux obstinés qui auraient cru jusqu'au bout à son étoile ? La Conférence chargée d'élucider ce point de droit pourrait se reporter utilement à l'un des articles du Code de Commerce : ce serait bien la première fois que, dans une faillite, les syndics eussent été payés les derniers !

La Haute Finance, en connaissance de cause, et les porteurs de titres, par instinct, se sont mis en présence de ces hypothèses et de beaucoup d'autres, — car nous n'avons pas la prétention, cela va de soi, de passer en revue toutes les formes de la dissolution éventuelle de la puissance établie à Constantinople. Ils en ont conclu, avec raison, que le

meilleur, et à vrai dire l'unique garant de leurs intérêts, était le *statu quo*. Tout le reste est ironie, dans la fameuse formule « intégrité de l'Empire ottoman » ; mais cela, du moins, est sérieux, répond à un concept clair, à des appréhensions raisonnées. Le malheur est que ce même conflit, que nous avons déjà signalé à travers certaines phases de la crise balkanique, entre la morale sans épithète et les exigences plus ou moins juridiques du coupon, est permanent au fond de ce *statu quo*. Et il en résulte, pensons-nous, que la défense du capital en Orient n'est pas sans élargir par contre-coup les brèches dont il se plaint en Occident, sous forme d'antithèses qu'on peut bien nommer *sociales*.

Depuis que l'Europe a placé sous son contrôle les finances ottomanes, les arrérages sont régulièrement servis aux porteurs de titres, et voilà, sans doute, un grand bien. Mais nous voudrions que les apologistes même de ce riant état de choses eussent le courage de donner au public l'épure de cette machine dont les orifices crachent l'or et qui dissimule aussi, je pense, des cylindres et des laminoirs. Ce livre a-t-il été écrit ? A-t-on détruit une seule des présomptions ou des accusations positives d'après lesquelles notre génération est fondée à penser que nulle part le contribuable n'est plus odieusement rançonné que dans l'Empire turc ; qu'il ne jouit personnellement d'aucune des garanties qui forment la base de tout système fiscal régulier ; et qu'enfin, sous le vernis d'une brillante comptabilité, la Commission européenne de la Dette n'est qu'un stimulant de plus à la rapacité

des fonctionnaires? Car enfin la question est terriblement préjugée contre les optimistes par tout ce que nous savons du tempérament, du passé, des mœurs administratives, judiciaires, fiscales de l'Islam européen. Non seulement ce livre n'existe pas, mais l'Europe officielle elle-même se charge d'infirmer par avance la crédibilité de l'écrivain qui entreprendrait cette tâche, puisqu'elle reconnaît qu'une refonte de l'organisme ottoman s'impose et qu'elle a inscrit les « réformes » au programme de la question d'Orient.

Et c'est bien cela, l'antithèse, pressante et à plusieurs faces. D'un côté, la civilisation reconnaît qu'un état de choses arbitraire, inhumain, chaotique se perpétue dans l'Empire ottoman, au point de rendre son intervention non seulement décente, mais indispensable; de l'autre, elle admet, elle *exige* que ce chaos évapore, pour ainsi dire, le plus régulièrement du monde et à époques fixes, de quoi satisfaire les créanciers occidentaux. Et qui donc paiera les frais de la contradiction manifeste entre cette prétention et cette donnée, sinon le contribuable du Grand Seigneur, d'autant plus sûr d'être rançonné que l'ordre ne saurait sortir, en pareille matière, du désordre et qu'il faut d'*autres désordres* pour en procurer la fiction? — D'une part, l'Europe convient qu'elle n'est parvenue jusqu'ici à protéger efficacement ni la liberté, ni les biens, ni même la vie des chrétiens de l'Empire, et n'en convînt-elle pas, certes, les persécutions et l'hécatombe des Arméniens l'accusent assez haut; mais, de l'autre, l'événement prouve

que le coupon a été servi, qu'elle fût, sous ce rapport, ou plus énergique ou plus heureuse, et n'en tirât-elle pas vanité, encore ici les faits seuls portent leur enseignement. Du Turc politique et administratif on n'a rien su ou rien voulu tirer; du Turc associé à la vie économique et financière de l'Europe, on est pourtant parvenu à obtenir quelque chose. — Abdul-Hamid non seulement n'écoute pas les conseils de la diplomatie, mais la raille. C'est un ironiste célèbre, dont la spécialité consiste, dès qu'on lui propose un lot de réformes, à en offrir davantage, quelquefois dans des proportions si grandioses que les ambassadeurs en restent cois. Sait-on que, le 1er octobre 1876, il eut la sérénité de répondre aux représentations de l'Europe par l'offre d'introduire le régime parlementaire en Turquie, de s'entourer de deux Chambres et d'un ministère responsable[1]? Cet insigne plaisant est pourtant un homme d'affaires. Sous son règne, au moins depuis la conversion de 1881, les porteurs de titres ottomans sont régulièrement payés. Par ce côté-là, on ne saurait dire au juste si la civilisation est sa prisonnière ou sa geôlière : on sait seulement qu'ils se sont compris et qu'au total ils se veulent du bien.

S'il est malaisé de soutenir, là-dessus, contre les socialistes, l'existence d'un ordre « moral », fondé sur de certains principes et une constante tradition, nous ne voyons guère non plus le moyen de brandir contre eux l'argument de « l'internationalisme », dont les chastetés du patriotisme ont encore cou-

[1] Debidour, *Histoire diplomatique*, II, p. 495.

tume de s'épouvanter. De l'international, mais depuis un an nous en mettons partout! Nous en saturons les notes diplomatiques et officieuses, nous en aveuglons les yeux légitimement écarquillés des Grecs, des Serbes et des Bulgares, et nul ne contestera, à ce sujet, que la politique du concert européen n'oppose un *principe* — d'intérêt commun ou soi-disant tel — à celui des « nationalités », que nous avons pourtant pris la peine de leur apprendre! Mais, remettant à la suite de cette étude le point de savoir, tout justement, si cette politique fait des victimes et sous quel prétexte, laissant de côté tout ce qu'elle peut avoir de dolosif sans le paraître et de militant sans le dire, en soi, est-ce qu'elle ne fait pas rutiler un phénomène dont l'aveu est toujours pénible aux partis conservateurs, nous voulons parler de « l'internationalisme » du capital? — Certes, il suffit de jeter les yeux sur la quatrième page d'un journal quelconque pour s'apercevoir que la fortune mobilière est essentiellement « sans patrie ». Considérée dans son objet, elle relève de tous les pavillons, et l'on ne démêle pas très bien, entre parenthèse, pourquoi un préjugé s'élève contre l'ouvrier qui entrevoit la solidarité du travail par-delà les frontières, tandis qu'il épargne le capitaliste intéressé au sort d'une foule d'Etats ou d'industries, à coup sûr non français, peut-être même anti-français. Mais cet enseignement quotidien, précisément parce que le préjugé et l'habitude en émoussent la pointe, a besoin d'être ravivé par certaines circonstances, et telle page de la question d'Orient peut suffire à une

démonstration que l'œuvre théorique de toute une génération laisse incomplète.

On serait vraiment bien embarrassé de trouver quoi que ce soit de « national » dans les oscillations par lesquelles toutes les Bourses du continent ont témoigné qu'elles s'associaient à la dernière crise. Encore que, de toute évidence, chacune de ses phases ait marqué un déplacement d'influence d'Etat, au profit ou au détriment d'un autre Etat, des progrès ou des reculs respectifs, des consolidations de positions acquises ou des changements de constellations politiques, c'est dans le même temps, le même sens et quasi la même mesure que les cours des fonds publics ont varié d'un bout de l'Europe à l'autre. On a pu constater qu'une Puissance, supérieure aux Puissances, évoluait dans une sphère inaccessible aux suggestions du particularisme national, que la « sensibilité » des valeurs était isochrone, et témoignait en somme de l'unité de l'organisme européen. Nous sommes habitués, en France, à voir les promoteurs de la hausse et de la baisse se désintéresser de tout un compartiment, et même du compartiment le plus « national » de la fortune du pays; ne pas souligner, même d'un écart de cinq centimes sur la Rente, telle catastrophe, gelée, grêle ou sécheresse, qui affecte par centaines de milliers nos paysans et trouble pour toute une saison, quelquefois même pour plusieurs années, l'économie de la vie rurale. Le contraste n'en est-il pas plus frappant de la solidarité de la Bourse de Paris, au printemps dernier, avec celles de Vienne et de Berlin, sur la plus mince

nouvelle, vraie ou fausse, émanée d'un « renseigné » de Constantinople ?

Pourtant, si la cote avait une patrie, ou, pour mieux dire, si ceux qui la font en avaient une, la crise eût imposé une réserve toute particulière au spéculateur français. La substitution officielle de l'influence germanique à la nôtre dans les conseils du Sultan, certains symptômes de reconstitution de l'entente des trois Empereurs, la démonstration, enfin, que notre politique extérieure est non seulement impersonnelle, mais subordonnée, — ce n'est vraiment pas de quoi mettre en branle le *Trois pour cent* et le pousser aux sommets où les plus prudents réalisent. A la Bourse, pas une interprétation spéciale n'a été assignée à ces événements au point de vue français; le *Trois* a monté, et le *Foncier*, et la *Banque*, et toutes les valeurs qu'on se hâte de draper dans le pavillon « national », si tant est qu'un socialiste leur consacre une page menaçante ou simplement sceptique. La liesse a débordé chez nos courriéristes de péristyle, pendant toute cette période qui coïncide peut-être avec un tournant critique de l'histoire de France, et M. Hanotaux lui-même, en insinuant à la tribune que « ce serait encore long », n'est pas parvenu à calmer l'ardeur des haussiers, aussi enflammés, sinon plus, que leurs confrères d'outre-Rhin. — Si ce n'est là de l'internationalisme, qu'est-il donc ?

Le spéculateur s'agite. Plus modeste, et surtout plus moral, le possesseur de portefeuille attend. — Je ne voudrais pas déflorer à son sujet un livre de très cruelle analyse psychologique qui reste à écrire,

où nous verrions en détail l'état d'âme d'un Français probe, patriote, chauvin même, je le veux, affligé de quelques milliers de livres de rentes en titres que la force même des choses prédestine à la hausse ou à la baisse, en raison inverse des fluctuations de notre prestige national. Il semble, au surplus, qu'un rédacteur des plus considérables du *Figaro* l'ait fait, — ni pessimiste, ni révolutionnaire, ni surtout anti-ministériel, puisque M. Valfrey passe pour admis à refléter l'opinion immédiate de M. Hanotaux. « Il n'y a là qu'une controverse politique — écrivait-il de la question d'Egypte, qui touche d'assez près, je pense, à celle d'Orient — dont les intérêts financiers se *soucient peu*. Le fait que je relève est tellement éclatant que plus l'Angleterre enfonce sa griffe en Egypte, plus les fonds égyptiens montent. Consultez les porteurs de ces fonds. Ils vous avoueront, les yeux tournés vers le ciel, et en poussant de profonds soupirs, que, si l'Angleterre évacuait le Delta du Nil, leur portefeuille diminuerait de sécurité et de valeur dans des proportions très sensibles. *Allez donc, après cela, engager une lutte sérieuse contre la politique de lord Salisbury*[1] *!* » Mais si nous tirons de ces lignes — et ce paraît bien être la sincérité qui les inspire —

[1] M. Valfrey avoue, dans un autre article (*le Traité et l'Exécution*) : « La diplomatie qui exercera désormais le plus d'influence sur notre vieux continent aura pour *principal véhicule* le maniement des combinaisons financières. » — Un autre collaborateur du *Figaro* — celui-là occasionnel, M. Larroumet, retour d'Orient — a fait la même découverte et nous dit assez franchement où elle nous mène : « Nous sommes *entre les mains d'une finance internationale*, dont la main se retrouve partout. »

la conclusion simple et nécessaire, ce n'est pas seulement à propos des fonds égyptiens, mais des valeurs transwaaliennes, austro-hongroises, ottomanes surtout, qu'on peut un jour entendre dire : « Allez donc, après *cela*, engager une lutte contre la politique anglaise, allemande ou turque, ou magyare ! » Et qu'est donc *cela*, sinon un intérêt de classe ou plutôt de groupe, que les événements mettent, par hypothèse, en conflit avec un intérêt *national ?* Et qu'en pourrait déduire la nation, sinon qu'il est des classes ou des groupes qui ont cessé de lui appartenir tout entiers[1] ?

N'allons pas si loin et défions-nous des conclusions trop rigoureuses. Il n'en est pas moins vrai que, si le conflit du patriotisme et des intérêts peut se résoudre, pour l'individu, en transactions loyales et inattaquables, il se dessine crûment, au sein de la société, et prête déjà à une foule de préventions. Systématisées, ces préventions deviendront de plus en plus une arme contre le *capitalisme*. Leur origine est dans la faute séculaire de l'Europe contre l'Orient chrétien. Elle n'y a jamais cherché, en somme, que les éléments d'une « affaire ». Affaire d'Etat ou affaire d'argent, les classes supérieures n'ont cessé d'osciller entre ces deux pôles. Par respect du principe étrangement successif qu'on nomme l'équilibre européen, les

[1] Les obligations de Salonique à Monastir, par exemple, valent aujourd'hui 250 francs. Il saute aux yeux que l'événement de nature à mettre en joie leurs porteurs — même français — pris en cette qualité n'est rien moins que la consolidation de l'hégémonie allemande dans les Balkans et l'installation de l'Autriche à Salonique.

chancelleries ont toléré de l'Empire ottoman tous les désordres, tous les crimes, et jusqu'aux impertinences. Derrière les chancelleries, les financiers ont pris position, s'arrêtant moins encore aux suggestions de ce qu'on nomme avec pompe le « sens civilisé », flairant des dividendes, encaissant des commissions, prenant sur eux de signaler comme légitime ce débouché à l'épargne. Les uns et les autres se sont engagés d'accord et à fond dans cet engrenage, et ont élevé des générations entières dans cette opinion que, puisque cet engrenage les tenait, il fallait bien qu'il durât. L'étreinte, longtemps enveloppée du mystère de combinaisons politiques, a fini par apparaître dans toute sa brutalité. L'Europe officielle a dû publiquement convenir qu'elle y cédait et laisser deviner aux dépens de quoi. Humanitarisme, ou plutôt humanité, sans phrases, solidarité chrétienne, principe des nationalités, concept de moralité dans la rémunération du capital, c'est un immense bagage d'idéal qui a constitué la rançon d'un accommodement précaire. S'imagine-t-on que personne ne le ramassera ou s'abstiendra seulement de le montrer épars ?

Déjà nous avons pu voir, en France — tant il est vrai que le nouveau privilège de la question d'Orient est d'ajouter au trouble des esprits et de provoquer des concentrations imprévues, — figurer de compagnie les noms de Rochefort et de Kerohant, de Millerand et de Cassagnac, au bas d'un appel en faveur de la Grèce, stigmatisant les « financiers véreux ». Les monarchistes n'allaient

là que pour suivre le dépôt de la vieille société française entre les mains qui le recueillaient ou affectaient de le recueillir. C'est qu'en effet le seul instinct de race proteste, chez beaucoup d'entre nous, contre le caractère dissolvant de l'*internationalisation* du capital. Dès l'instant qu'un tel phénomène s'épanouit, et rutile aux yeux des moins prévenus, que reste-t-il à opposer à l'Internationale du travail, sinon des baïonnettes et des sophismes? Et par quoi comblera-t-on cette brèche dans l'idée de patrie, à une époque où le *Primum vivere* est l'article le plus souvent cité du code moral ?

*
* *

Quand on a délibéré de faire vivre à tout prix, et par de tels motifs, « l'Homme malade », il faut bien fermer la porte de la chambre d'agonie à ses successeurs présomptifs. — La politique financière de l'Europe vis-à-vis du Balkan slave n'est que le complément et l'envers de celle qui a prévalu à Constantinople, à cette nuance près que les intérêts du capitalisme s'identifient à peu près ici avec ceux du *Drang nach Osten*.

Le principe de la « poussée » admis, il importe que son application ne se heurte point à des organismes résistants, et le progrès matériel étant,

de nos jours, l'un des plus importants facteurs de la vitalité des Etats, on considère qu'un demi-malaise économique convient parfaitement à de jeunes corps, en vue du dessein auquel ils doivent se prêter. Ce serait presque assez de ne pas leur venir en aide, car ce qui leur manque le plus, ce sont les capitaux. Comment les Serbes et les Bulgares, presque tous *raïas* sous le régime turc, auraient-ils pu « accumuler » du travail ? Ils travaillaient pour d'autres, et indirectement pour les créanciers européens, à partir du moment où la Porte a eu des dettes. Mais on fait mieux ; on ne s'en rapporte point au seul égoïsme de l'Argent, facile à ce vieux prodigue d'Islam — parce qu'on lui connaît une certaine puissance d'extorsion — défiant aux peuples qui débutent, parce qu'ils n'ont de ressources qu'en eux-mêmes. On s'applique à canaliser ces ressources, ou pour mieux dire à en régler le débit, à l'aide d'une sorte de compteur. Le compteur sera dissimulé sous une charte diplomatique, naturellement sacrée, puisque le gros du public n'y voit qu'un instrument de paix. Frontières arbitrairement dessinées et incompatibles avec l'indépendance économique ; obligation de payer tribut, de supporter *pro parte* les vieilles dettes ottomanes, et les marchés dolosifs ; stipulations d'un autre genre, tendant à l'établissement de voies ferrées dont le *Drang nach Osten* surtout profitera, — tels sont les dons de joyeux avènement que la Serbie, la Bulgarie, voire, dans une certaine mesure, le Monténégro, ont reçus, en 1878, de la nouvelle politique « germano-balka-

nique ». Le Congrès de Berlin a fourni le plan ; par la suite, les hommes d'Etat et les hommes d'affaires n'ont eu que la peine de s'en inspirer.

La qualité d'enfants trouvés de la civilisation, que l'Europe semble assigner aux Slaves des Balkans, explique à la rigueur que la diplomatie ne se soit pas crue obligée de leur tracer des frontières, suivant eux, naturelles. Elle ne justifie pas le système de délimitations arbitraires qui leur a été imposé et tend, ostensiblement ou par des moyens détournés, à les enfermer dans la zone économique de l'Europe centrale. La seule configuration politique du Balkan slave est un obstacle à l'autonomie de son développement et rend témoignage au dessein de lui faire subir une vassalité.

C'eût été trop préjuger, sans doute, de la beauté d'âme des congressistes de Berlin, que de mendier pour la Serbie, à l'extrême sud de la côte dalmate, ce coin de littoral si nécessaire à la vie commerciale d'un pays. La proposition n'est pourtant pas si osée qu'elle paraît au premier abord, car, dans les Bouches de Cattaro, la population se dit assez hautement « serbe », — et n'est pas moins serbe, de race, de langue, de religion et d'aspirations, tout le pays intermédiaire. Mais on eût pu du moins lui céder, sans préjudice à des droits acquis, un morceau de la Bosnie reconquise sur l'Islam, c'est-à-dire tout justement cette zone. La Bosnie orientale, par exemple, jusqu'à la Bosna et à l'embouchure de la Narenta, lui eût valu un appoint considérable de population et

de richesse. Plus encore, en rapprochant la frontière serbe de l'Adriatique, on eût ouvert au pays des débouchés sur la Dalmatie et la mer. C'est précisément cet accès qu'une des préoccupations de l'Allemagne et de l'Autriche fut de lui fermer. D'une province qui lui appartient à coup sûr aux titres historique et ethnographique, on a fait contre la Serbie une barrière massive qui la prive de tout contact avec la côte.

Vers l'Orient, la voie du Danube reste ouverte à la Serbie. Mais c'est un avantage théorique et le Congrès ne l'ignorait pas. Elle ne saurait, par cette voie, ni tirer les produits industriels dont elle a besoin — car l'industrie est à l'Occident — ni écouler ses produits agricoles. Est-ce qu'on envoie des céréales en Bessarabie? Sont-ce les Turcs et les Roumains qui lui achèteront des bestiaux? De bonnes relations commerciales eussent pu être nouées, dès 1879, avec la Bulgarie; mais l'Autriche a soin de faire insérer dans le traité une clause qui met en défiance réciproque deux néo-nationalismes: les districts de Pirot et de Vranja, en majorité bulgares, sont attribués au royaume de Serbie. Six ans plus tard, le développement de cette politique mettait les deux pays aux prises. Longtemps après la paix de Bukarest, ils s'opposaient encore des tarifs-représailles; l'année dernière seulement, la veille de la visite du roi de Serbie à Sofia, une nouvelle convention commerciale a été conclue.

Brouillée avec les Bulgares, sans communication avec la mer, sans débouchés à l'Orient, la Serbie

est donc fatalement tombée dans l'orbite économique de l'Autriche. Elle ne peut vivre qu'avec le concours, ou du moins par la permission de cette puissance. Elle lui demande environ les deux tiers de ses importations, — vingt-cinq millions de produits industriels sur quarante. Elle lui vend chaque année des bestiaux ou des produits agricoles pour une somme de 40 à 45 millions : c'est le quatre cinquième de son commerce d'exportation. Soit comme fournisseur, soit comme client, le jeune royaume est presque à la merci de sa puissante voisine. Que celle-ci, par une élévation de tarifs, ou sous des prétextes de police sanitaire — cela, du reste, s'est déjà vu — lui ferme le grand marché aux porcs de Steinbruch, le gouvernement de Belgrade sera mis dans l'embarras, même vis-à-vis de ses propres sujets. N'est-ce point presque toujours aux gouvernements qu'on demande compte des crises économiques, encore qu'on exige d'eux des actes politiques à l'encontre de cette catégorie d'intérêts?

Le Congrès de Berlin a été particulièrement malveillant pour les Bulgares. Ne pouvant leur ôter certains avantages de nature, qui manquent à la Serbie, soit un littoral et l'indépendance relative vis-à-vis du marché austro-allemand, il semble s'être ingénié à en restreindre les effets. Création de l'armée et de la politique russes, revue, remaniée et singulièrement diminuée par la volonté de Bismarck, d'Andrassy et de Beaconsfield, la Bulgarie de 1879 était peut-être le type le plus parfait de l'Etat balkanique tel que la diplomatie

le conçoit et, au besoin, le façonne. Sauf un embryon d'existence nationale, on lui refuse à peu près tout ce qui constitue, selon nos propres théories d'Occident, la condition du développement par le travail et dans la paix.

La *Grande-Bulgarie* organisée, l'année précédente, à San-Stefano, avait du moins le mérite de grouper toutes les populations d'origine bulgare et de calquer la frontière politique sur celle de l'ethnographie. Il y avait là je ne sais quoi de logique et de complet, qui sentait la brèche ouverte dans la question d'Orient. Que la Russie y eût passé, c'est une autre affaire. Mais enfin le tronçonnement de Berlin est si complet aussi, à sa manière, que cette seule appréhension ne suffit pas à l'expliquer. Chaque morceau détaché de la *Grande-Bulgarie* constitue la base ou l'appoint d'une combinaison à laquelle les « intérêts » ont leur part.

Nous savons maintenant pourquoi l'Autriche fit attribuer à la Serbie deux districts bulgares. Il n'est pas difficile de démêler que la crainte d'affaiblir le grand débiteur de l'Europe a fait restituer la malheureuse Macédoine à la Turquie. Quant à la Roumélie orientale, constituée en province mi-autonome, cette piteuse dévolution avait d'abord et sans doute le même objet ; ensuite l'établissement d'une colonie internationale, dans les Balkans surtout, ne laisse pas d'ouvrir un horizon sur les affaires. Ce qu'il y a de sûr, c'est que la Commission européenne, instituée pour le bonheur de la Roumélie, ne réussit qu'à la ruiner, et

les historiens bulgares contemporains assignent des causes encore plus manifestement économiques que « nationales » à la révolution du 18 septembre 1885, par laquelle cette province s'unit de force à la principauté de Bulgarie.

« La Commission, dit M. Drandar, entièrement étrangère aux mœurs, aux idées et aux ressources du pays, avait élaboré et voté dans les trois mois un statut organique de 1704 articles avec les annexes, sans que la population, pour laquelle ce statut était fait, eût la moindre part à la confection d'une législation qui ne pouvait être changée que de l'assentiment de toutes les Puissances.

« Pleine des excellents principes qu'elle avait empruntés, du reste, aux législations belge, italienne, française, etc., cette constitution établissait en même temps un tel luxe de fonctionnaires et imposait au contribuable de telles charges qu'il était facile de prévoir que la Roumélie ne pourrait ni toujours, ni même longtemps, supporter une pareille situation.

« Au lieu de deux départements, qui étaient tout à fait suffisants, sous le régime turc, on en avait fait six. Au lieu de six cantons, on en avait fait vingt-trois. Les paysans bulgares furent stupéfaits quand ils virent une trentaine de fonctionnaires se prélasser là où, avant la guerre, il n'y avait que deux ou trois gendarmes. La nation tout entière fut douloureusement surprise, quand elle s'aperçut que, si les diplomates européens l'avaient écrasée de charges, ils lui avaient aussi refusé tous les moyens de se procurer les ressources nécessaires.

« La Commission européenne avait, en effet, donné à la Porte le droit de sanctionner les lois provinciales, et la Porte avait fait de ce droit un usage que la Commission n'avait pas prévu. Elle avait refusé de sanctionner la loi qui autorisait le gouvernement rouméliote à conclure un emprunt de 5 millions de francs pour venir en aide à l'agriculture ruinée. Elle avait rejeté la loi déclarant d'utilité publique la construction d'un chemin de fer de Jamboli à Bourgas. Elle avait refusé d'accorder l'autorisation d'établir une banque et d'exempter des droits de douane les vins et spiritueux que la Roumélie exportait et qui devaient traverser le territoire turc avant d'atteindre les ports d'expédition.

« Sans argent, sans banque, sans chemins de fer, sans moyens d'exporter ses produits, la Roumélie ne pouvait que se ruiner à payer le tribut à la Porte et à entrenir la coûteuse machine que l'Europe lui avait imposée[1]. »

Telle fut la crise économique et sociale déchaînée, dans la province qui avait le plus souffert de la guerre turco-russe, par le morcellement de la *Grande-Bulgarie* et le patronage international. Un coup de force la dénoua, sans que l'Europe pût se mettre d'accord pour faire respecter son œuvre, ce qui ne laisse pas d'être instructif et, dans une certaine mesure, consolant. Cette union violente de la Roumélie orientale à la Principauté fit la Bulgarie actuelle, aujourd'hui le plus pros-

[1] Drandar, *les Evénements politiques en Bulgarie*, depuis 1875 jusqu'à nos jours.

père et le plus puissant des États balkaniques. Il n'en est pas moins vrai qu'il avait perdu sept précieuses années en commotions intérieures, agitations politiques et *pronunciamientos*, calamités inévitables dans un pays qui se cherche, ou, pour mieux dire, ne s'est pas encore retrouvé.

De sorte qu'il a commencé à pouvoir suivre les conseils de « progrès pacifique » qui lui venaient de la civilisation, du jour seulement où, par un acte révolutionnaire, il a élargi la frontière que celle-ci lui avait donnée.

*
* *

Non seulement le Congrès de Berlin ne ménage pas l'avenir des Slaves des Balkans, en leur assignant des frontières naturelles, et, au point de vue économique, *utiles ;* il ne les décharge point du passé, et à certains fardeaux, les uns onéreux, les autres humiliants, leur fait sentir leur qualité de démembrements de l'Empire turc. Ainsi l'exige la théorie des « droits acquis », difficiles à démêler, dans cette partie de l'Europe, avec les iniquités couvertes par la prescription.

La diplomatie, nous le savons, a fait un principe de la participation de la Bulgarie, de la Serbie, du Monténégro et même de la Grèce aux charges de

la Dette ottomane. Mais nous savons aussi comment le principe passe dans la pratique, et, d'après un rapport récent de la Commission européenne de contrôle, il paraîtrait que la Bulgarie, seule assujettie au *tribut*, tend à s'en affranchir par le même procédé sommaire. Du moins, sur les 152.000 livres sterling que doit chaque année l'ex-Roumélie orientale au trésor ottoman, les deux tiers resteraient à percevoir sur l'exercice 1896. C'est, en tous cas, une nouveauté. Jusqu'ici le jeune Etat slave a régulièrement fait honneur à la signature des congressistes de Berlin, encore que la superposition d'un impôt étranger aux impôts nationaux soit un singulier moyen de soulager ses finances. Par ce canal, du reste, une fraction de l'épargne bulgare sert à désintéresser les créanciers de la Porte : la diplomatie pense à tout et ne stipule point de tribut *ad pompam et ostentationem.*

Une autre catégorie de créanciers a, de tous temps, été chère aux représentants du Concert européen : à Berlin, notamment, ils trouvèrent d'ardents défenseurs. Ce sont les bénéficiaires de marchés antérieurement passés avec la Porte, à laquelle, par suite des cessions territoriales, se trouve substitué un nouvel Etat. L'expérience montre que cette succession peut être lourde : il s'agit, en général, d'affaires embrouillées et manifestement traitées « à la turque », c'est-à-dire aussi onéreuses pour le gouvernement signataire que lucratives pour les intermédiaires. Au point de vue moral, tel règlement élaboré sur le tapis d'un

Congrès et revêtu de l'autorité des « Hautes parties contractantes » aboutit à dégager les conséquences juridiques de pots-de-vin opportunément placés. Nous en citerons un exemple classique dont la Bulgarie a fait les frais.

Un firman de septembre 1861 avait sanctionné, au profit d'une Compagnie anglaise, la concession de la ligne de Roustchouk-Varna. La Turquie s'était en outre obligée — sans doute parce que ses fondés de pouvoirs avaient des motifs pressants d'être généreux en son nom — à une annuité excessive de 140.000 livres sterling, qu'elle cessa, du reste, de payer à partir de 1874. Dans l'intervalle, et peut-être pour s'être aperçu qu'il était volé sous cette forme, le Gouvernement ottoman consentit à se laisser voler sous une autre. Son représentant, Davoud-Pacha, négocia avec les *Bonholders* le rachat de la ligne, moyennant le prix principal de 50 millions. Il est bon d'observer que la Compagnie, au capital de 900.000 livres sterling, n'ayant point, d'ailleurs, émis d'obligations, s'était trouvée dans l'impossibilité de dépenser cette somme. Libéralement, Davoud consentait aux actionnaires un bénéfice de moitié.

Ces édifiantes combinaisons ne rendaient point la ligne productive, pas plus qu'elles ne mettaient dans les caisses du Sultan de quoi régler le montant du rachat. Le Congrès de Berlin, trouvant l' « affaire » à tous égards mal en point, s'en déchargea sommairement sur le nouvel Etat bulgare. « La Bulgarie, porte l'article 10, est substituée au gouvernement impérial dans ses charges et obli-

gations envers la Compagnie de chemin de fer Roustchouk-Varna, à partir de l'échange des ratifications du présent traité. »

Par une note officielle du 22 mars 1880, le consulat anglais somma le gouvernement de Sofia de donner effet à cette clause. On fit des objections tirées de la physionomie de l'affaire et rendues plausibles par son extrême obscurité. Pour en finir, d'ailleurs, sur une base équitable, le même gouvernement offrit de payer la ligne, capital et intérêts, au prix qu'elle avait coûté, *d'après les livres mêmes de la Compagnie*. Ce n'était point le compte des *Bonholders* : ils excipèrent sans scrupule de la convention de Davoud, que la seule arithmétique montrait dolosive à l'évidence. Malheureusement, ni le prince de Battenberg ni la nouvelle Sobranié n'eurent l'énergie — d'aucuns disent l'intégrité — de repousser ces prétentions. Malgré la vive opposition de M. Petroff, alors député de Bourgas, une loi du 23 juillet 1886 ratifia le traité ; et cette ligne, qui rapporte aujourd'hui à peine 500.000 francs nets, en coûta au contribuable 55.770.500 !

La Haute Banque, qui débutait en Bulgarie, sous le patronage officiel des diplomates, par ce drainage et une leçon de corruption parlementaire, trouva l'occasion, vers le même temps, d'enseigner au jeune Etat le protocole des égards qui lui sont dus. Sur le territoire cédé par la Porte à la Principauté, un tronçon de cette même ligne restait à construire, et M. le baron de Hirsch, savamment engagé, lui aussi, dans les affaires « turques », en avait obtenu la concession. Les clauses et condi-

tions du marché étaient d'ailleurs si avantageuses pour le concessionnaire que le Gouvernement bulgare en sollicita la résiliation. Il lui fallut dépêcher très humblement à Paris une ambassade, que M. le baron daigna recevoir et même traiter en son hôtel. Un de ces délégués nous a conté ses impressions et comme quoi, notamment, le financier se fit honneur de ses « Bulgares » auprès de la ville et du Faubourg. Pour une fois, la souveraineté de l'Argent fut clémente à la souveraineté politique et ne poussa pas à fond, par crainte du scandale peut-être, les avantages que lui avait réservés le traité de Berlin.

Ce n'est point assez d'obérer de vieilles dettes, contractées par un tiers dans les conditions les plus dolosives, le budget des jeunes Etats. On leur impose encore, dans l'intérêt du commerce allemand, et des relations de l'Europe centrale avec Constantinople, la construction de la ligne aujourd'hui parcourue par l'*Orient-Express* — au préjudice, bien entendu, de travaux du même ordre, dont le tracé serait inspiré par l'intérêt local. Et comme ils sont obligés d'emprunter, pour faire face à ces dépenses, il leur faut subir les tarifs, conditions et courtages variés de la Haute Banque. La Serbie a eu affaire surtout à l'*Union générale*. C'était le temps du roi Milan. On a calculé que le coût de ses chemins de fer ressortait en moyenne à 198.000 francs le kilomètre, chiffre énorme pour un pays plat, où le sol, les traverses, la main-d'œuvre étaient également à bon compte. Un autre calcul, qu'on a fait depuis, au ministère même des

Finances, a démontré qu'une soixantaine de millions avaient été déboursés sans qu'on leur pût trouver une application utile, ou seulement avouable. Plus tard, sous le même régime, la *Skupstina* dut voter un autre emprunt de 10 millions pour le rachat du monopole des Tabacs. Ce monopole appartenait à une société succursale de l'*Union*, que présidait un Français, M. M**, et qui jouissait de l'estime de M. Ahn, directeur de la *Landerbank*. La *Landerbank* s'offrit à prêter les fonds : on a su depuis que le règlement avait pris tout à fait la tournure d'une affaire de famille, que le rachat du monopole avait été effectué pour 5 millions, et que la *Landerbank*, restée créancière de 10, avait largement désintéressé tous les obligeants concours[1].

*
* *

Ce n'est pas au Monténégro qu'on pouvait son-

[1] Laveleye, qui a promené à travers ces délicates questions son flair et son expérience d'économiste, concluait, en 1885, que la Serbie avait été « écorchée » et émettait ce pronostic : « Les fiers et libres Serbes seront réduits à travailler, comme les fellahs, pour leurs créanciers, et si le paiement se trouve en retard, la *Landerbank*, appuyée de toutes les Bourses de l'Europe, poussera l'Autriche à occuper la Serbie, pour enlever le lourd tribut qu'exigent les loups-cerviers (*sic*) occidentaux (*la Péninsule des Balkans*, II, p. 45). Et il ajoute, à la page 82, cette pensée d'un désabusé (désabusé dès 1885 !) : « La corruption envahit peu à peu le monde politique. Celui qui ne cède pas et reste pauvre est considéré *comme un niais.* »

ger à imposer la construction d'un chemin de fer d'intérêt international, ni les coûteuses relations qui s'ensuivent. Mais l'Autriche a eu soin de stipuler, dans le même traité de Berlin, qu'aucune ligne d'intérêt local n'y pourrait être établie sans son assentiment. En vertu d'un autre article, elle s'est assuré expressément la police des eaux monténégrines, de telle sorte que la modeste Principauté n'est vraiment maîtresse de ses débouchés économiques ni par terre, ni par mer. Un sévère régime douanier complète ce blocus, — et ici on touche du doigt les conséquences, non plus seulement des abus inhérents à nos mœurs financières, mais de la doctrine même de l'*individualisme d'Etat*, non amendée par les traités internationaux, qu'on nous fait prendre aujourd'hui pour la charte intangible de la civilisation.

Aucun pays balkanique n'est plus éprouvé que le Monténégro par cette paix de fin de siècle, qui se définit elle-même la lutte des forces économiques et fait de l'Exportation la forme moderne des foulées d'Alexandre et de César. D'où lui pourraient venir les capitaux, l'industrie, l'éducation professionnelle, l'outillage élémentaire et jusqu'aux traditions de travail? Un sol infertile, une existence de tribu, cinq siècles de luttes acharnées contre le Turc, la *guérilla* en permanence, une page exclusivement militaire qui ne se ferme qu'en 1877. De maigres bestiaux, un peu de miel, de cire, de laine, de poissons secs, voilà tout ce qu'il produit, et par conséquent tout ce qu'il peut vendre. Il est obligé d'acheter, non seulement ce qui est aujour-

d'hui jugé indispensable à l'état de civilisation, mais ce que comporte l'existence presque animale : de quoi se vêtir, saler ses mets, s'éclairer, cultiver ses champs ; le fer, la tuile, le pétrole, les ustensiles de ménage. Comment un pays presque sans numéraire — il n'a, du reste, pas de monnaie en propre — peut-il supporter cette rupture d'équilibre éclatante au profit de l'importation? C'est évidemment qu'une privation correspond au moindre des achats : de fait, quelque fierté que garde le Monténégrin dans sa gêne, celle-ci n'est que trop visible, même aux regards du passant.

Aux douanes de Cattaro et de l'Herzégovine, un bœuf monténégrin — ces animaux sont en général de petite taille, et leur prix ne passe guère une centaine de francs — paie 15 florins de taxe principale et 5 florins 67 kreuzers de taxes accessoires, dites de consommation, provinciale et municipale : en tout, 45 francs environ. Un porc paie 13 francs, un veau de lait 7 francs. Les droits s'élèvent, par quintal, à 55 francs pour le fromage et à 44 pour le lard[1]. Il n'est pas sans intérêt d'observer que la Dalmatie et l'Herzégovine fournissent sensiblement les mêmes produits, à peu près dans les mêmes conditions, et que le même gouvernement qui affecte de protéger ses sujets slaves contre le Mon-

[1] Ce tarif est, du reste, en cours de remaniement, pour partie sur les instances de l'Administration douanière autrichienne, à laquelle il crée constamment des incidents de frontière, par la prime même qu'il donne à la contrebande. Mais dans l'opinion du ministère des Finances monténégrin, les abaissements déjà consentis sont entourés de tant de conditions et restrictions qu'il n'est pas encore possible de préjuger de leur efficacité.

ténégro a livré la viticulture dalmate à la concurrence italienne, par un abaissement de tarifs qui a causé des orages au Reichsrath. — Le point est ailleurs : il consiste à refouler dans un pays pauvre les seules denrées qui lui puissent procurer quelque argent comptant. On y réussit, du reste : le producteur monténégrin est souvent obligé d'être son propre consommateur, ou de vendre à prix dérisoires. L'hiver dernier, dans le district de Niksich, on a payé des moutons 1 florin (2 fr. 15), et des porcs à l'avenant. Par contre la farine, qui est un article d'importation, manquait.

Ne contestons point qu'en ceci l'Autriche s'abrite derrière un droit. Ce sont les bénéfices de la souveraineté d'Etat, analogues, dans les relations entre individus, à ceux de la souveraineté du capital. Le prolétaire est ici une nation et on ne lui doit même ni hôpital, ni asile : voilà toute la différence. Comme le prolétaire encore, le Monténégrin peut observer qu'il a contribué à la formation du capital, dont on lui oppose à présent la force acquise. N'a-t-il point été, notamment pour les pays situés au nord de l'Adriatique, un de ces boulevards vivants derrière lesquels le capital a pu se constituer, et plus généralement les œuvres de la paix fleurir? N'a-t-il pas, du haut de sa forteresse naturelle, tenu cinq siècles en échec l'Islam, servi de poste avancé à la civilisation? C'est de ce côté maintenant qu'il trouve l'ennemi, et cet ennemi est une douane. Il est opprimé au nom d'une supériorité économique, dont il est pour partie et indirectement le facteur. C'est le fond de la plainte

de l'ouvrier contemporain : une transposition suffit.

Et de même encore que les socialistes dénoncent, dans la concentration de certaines industries — celles du sucre, du cuivre et du pétrole, par exemple — aux mains d'un syndicat richissime et le plus souvent international, le moyen de faire payer au consommateur un impôt décrété par le capital étranger, et qui se superpose à ceux du pays ; de même le Monténégrin se peut plaindre que la concentration des débouchés aux mains de l'Autriche et l'abus qu'elle en fait aboutissent à le frapper d'un impôt qu'encaisse, non son pays, mais cette puissance. Si, pour écouler ses produits, il est obligé d'acquitter à la douane austro-hongroise près de la moitié de leur valeur, c'est manifestement au profit de l'étranger qu'il se trouve avoir travaillé jusqu'à concurrence, et sa pauvreté *nationale* s'accroît de la taxe que l'Etat voisin lui impose.

* * *

Quant aux pays jugo-slaves incorporés à l'Autriche-Hongrie ou « occupés » par cette puissance, l'esprit du traité de Berlin, sinon le texte, pèse sur leur vie économique et la rend de plus en plus

précaire. La Croatie-Slavonie, la Dalmatie, la Bosnie-Herzégovine, que le seul examen d'une carte montre à l'état de groupe géographique nettement dessiné entre la Drave et la mer, sont soumises à trois régimes différents, dont chacun se propose d'autres objets que le développement du pays même. C'est, en somme, le même principe de cloisonnement arbitraire et de dérivation, si l'on peut dire, des ressources locales, qui s'applique à la même race, des deux côtés de la frontière austro-hongroise.

Entre la Croatie et l'Etat transleithan — comme entre la Transleithanie et la Cisleithanie — existe une sorte d'indivision budgétaire, basée sur le système des *quotes*, à cette très grande différence près pourtant que, si l'Autriche est de taille à débattre sa *quote* avec les Magyars, tel n'est pas le cas des Croates, obligés de subir leur loi et surtout de faire des actes de foi à leur comptabilité. — En principe, la Croatie dispose, pour ses dépenses propres, du 44 0/0 de ses revenus. Mais le budget que le ministère hongrois fait voter par le Parlement de Pesth s'impose à la diète d'Agram, en ce sens que celle-ci n'a aucun moyen légal de faire reviser contradictoirement les comptes auxquels s'applique la formule de répartition.

L'opposition croate élève contre ce système une double protestation. Elle se plaint premièrement de ce qu'une partie des revenus constatés de la Croatie, ne trouvant leur application ni à ses dépenses propres, ni aux charges diverses qu'elle assume vis-à-vis de la communauté, sont absor-

bés par les Hongrois et à leur profit; ensuite, de ce que les statistiques officielles ne portent pas en compte un groupe de revenus hors budget — notamment ceux des chemins de fer et des postes — dont l'omission diminue d'autant le *quantum* du 44 0/0 affecté à l'autonomie croate. Dans un remarquable discours du 23 décembre 1893, le Dr Franck a démontré, par exemple, s'appuyant sur les chiffres mêmes du budget en discussion, que les recettes brutes de la Croatie s'élevaient à environ 22.500.000 florins, le chapitre de ses dépenses propres étant arrêté à 7.159.702 seulement. Cette somme — même majorée de la part contributoire de la Croatie aux frais de perception des impôts — s'écarte sensiblement du 44 0/0 de la précédente.

Si l'on ajoute que la comptabilité quasi occulte des chemins de fer de l'Etat, le budget des Confins militaires, le régime des tabacs et celui des octrois, même la clef de la *Quote Kroatiens* dans les charges communes à tous les pays de la monarchie austro-hongroise, sont autant de sujets de contestations et de plaintes, on aura une idée, non seulement de l'effrayante complexité des finances de la Croatie, mais des abus auxquels un régime si peu simple, si peu égal surtout, doit donner lieu. En fait, les impôts augmentent d'année en année; leur recouvrement engendre des évictions impitoyables, au cours desquelles les agents du fisc se dispensent souvent d'observer les formalités réglementaires; les forêts domaniales, réserve du pays, ont été exploitées sans ménagements et quasi

sans méthode — et les habitants, ceux des campagnes surtout, ne trouvent dans aucun progrès sérieux la contre-partie de ces encaissements. Cette région, surtout agricole, aurait besoin d'un bon réseau vicinal et de quelques tronçons de chemins de fer, se raccordant aux grandes lignes qui la traversent, pour écouler les produits de son élevage et de ses bois. Les routes, dès le début de l'automne, sont dans un état pitoyable. La seule voix ferrée qui offre aux voyageurs un peu de vitesse et de confort est celle qui, par Agram, met en communication Budapesth et l'Adriatique. Au point de vue commercial, le tarif par zones est établi d'une façon telle que les plaines hongroises, quoique beaucoup plus éloignées du port de Fiume, peuvent concurrencer les produits de la vallée de la Save. Cette magnifique rivière cause chaque année des ravages énormes, faute de canalisation. En revanche, on dit hautement que l'argent qu'ont rapporté les coupes sombres dans les forêts croates a servi aux travaux d'endiguement de la Theiss et tous autres d'utilité publique en Hongrie.

La Croatie figure donc, en quelque manière, dans la zone sacrifiée au principe du *Drang nach Osten*. On la traite tout simplement en région de transit. Fiume, sorte de ville hanséatique où les Hongrois se heurtent, du reste, à l'opposition acharnée du parti italien, a fait tomber tout le petit commerce maritime de la côte. Dans l'intérieur la misère a fait des progrès tels qu'un mouvement agraire se dessine, nous le savons, en dépit de la placidité et de l'endurance légendaires du

paysan. Les cours de la petite propriété terrienne se sont effondrés depuis une dizaine d'années. On nous citait tout récemment, en Slavonie, ce fait que telle parcelle est rachetée par l'Etat lui-même, l'arriéré des impôts l'obérant au point qu'elle ne trouve plus amateur.

En Dalmatie, on ne saurait accuser le régime cisleithan de tels excès de fiscalité. Mais, au point de vue des travaux d'utilité publique, nulle province n'est plus ignorée des bureaux de Vienne. La reconnaissance qu'on nous y garde, encore aujourd'hui, pour avoir construit la route qui longe le littoral — appelée communément : « route des Français » — tient pour une bonne part à ce que le Gouvernement autrichien s'est arrangé de manière à perdre à toute comparaison. Le pays était renommé, jadis, pour sa viticulture. Epargné par le phylloxéra, il a été sacrifié à la politique douanière de la Triplice. Les vins d'Italie lui font une concurrence désastreuse sur les marchés de Styrie et à Trieste même, grâce à un abaissement de tarifs qui date de 1892[1]. Il n'existe pas de ligne ferrée parallèle à la côte. Un projet est à l'étude, qui relierait Cattaro, par Raguse, à la ligne de Bos-

[1] Cet abaissement a fait l'objet d'une interpellation de M. Turrel à la Chambre française, sous le ministère Casimir-Périer. L'interpellateur, qui pensait naturellement aux vins français et non aux dalmates, soutenait, avec raison, ce semble, que l'Autriche-Hongrie étant liée par un traité de commerce avec nous, sur le pied du traitement réciproque de la « nation la plus favorisée », devait nous faire bénéficier des avantages qu'elle concédait à l'Italie. — Aucune suite ne fut donnée à cette juste observation.

nie. Nous sommes en mesure de fournir, sur son tracé, un renseignement inédit, qui corrobore ce que nous savons déjà de l'esprit dans lequel les bureaux austro-hongrois construisent ou font construire les voies de pénétration vers l'Orient. On tend à emprunter aux pays slaves tout juste le sol nécessaire à leur établissement, sans nul souci du trafic local et de l'intérêt de la population. Celle-ci réclamait que la ligne passât par la magnifique vallée de Canali, au sud de Raguse, l'une des plus riches de la Dalmatie. Des délégations, auxquelles l'Empereur en personne a accordé audience, et le gouverneur de Zara lui-même ont dû faire des démarches expresses pour obtenir ce qui partout ailleurs eût été accordé d'avance. Sans ces instances, les vues de M. de Kallay, appuyées sur l'argument stratégique, auraient fait échec à tous les intérêts du pays; et il n'a fallu rien moins qu'une lutte de deux ans pour détourner la voie aérienne que les ingénieurs de l'Etat avaient primitivement tracée sur le flanc du plateau herzégovinien.

La situation économique et sociale de la Bosnie-Herzégovine mériterait une étude à part. Il s'agit, en effet, d'une province placée sous un régime exceptionnel, celui de l' « occupation » ; d'une sorte d'Algérie austro-hongroise, région-type, dont le sort serait fatalement étendu, et, pour ainsi dire, communiqué à toute la partie occidentale des Balkans, jusqu'à Salonique, si jamais le programme intégral du *Drang nach Osten* était atteint. A entendre les doléances de la classe pauvre et surtout

à lire le fameux *Memorandum* des 6/18 avril 1897, revêtu de cinq cents signatures et présenté à l'Empereur, l' « occupation » ferait regretter le régime turc.

D'abord la question agraire, dont le règlement avait été présenté par le comte Andrassy, dans la séance du 28 juin 1878 du Congrès de Berlin, comme le mobile et la justification de l'occupation austro-hongroise, en vingt ans, n'a pas été résolue [1]. La population se trouve toujours divisée en un petit nombre de propriétaires fonciers, *begs* et *agas*, et une énorme majorité de *kmets* ou sorte de serfs chrétiens. Sans doute ces *kmets* ne sont plus ni bâtonnés, ni pendus la tête en bas, ni attachés à la queue des chevaux, comme au temps de la tyrannie ottomane. Ces procédés particuliers de contrainte par corps, en usage jusqu'à l'époque de la dernière insurrection, ont à jamais disparu. Mais la souvenance du sabre et du bâton, lorsqu'elle est entretenue par un régime de faveur au profit de ceux qui les maniaient autrefois, produit à peu près les mêmes résultats que leur mise en œuvre, sur un peuple ignorant et rendu craintif

[1] Voici les propres paroles du comte Andrassy au Congrès de Berlin : « La Turquie n'est pas en mesure de pacifier et de réorganiser ces deux provinces, qui ont toujours menacé la paix européenne, car elle devrait mettre en œuvre le règlement de la *question agraire*, source principale des secousses périodiques qui ont agité ces contrées, — problème qu'un pouvoir *fort et impartial* seul peut résoudre dans un pays où *toute la propriété foncière se trouve dans les mains des musulmans*, pendant que les chrétiens, laboureurs et fermiers, forment la majorité des habitants. » On ne saurait sans doute ni mieux définir un problème, ni mettre moins d'empressement à le résoudre.

par un effroyable passé. Le féodalisme a changé de procédés, voilà tout : faute d'en modifier l'institution, la porte reste toujours ouverte à ses abus. En fait, les abus sont encore fréquents, et le *Memorandum* cite nommément, à titre d'exemple, une vingtaine de *begs* qui ont pris impunément toutes leurs aises, aux dépens de victimes aussi désignées, avec le droit coutumier, la loi écrite du 14 stepher 1276 (31 août 1859) et même les règlements administratifs.

Abus à part, la seule superposition d'un nouveau mode de recouvrement de l'impôt foncier à l'assiette même de cet impôt, consacré par la coutume, a empiré la situation des *kmets*. Sous le régime turc, ils devaient à l'Etat la *dîme*, et au beg le tiers de la récolte, — le tout en nature. Aujourd'hui la dîme doit être acquittée en argent, sur l'évaluation d'employés du fisc, nommés *decetars*. Or la plupart des *begs* — qui apparemment y trouvent leur compte — prétendent, sous couleur de simplification, que cette évaluation serve de base à leur propre droit. Il faut savoir que les *decetars*, qui parcourent les villages au moment de la maturité des récoltes *respectives*, sont d'autant plus intéressés à les trouver belles que le montant de leurs honoraires s'élève avec celui de leurs estimations. Il existe bien des garanties, sur le papier, en faveur du contribuable lésé ou soi-disant tel. Mais pauvre, ignorant, exposé, de surcroît, à une sanction pénale, s'il est débouté de son recours, il n'ose presque jamais entamer une procédure contre l'Administration. En somme, la majoration

du montant de la dîme, qui est un fait fréquent, exagère ses charges envers l'Etat; quand elle se répercute, dans la mesure du triple, sur le règlement avec le *beg*, elle engendre des conséquences ruineuses[1].

Il y a, en Bosnie, une très importante « question du bétail ». Elle est d'autant plus importante, dit textuellement le *Memorandum*, « que les nouveaux impôts et surtout leur nouveau mode de perception nous prennent tant qu'il ne nous reste presque rien de nos produits agricoles; de sorte que nous nous sommes vus obligés de recourir à l'élevage, pour avoir de quoi vivre, de quoi acheter la semence pour la récolte future, et souvent même de quoi donner la dîme et le tiers ». On est frappé, en lisant ces lignes, de la similitude de certaines situations et de certaines doléances, dans des pays qui semblent aux antipodes de la civilisation — au point que la loi fatale de cette civilisation semble être de déprimer partout, par son seul poids spécifique, la condition de l'agriculteur. Dans combien de départements français le paysan-citoyen peut déclarer aujourd'hui, et en toute raison, que l'élevage est sa seule ressource, le produit direct du sol ne suffisant plus à son entretien et aux charges que la communauté lui inflige! — En France, pourtant, la taxe sur le bétail est encore à inventer.

[1] Les *begs* invoquent également le principe que le même mode de recouvrement doit s'appliquer à la *dîme* et à la *tierce*, pour refuser au *kmet* le droit de déduire, comme autrefois, le montant des semences. — La loi turque accordait quatre termes; le régime de l'occupation n'en admet qu'*un*.

Elle est florissante en Bosnie (dès longtemps d'ailleurs), de 21 centimes environ sur les moutons, de 50 sur les chèvres, de 90 sur les porcs. Notons en passant que, sous couleur de protéger la sylviculture, cette taxe sur les chèvres, qui n'était que de 30 centimes sous le régime ancien, a été relevée sous le nouveau. Il y a mieux : selon le *Memorandum*, dont on ne peut guère suspecter la bonne foi — car il fallait déjà du courage pour n'y consigner que des vérités, — une refonte hâtive du cadastre, opérée par des agents bienveillants aux *begs*, aurait attribué à ceux-ci une foule de pâturages appartenant aux communes. Les noms et les cas ont été imprimés tout vifs.

L'Autriche « occupante », assurément, peut invoquer des excuses. Elle dira qu'en touchant au régime agraire elle s'aliénerait la classe jusqu'ici incontestablement dirigeante et augmenterait les difficultés de son administration ; elle ajoutera que, si elle manquait d'introduire dans le pays ce qu'on appelle un peu bénévolement la civilisation, en la faisant payer, comme de juste, le prix qu'elle coûte, elle manquerait à son mandat, n'éblouirait plus les publicistes, mécontenterait même les appétits que l'occupation bosniaque a déchaînés dans son propre sein. Elle invoquera, en un mot, certaines « fatalités », admises, légitimées, non seulement par le monde des chancelleries et des affaires, mais par maint Institut. — Soit ; mais n'est-ce point de ces fatalités mêmes qu'est faite la question dite *sociale;* et où nous conduit cette théorie des forces inéluctables, dès l'instant que la

force est un agent essentiellement mobile, qui peut, demain, être transposé?

Il faut bien ajouter qu'ici la question sociale présente un aspect à part, — qui se vérifie plus ou moins, d'ailleurs, dans tout le Balkan slave. Elle ne met pas aux prises classes pourvues et prolétaires d'une même nation ; ce sont plutôt des races qui tendent à se *classer* économiquement au-dessus d'un prolétariat fourni par d'autres races. En réalité, la Bosnie, dont la population, sans distinction de rite, n'a pas une goutte de sang magyar ou allemand dans les veines, est condamnée à entretenir une armée d'employés allemands, magyars, voire polonais, et à leur assurer une existence agréable. C'est là sa première et plus authentique fonction. On y case le baron viennois sans fortune, le Gallicien de la « petite noblesse », le Hongrois dont la carrière a subi des difficultés. On a multiplié les places de haut état-major. Au-dessous de M. de Kallay, ministre des Finances, au département duquel les provinces de Bosnie et d'Herzégovine sont officiellement rattachées, il y a cumul de gouverneurs, l'un civil et l'autre militaire, pléthore de préfets, de sous-préfets, d'inspecteurs. On n'épargne rien pour jeter aux yeux du public, et surtout des publicistes qu'on engage à visiter le pays, une poudre coûteuse, dont, en définitive, l'ex-*raïa* fait les frais. Le budget des Travaux publics alimente des constructions somptueuses, quelquefois même somptuaires, qui n'ont qu'un rapport éloigné avec ce qu'on appelle ailleurs les « besoins des populations ». Outre les bâtiments d'adminis-

tration proprement dite, les casernes, le séminaire turc, les établissements scientifiques (musée d'histoire naturelle et laboratoire, fort intéressants pour les amateurs), l'administration subventionne des institutions de pur agrément. A côté de Serajevo, proche l'établissement balnéaire d'Ilidze, qui est le Spa de cette région, on a installé un champ de courses, et fait des travaux considérables pour le doter du fossé de rigueur. Le champ de courses confine au tir aux pigeons, qui ne met guère, il en faut convenir, la poule au pot du contribuable. A l'un et l'autre sport, le gouvernement fournit des prix, qu'empochent des gentilshommes de Vienne et de Pesth ou des officiers désireux de monnayer les performances de leurs chevaux. Ce n'est pas à M. de Kallay, homme très moderne, qu'on reprochera jamais de manquer de police, d'instruments de gouvernement plus ou moins classés, de tout ce qui rend et fait bien payer les services « exceptionnels ». Mécène à l'occasion, on assure que la profondeur de sa politique va jusqu'à établir une concurrence littéraire au prince de Monténégro : en tous cas le journal illustré, tendancieux, et tout fleuri de patriotisme exclusivement « bosniaque », la *Nada*, passe pour coûter terriblement cher aux contribuables, dont les neuf dixièmes sont trop ignorants pour la lire.

Le fonctionnarisme n'est que l'avant-garde, ou plutôt le cadre d'éléments prompts à la curée. Le Juif magyar s'est abattu sur la Bosnie, de concurrence avec son coreligionnaire espagnol, implanté dans le pays dès les temps de l'Inquisition. Il

n'y exerce pas seulement son industrie courante, l'usure ; mais devenu le protégé et quasi le commanditaire des « autorités sociales », il y monopolise les carrières dites libérales et y traite les grandes affaires. Sur six avocats à Serajevo — ces fonctions sont à la désignation du gouvernement — il y a cinq Juifs, qui tarifent et tondent à leur gré le justiciable. Il restait à la malheureuse Bosnie, sous le régime turc, un capital : c'étaient ses forêts, rivales de celles de la Slavonie. Le baron Morpurgo, de Trieste, en a obtenu l'exploitation, à des conditions qui ont fait scandale. Il n'est pas jusqu'au prolétariat des races envahissantes qui n'entre en lutte avec le *kmet* et ne tende à l'exproprier du peu qui lui reste. Aujourd'hui, l'Allemagne du Nord, la Bavière, le Wurtemberg, naturellement aussi l'Autriche-Hongrie, déversent en Bosnie une foule d'immigrants qui évincent le tenancier d'autrefois, en proposant aux *begs* des marchés plus avantageux. Le *Drang nach Osten* s'affirme ici d'une façon brutale. L'Allemand est plus entraîné que le Bosniaque au métier de cultivateur ; il y apporte, outre des connaissances techniques, des qualités de race entreprenante et point abâtardie par des siècles de tyrannie et de misère ; il sait enfin que l'autorité le fera respecter, et qu'un Allemand qui devient le tenancier d'un Osmanli n'a du *kmet* que l'apparence et la dénomination. Il ressemble à ces fermiers qui finissent par faire leur fortune aux dépens du maître : beaucoup, en fait, surtout dans le district de Dunja-Tuzla et aux environs de Serajevo, où ils ont

fondé des villages : Rudolfstahl, Windthorst, sont devenus propriétaires, refoulant d'autant le travailleur autochtone.

Ainsi se ferme le cycle des forces que la « civilisation » mobilise naturellement contre une race faible. Chacune paraît et s'implante à son heure, selon un certain ordre, non pas de bataille — car l'Allemand doit la Bosnie à un traité, — mais de conquête : administration, — hommes d'affaires, — démocratie même.

*
* *

A résumer ce que nous pouvons bien appeler maintenant l'attitude *sociale* de l'Europe vis-à-vis des peuples balkaniques, elle tient d'une doctrine, transposition de celle qui prétend régir indéfiniment les rapports entre individus : c'est la doctrine de l'*individualisme* d'Etat. Cet individualisme, pas plus du reste que celui des agioteurs ou des patrons, n'exclut le syndicat, le « concert » formé en vue d'un objet déterminé, et généralement tourné contre les faibles : nous venons d'en avoir une preuve. Mais il exclut la notion de devoirs communs à la société internationale et dont l'essence consiste précisément à *organiser* la défense du faible contre le fort. En pressant un peu ses

conséquences, on découvre un parallélisme frappant entre la querelle que l'ouvrier cherche à l'ordre contemporain et celle qui mûrit lentement entre les peuples balkaniques et le reste de l'Europe.

L'ouvrier se plaint que l'excès de la puissance du capital fournisse à ses détenteurs de quoi l'exploiter et au besoin l'affamer : nous savons, par l'exemple du Monténégro, que l'application des « justes lois » internationales condamne à la misère une partie de ses habitants. — Il s'en irrite d'autant plus qu'il prétend avoir contribué à la formation de ce capital et forgé une arme contre lui-même : tout le Balkan slave, jusqu'à la fin du siècle dernier, a payé pour ainsi dire la rançon de l'Europe à l'Osmanli qui la menaçait. — Il retourne aux capitalistes l'épithète de « sans-patrie », affirmant, non sans sujet, que la fortune anonyme tend à devenir de plus en plus *internationale* : c'est un système de *dénationalisation* que la politique dominante de l'Europe centrale poursuit dans la péninsule, soit qu'elle intimide (comme en Serbie), soit qu'elle morcelle (comme en Bulgarie), soit qu'elle substitue une race à une autre (comme en Bosnie-Herzégovine). — Il ne croit plus à la politique, ni à ses partis, et apprécie que toutes les questions vont peu à peu s'engloutir dans une seule, qui est celle de la répartition des jouissances : tous les Jugo-Slaves qui ont quelque vue d'économie sociale vous avoueront que, si quelque brusque événement ne traverse pas le cours naturel des choses, dans quelque vingt ans la lutte de classes s'identifiera

chez eux avec celle de races, l'Allemand ayant étendu partout ses tentacules, dont les affinités avec le suçoir turc viennent d'être publiquement dévoilées.

Entendez maintenant la réponse des capitalistes : on ne sait vraiment si le concert européen la dicte ou s'il s'en inspire. A l'ouvrier : vous ne travaillez pas, vos passions vous coûtent cher, vos aspirations sont insatiables. Aux Serbes, aux Bulgares, aux Monténégrins : mettez donc à profit la paix pour vous enrichir, défiez-vous de l'ivresse du « nationalisme », considérez ce que nous avons déjà fait pour vous et prenez-en sujet de contentement.

Et le parallèle n'est pas purement académique. L'ouvrier de l'Occident et les éléments nerveux de la péninsule sont sur la même pente. A défaut de socialisme scientifique, qui n'est guère acclimaté dans les Balkans, ni même approprié aux traditions et au tempérament du Slave du Sud, l'esprit révolutionnaire — son meilleur ressort, après tout — couve, avivé par le malaise économique, coloré par les aspirations « nationales ». Nous savons comment et pourquoi la Roumélie orientale a déchiré, en 1885, la première page du traité de Berlin. L'année dernière, sur les murs de Sofia, le gouvernement a dû faire lacérer des affiches signées : *Un groupe socialiste révolutionnaire*. Ces « socialistes » n'avaient peut-être jamais lu Karl Marx ni Lassalle : ils étaient membres de quelque Comité macédonien, désireux de pousser la Bulgarie officielle à l'action. Est-il si étrange que l'homme irrité contre *ce qui est* ne distingue point

entre l'état politique et l'état social, et se pare du mot le plus à la mode, — ce qui ne laisse pas, entre parenthèses, de véhiculer un peu l'idée ?

Nous avons dit à quels excès, dans les Confins militaires, une mauvaise administration et la misère ont poussé les paysans ; et comme quoi, dans le Syrmium, des gens qui ne savaient même pas prononcer le mot de socialisme se sont proclamés *socialistes* et ont été condamnés comme tels par les tribunaux d'Essek et de Mitrovitza[1]. Nous demandions, il y a quelque temps, à l'un des officiers les plus distingués de l'armée serbe, ce qu'il fallait penser des armements *rentrés* de son pays, et à quoi aboutirait, sous la pression des Puissances, la déviation forcée de leur but ? — « A aigrir davantage l'esprit de nos paysans, nous fut-il répondu. Condamnés plus que personne à la paix armée, nous n'en sentons que les charges. L'aiguillon de la question d'Orient n'est plus pour nous, comme on l'imagine, strictement « national ». Sa pointe économique est peut-être la plus douloureuse, et Dieu sait quelles passions elle avivera quelque jour ! »

Concluons : à l'état de *race*, tout le Balkan slave, sans acception de frontières, subit plus ou moins, du fait d'autres races — la turque et l'allemande en particulier, — cette sorte de *loi d'airain* que Lassalle a dénoncée au prolétariat occidental. Il n'en résulte certainement pas que le socialisme-*système*, à plus forte raison ses postulats *internationalistes* soient à la veille d'y pénétrer, puisqu'au contraire

[1] V. le chapitre IV : *le Conflit serbo-croate*

les classes qui souffrent attachent un espoir de relèvement à l'idéal *national*. Mais le socialisme-*enseigne*, si l'on peut dire, drapeau assez large pour envelopper toutes les irritations dans ses plis, y est appelé au succès, — et il en a déjà eu. On va au mot, sans croire à l'idée, parce qu'on sent bien qu'il véhicule la seule chance qui reste aux mécontents — peuples ou individus — de changer de sort. Déjà on a pu voir à Graz, l'année dernière, des étudiants croates, fils de bourgeois, fomenter l'agitation, dans la colonie ouvrière de même nationalité, au profit du candidat socialiste Ressel contre son concurrent Gutjahr, et assurer son élection. Ressel et Gutjahr sont tous deux allemands ; mais il y a entre eux cette différence que l'un veut réformer, l'autre conserver. — Au total, la politique de l'Europe, et tout particulièrement celle de l'Allemagne dans les Balkans, a fourni au socialisme théorique des armes redoutables ; mis au point, en quelque manière, certaines questions qui avaient besoin de ressortir sur l'implacable bleu d'Orient. En pratique, elle a fait germer dans une race douce, maniable et essentiellement agricole, les mêmes semences qui ont fini par gagner à la doctrine maint ouvrier contemporain. Nous nous rangeons volontiers à l'opinion de M. Gladstone et nous laissons à d'autres le soin d'idéaliser cette besogne.

CHAPITRE VIII

LE ROLE DE LA FRANCE

SOMMAIRE. — L'alliance russe a son complément naturel et nécessaire dans une politique slave plus étendue. — L'évolution de la question d'Orient; le facteur économique. — Le prétendu testament politique de Pierre le Grand et la question de Constantinople. — Existe-t-il une opposition d'intérêts entre la Russie et l'Allemagne? — Symptômes d'entente dans les Balkans. — La diplomatie française, l'avancement « administratif » et les postes d' « observation ». — Le rôle moral; ce qu'il est, ce qu'il devrait être. — Les intérêts de la politique austro-hongroise et la presse parisienne. — La fonction internationale des Slaves des Balkans. — Conclusions.

A l'extérieur, nous avons à remplir une tâche noble entre toutes, que l'on peut nommer notre *mission historique*. Les premières années du XXe siècle verront se dérouler, par l'effet des vicissitudes naturelles dans la maison d'Autriche, un *drame décisif*, dont il est aisé de prévoir dès aujourd'hui tout au moins le prologue et les premiers actes. Le rôle de la France y est d'avance tracé.

Le livre du destin est ouvert sous nos yeux. Mais à un tel rôle *les expédients improvisés ne sauraient suffire*. Il faut nous y préparer dès maintenant. Or le moyen de

> nous y préparer, si la France, absorbée et distraite par de misérables querelles, ne tend pas tous les ressorts de sa politique vers cet *unique objet?* Le moyen d'y réussir, si nos dissensions intérieures, l'instabilité et l'affaiblissement inévitables qui en résultent, ôtent à nos hommes d'Etat la force nécessaire pour développer la politique nouvelle *contenue en germe dans le traité d'alliance*, et pour tirer d'un tel accord, par une diplomatie attentive, vigilante et fière, toutes les conséquences que les deux grandes nations sont en droit d'en attendre, pour leur propre grandeur et pour le bien de la civilisation générale?
>
> (*Discours de M. Paul Deschanel au banquet du Comité national républicain du Commerce et de l'Industrie, le* 3 *mars* 1898.)

Le rôle de la France, au cours de la dernière crise gréco-turque, a donné lieu à d'assez vives critiques et causé à beaucoup d'entre nous je ne sais quelle sensation de recul moral. Le recul existe, c'est incontestable. Mais peut-être ne se rend-on pas assez compte de ses véritables motifs, et se montre-t-on trop sévère vis-à-vis du gouvernement — quel qu'il soit — qui, obligé de vivre de réalités, ne saurait donner satisfaction, sous ce rapport, aux exigences comme aux délicatesses du tempérament national. Ces motifs ne tiennent pas exclusivement dans cette banalité que la France a cessé d'être l'arbitre de la situation européenne — sans léguer, d'ailleurs, ce premier rôle à personne — et que, dans le monde de la politique comme dans celui des affaires, la direction appartient

désormais plutôt aux syndicats qu'aux individualités. Il faut bien dire que telle est la conséquence inéluctable d'une partie liée avec la Russie. Fatalement, la puissance qui contracte une association d'intérêts avec la chancellerie de Saint-Pétersbourg lui abandonne, en quelque manière, la haute gérance de la question d'Orient. Que cet abandon puisse trouver des compensations en Egypte, par exemple — c'est-à-dire dans la sphère même de cette colossale question, à la fois asiatique, africaine et européenne, dont le domaine territorial n'est guère moins étendu que celui de l'Islam, — ou dans le champ plus étendu encore de l'expansion coloniale, sans précision d'objet ni de temps, nous sommes éloignés d'en disconvenir. Mais la voix de la France, dans les crises ouvertes ou par les désordres, ou même par les crimes de l'Empire ottoman, ne saurait plus avoir la même ampleur qu'autrefois ; nos vues, par la force même des choses, doivent être non seulement partagées, mais subordonnées. En cette matière, il ne saurait y avoir d'équivoque. La dernière phase de notre politique personnelle en Orient a été marquée par la guerre de Crimée. Nous ne sommes plus à ce point ; nous ne saurions y revenir, et il est bien superflu de dire pourquoi.

Voilà la vérité qu'il eût fallu faire entendre franchement à la tribune française, lorsque le massacre des Arméniens et la crise gréco-turque amenèrent le Parlement à s'occuper — une fois n'est pas coutume — d'affaires extérieures. Faute de poser la question sur ce terrain, et de relever

dans cette occasion — comme on l'eût fait certainement à la Chambre des Communes, au Reichstag et même au Parlement hongrois — notre exacte position dans la nouvelle constellation politique, le débat ne s'est point élevé au-dessus de sentimentalités oratoires, alternant avec des dupliques en style de protocole, et son niveau, en somme, était tel que le chef du gouvernement l'a pu clore par cet aphorisme de Conseil municipal : « J'aime bien la Grèce, mais j'aime encore mieux la France. »

Admettons donc le principe de l'alliance russe, sans nous faire d'illusions sur ses conséquences, dont la principale est l'impossibilité, pour nous, d'aborder désormais de front et *proprio motu* la question d'Orient ; d'engager en cette matière une politique que la Russie n'ait pas contresignée ; plus encore — car il faut aller jusqu'au bout, — de ne pas contresigner celle qu'il lui plaira d'engager. S'ensuit-il que, hors du rayon de l'Empire ottoman, à grande distance du foyer de Constantinople, où s'échangent tant de petits papiers inutiles, fastidieux et solennels, dans le Balkan libre, en un mot, l'esprit et l'œil de la France — nous ne disons pas encore la main — n'aient pas force occasions de s'employer utilement et légitimement? A des signes trop certains, telle paraît bien être la conclusion excessive qu'on tire chez nous, même et surtout dans les sphères officielles, des prémisses que nous avons admises. Un des revers de l'alliance russe n'a pas été seulement d'altérer dans la foule cette mesure et cette dignité qu'un

peuple vraiment fort apporte à l'expression du patriotisme ; on dirait qu'elle épargne aux classes dirigeantes le souci de penser, que celles-ci viennent de mettre dans leur portefeuille moral une valeur de tout repos, un capital que rien ne peut amoindrir, qui suffira à tous les besoins, et que nous sommes assurés, par surcroît, de transmettre à nos neveux. Et tel est, si nous ne nous trompons, l'esprit même du quai d'Orsay, où l'on se repose des affaires de la péninsule, et même d'Autriche-Hongrie, sur la vigilance du cabinet de Saint-Pétersbourg.

Cependant la voie même dans laquelle nous nous sommes engagés semble inviter une démocratie, consciente de ce qu'elle veut et de ce qu'elle peut, à pousser plus loin. Nous avons commencé à découvrir dans la Russie un allié éventuel — ou c'est elle qui nous a découverts, mais il importe peu — il y a une dizaine d'années. De cette époque date, dans l'opinion, une évolution morale, intellectuelle, *dilettante* même, vers les au-delà de l'Allemagne. Soit, mais pourquoi cette découverte des Russes ne s'étendrait-elle pas aux autres Slaves ? On va d'abord aux organismes tout constitués, aux expressions bien authentiques de la force, à ce qui sent la musculature politique, au poids, à la robustesse, à la masse, — c'est entendu. Notre nation, jadis un peu athénienne, en est là, et nous n'osons pas le lui reprocher. Seulement, pourquoi le colosse obstruerait-il les avenues par où nous peuvent arriver d'autres effluves slaves ; pourquoi masquerait-il un monde qui n'a pas son ampleur, sans

doute, mais qui marque aussi de l'avenir? Le Français d'aujourd'hui ne voit pas assez loin ; il est plus riche d'amis et d'alliés éventuels qu'il ne pense ; il verse un peu dans le *slavisme* sentiment, littérature, affinité, bibelot. Au point de vue politique, il n'en a pas encore fait le tour.

Remarquez que le principe de l'attraction ou de « l'affinité », ou de l'entente est le même. Ne nous payons pas de mots et ne cherchons point à nous démontrer que l'ouvrier parisien, le fermier de la Beauce, le marin des côtes de Bretagne sont nés frères d'âme et jumeaux moraux du *moujik*. Cette attraction; c'est surtout la race germanique qui en fait les frais. Le Français aime le Slave parce qu'il lui prête des sentiments, parce qu'il lui pronostique une mission redoutables aux vainqueurs de 1870. Telle est, en bonne psychologie nationale, la raison *de fond* qui fit tressaillir Paris à la vue des uniformes russes ; celle qui a valu jadis, dans les rues de Lyon, à des marins du Tsar, d'être embrassés frénétiquement par des femmes qui n'étaient pas toutes des cuisinières. Mais alors, par quelle faiblesse d'optique ne pas apercevoir plus près de nous, en Autriche-Hongrie et dans la péninsule, des millions d'autres Slaves qui partagent nos ressentiments, nos espoirs, nos craintes, et dont les intérêts, sous ce rapport, nous l'osons dire, sont plus naturellement liés aux nôtres que ceux de la colossale Russie ?

La lutte contre l'Allemand, certes, le Slave d'Autriche-Hongrie la connaît depuis plus longtemps, la mène avec plus d'énergie et des moyens

moindres que les sujets du Tsar! Reconnaissons-lui même que, depuis quelque temps, il bat le précieux record de l'actualité. On ne sait pas bien au juste, à l'heure qu'il est, jusqu'où va la cordialité des relations entre les chancelleries de Pétersbourg et de Vienne, dont le comte Goluchowski a fait grand état dans son dernier discours aux Délégations ; ni même dans quelle mesure cette entente admet en tiers l'Empereur d'Allemagne. Nuances et subtilités de la politique, arcanes dans lesquelles le public ne pénétrera jamais. Mais ce que l'on sait, c'est que la poussée parlementaire des Slaves d'Autriche vient d'amener au Reichsrath des séances plus orageuses que celles de la Convention ; que l'Allemand de ce même Empire a senti l'ennemi, et fonce avec la brutalité particulière à sa nature ; que l'Allemand du Nord se mêle à la bataille, mobilisant jusqu'à ses savants, transformant en catapulte politique le prestige international d'un Mommsen ; qu'enfin le Tchèque, le Morave, le Slovène, le Dalmate, même le Polonais tiennent bon et que vraisemblablement tout ne sera pas perdu pour eux — ni pour nous — dans cette bagarre. Cela parle ; cela apprend un peu, du moins, l'ethnographie, science à vulgariser en France ! Si l'Angleterre rencontrait sur le continent des « affinités » ou plutôt des conjonctions d'intérêts de cet ordre ; si la partie qui se joue en Autriche devait avoir une répercussion sur l'assiette politique du Royaume-Uni, soyez assurés qu'à la Chambre des Communes ces noms de Tchèque, de Dalmate, de Slovène, eussent été

prononcés déjà ; que la presse aurait trouvé moyen de porter à ces combattants un réconfort moral ; que ces débats, enfin, qui ne sont guère connus, chez nous, que par de secs télégrammes, passeraient pour actuels, passionnants, et détermineraient des courants d'opinion dans le sens indiqué par le patriotisme judicieux.

Quant au Slave d'au-delà les Bouches de Cattaro et la Drina, — Serbe du royaume, Monténégrin, Bulgare, — n'est-il point aussi l'adversaire naturel de l'hégémonie germanique, d'autant plus naturel qu'il se trouve en passe d'en devenir la victime? Nous espérons que ce livre en a pu faire juger. Si l'on a bien saisi ce qu'il y a de profond dans le *Drang nach Osten*, le lien logique de Sadowa et de Sedan au traité de Berlin, cette qualité éventuelle d'Allemagne prolongée que l'esprit de cette charte internationale assigne au Balkan, — on a pu même s'élever à cette conclusion : il n'y a pas de questions austro-hongroises et de questions balkaniques, mais une seule question ; elle est de savoir si la coulée du fleuve allemand, qui commence aux frontières de la Bohême et tend à s'élargir en delta autour de Salonique, sera interrompue, déviée, refoulée par le resserrement des berges slaves. Par conséquent, ces éléments s'imposent sans distinction à la sympathie attentive que tout Français doit aux collaborateurs naturels à sa politique. Une pente un peu moins ingénument déclive vers la Russie, un peu plus prononcée de ce côté-là, nous paraîtrait exprimer le juste terme de nos relations avec le monde slave.

*
* *

Nous dirons davantage : une politique inspirée par le sentiment national, qui a choisi pour pivot, en aversion ou par crainte de l'Allemand, l'alliance russe, doit se proposer pour complément le reclassement, l'émancipation, les progrès des Slaves d'Autriche-Hongrie et de la péninsule, sous peine d'être non seulement incomplète, mais précaire.

Est-ce pour remplir un peu de cette mission à la fois révolutionnaire et organisatrice qu'on nous donne comme inhérente aux moelles de la France et qui faisait certainement partie de notre bagage d'idéal d'autrefois ? Evitons au boulevard et aux bureaux une occasion de sourire. Et pourtant, même au point de vue positif, bureaux et boulevard ont tort. La France ne rayonne point que par ses modes, et ses cuisiniers, et sa littérature, et même ses arts, — dans les démocraties, s'entend, c'est-à-dire dans ce qui *devient*. Elle rayonne surtout par sa tradition. Elle a offert jadis au monde d'autres spectacles que ses Expositions et même que le banquet des sept cent cinquante princes du Commerce à M. Félix Faure, à propos duquel M. de Vogüé constatait si éloquemment le « divorce » troublant, entre le monde des affaires et celui des idées. Ces guerres, ces aventures, ces « emballements », dont il est si fort question aujourd'hui

de se préserver avant tout — et en tout — n'ont pas laissé que du déchet. On peut même dire à ce siècle, qui aime les mots pleins, que ces folies ont engendré un capital ; et au même siècle, qui aime les résultats trébuchants, que ce capital a longtemps aidé au placement des cuisiniers, des chapeaux et même de la littérature. Ceux-là seuls qui ont longtemps vécu à l'étranger peuvent s'en rendre compte ; ajouter aussi à quel point est déjà entamée la légende de la « seconde patrie ». Et, pour tout dire, nous ne voyons pas en quoi le fait de prendre un peu d'intérêt à l'ascension des jeunes races, ou de plaindre un peu les opprimés, ou de suivre, de-ci et de-là, l'évolution des principes que nous avons promenés jadis à travers l'Europe, compromettrait notre sécurité à l'extérieur, notre réputation — gloire partagée aujourd'hui — de nation éminemment pacifique, et même les combinaisons de M. Hanotaux. L'Autriche-Hongrie et le Balkan sont par excellence le terrain d'où jaillissent ces questions, où ces évolutions s'opèrent, et où aussi, malheureusement, il y a des peuples à plaindre.

Mais c'est au point de vue strictement positif que l'alliance russe nous paraît appeler un complément. A parler franc, nous lui demandons surtout la sécurité continentale. Nous ne la lui demandons pas pour aujourd'hui, ni pour ce qui reste à courir de ce siècle, mais pour longtemps. Le pays veut une traite morale à longue échéance. Peut-être s'exagère-t-il la valeur de celle dont il est présentement nanti, et par une raison d'appa-

rence paradoxale : c'est que l'allié est trop puissant. Un Russe sincère vous dira : nous n'avons besoin de personne. Laissez-lui passer la période pendant laquelle il achève de constituer le capital qui suffit à son développement, il aura raison — et de tous points. Du côté de l'Occident, pas de brèche possible à l'Empire des Tsars : nul n'a intérêt à la tenter et nul n'y réussirait. En Asie, un champ d'expansion immense, qui peut suffire à l'activité d'un grand nombre de générations — et à tous les genres d'activité, militaire, colonisatrice, industrielle. Au point de vue économique, pas de solidarité, pas de relations qui s'imposent : la Russie de demain peut se suffire à elle-même. Voilà deux siècles qu'elle absorbe de l'Occident hommes et idées, matières fabriquées et instruments de fabrication. Sous peu, elle sera productrice à son tour, et l'Asie peut suppléer aux débouchés d'Europe. Aucun peuple, aucune société ne sont si parfaitement en état de vivre *da se*, parce qu'en effet ils constituent plutôt un monde qu'une fraction de monde.

Ainsi s'exercera la simple action du temps, au profit de nos alliés, et tel ne peut manquer d'être, pour eux, le fruit inéluctable de la paix européenne. La paix et le temps travailleront aussi, de concert, à l'avantage de nos rivaux, à la seule condition que le *statu quo* politique subsiste en Autriche-Hongrie et dans la péninsule. C'est que ce *statu quo* est parfaitement compatible avec le *Drang nach Osten* : c'est même qu'il en est la condition. Depuis le traité de Berlin, l'Allemand est

en marche patiente et infatigable vers la mer Egée; en Cisleithanie nous venons de le voir se dérober à la loi des majorités, tenter de ressaisir par violence un pouvoir longtemps usurpé sur les Slaves et menacer, si on lui résiste, de bouleverser toute l'économie de l'Europe centrale. Il lui faut l'Autriche dualiste à l'intérieur, triplicienne au dehors, — ou bien une « plus grande Allemagne » appuyée à deux mers, enrichie du port de Trieste. Tranchons le mot — ses savants, du reste, et ses historiens l'ont déjà prononcé : — il entend, sous quelque forme que ce soit, jouer un rôle dans l'équilibre méditerranéen. Le succès de cette poussée peut-il nous trouver indifférents? C'est l'opinion de nos optimistes. Ils estiment que de l'Allemand à nous la querelle est vidée, qu'il nous tourne le dos, qu'il a d'autres ennemis, et notamment l'Angleterre. — Mais quand il serait vrai encore que nous n'avons rien à appréhender, pour le moment, de l'Allemagne impériale, constitutionnelle, nationale même, — ne reste-t-il point à craindre l'*Allemagne-race*, autrement dit non plus les calculs de la politique, mais la somme des appétits, des besoins brutaux, des fantaisies destructives, qui constitueraient sur notre flanc et mettraient en mouvement contre nous des masses humaines très supérieures à ce que nous pourrons leur opposer?

Chiffrons. Compte tenu de la stagnation de la population en France, devenue une sorte de loi, et des lois contraires qui se vérifient par-delà nos frontières, le jour approche où la Russie sera

forte de cent cinquante millions d'âmes, la race allemande de quatre-vingts, et les nationalités dites secondaires en Autriche-Hongrie, enfermées dans ses cadres politiques et militaires (et par conséquent faisant nombre avec elle, si rien ne vient déranger l'équilibre existant), de trente-cinq[1]. Telle est, du moins, l'opinion fondée des statisticiens. Ce jour est-il reculé au point que nous puissions en léguer le cauchemar à nos arrière-neveux ? Selon les statisticiens encore, c'est l'affaire de dix ans. A ce moment, notre population continentale ne passera guère quarante-deux millions d'individus, étrangers compris ; peut-être, il est vrai, notre « expansion » toute coloniale nous aura-t-elle installés à Tombouctou ; mais sera-ce une compensation suffisante?

Notre citoyen franco-russe dira : les forces s'équilibrent; grâce au formidable appoint de l'Empire des Tsars, la race allemande trouve, en nombre même, un contrepoids. Ce serait vrai, si, par rapport à elle, les positions respectives de la France et de la Russie étaient égales. Or un seul élément pourrait les égaliser : la communauté, nous ne disons pas même d'aversion et de souvenirs humiliants, mais d'intérêts et même d'appré-

[1] Notre objet n'étant nullement de faire l'inventaire des forces dites *tripliciennes*, mais celui des races qui se développent à côté de nous, nous négligeons volontairement l'appoint que l'Italie politique et militaire pourrait apporter à l'Allemagne. L'adhésion de l'Italie à la Triplice a en soi quelque chose de si artificiel et a été d'une si pitoyable expérience pour ce pays, qu'il serait irrationnel de le classer par avance parmi les collaborateurs constants à la « plus grande Allemagne ».

hensions à l'encontre de l'hégémonie germanique. Et un seul signe de cette communauté serait évident : c'est que la Russie prît couleur, en Autriche-Hongrie et dans les Balkans, contre le *germanisme*, — car là est le véritable champ de bataille du *slavisme* et de ce que nous appelons l'ennemi commun. Ce signe est-il constant? Ne sont-ce point plutôt des symptômes contraires que nous relevons depuis quelques années? Il est bon non pas d'imaginer, mais de constater le véritable esprit de l'alliance — en Russie.

*
* *

Pour certains esprits, la question semble préjugée par le concept classique — et singulièrement vieilli — de la question d'Orient. La Russie aurait encore longtemps besoin de nous, pour complices de ses ambitions sur le Bosphore, pour bienveillants témoins surtout de l'accomplissement de sa « mission » morale dans le Balkan chrétien. Grandes idées, grands sentiments. C'était encore la politique de Gortchakoff. Seulement, le temps a marché. Il est au moins curieux qu'au moment même où nous nous piquons d'être revenus de l'idéalisme, au point de vue international, nous prêtions à nos alliés d'y persévérer encore, d'être mus, en un mot, par ces nobles passions dont

nous tendons à déclarer le luxe frivole et un peu coûteux. Si, dans l'ordre de la psychologie nationale, il existe une réelle affinité entre la France et la Russie contemporaines, c'est bien au contraire que le traité de Berlin a créé, là-bas, un état d'esprit tout pareil à celui que nous devons au traité de Francfort. Mission, enjambées, « sentimentalisme », qui donc en parle ? On ne se tient qu'à des objets positifs et méthodiquement sériés, à des conquêtes pas à pas, à cette sorte de cheminement qui ne risque point de rien compromettre et ne laisse aucune place à l'effort généreusement perdu. Plus de *revanche*, surtout : et ici le parallèle est complet. On n'a pas pris assez garde, à propos des toasts échangés récemment dans la rade de Cronstadt, que la paix dont nos deux nations alliées assurent la conservation au monde trouve sa loi organique dans la double charte qui les a humiliées l'une et l'autre. Paix signée à Francfort, au lendemain de Sedan ; paix signée à Berlin, après l'inutile traité de San-Stefano. Nous communions dans ce principe qu'en politique il n'y a pas de rancune — et même peu de réminiscences.

Nécessité des temps, nous l'admettons. Peut-être cependant ne justifie-t-elle point, à elle seule, l'effacement de la Russie officielle dans la péninsule. Il faut bien distinguer ici entre les attitudes de chancellerie et le sentiment national. En tant que peuple, les Russes ne se désintéressent point des affaires balkaniques et singulièrement de celles qui touchent à la religion *pravoslave*. En

tant que force organisée, ils se montrent d'une prudence, qui, d'après les *pravoslaves* eux-mêmes, touche à l'abandon. Depuis la révolution de 1885, aucune intrigue et peut-être pas même d'action en Bulgarie. La Serbie est également livrée à toutes les expériences qu'il lui plaît de faire ou que d'autres font à ses dépens : le roi Milan y entre, en sort, sans que la chancellerie de Pétersbourg — qui pourtant le connaît bien — en prenne ombrage. Moins de politique encore en Bosnie, dont la dévolution, il y a quelque vingt ans, présenta le caractère d'un défi à toute la race slave. La consigne des consuls russes passe, en recommandations de sagesse, celle même que nous avons l'habitude de donner aux consuls français. M. Bakounine, en 1893, fut tout simplement déplacé, à la suite d'une entreprise nocturne dirigée contre son chiffre et sa correspondance par la police de Serajevo. Au mois d'octobre dernier, un ouvrier qui sortait du même consulat, et qu'on croyait porteur d'une lettre intéressante, fut emmené au poste et fouillé par la même police sans qu'une protestation s'élevât. — Agram, en 1877, le jour de la prise de Plevna, se couvre de drapeaux russes, et l'explosion de la solidarité ethnique est spontanée : le patronage que la Russie exerçait autrefois sur cette avant-garde du monde slave n'existe plus qu'à l'état de souvenir. Résumons : le grand mouvement *panslaviste* d'avant 1870, encore accusé au temps de la guerre russo-turque, a perdu toute organisation. L'esprit de race, commun à tous les Slaves, subsiste, et nous

persistons à croire qu'il suffirait de peu pour le réveiller; la presse russe, dans ces derniers temps surtout, s'est émue de l'attitude provocante des Allemands d'Autriche ; mais le gouvernement se tient à l'écart, affiche même l'indifférence. La raison n'est pas seulement, croyons-nous, dans les fautes et même dans les ingratitudes dont les Slaves des Balkans récompensèrent quelquefois la généreuse initiative d'Alexandre II. On ne saurait guère, en politique, témoigner de rancune à ses amis, quand on n'en a pas pour ses ennemis. C'est plutôt que la Russie contemporaine se propose d'autres objets; que, pour trancher le mot, l'hégémonie dans la péninsule et la possession de Constantinople ont cessé d'être l'aimant qui attire ce grand corps.

Constantinople, objectif suprême, point fatidique auquel est attaché l'empire du monde, — c'est une conception qui a vieilli, qui est profondément corrodée, du moins, par le facteur économique, en notre siècle arbitre de tout. L'évolution a été double : elle est, peut-être, définitive. Et d'abord, où est aujourd'hui l'Orient commercial, l'*Orient-débouché*, la terre promise, enfin, des industriels de la vieille Europe, — en attendant qu'il devienne l'Orient-producteur et qu'il envahisse à son tour? Il est, en somme, aux Indes, en Indo-Chine, dans le Céleste Empire surtout. Là se trouvent les grandes masses humaines, les réservoirs, si l'on peut dire, des besoins à développer, des facultés absorbantes à rassasier. Là est le *marché*, beaucoup plus qu'en Asie Mineure, en

Arabie, en Perse, bref dans la zone de rayonnement relativement prochain de Constantinople. A ce marché, on accède déjà par une route nouvelle, le canal de Suez, que le développement du réseau ferré de l'Egypte, parallèle à la côte, doublera en quelque manière et abrégera sous peu[1].

Dans quelques années aussi, le *transsibérien* aura atteint la Chine et, plus tard, par ses embranchements, l'Asie centrale et l'Inde. Au nord et au sud, par conséquent, la position de Constantinople, au regard de cette grande stratégie commerciale qu'on assure devoir être la seule de l'avenir, se trouve débordée. La vieille Byzance échappe à sa prédestination naturelle, aux avantages qu'elle tenait de la géographie et même de l'histoire antérieure à l'occupation ottomane, — précisément parce que c'est dans des mains ottomanes qu'elle est tombée, et que celles-ci n'ont rien su créer

[1] Cette primauté de la question d'Egypte dans la question beaucoup plus complexe d'Orient, et cet échec inattendu, engendré par l'initiative de M. de Lesseps, à ce que nous nommons encore le « testament politique » du fondateur de la Russie moderne, étaient reconnus, l'année dernière, par les *Novosti*, que nous citons :

« Les journaux allemands peuvent parler à leur aise de la rivalité universelle entre l'Angleterre et la Russie ; mais où existe-t-elle ? Pas dans le domaine du commerce, car il n'y a pas de comparaison possible à établir entre l'immense flotte marchande de la Grande-Bretagne et celle de la Russie, qui ne fait que de naître. Elle n'existe pas non plus *en ce qui concerne Constantinople*, qui a perdu son importance comme centre du monde, *depuis le percement du canal de Suez*. Même si la Russie était conduite par le cours des événements à mettre la main sur Constantinople, elle n'en ferait certainement pas sa capitale ; Constantinople deviendrait simplement un nouveau port russe, *au sujet duquel on trouverait inutile de faire la guerre.* »

non seulement dans l'ordre économique en général, mais dans l'ordre plus spécial des voies de pénétration. Ces avantages, l'Islam les a perdus, non seulement pour lui-même, mais pour son successeur, quel qu'il soit, et à plus forte raison pour la Russie, qui, repoussée constamment de ce point par la coalition européenne, s'est assuré un autre champ d'expansion, y accède par une autre voie, et peut largement prospérer sans s'établir sur les Dardanelles.

Demandez à un Allemand intelligent, de ceux que la nouvelle politique russe laisse cheminer dans la péninsule, lequel il préférerait, pour son pays, en tant que port commercial, de Constantinople ou de Salonique ? Un coup d'œil sur la carte suffit à montrer que Suez met en communication directe l'Europe centrale et l'Orient — et cette route laisse Constantinople fort à droite. Ainsi de multiples causes, de même ordre, il est vrai, entament la royauté de cette prestigieuse Byzance. L'importance croissante des questions économiques, la découverte de nouveaux facteurs de la conquête commerciale, parmi lesquels la rapidité, qui fait chercher les chemins les plus courts et non pas les historiques ; le tracé, enfin, désormais acquis, des artères qui font circuler la vie matérielle d'Asie en Europe, — tout contribue à la reléguer à un plan inférieur, à en faire le foyer constamment déclinant d'un rayon vers les extrémités duquel cette vie se portera désormais. Et c'est là, sans doute, une des raisons émanées de la force même des choses, pour

lesquelles non seulement la Russie, mais l'Europe entière laissent mourir en paix l' « Homme malade ». En d'autres temps, on eût parlé humanité, mission, revanche de la civilisation chrétienne, et, les questions posées sur un pareil terrain, il était naturel que le dôme de Sainte-Sophie en émergeât et exerçât une sorte de fascination. Aujourd'hui c'est de débouchés, de concurrence, de bordereaux et de ballots qu'on s'occupe. Constantinople peut encore intéresser quelques « affairistes », en plus grand nombre les attardés de l'humanitarisme et du culte historique. Les forces vraiment actives de la civilisation s'y butent à une sorte de barrage trop disputé et encore résistant ; elles font leurs frayées à côté, et entraînent les grands Etats à vider leurs différends ailleurs. Ce qui se passe aujourd'hui en Extrême-Orient ne s'analyse point seulement en un record d'appétits aiguisés par la découverte d'un nouvel « Homme malade ». C'est aussi une conséquence de la trop lente agonie de l'Empire ottoman, qui a trahi, au point de vue économique, sa vocation de marché naturel entre l'Europe et l'Asie.

*
* *

Une Russie qui perd de vue, ou qui ajourne *sine die* l'accomplissement de ce qu'elle appela jadis sa « mission », dans la péninsule balkanique,

ne saurait être, au sens un peu ingénu où nous l'entendons, la rivale de l'Allemand. Le terrain propice à la rivalité est là, — ou nulle part. Et, convenons-en, il eût fallu un peu d'idéalisme pour le cultiver. Au strict point de vue des intérêts, il y a parfaitement place, dans le développement normal de ce *statu quo* si vanté, si cher à nos hommes d'Etat, pour des accroissements formidables et parallèles de la puissance russe et de la puissance germanique. A l'une le domaine de l'Asie, à l'autre la partie occidentale de la péninsule et Salonique ; les deux géants peuvent s'étirer à l'aise, se considérer longtemps, et entretenir des relations d'une nature telle que le hasard seul pourrait les mettre aux prises. Ajoutez qu'un trait d'union leur est fourni par une égale opposition d'intérêts avec ceux de la politique anglaise. — Les journaux officieux se donnent la peine de nous expliquer que l'étroitesse du lien formé entre la France et la Russie ne s'oppose point à ce que chacune des deux parties contractantes noue, en marge de l'alliance, de fructueux rapports avec des tiers. Nous pourrions nous passer de leurs commentaires, après la dépêche collective que MM. de Mouraview et de Goluchowski ont adressée, en mai, aux Etats balkaniques, et l'entrevue de Saint-Pétersbourg. Sans prononcer le gros mot d' « entente », on peut bien dire que la chancellerie russe admet le *Drang nach Osten* à titre de corollaire légitime et inévitable du traité de Berlin, et qu'elle abandonne un peu son ancienne clientèle aux conséquences de la poussée.

Bref, il n'est pas téméraire de concevoir, avant qu'il soit longtemps, une Russie solidement équilibrée entre l'Europe et l'Asie, quelque peu fataliste à l'endroit des affaires d'Austro-Hongrie et des Balkans, parvenue à élever sa puissance économique au niveau de la politique, à ce point culminant, enfin, auquel touche déjà l'Angleterre : n'avoir plus besoin d'allié.

Quand sonnera cette échéance, qui, pour tout esprit perspicace, est déjà en vue, quelle sera donc notre position continentale à nous, si nous n'avons pas su nous ménager un contrepoids à l'expansion de la race germanique en pressant l'évolution des peuples intéressés à s'appuyer sur nous, comme nous le sommes à nous appuyer sur eux ? Et quel rang, quel prestige, quelle indépendance seraient désormais les nôtres, entre une Russie qui nous compterait dans sa clientèle et une Allemagne qui aurait incorporé de force à la sienne, outre les Slaves d'Autriche-Hongrie, ceux de la péninsule des Balkans ?

C'est ce lendemain qui devrait, je ne dis point préoccuper, mais obséder nos hommes d'Etat, trop intéressés, malheureusement, à griser l'opinion du champagne de Cronstadt. C'est celui que vient sans doute d'évoquer, dans son discours au Comité national républicain du Commerce et de l'Industrie, M. Paul Deschanel, en nous annonçant un « drame décisif », effet « des vicissitudes naturelles dans la maison d'Autriche », et en nous rappelant « que le rôle de la France y était d'avance tracé ». Mais qu'il a été dur — sans le vouloir,

peut-être — pour l'impassibilité de notre diplomatie, en ajoutant qu'à un tel rôle « les expédients improvisés ne sauraient suffire » et qu'il fallait « développer la politique nouvelle contenue en germe dans le traité d'alliance » ! On ne peut mettre le doigt plus juste sur le point sensible de nos rapports avec la Russie, ni mieux attirer l'attention sur la part d'énigme qu'ils recèlent et que trop de Français se font scrupule d'aborder.

Notre intérêt — c'est évident — ne consiste pas seulement dans la liquidation, aussi prochaine que possible, du syndicat formé sous le nom de Triple-Alliance, mais dans la refonte définitive de l'Europe centrale en un organisme politique dont la neutralité, tout au moins, nous soit garantie. Cet organisme peut être l'Autriche, rénovée et intervertie, pour ainsi dire. A parler net, l'expression familière qu'on pourrait donner de celle d'aujourd'hui se tire de l'idée de machine à transformer des Slaves et même des Roumains en instruments d'une politique tournée contre leur nationalité et contre la nôtre. Contre cet état de choses si arbitraire, il semble bien qu'une révolution légale soit commencée ; mais s'il lui manque, du dehors, l'appui moral, à plus forte raison si l'appui semble assuré aux bénéficiaires du *statu quo*, on ne peut lui prédire qu'une carrière longue et difficile. Or non seulement la Russie officielle assiste en spectateur à ce conflit de nationalités austro-hongroises — ce qu'on peut justifier, à la rigueur, par de hautes considérations d'ordre dynastique et moral, encore que jadis, et en 1866,

notamment, elle n'ait pas éprouvé les mêmes scrupules, — mais, par les gages publics qu'elle a donnés, l'année dernière, de sa communauté de vues avec le cabinet de Vienne, il est assuré qu'elle réconforte le dualisme à l'intérieur et déconcerte les adversaires de ce régime.

Nous avons intérêt encore, en attendant ce drame « décisif » que M. Deschanel a parfaitement raison d'évoquer, à ce que l'influence et, à plus forte raison, l'hégémonie austro-hongroises ne prennent point racine dans la péninsule ; à coordonner même, dès à présent, des forces slaves naturellement disposées sur le flanc de la Triple-Alliance ; à inaugurer enfin une politique nettement franco-russe sur ce terrain que tout y a préparé. Il ne s'agirait pas, notons-le bien, d'induire la Russie en des voies nouvelles, qui pourraient répugner à sa tradition, mais de la ramener à sa tradition, tout au contraire, et de lui proposer de la féconder en commun. Est-ce le sens de cette nécessité, *au point de vue français*, qui manque à nos hommes d'Etat, ou l'autorité nécessaire pour la faire valoir? Ne comprennent-ils point la valeur politique et stratégique d'une fédération slave sur les Balkans, entre l'Autriche et la Porte, — ou se heurtent-ils à des « vues » si désintéressées de l'accroissement de la puissance germanique qu'ils ne peuvent décider la Russie à y faire obstacle ?

Le fait est que, depuis moins de deux ans, ou, plus précisément, depuis que le conflit gréco-turc a réveillé l'apparente somnolence de la chancelle-

rie de Berlin, la Triplice ne cesse de fortifier sa situation dans la péninsule, sans qu'une objection s'élève, soit à Paris, soit à Saint-Pétersbourg. Elle attire dans son orbite la Roumanie, représentée, il y a vingt ans, sur le champ de bataille de Plevna ; elle s'installe en Serbie dans la personne du roi Milan, promu « généralissime » d'une armée qui, en somme, passe d'un camp à l'autre ; par le même instrument, elle tend à brouiller ce pays avec la Bulgarie officielle et vient d'écarter — jusqu'à nouvel ordre, du moins — toute éventualité d'une diversion serbo-monténégrine en Bosnie. N'oublions pas, enfin, que ces succès diplomatiques coïncident avec l'épanouissement de l'influence personnelle de l'Empereur d'Allemagne à Constantinople.

Est-ce donc là ce que M. Deschanel appelle la politique « contenue en germe dans le traité d'alliance » ? Si nous l'entendons bien, c'est à une mise en valeur prudente, sans doute, mais systématique, du principe des nationalités qu'il nous convie ; c'est aussi à une constatation d'apparence paradoxale, mais éminemment juste, dans le fond : savoir que ce facteur improprement dénommé *panslaviste*, désormais inutile à la Russie en marche vers l'Extrême-Orient, a passé dans le jeu de la France, et importe à son équilibre en Occident. Or ni l'une ni l'autre de ces données ne figure, selon toutes les apparences, du moins, dans la formule de l'action franco-russe. Nous n'apercevons pas que cette formule contienne, même en germe, une politique *européenne* spéciale

à nos intérêts, parallèlement à la politique *asiatique*, coordonnée, celle-là, à ceux de notre alliée. Et, pour tout dire, le seul « drame » auquel il semble que nous nous préparions n'est nullement celui qu'entrevoit M. Deschanel, et qu'il qualifie, en toute raison, « décisif », — mais un drame qui aura la Chine et le Pacifique pour théâtre et dans lequel notre enjeu risque d'être singulièrement disproportionné au profit éventuel.

Telle est la critique que trop de symptômes autorisent à élever contre les lignes générales de la politique dont le « traité d'alliance » est la charte, ou du moins contre l'interprétation que cette charte reçoit au jour le jour. A défaut d'une entente précise et féconde avec la Russie, touchant le problème austro-balkanique, pour partie déjà posée, pour partie facile à pressentir, — est-ce que nous préludons, du moins pour notre propre compte et avec nos seuls moyens, à ce rôle que M. Deschanel nous présage, et qui ressort, suivant lui, de notre « mission historique »? — Je crois bien qu'il pense à la tradition de Richelieu. Mais comment le quai d'Orsay l'entend-il?

*
* *

Sous Louis XIV, un de nos ambassadeurs passe pour avoir fomenté une émeute à Vienne, dans le

temps que la ville était assiégée par les Turcs, et une certaine conspiration franco-croate fut ourdie avec Pierre Zrjinski pour disjoindre des possessions de la maison d'Autriche la Hongrie et la Croatie [1]. Les instructions de Versailles laissaient à nos diplomates, comme on voit, de l'initiative. Nous avons pris à cœur, depuis, de faire oublier ces errements. Nous sommes même si loin du temps où l'intrigue s'élevait à la hauteur d'un moyen de guerre que, de tous leurs devoirs professionnels, la non-immixtion dans les affaires intérieures des pays où ils représentent la France est le plus souvent rappelée à nos agents [2]. En marge de la partie officielle et en quelque sorte administrative de leurs fonctions, ils ont mandat d'observer — sans plus.

En ce qui touche particulièrement l'Autriche-Hongrie, le nombre et le choix de ces postes d'observation laisse beaucoup à désirer. On a très justement défini ce grand Etat une juxtaposition de nationalités, qui n'a que l'apparence de la cohésion et ne se tient que par la force du lien dynastique personnel. Sa physionomie, si l'on en juge par la carte diplomatique, est au contraire celle d'un

[1] Un savant dalmate, M. Bogisic, ministre de la Justice au Monténégro, a mis à jour, sur des documents de la Bibliothèque nationale (*Acta conjurationis Petri à Zrjinio et Nicolai de Frangipani*), la très intéressante correspondance échangée, à cette occasion, entre le célèbre magnat et le cabinet de Versailles.

[2] Soit dit en passant, le principe, pour marquer dans les mœurs diplomatiques une évolution dont la civilisation pût être fière, devrait être d'une application vraiment internationale. — L'attitude de l'Autriche-Hongrie dans la péninsule, des Etats-Unis à Cuba, et de l'Angleterre partout où elle trouve un terrain propice, montre que cet idéal de délicatesse n'est pas encore atteint.

Empire parfaitement centralisé. Jusqu'à l'année dernière, on peut dire qu'il n'existait aucun « observateur » dans aucun de ces foyers de nationalisme dit « secondaire », dont le développement devient si intéressant et se manifeste aujourd'hui de façon si publique. Prague, centre du mouvement tchèque, n'est pourvu d'un consulat français que depuis la fin de 1896. Ni chez les Croates, ni chez les Slovènes, ni chez les Roumains de Transylvanie, groupes dont chacun a son évolution propre, et tout à la fois une part à l'évolution plus générale de la Monarchie austro-hongroise, la France ne possède, sous la forme bénigne de consulats, une sorte d'instrument enregistreur de ce qui se passe et de ce qui se prépare. Convenons, du reste, que, faute de pouvoir justifier d'intérêts commerciaux assez étendus, elle se buterait presque partout au refus d'un Etat peu soucieux de laisser voir ses affaires de trop près. Mais observons aussi que là où ces intérêts sont constants, l'Etat en question, par ses répugnances, et le quai d'Orsay, par sa discrétion, s'accordent à éterniser un *statu quo* préjudiciable à notre commerce même et ouvrent à d'autres telle place que nous pourrions occuper.

Sous le ministère Gambetta, la Chambre de Commerce d'Agram pria le comte Laugier-Villars, alors consul général à Budapesth, de s'intéresser à la création d'un consulat français dans la capitale de la Croatie. Chez nous, la Chambre de Commerce de Reims et celle de Bordeaux, par l'organe de son ancien président. M. Lalande, appuyèrent ces démarches, dans l'intérêt de l'exportation de nos

vins. Le commerce des bois et la facilité d'acquérir de vastes domaines à bon compte commençaient à attirer un certain nombre de Français en Croatie [1]. Le quai d'Orsay chargea le comte Laugier-Villars de sonder le terrain à Budapesth. Celui-ci se heurta aux dispositions du cabinet magyar, alors présidé par M. Tisza, peu soucieux de donner l'*exequatur* à un témoin permanent de sa politique en Croatie, moins encore d'accorder à l'autonomie théorique des Croates une sorte de sanction, sous cette forme. De notre côté, on n'insista pas, et l'affaire est pendante, depuis treize ans. C'est l'Italie qui a profité de cette discrétion. Elle possède un agent consulaire à Agram, M. Carnelutti, depuis le mois de septembre 1896 [2].

[1] Entre autres le général Thomassin, ancien ministre de la Guerre, et le marquis de Piennes, membre du Conseil d'Administration des Chemins de fer serbes.

Actuellement, un assez grand nombre de maisons françaises ont des intérêts en Croatie : Gaffinel, Petit, Gairaud à Virovitica, Perrin à Kruzevac, Lamarche à Sissek. Elles se livrent surtout à l'exploitation et au commerce des bois de chêne.

[2] L'esprit dans lequel la Chambre de Commerce d'Agram a accueilli cette création montre assez que de nouvelles ouvertures du Gouvernement français trouveraient un appui dans le sentiment des hommes compétents en Croatie. Voici textuellement les termes de sa délibération du 11 septembre 1896 :

« La Chambre de Commerce reçoit avec plaisir cette notification (il s'agit de la création d'une agence consulaire italienne), puisque par là la question est préjugée de savoir si l'institution de représentants étrangers s'impose dans le royaume de Croatie. C'est un objet en vue duquel elle a déjà fait plusieurs démarches auprès des autorités compétentes, en insistant sur sa nécessité et sur son importance pour le pays. »

« Elle se déclare donc extrêmement satisfaite de cette mesure, espérant qu'elle provoquera des démarches d'*autres Etats* à cette même fin. »

Par contre, nous entretenons, à Fiume, un luxe de personnel consulaire qui nous coûte une trentaine de mille francs par an, et qui n'est nullement justifié par le mouvement commercial. Et, par respect, sans doute, pour une tradition antérieure au premier Empire, le vice-consulat de France a été maintenu à Raguse, ville de sept à huit mille âmes, où la génération actuelle n'a jamais vu un négociant français.

Intérêts commerciaux à part, il résulte donc de la rareté et du caractère plus ou moins archaïque des postes consulaires que l' « observation » des phénomènes proprement politiques, en Autriche-Hongrie, est extrêmement centralisée. C'est l'œil de l'ambassadeur de France à Vienne qui doit tout voir et pénétrer jusqu'à l'extrême rayon de ce cercle si composite dont il occupe le centre. Par cette raison, sans doute, l'ambassade de Vienne est tout spécialement dévolue aux hommes dont la carrière s'est développée hors du territoire austro-hongrois, ou qui même n'ont jamais appartenu à la diplomatie. Il n'y a pas longtemps, M. Lozé, ancien préfet de police, avait charge de renseigner le Gouvernement français sur les conditions de ce grand corps politique qu'il faut étudier en quelque sorte organe par organe, sous peine de ne le connaître jamais. Le cas n'est pas isolé d'ailleurs. Nous vivons, en diplomatie, sur deux principes admirables — que nul, du reste, ne nous envie, et, à plus forte raison, ne nous emprunte — et qui se complètent, s'étayent, s'éclairent surtout réciproquement. Le premier est que l'avancement, dans

la « carrière » est affaire d'ordre strictement administratif. L'ancienneté, les convenances personnelles, la faveur aussi — il n'est pas cruel de le supposer — sont les seuls ressorts de ce roulement qui envoie d'un bout du monde à l'autre l'agent chargé de représenter la France et, par surcroît, de la renseigner[1]. Le second c'est qu'un haut fonctionnaire, qui a droit à certaines « compensations administratives », impossibles à lui procurer en France ou dans les colonies, peut être recruté par la « carrière » et promu inopinément Père Joseph. Ces deux principes reposent sur un troisième, qui les engendre et les vivifie au jour le jour : c'est que, dans l'ordre diplomatique, il n'y a pas de *spécialités*.

[1] Il suffit de parcourir la collection de l'*Annuaire du Ministère des Affaires étrangères* — un livre qui se recommande à l'attention du Parlement — pour avoir une idée de ce chassé-croisé, et, soit dit en passant, du gaspillage de fonds qu'il entraine. Il arrive fréquemment qu'un agent diplomatique, transféré, par exemple, de Pékin ou de Washington en Europe, ou *vice versa*, accepte à contre-cœur sa translation, et fait des démarches pour obtenir un autre poste, démarches qui viennent à échéance fort peu de temps après qu'il a pris possession de celui-ci. Nous connaissons un ministre plénipotentiaire qui, de résident à Madagascar, promu représentant de la France à Cettigne, a repris le chemin de Paris, quelques jours après avoir présenté ses lettres de créance, et sans même avoir déballé ses meubles. Comme les frais de déplacement sont supportés par l'Etat, on voit quelle brèche font de tels abus au budget du Ministère. Et comme aussi ce budget est relativement restreint, il arrive que l'argent manque, non seulement pour une foule de dépenses utiles qui intéressent le service des renseignements, mais pour le remboursement même de ces frais, dans les conditions et délais prescrits par la loi. Certains agents, déplacés d'office, doivent supporter les conséquences des fantaisies de leurs collègues et attendre indûment, pendant dix-huit mois et plus, leur mandat d'indemnité.

Que demande-t-on, au fond, à un homme dont la mission essentielle consiste à se bien assimiler un milieu, à le rendre sensible et vivant, à grande distance de sa patrie, par des rapports documentés au Ministère? Un certain doigté professionnel, le frottement du monde, l'habitude du protocole, de la fortune — de la fortune surtout, c'est le point capital. Connaissances techniques, histoire, géographie, état économique et social, langues même, — voilà l'élément qui, dans l'esprit ordinaire des mouvements diplomatiques, figure *ad pompam et ostentationem*, ou, pour mieux dire, n'a pas de coefficient.

Et nulle part, peut-être, plus qu'en Autriche-Hongrie et dans la péninsule balkanique — c'est-à-dire là, tout justement, où le terrain politique est le plus mouvant et ne saurait être bien exploré, sans la connaissance approfondie du sous-sol — ce dédain superbe de la spécialité ne s'affiche en système. Nous avons vu un ex-préfet de police appelé à représenter la France à Vienne. Pour le poste de Bukarest, vacant il y a quelques mois, c'est à l'expérience d'un autre préfet, M. Henry, des Alpes-Maritimes, qu'on a fait appel. A Belgrade, quarante-huit heures avant la rentrée du roi Milan, la veille même d'une crise qui dure et qui n'est pas sans effet sur les relations entre Etats balkaniques, on installe un « observateur » qui vient de Buenos-Ayres[1]. On plaisante, chez nous, sur les

[1] La mise à la retraite inopinée de M. Patrimonio, prédécesseur de notre nouvel agent diplomatique à Belgrade, a produit le plus déplorable effet dans la péninsule slave et jusque dans certaines

gens dont le principal titre à la décoration consiste en ce qu'ils ne sont pas décorés. Les bureaux vous expliqueront le plus gravement du monde que la raison pour laquelle on appelle tel diplomate à un poste important d'Europe, c'est qu'il n'en a encore occupé aucun. On ne saurait décemment admettre qu'une carrière se terminât en Amérique, dès l'instant qu'elle y a été commencée. — À Cettigne, quatre ministres, venus, qui de Stockholm, qui de Madagascar, qui de Madrid, qui de Berne, se sont succédé depuis 1893. Quelle que soit la valeur réelle et incontestée de certains d'entre eux, leur a-t-on laissé le temps de prendre une installation morale? Notez bien que les bureaux sont unanimes à déclarer Cettigne un poste-type d'« observation ».

Et il faut bien ajouter que cette pratique, qui sent un peu trop son infaillibilité nonchalante et ses bureaux aristocratisés, ne nous est pas commune avec les autres pays, — dans ces proportions-là du moins, — singulièrement avec l'Autriche-Hongrie. On peut discuter les procédés de l'agent austro-hongrois dans le Balkan. Mais on ne saurait nier ni l'esprit judicieux qui les choisit, ni l'esprit de suite qui les maintient, ni l'esprit critique qui

sphères officielles. Coïncidant avec l'entrevue, à Paris, du roi Alexandre, de son père et de M. Hanotaux, elle ne pouvait manquer de prêter à des présomptions fâcheuses, touchant les complaisances du quai d'Orsay vis-à-vis du roi Milan. D'autant que, d'une part, on savait le roi Milan indisposé de longue date contre M. Patrimonio et que, de l'autre, certaine commande de canons à l'industrie française, procurée par l'entregent de notre ministre, a été donnée, dans la *Neue freie Presse*, comme le motif ou le prétexte de la démission exigée du ministère Simic.

règle la fonction sur la nature et l'étendue de leurs connaissances *spéciales*. Presque tous ont accompli le stade le plus important de leur carrière sur ce terrain ; ils y ont des relations ; ils en parlent assez couramment les langues; ce qui vaut mieux que tout, ils sont pénétrés de l'*ambiente*. Il en résulte que, malgré les défiances particulières dont ils sont entourés en plus d'un endroit — et pour cause, — ils parviennent à documenter très exactement la *Ballplatz*, à la mettre en situation de tenir sa politique à jour et de profiter des moindres circonstances. — Chez nous, au contraire, l'impulsion est à la hauteur de la préparation. Et si le Ministère reçoit des rapports vraiment utiles, si tel ou tel de nos agents est parvenu à se créer mieux qu'une situation banale, si, en un mot, la Direction politique du quai d'Orsay est *à peu près* servie par ses organes officiels, c'est que, parmi ces organes, plus d'un fournit au-delà de ce à quoi il était préparé, et peut-être de ce qu'on lui demande. C'est, en d'autres termes, que parmi les agents proprement diplomatiques et surtout peut-être parmi les consuls qui rendent, dans le Balkan, des services du même ordre qu'eux, l'initiative personnelle comble quelquefois — c'est, du reste, dit-on, un phénomène bien français — les lacunes du système et les brèches de la routine.

Sans dévier de ses récentes traditions d'extrême prudence et de respect un peu béat de tous les faits accomplis, il dépendrait d'une diplomatie mieux aiguillée de transformer l'exception en règle. Nous n'y trouverions pas d'avantages qu'au seul point

de vue du service des renseignements. En un temps où les affaires jouent un si grand rôle, et dans une région où l'industrie allemande est servie par de si habiles pionniers, telle grosse commande de matériel militaire, par exemple, n'aurait jamais été faite en France, si notre représentant n'eût mis son entregent personnel au service de cette catégorie d'intérêts. Un agent qui ignore tout du pays s'évite l'ennui d'en rien apprendre, se tient aux relations strictement officielles, assiste aux crises politiques sans cette nuance d'intérêt éclairé par où le Slave, bon connaisseur d'hommes, sent qu'il est en présence d'un ami, — cet agent nous représente par son habit et non par son être. La France recevra de lui, en services positifs comme en avertissements utiles, l'équivalent de ce qu'il donne en son nom. Ce type de diplomate est malheureusement connu et apprécié, au fond, comme il mérite de l'être, sinon par le Ministère, au moins par le milieu où son insuffisance s'épanouit. Ne se peint-il pas en pied dans ce joli mot d'un secrétaire d'ambassade, prenant possession d'un poste *balkanique*: au milieu d'un cercle de personnages officiels serbes, monténégrins et bulgares, notre homme sortit devant nous de la réserve professionnelle pour poser cette question: « Au fait, expliquez-moi donc ce qu'on entend par *Jugo-Slaves?* »

*
* *

Si la diplomatie française fait peu de chose pour les Slaves qui voudraient garder leurs illusions sur elle, notre presse, qui n'a pas les mêmes excuses et dont le rôle pourrait être beaucoup plus efficace, fait trop souvent moins que rien. Et nous entendons par là qu'en mainte occasion elle se prête, par des raisons qu'il ne convient pas de mettre toutes au compte de l'inadvertance, à entrer dans le jeu de l'étranger contre nous-mêmes.

La presse française, par le nombre de ses organes et le crédit qui s'attache à plusieurs d'entre eux, peut beaucoup pour ces isolés du grand public européen. Il faudrait qu'elle eût conscience de sa force et surtout qu'elle n'en mésusât pas. Il faudrait, tranchons le mot, qu'elle eût une *politique*. Certainement, chaque journal, à notre époque, est avant tout au service d'une combinaison financière ou d'un parti. C'est un fait qui se vérifie ailleurs qu'en France, dans tous les pays constitutionnels et même en Russie. Néanmoins en Allemagne, en Angleterre, en Autriche-Hongrie surtout, la haute presse, soit qu'elle défende, soit qu'elle prenne à partie un ministère ou un groupe déterminés, ne s'écarte pas d'une certaine ligne qu'elle sent conforme aux intérêts nationaux.

Elle n'est capable ni de certaines ignorances, ni de certaines prétéritions, ni surtout de dithyrambes inopportuns. Il y a, en cette matière, des dissonances d'une nature particulière, que ne sauraient commettre les vrais professionnels du clavier international ; de même qu'il y a des thèmes qui se prêtent à un développement spontané. Eviter les unes et insister sur les autres, c'est déjà une politique. Nous n'en avons pas.

Cela s'aperçoit surtout dans les matières austro-hongroises et, par contre-coup, balkaniques. Nous savons parfaitement — ou nous devons savoir — ce qu'est l'Autriche dualiste, son rôle par rapport à nous, et comme quoi le dualisme constitue une forme revisable de l'organisme établi dans l'Europe centrale. Même depuis que la notion de Triplice est familière au dernier de nos paysans, on a presque complètement laissé ignorer aux classes cultivées l'existence du contrepoids intérieur que cette *combinazione* trouve dans la seule ethnographie[1]. L'éducation du public a été si peu faite, sous ce rapport, que des milliers d'hommes du monde, réputés instruits, ignorent même les noms de ces nationalités dites « secondaires ». Toutes ces luttes des Roumains de Transylvanie, des Croates, des Slovènes, des Serbes de Hongrie — luttes électorales, scolaires, judiciaires, qui durent

[1] Le reproche s'adresse, d'ailleurs, à l'enseignement autant qu'à la presse. Quel est le bachelier, chez nous, qui pourrait exposer passablement les conditions ethnographiques de l'Austro-Hongrie ? On est plus instruit du règne d'Alexandre et des péripéties de la bataille de Pharsale.

depuis une vingtaine d'années et qui continuent — ou bien ont été passées sous silence, ou signalées par des télégrammes incompréhensibles à force de concision, ou même dénaturées par des correspondances tendancieuses auxquelles plus d'un journal à gros tirage donne libéralement l'hospitalité. Quand donc, dans un de ces journaux qui, pour l'étranger, comptent seuls, le procès de Klausenburg et le *Memorandum* des Serbes de Bosnie ont-ils eu les honneurs de l'article de fonds ? La réapparition du roi Milan à Belgrade, il y a quelques mois, a fait couler un peu d'encre. En bonne foi, est-ce au peuple serbe ou à cette frétillante personnalité que s'adressait cet hommage ?

Non seulement nous ne faisons pas à nos amis naturels l'aumône d'un peu d'intérêt intelligent, à travers des crises dont l'enjeu est l'hégémonie de rivaux non moins naturels. C'est trop souvent à ces rivaux même que va l'attention, la justification, l'éloge. Ce sont eux qui ont pris pied chez nous, et se font rendre, à Paris, des services dont l'importance ne peut être bien sentie qu'ailleurs.

Certes nul plus que nous ne rend justice aux qualités positives et singulièrement au génie politique du peuple magyar. Il a tiré un merveilleux parti d'une situation difficile ; il occupe aujourd'hui, selon de bons juges, sous le rapport de la cohésion et de la force, le premier rang parmi les nationalités austro-hongroises. Mais quand bien même les souvenirs du ministère Tisza et l'apothéose toute récente de Guillaume II à Budapesth ne souligneraient pas sa haute importance dans la formation triplicienne, le

besoin qu'il éprouve de s'appuyer à l'Empire d'Allemagne ressort à l'évidence de sa position géographique. C'est proprement l'îlot battu de tous côtés par la mer slave, sauf à l'Ouest, où il s'adosse à l'élément allemand, depuis que la Constitution dualiste l'a fait son égal. Il faut encore ajouter que l'extension de son hégémonie se produit au détriment de nationalités qui prendraient exactement le contre-pied de la politique triplicienne, de telle sorte qu'il ne manque rien à cette situation pour être claire à qui connaît un peu sa carte internationale.

Et pourtant, par les mille canaux d'une influence dont nous nous dispenserons d'énumérer les éléments — d'autant qu'il faudrait sans doute parler un peu de Pactole pour donner une idée exacte de cette canalisation — le Hongrois s'est fait à Paris, dans ce qu'on est convenu d'appeler la Haute Presse, une situation inexpugnable. Il a intérêt à ce qu'on ne donne aucun écho à tous les symptômes de rébellion contre sa rude hégémonie (le *memorandum* roumain et les récentes élections croates, par exemple) — et le fait est qu'on n'en donne pas. Il a besoin de réclame pour ses hommes d'Etat, d'apothéoses pour son Millénaire, de plaidoyers en faveur de sa politique, de souscriptions pour ses inondés, — il est assuré de trouver tout cela chez nous, et plus particulièrement là où la presse se présente à l'état de force organisée, consacrée, irradiante. Il a « travaillé » à merveille la place de Paris ; elle lui appartient comme celle de Berlin, et infiniment mieux que

celle de Vienne. Il est aimable, il est insinuant, il est souvent riche, il sait son monde. Il acclame l'Empereur d'Allemagne à Budapesth — et de quels *Eljens !* — mais il sait nous dire à nous, et faire croire à des hommes qui ne passent pas pour naïfs, qu'au fond notre peuple et le sien communient dans le même idéal de liberté, de culture, de largeur élégante de vues, bref dans l' « occidentalisme » *affairiste* et boulevardier. Il est en état de barrer la route, dans telle grande revue que nous pourrions citer, à un Français trop bien informé des choses de Transleithanie et décidé à les décrire telles qu'il les a vues.

L'occupation de la Bosnie-Herzégovine a donné lieu à de larges distributions de cette manne dont les vrais hommes d'Etat régalent à l'occasion les lettres affamées. Petites histoires bien connues du Tout-Serajevo, d'ailleurs, et qui ne sentent guère la calomnie, tant le style trahit souvent la source de l'inspiration. M. de Kallay ne néglige rien : il a budget pour l'article, la « notice » et même le livre. Filles aînées ou cadettes de la presse, il sait que toutes sont d'excellentes commères pour conter les prouesses de son administration. Jamais surintendant ne trouva de cruelles. — « Voici un laboratoire où, sous la haute et intelligente direction d'un homme d'Etat *de génie*, se poursuit une expérience de science (*sic*) économique et sociale de haute portée... C'est ainsi que la Bosnie-Herzégovine, etc., sont un exemple de ce qu'une administration consciente du but à atteindre, infatigable et éclairée peut faire, dans un court

espace de temps (*sic*) de pays arriérés, etc... Le mérite incontestable et hautement reconnu de cette belle œuvre de rénovation revient à S. E. M. Benjamin de Kallay (*sic*), ministre pour la Bosnie, etc... Voyageurs, étrangers, artistes, savants, touristes, seuls ou en caravane (*sic*), si vous cherchez la source de l'eau de Jouvence (?) qui a redonné une jeunesse pleine d'avenir à la cité, vous la retrouverez dans l'admirable initiative de ce *Colbert des Balkans* et dans le dévouement *enthousiaste* (!) de ses collaborateurs. » L'auteur de ces lignes n'appartient pas aux bureaux du Colbert des Balkans. Au style près, c'est un Français. Il est inutile de dire où la pièce a paru (on en a fait des tirages à part, très soignés, avec héliogravures), comme aussi de signaler le titre d'un livre, français également, dont il était question, l'autre jour, dans un dîner officiel à Serajevo... Comme on en louait l'inspiration, autour de la table, quelqu'un demanda à l'un des consuls présents — qui sait trop d'histoires, et de trop bonnes pour ne point avoir son franc-parler — s'il le connaissait : « Je connais le livre, répondit placidement le marquis P..., je connais l'auteur ; et je connais aussi la somme que vous lui avez donnée. »

Vu de Paris, le métier n'a rien qui effarouche sensiblement nos mœurs et, à plus forte raison, notre patriotisme. Vus des Balkans, le lyrisme reconnaissant et même la louange désintéressée, quand il s'agit de Bosnie-Herzégovine, déconcertent nos meilleurs amis. Ils ont sujet de nous demander, non pas seulement si nos apologistes

savent bien ce dont ils parlent, mais si nous avons oublié l'histoire, si nous nous rendons bien compte de la genèse de cette occupation si vantée? D'où procède donc cette conception d'une Autriche « balkanique », qui a reçu là un commencement de réalisation, sinon du génie de Bismarck, ingénieux à procurer des « compensations » à sa victime de Sadowa, pour se l'associer contre la victime de la fameuse dépêche d'Ems? Et comment peut-il échapper que l'expérience « de haute portée sociale et économique », poursuivie en Bosnie par cet admirable M. de Kallay, s'analyserait beaucoup mieux, au point de vue français, en une assurance contre nos velléités de récupérer l'Alsace-Lorraine? — S'il est devenu politique d'oublier, il ne saurait l'être de ne pas pressentir. Et nous donnons vraiment, sous ce rapport, le spectacle d'une étrange contradiction. Ainsi, l'appréhension de l'hégémonie germanique nous aura jetés dans le plus exubérant des *russophilismes*, et quand l'Allemand[1] se taille dans la péninsule une sorte d'Algérie continentale, il suffit qu'on nous montre quelques chemins de fer et des hôtels confortables pour que

[1] Nous ne saurions trop répéter qu'au point de vue français ce n'est pas le principe d'une extension de l'Autriche du côté des Balkans, mais les résultats de cette extension, tout autant que l'Autriche restera dualiste et triplicienne, qui sont de nature à nous alarmer. Notre point de vue *national* pourrait être différent, si jamais le grand Empire de l'Europe centrale revêtait à l'intérieur la forme fédérative, qui correspondrait probablement à la neutralité, au dehors. En un mot, la fonction de l'Autriche est, par rapport à nous, variable, et variable aussi, par conséquent, se trouve être la nature de l'attention que nous pouvons prêter à son développement.

nous applaudissions. La délimitation des « sphères d'influence » en Afrique est un objet qui préoccupe toutes les chancelleries continentales (la nôtre comprise), et le *Drang* vers Salonique passe, chez nous, pour secondaire. Que ferions-nous de plus, si la politique de l'alliance allemande, qu'on prétend avoir été celle de Jules Ferry, eût fini par prévaloir, dans les sphères gouvernementales et dans l'opinion[1]?

*
* *

Généralisons : ce défaut de sens vraiment français, dans cette question comme dans beaucoup d'autres connexes, procède moins peut-être encore de certaines lacunes d'éducation que du cosmopolitisme. Le cosmopolitisme nous gagne, et voilà

[1] La presse russe — en dépit de l'indifférence presque officielle du gouvernement pour les affaires balkaniques — est incapable de ce qu'on peut bien appeler, au point de vue international, un si grossier solécisme. Dans le *Sviet*, dans les *Novosti*, dans la *Novoie Vremia* même, qui passe pour recevoir des inspirations directes de la chancellerie, on ne trouvera jamais d'apologie de l'occupation, et très souvent même de vives critiques du régime de M. de Kallay s'y étalent. Nous en avons cité des exemples. Et pourtant la Russie, nous pensons l'avoir démontré, n'a guère d'appréhensions positives à concevoir du *Drang nach Osten*. C'est bien plutôt nous qui avons un intérêt d'avenir à ce que le terme de l'évolution balkanique ne soit pas celui-là.

par où, à tant d'égards, nous décevons nos meilleurs amis. Traversant encore la phase du « nationalisme » et constatant, de surcroît, qu'elle bat son plein chez les Allemands, ils sont surpris de ce que nous semblions l'avoir dépassée. Laissant toujours de côté cette mortelle question de « sympathies » — qui a été inventée par les touristes et non par les véritables investigateurs de l'étranger, — nous sommes encore pour eux l'Occident-type, le pays de l'expansion intellectuelle, par-dessus tout évocateur et quelque peu juge des causes qui intéressent la civilisation. A tous ces titres, l'article qui vient de France, surtout quand il est revêtu d'une signature, produit encore chez eux une impression profonde. S'il témoigne de quelque connaissance de la situation interne des jeunes nationalités, il a pour effet de leur donner confiance, de les fortifier dans certaines luttes légitimes, d'être, en un mot, pour l'esprit public, l'équivalent de ces aliments qui, dans l'ordre matériel, à petite dose, fortifient l'ossature de l'individu. Léger, mal documenté, sentant son cosmopolitisme, il déçoit. Nous avons les bénéfices d'un rayonnement très ancien et recueilli, pour ainsi dire, à une foule de petits foyers : nous en avons aussi les charges. Il faut avoir vécu hors de France, et singulièrement dans le Balkan slave, pour bien comprendre cet effet de la littérature sur l'opinion[1].

[1] Le maître écrivain qu'est M. Anatole France ne se doute pas, par exemple, à quel point il a scandalisé, nous serions tenté de dire alarmé, une foule de bien honnêtes Slaves du Sud par un

Ce que les Slaves du Sud nous demandent avant tout, c'est de les bien faire connaître, — de les faire connaître tels qu'ils sont, et non point à travers ce prisme du statut politique, qui masque ou diminue leur individualité. Nous pouvons beaucoup pour eux, comme, du reste, pour tous les peuples qui

article qui a paru récemment dans le *Figaro* sous le titre : « la Dalmatie ». — Nous avons sous les yeux, entre autres coupures qu'on a bien voulu nous adresser, six colonnes du *Jedinstvo*, de Trieste, et deux de l'*Obzor*, d'Agram, pleines de gémissements provoqués par notre aimable académicien. On lui tient un peu rigueur d'avoir pris quelques privautés avec l'histoire — en faisant rétrospectivement cadeau à l'ex-république de Venise de l'ex-république de Raguse — et avec la philologie, en avançant, sur la foi d'un orfèvre gai, qu'on parlait le *tchèque* en Dalmatie. Mais le point sensible est qu'ayant atterri cette côte dalmate, il n'a pas démêlé tout ce qu'il y avait d'original et de profond dans son *slavisme* — qu'il appelle barbarie — et lui délivre des lettres de *latinisation*, qui n'enchantent qu'une infime minorité. Il y a là un cas de susceptibilité nationale qu'il faudrait l'exquise adresse de M. Anatole France lui-même pour le décrire. On attend son retour pour le bien bourrer d'histoire et d'ethnographie et obtenir de lui une réparation, sous forme de pages charmantes.

Par contre, quand, par hasard, un article de journal ou de revue, inférieur assurément, en la forme, à ceux que M. Anatole France nous pourrait donner, entre dans l'esprit de cette race et marque quelque foi à son avenir, non seulement les confrères slaves s'épanouissent, mais — signe plus caractéristique — la haute presse de Pesth se fâche. Un article qui a paru dans la *Revue des Deux Mondes*, sous le titre : « la Hongrie et l'Opposition croate », au mois de septembre 1895, a valu à son auteur trois charges à fond du *Pester Lloyd* (entre beaucoup d'autres), et la première commençait textuellement par ces mots : « La *Revue des Deux Mondes*, décidément acquise à la politique franco-slave, cherche à atténuer par avance l'effet pacificateur qu'on attend de la visite du Roi en Croatie. » — L'auteur était assurément exempt de vues aussi ambitieuses et aussi noires. Mais on voit assez, par cette citation, que la littérature n'est pas jugée partout, comme à Paris, une bonne fille dont la Politique se soucie peu.

ne sont pas encore entrés dans la réclame. Ce qu'ils nomment leur vie nationale n'est, en somme, que le produit d'une foule de facteurs dignes d'intéresser l'érudit, le psychologue, même le *dilettante*. On saurait un peu, en France, qu'ils ont aussi une littérature, des orateurs, des artistes, et un fond de mœurs aussi démocratiques que les nôtres, et même une pointe de cet esprit révolutionnaire dont M. Jules Lemaître nous conseillait récemment de ne pas rougir, — que notre bagage de connaissances s'en enrichirait, sans, je crois, que des points noirs parussent inopinément à l'horizon de la paix générale. Delà, à comprendre leur fonction, dans ce grand livre de l'Europe dont l'édition définitive n'est pas encore tirée, il n'y aurait qu'un pas. Et, ce pas franchi, nous serions mieux fondés, même et surtout devant la galerie internationale, à nous réclamer du *slavisme* comme de l'allié ethnographique naturel. Eux y verraient un signe de plus de ce qu'ils nomment leur « vocation », qui n'est que la fonction idéalisée et transportée dans l'avenir.

Pour le moment, cette fonction nous paraît être *une*, en dépit de l'échelonnement des frontières qui font de ce monde comme une sorte de damier. Elle est de retarder, de compromettre même, en Autriche-Hongrie, comme au delà, les suprêmes conséquences de la politique du prince de Bismarck. Imaginez, dans ce Balkan slave, une dégénérescence de l'esprit national, ou même une simple transaction morale avec la poussée germanique, nous aurions là tous les éléments d'une seconde

Autriche, associée, comme celle d'aujourd'hui, aux intérêts dont le centre est à Berlin. Nous serions en présence d'une race à la fois prolifique et militaire — grandes qualités par le temps qui court — qui serait déjà à moitié fondue dans un organisme allemand. La Russie, dira-t-on, en aurait à temps pris ombrage : c'est une question, qu'en tous cas une guerre seule aurait pu trancher. De sorte que même les partisans de la paix à outrance ont sujet d'examiner si ce « nationalisme » des Slaves du Sud n'a pas dispensé la Russie et la France de jouer une partie décisive trop tôt.

L'œuvre de la paix, dans cette partie de l'Europe, n'a pas été de tous points inféconde. Elle a grandement servi sans doute le *Drang nach Osten* ; elle a permis aussi le rassemblement des matériaux nécessaires à la réaction. Chaque groupe jugoslave a pris, vaille que vaille, une position de combat. Les Slovènes et les Croates de Dalmatie font nombre, au *Reichsrath*, dans la majorité que le parti dit « libéral » allemand a essayé d'intimider par les dernières violences. Les Serbes et les Bulgares sont, en dépit de tous les retours de la politique triplicienne, une réserve contre ce même *pangermanisme*, s'il venait à tenter d'autres assauts que ceux de la tribune parlementaire. Tous constituent une sorte de barrière vivante entre l'*Allemagne-race* et son nouveau protégé, l'Empire ottoman. Et voilà pourquoi, unis par l'origine ethnique, par le malheur, par des tendances que nous avons essayé d'analyser, les Slaves du Sud, considérés d'un peu haut, nous apparaissent

comme une entité définie, comme un seul et même acteur, qui, sur la scène politique, change plus d'habit que de rôle.

De savoir en quelle forme ce rôle se précisera plus tard, c'est un problème dont la donnée principale est inhérente au cours des affaires en Autriche-Hongrie. Nous achevons ce livre au moment le plus troublé de l'histoire de ce grand État depuis 1866, — le plus douloureux peut-être pour un souverain qui commande le respect, et qui célèbre le cinquantième anniversaire de son règne au lendemain de l'émeute à Vienne et à Prague. Que le parti radical hongrois saisisse cette occasion de déchirer le pacte dualiste et s'impose, — nous entrons dans l'inconnu. Mais, faute de pouvoir pressentir les événements, il est élémentaire que les Français connaissent leurs amis. Notre intérêt s'est porté sur les plus ignorés ; nous avons apprécié, pour avoir longtemps vécu parmi eux, qu'ils méritaient autre chose que l'aumône du *dilettantisme* ; nous croyons à leur avenir politique et à certaines revanches impatiemment attendues. Il était bien inutile de leur dédier ces pages : l'esprit qu'ils y trouveront est la meilleure des dédicaces.

Raguse, mars 1898.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE III

LA SOCIÉTÉ JUGO-SLAVE

CHAPITRE IV

LE CONFLIT SERBO-CROATE

CHAPITRE V

LA QUESTION RELIGIEUSE

CHAPITRE VI

LES SYMPTÔMES ACTUELS

CHAPITRE VII

LE CÔTÉ SOCIAL DE LA QUESTION BALKANIQUE

CHAPITRE VIII

LE RÔLE DE LA FRANCE

TOURS. — IMPRIMERIE DESLIS FRÈRES, 6, RUE GAMBETTA.